BOURSE

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14371 - 6 F

MERCREDI 10 AVRIL 1991

Alors que les réfugiés kurdes continuent d'affluer en Turquie et en Iran

# Les Douze demandent aux Nations unies de créer

# La morale contre l'étatisme

EXTRÊME urgence oblige, la communauté internationale fait preuve d'imagination en predogmes les plus chers. Après avoir consacré la semaine dernière, dans la résolution 688 du Conseil de sécurité, le « devoir d'ingérence humanitaire », elle promeut une nouvelle idée : l'établissement, sous le contrôle des Nations unies, de « zones de protection » dans le nord de 'Irak. Ces deux innovations ont le même objectif : permettre aux millions de Kurdes lancés sur les routes de l'exode, d'échapper à une « répression », qui, selon M. Mitterrand, a confine au

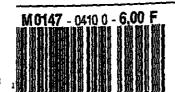
Ayant tardivement pris la mesure du drame qui se joue dans les montagnes du Kurdistan – et dont il est, en pertie, respon-sable pour avoir laissé à M. Saddam Hussein les moyens militaires d'écraser l'éphémère rebellion des « peshmergas », l'Occident s'active pour éviter que l'armée irakienne ne se livre à un énième massacre. En aiguil-lonnant la solidarité internationate vers un peuple dans la detresse, slors que le temps presse, les Douze invitent le Conseil de sécurité à agir vite.

A création d' « enclaves » offrant un abri sur aux Kurdes pourchassés marquerait une nouvelle étape dans l'élaboration d'un « droit humanitaire ». dont deux résolutions votées en 1988 et en 1990 - la première sur le « libre accès aux victimes des situations d'urgence», la seconde sur les « couloirs d'urgence humanítaire » – posèrent les premiers jalons. Dans tous les cas, il s'agissait de faire pré-valoir la morale sur la politique, au service de populations démunies, victimes de famines ou de

Pareille ingérence suppose qu'on égratigne au passage la sacro-sainte indépendance étatique, loi d'airain de la vie internaonale. Comme l'a souligné lundi M. Mitterrand en un subtil distinguo, la souveraineté de l'Irak n'est pas remise en question dans son principe, mais seulement dans son « exercice ». L'affaire est trop grave, le précédent trop périlleux, pour ne pas s'entourer d'un maximum de prudence. Ainsi chacun s'accorde à souligner le caractère exceptionnel et provisoire des mesures souhaitées par les Douze.

D'AUTANT que la mise en place de « sanctuaires » dans le nord de l'irak porte en germe un autre danger : l'esquisse d'un « Kurdistan libéré », prélude au dépecage du pays, que ni la communauté internatioale, ni le monde arabe, ni aucun Etat voisin n'appelle de ses

Mais, pour le malheureux peu-ple kurde, une chose prime, ces jours-ci : ne pas être contraint de choisir entre la mort ou l'exil. entra le génocide et la dispersion. Peuple sans Etat, les Kurdes redoutent de devenir un peuple sans terre. Leur tragédie rappelle, par certains aspects, celle que vécurent les Arméniens après 1915 et il y a quarante ans les Palestiniens, incités à l'exode par la propagande et la peur. Pour ne pas devenir une nouvelle diaspora, il leur faut s'accrocher à leurs montagnes. La commu-nauté internationale peut - et doit - les aider.



# des « zones de sécurité » en Irak

ont approuvé l'idée - soumise par le tel projet a également été discuté, avec l'aval par les troupes de Bagdad.

Réunis à Luxembourg, lundi 8 avril, en des Etats-Unis, au Conseil de sécurité qui sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de devait poursuivre, mardi, ses travaux à ce Jouvemement de la Communauté européenne sujet. Dans le même souci, la majorité du Conseil envisage d'établir, toujours sous l'au-Royaume-Uni – de créer, sous l'égide de torité des Nations unies, un secteur démilital'ONU, des zones de protection pour les risé au sud de l'Irak pour mettre les popula-Kurdes, en territoire irakien. A New-York, un tions chiites à l'abri de la répression menée

## « Le monde nous oubliera toujours »

**PIRANSHAHR** (frontière iranienne)

de notre envoyé spécial Le massif du Haj-Omran ne pouvait plus, lundi 8 avril, cacher ses zébrures. Depuis la vallée, il fallait désormais s'habituer à ses lignes sombres et continues, s'incrustant dans la montagne comme autant d'artères de la honte. Vues de plus près, elles offraient les scènes d'un exode coutinier. Des fillettes de trois ans marchant pieds nus, trébuchant dans la boue, tirées par

Lyon et Bordeaux sont

malades. La première com-

mence à souffrir du ridicule

dans lequel l'ont plongée le

cambriolage rocambolesque

d'une permanence électorale

et les démêlés politico-fami-

liaux du maire, M. Michel

Noir, avec son gendre,

La seconde retient son

souffle pour écouter craquer

le système Chaban. Au pou-

vair depuis 1947, le maire

de Bordeaux, bâtisseur de

ponts, de tours d'acier et de

béton, risque de manquer sa

sortie, empêtré dans l'affaire

des girondins et dans celle

Lire page 12 les articles

de DANIEL CARTON

et de GILLES PARIS

Cartier

L'ART D'ETRE UNIQUE

7, PLACE VENDOME. PARIS. 42.61.55.55

23, PLACE VENDOME. PARIS .40.15.03.51

du projet de métro.

M. Pierre Botton.

parents, certains endormis, les bras pendants à l'extérieur d'une bâche de camion, d'autres ballottés à l'avant d'une pelleteuse. Les femmes ont fait du the en brûlant quelques brindilles; elles ont lavé leurs bebes dans des ruisselets d'eau boueuse et les assoissés ont croqué la neige à pleines dents. Les enfants se sont battus à la distribution des pommes et les adultes à celle du pain. Marchant la nuit pour vain-

cre une température s'approchant l'épaule pour esquiver une flaque de zéro degré, certains dormaient d'eau : des enfants, encore, tranlundi matin, recroquevilles sous sis de froid, sur le dos de leurs les premiers rayons de soleii. Un berger guidait un troupcau de quatre moutons. La cohorte grossissante s'avançait tant bien que mal, les semelles collées à cette terre noire crevassée par les morsures de la fonte des neiges. **DOMINIQUE LE GUILLEDOUX** 

Lire la suite page 3 ainsi que les articles de PHILIPPE LEMAITRE, d'AFSANÉ BASSIR POUR et SERGE MARTI, pages 3 et 4

# Ouverture au Sénégal

Le président Diouf fait entrer cinq responsables de l'opposition - dont M. Wade - dans le gouvernament

### La Grèce désenchantée

En un an d'exercice du pouvoir.

la gouvernement conservateur de M. Mitsotakis n'a pas su s'imposer

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

### Le juge Jean-Pierre en accusation

Le ministère de la justice dénonce des « irrégularités » dans la perquisition au siège d'Urbatechnic

La réforme de l'administration territoriale L'Assemblée adopte le projet de loi à une voix de majorité

Un entretien avec Pierre-André Taguieff

le « néo-racisme » et les moyens de le combattre

page 2

# SCIENCES & MÉDICONE

Les caries des Français. 

États-Unis-URSS: retrouvailles dans

» Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 30

l'espace ? ■ Tautavel ou l'art de doubler. ■ Petits soins français

### Lyon et Bordeaux La transition polonaise engagee villes en crise

Le passage à l'économie de marché de la Pologne est en bonne voie. La «thérapie de choc» a cependant un coût social très élevé

pour Anglais.

par Erik Izraelewicz

Les capitales et les capitaux. Trois mois après son élection à la présidence de la République. M. Lech Walesa fait la tournée des premières pour attirer en Pologne les seconds. A Washington, à Bonn et à Bruxelles hier, comme à Paris aujourd'hui, et à Tokyo demain, il tente de séduire les investisseurs occidentaux en mettant en avant la «thérapie de choc» appliquée dans son pays depuis le 1ª janvier 1990 et poursuivie par son gouverne-

Stopper l'hyperinflation, rétablir les grands équilibres et amorcer la transition vers l'économie de marché : sur ces trois objectifs de la politique mise en œuvre depuis quinze mois par le jeune ministre libéral des finances, M. Leszek Bal-

A BOUTIQUE

cerowicz, Varsovie a obtenu des résultats tangibles. Le rétablissement reste pourtant fragile, et les habitudes d'une économie administrée n'ont pas encore disparu.

Bien que de qualité incertaine en période de transformation socioconomique, les statistiques pour 1990 confirment le succés de la politique de stabilisation. L'hyperinflation a été, sinon stoppée, en rythme annuel de hausse de 740 % en début d'année, les prix ne progressaient plus à la fin de 1990 qu'à une vitesse de 350 %. La performance est d'autant plus remarquable qu'a été simultanément amorcée une véritable réforme des prix, ceux-ci ayant presque totalement retrouvé la liberté et une structure plus proche de ceile des pays occidentaux.

Lire la suite page 21



# La galaxie Hersant

Spéculations sur la succession du « papivore »

par Michel Colonna d'Istria et Yves-Marie Labé

Insaisissable Robert Hersant! Le plus connu des patrons de presse français est aussi le plus discret tant il est économe, voire avare, de ses interventions publiques. Mais il n'en continue pas moins d'étendre son empire de papier. Le pense-t-on préoccupé d'audiovisuel au point d'y perdre ses fonds - ou ceux de ses banquiers? Voilà ce passionné de télévision qui abandonne la direction de la Cinq, mais à ses conditions, après avoir fait une nouvelle fois la preuve de son habileté tactique en éconduisant l'assaut de M. Jérôme Seydoux.

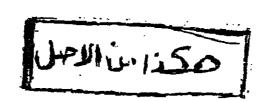
Le dit-on fatigué, surveillant de ioin le travail de ses troupes? Ses collaborateurs s'en amusent, qui témoignent de sa vigilance sur tous les dossiers importants. Spécule-t-on sur sa prochaine rentabilité doit être au rendezretraite, y compris dans son groupe de presse? Le voilà parti à l'assaut de l'Est, d'abord dans la presse quotidienne régionale française, puis au-delà, en Europe

L'aventure audiovisuelle, gouffre d'argent frais, mettait en péril la maison Hersant; le rachat de la Cinq par Hachette a remboursé toutes les sommes investies dans la chaîne. La vente de l'ancien immeuble de France-Soir, rue Réaumur, a fourni un second ballon d'oxygène. Bienvenues, ces rentrées exceptionnelles ne suffiront pas longtemps à financer la nouvelle fringale d'achat qui sai-sit Robert Hersant. Répugnant à vendre l'un de ses titres, il a accumulé des actifs évalués à 5 ou 6 milliards de francs, qui peuvent gager de nouveaux emprunts, dont les banquiers n'ont jamais été avares, même au temps de la nationalisation du crédit. Mais la

vous, pour en payer les intérêts. Les maigres bénéfices officiels de la maison-mère, la Socpresse (211 000 francs déclarés pour 3,5 milliards de chiffres de chiffre d'affaires en 1989, dernière année disponible) ne peuvent y suffire. Certes, en l'absence de toute consolidation, ces chiffres sont loin de refléter la vraie santé financière d'un groupe dont le chiffre d'affaires est sans doute proche des 8 milliards de francs.

Mais la presse Hersant n'échappe pas à la morosité publicitaire ambiante : les traditionnelles « vaches à lait » que constituent le Figaro (pour les petites annonces) et le Figuro-Ma-gazine (pour la publicité commerciale) n'ont pas été épargnées. Le recentrage du groupe sur son activité d'origine, la presse écrite. devrait donc s'accompagner d'une réorganisation.

nagne, 2.50 DNA; Aurriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2.25 \$ CAN; Antifies-Réumon, 9 F; Côte-d'h-toire, 465 F CFA; Danamark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; 12 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bes, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Susse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S



La meille un e rien nulder 1

« A la stratégie du cordon sanitaire, visant à isoler le mouvement lepéniste il faut substituer une politique offensive, fondée sur la prévention »

Pierre-André Taguieff, chercheur au CNRS et président de l'Observatoire de l'antisémitisme, a dirigé un ouvrage collectif, intitulé Face au racisme, qui vient d'être publié par La Découverte (2 tomes, 95 et 110 F). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il analyse les métamorphoses du racisme, la crise de l'antiracisme et la stratégie à adopter, selon lui, face au Front national.

« Dans vos analyses, vous insis-tez sur les « métamorphoses du racisme» et l'émergence d'un « néo-racisme ». Qu'entendez-vous

 Si l'on peut définir un noyau dur de l'imaginaire raciste, c'est la hantise du mélange, cette peur panique de l'indifférenciation qui se retraduit en exaltation de la différence. Le néo-racisme culturel et différentialiste est passé au politique, en France, porté par le Front national, dont le discours illustre bien l'intégration du néo-racisme dans le nationalisme. La stigmatisation, la discrimination et l'exclusion radicale se pratiquent aujourd'hui au nom de valeurs et de normes comme la tolérance, le respect de l'autre, le droit à la différence: le nouveau racisme idéologique est un racisme symbolique, subtil et indirect, soucieux de respectabilité «culturelle », jouant sur les sous-entendus pour détourner et retourner les « mots caractérise donc le néo-racisme, c'est d'abord son retournement des valeurs du relativisme culturel (déplacement de la «race» vers la «culture»), ensuite le fait qu'il érige la différence culturelle en absolu, d'où la condamnation du mélange et l'affirmation de l'inassimilabilité radicale des «cultures». Les stratèges doctrinaux du Front national ont exposé pédagogi-quement les principes du noé-racisme «soft», révélant ainsi la nature déma-gogique de leur discours: «Pour séduire, il faut d'abord éviter de faire peur et de créer un sentiment de répulsion. Or, dans notre société soft et craintive, les propos excessifs inquietent et provoquent la méliance ou le rejet dans une large partie de la population. (...) De façon certes caricatu-rale, au lieu de dire « les bougnoules à la mer», disons qu'il faut « organiser le retour chez eux des immigrés du tiers-monde» (L'image du Front national, brochure destinée aux

### - Comment expliquez-vous l'attitude du Front national dans la crise du Golfe ?

cadres du parti, 1990).

- La première motivation des stratèges du Front national a été de se démarquer des autres forces politiques. D'autre part, le tournant anti-israélien (ou «antisioniste») et anti américain («anti-impérialiste»), s'il a dérouté l'électorat lepéniste (approu-vant dans la majorité, autour de 60 % l'intervention militaire alliée), a permis au Front national de rassem-bler autour de lui les multiples grou-puscules extrémistes qui, jusque-là, reprochaient essentiellement à Le Pen d'être un pro-américain et un pro-israélien inconditionnel, voire un «sio-niste». C'est ainsi que Marc Fredriksen, leader d'une formation néo-nazie (Faisceaux nationalistes européens). trer « de plus en plus ouvert aux réali-lés », au terme d'un article centré sur

la dénonciation des « puissances mon-dialistes ». Saddam Hussein est un héros parce qu'il « menace le droit de la ploutocratie internationale», lit-on parallèlement dans l'organe des «antisionistes» de l'Œuvre française (le Soleil, nº 4, juillet-août 1990, p. 6: «Crise du Golfe: non au diktat sioniste»). Par sa prise de position pro-irakienne, le Front national a donc accéléré le processus d'homogénéisation idéologique des droites radicales en France, initié par son irruption dans l'espace politique français en 1983-1984. Les cinq mouvances qui, depuis les années 70, occupaient la scène de l'extrême-droite - contre-révolutionnaires et traditionalistes catholiques, néo-fascistes (« nationalistes révolutionnaires»), néo-conservateurs («nouvelle droite»), racistes biologiques (« néo-nazis »), nationauxpopulistes ont été intégrées, satellisées ou radicalement marginalisées par le

### Une lecture systématique des sondages

- Mais en dénoncant l'engagemem muraire et en rendant des visites symboliques à des chefs d'Etat arabes (Irak, Maroc), l'ob-iertif de III (1888). ment militaire et en rendant de jectif de M. Le Pen allait au-delà...

- Il s'agissait, d'une part, de briser ou neutraliser la principale image négative du Front national, à savoir celle d'un mouvement xénophobe ou raciste anti-arabe, non moins qu'une représentation largement utilisée par Pen va-t-en-guerre ou d'un parti mili-tariste, voire belliciste, rassembleur d'«hommes de violence». Partant, mettre en disticulté les antiracistes militants en majorité pacifistes, par un brouillage de leurs principaux repères et modes d'identification d'eux-mêmes et de leurs «ennemis». Il s'agissait d'autre part de continuer l'exploitation politique expérimentale de la montée des attitudes antijuives depuis 1987-1988. Cette ouverture d'un nouveau front en 1989 me paraît supposer une lecture systéma-tique des sondages et illustrer la déci-sion de définir une tactique idéologique en fonction de leurs résultats - ce qui implique le travail d'un corps d'experts qui, s'ajoutant au conseil scientifique du Front national, marque l'émergence d'une nouvelle intel-ligentsia nationaliste : il faut insister sur la nouveauté du phénomène, près d'un demi-siècle après la décomposition de l'Action française.

### Un nouveau bipolarisme

Quel bilan faites-vous de la

stratégie du Front national 7 - L'objectif frontiste est d'instaurer un nouveau bipolarisme, fondé sur l'antagonisme entre un pôle social-démocrate (bloc centré sur le PS) et un pôle «national» dominé par le FN, de telle sorte que les partis de la droite modérée RPR-UDF soient contraints de choisir l'un des deux camps, et partant de se décomposer pour finalement disparaître, faute d'espace politique à occuper. C'est dans ce cadre qu'il faut resituer l'ex-traordinaire bévue de l'équipe diri-geante du FN. Car l'objectif visé était, après l'a effet Carpentras», de reconstruire une image positive de Le Pen: un homme politique responsable, sou-cieux de défendre les intérêts réels de la seule (et vraie) France, en évitant à

celle-ci les malheurs d'une guerre civile (conflits intercommunautaires violents accompagnés d'une vague d'attentats terroristes). Bref, Le Pen n'a pris le risque de fissurer son image mythique, celle d'un nouveau Charles Martel résistant les armes à la main aux envahisseurs arabes, qu'en ce qu'il était convaincu de l'inélucta-bilité des violences interethniques et interculturelles qu'il disait vouloir épargner à la France.

- Selon vous, Le Pen et ses stra-tèges s'attendaient donc au pire...

 Oui, un calme scandaleux a régné sur la «mosaïque France». Et la masse de ceux qui, selon la polémique lepéniste, auraient du, par leurs actions violentes, manifester l'existence souterraine d'une «cinquième colonne», a bien plutôt montré, à la fois, sa loyauté et sa peur d'éventuelles réactions xénophobes. La prin-cipale conséquence de la bévue lepéniste a été la double déchirure qu'elle a provoquée: d'abord, une discor-dance entre le discours orthodoxe (présenter Saddam Hussein comme un interlocuteur respectable, l'ériger ce faisant en type du «bon» Arabe) et l'opinion globalement anti-arabe de l'électrat du Front national : ensuite, un malaise mai dissimulé chez les cadres et les dirigeants du mouvement, cette tentative de jouer sur la distinction entre «bons» et «mauvais» Arabes - bons, quand ils restent chez eux ou « retournent au pays»; mauvais, quand ils restent ou viennent chez nous – s'est soldée par un échec, n'ayant convaincu per-sonne. Il s'ensuit une profonde fracture dans la cohérence mythique qui a fait jusqu'ici la force de la rhétori-que national-populiste.

 Vous vous êtes montré assez sévère, ces demiers temps, à l'égard du mouvement antiraciste.

Pourquoi ? - D'abord, parce que l'on doit bien constater qu'il a en grande partie échoué, et cela, selon ses propres normes. Les mobilisations antiracistes des années 80 se donnaient en effet pour objectif de stopper la progression du Front national; l'anturacisme de la dernière décennie aura été pour l'essentiel un mouvement anti-lepeniste, dont l'action s'est concentrée sur l'illégitimation d'un parti et de son leader (Le Pen), supposés incar-ner «le racisme». Or, en dépit des sanctions judiciaires, des discours conjuratoires et des rassemblements explatoires, le parti de la «haine organisée» n'a point disparu de l'espace politique français. La méthode repressive est inadaptée à la lutte contre un mouvement de masse. Tel est le fait devant lequel il n'est plus possible de rêver les yeux ouverts: scientifique-ment réfuté et judiciairement réprimé, consensuellement tenu pour «le Mai absolu», ce qu'il est convenu d'appeier le racisme paraît poursuivre son cours, se développer, se transfor-mer, surgir là où on ne l'attendait pas. C'est aussi que l'outillage mental des antiracistes, pour l'essentiel hérité de la lutte idéologique contre le nazisme, est inadéquat pour analyser les formes récentes du néo-racisme, et en particuler sa dimension symbolique. » L'instrumentalisation politique de l'antiracisme a permis à certains cou-

- Vous n'êtes pas loin de considérer que l'antiracisme a favorisé la montée du F.N.?

 L'usage polémique de l'antira-cisme, outre le fait qu'il entretient la paresse intellectuelle en jouant le rôle d'un simulacre de projet politique, ne peut guère aboutir qu'à la fuite en avant dans l'appel à une répression accrue, donnant un visage d'intolé-rance sectaire à son exigence éthique fondatrice, le respect inconditionnel de la dignité humaine en chaque per-sonne; enfin, la réduction de l'antiracisme à la voie répressive, non seule-ment jette l'oubli sur sa mission préventive et éducative, mais encore et surtout contribue à nourrir le mythe victimaire construit par la pro-pagande du Front national, les accusations et les condamnations qui se voulaient exemplaires se retournant en arguments au profit de la martyro-logie lepénienne (le «persécuté» sup-posé porteur de « vérité», incarnant innocence ou l'authencité « populaire» martyrisée par le monstre étati-que). La concentration quasi exclusive des attaques contre Le Pen a participé à la construction du personnage médiatique comme victime d'une «chasse aux sorcières», image habilement exploitée par la propa-gande frontiste dans le cadre de la théorie du complot (« politico-média

### Un parfum élitiste et apolitique

autant, sans mérite?

- Cette crise est à la fois une maladie infantile de la lutte contre le racisme et une crise de croissance. Le malaise dans l'antiracisme vient de ce sition, liée à la fin de l'après guerre. Il faut partir du fait que la mobilisation antiraciste des années 80 a été pour l'essentiel une mobilisation par le haut, à la fois politisée et fortement médiatisée (fêtes et spectacles). Les grands rassemblements et les coups médiatiques sans lendemain ont contribué à disqualifier le militantisme au quotidien. La «juvėnilisa tion » du mouvement antiqueiste symbolisée par SOS Racisme, a vite trouvé ses limites, non seulement en raison de sa stratégie de parrainage par des stars médiatiques lui confé-rant un parfum à la fois élitiste et apolitique (un «fan-club» antiraciste), mais encore du fait que, lancé comme une mode, l'antiracisme ne pouvait que se démoder (à partir de 1989). Mais il faut lui reconnaître un mérité essentiel: celui d'avoir rendu possible la prise de conscience, à droite comme à gauche, que la progression du Front national représente un dan-ger réel pour les libertés d'une démo-cratie pluraliste, de telle sorte qu'il doive désormais être exclu de jouer avec Le Pen dans une perspective avec Le Pen dans une perspective électoraliste. Est-il besoin de préciser qu'il faut distinguer deux critiques possibles de l'antiracisme? Celle fort à la mode aujourd'hui qui ne vise qu'à le détruire, méthode d'extermi-nation idéologique fondée sur le mes-sage plutôt sommaire que le racisme ne serait qu'une invention des antiracistes, ou une création continuée du à leurs seules actions; et celle que je m'efforce de développer et d'illustrer depuis des années, avec d'autres, qui vise à réaliser une réforme intellec tuelle et morale, voire juridique, de la lutte contre les diverses formes de

BULLETIN

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

Quelles sont vos recettes, s'il y en a, pour sortir de la crise de l'antiracisme?

- Il n'y a pas de recettes en la matière, mais il n'est peut-être pas inutile d'esquisser quelques orienta-tions. Tout d'abord accepter le débat sur le fond, et se situer sur le terrain de l'argumentation rationnelle: la lutte contre les «terribles simplificateurs» ne doit plus consister à retour-ner contre ces derniers leurs armes mythes contre mythes, stéréotypes contre stéréotypes, haine contre haine. On sait que la xénophobie anti-immigrés et l'antisémitisme, à suivre les sondages, augmentent en intensité lorsque le niveau d'instruc-tion baisse: la mission de l'école enveloppe la lutte contre les « prépugéa», mais le problème de la responsabilité intellectuelle des journalistes doit se poser dans cette perspective.

» C'est pourquoi aussi l'accent doit être mis sur la prévention, plutôt que sur la répression judiciaire toujours sur la répression judiciaire toujours plus sévère: l'antiracisme devrait se diriger vers l'école plutôt que vers le tribunal, et s'instruire des recherches en sciences sociales au lieu d'ingérer namsseusement la honne namle scienrifique, si consolante, des biologistes... mique, si consorante, ces diocogness...
ce serait encore faire passer l'antiracisme d'une éthique de la conviction
plus ou moins dévouée à une éthique
de la responsabilité, ou convaincre les
antiracistes d'échanger leur réconfortante rhétorique de l'indignation contre la ferme volonté de trouver des solutions à des problèmes sociaux remplissant la marmite des facteurs

nous appelons racisme. Ce passage un antiracisme realiste implique l'abandon d'une politique simplement défensive face au principal vecteur de en France, le Front national. A la stratégie du «cordon sanitaire» visant à isoler et contenir le mouvement lepéniste, il faut substituer une politique offensive, fondée à la fois sur une logique de la prévention et une stratégie d'anticipation. Prévenir par l'éducation, anticiper par des politiques volontaristes.

» La lutte contre le racisme est ainsi inséparable de la réduction des mécanismes producteurs de ghettoisation ethnique (ou pluri-ethnique), indissociable d'un traitement intelligent de la petite délinquance urbaine à « visage ethnique », ou d'une meilleure maîtrise des flux migratoires, bref des solutions apportées aux problèmes de société que la démagogie lepéniste exploite préférentiellement, pour les transformer en motivations de vote ou d'engagement militant. Mais il convient parallèlement de dissocier l'immigration d'un certain nombre de problèmes sociaux, économiques, scolaires, etc., avec lesqueis. on l'a amalgamée (« immigrationchômage-insécurité-invasion»). Une révolution du regard théorique s'impose: il faut considérer le racisme comme un effet, et non plus comme une cause, »

Propos recueilis per JEAN-MARIE COLOMBANI

'Cong

•

-₹:

French Jack

가 가 <del>하고, 한</del>

· northwest

- 17 W

-Est. G Bertage

Sugar Es

e de la compa

-

in the lower

-

Une brochure du « Monde diplomatique »

## Proche-Orient. une guerre de cent ans

par Edgard Pisani

NCORE une publication sur le conflit du Golfe, sur le comm un pensera-t-on ouvrant le onzième dossier du Monde diplomatique I Oui et non. Car le journal a sa manière de voir», faite de rigueur, et aussi de la volonté de situer le problème dans sa complexité et dans sa profondeur historique (1). Résumant les deux titres qui encadrent ce recueil d'articles, de notes, de cartes, de chronologie, il veut aider à mieux cemer la plus fragile des régions du monde pour penser la paix à venir qui est encore à bâtir. Cela ne pourra se faire, rappellent les économistes Georges Corm et Denis Clerc, qu'en mettant fin à une très injuste répartition des richesses pétrolières.

Le premier chapitre est consacré à la guerre, à l'inacceptable invasion de l'Etat du Koweit par l'irak, mais aussi à la logique de guerre qui lui a répondu de la part des Etats-Unis : divers points de vue conduisent à réfléchir sur la part du droit dans ce conflit, sur le rôle des Nations unies et sur celui de la force, des ambitions, des arsenaux et des nouvelles stratégies.

Une seconde partie, illustrée de précieuses cartes et d'une bibliographie, rappelle qu'on ne peut comprendre les réactions des protagonistes du conflit sans se référer aux pesanteurs de l'Histoire : il s'agit notamment des frontières, « cica-trices » issues du parrage colonial, comme les décrit Jacques Thobie. Les peuples de la région, des Libanais aux Palestiniens, ne finissent pas de payer les découpages décidés au début du vingtième siècle à Paris ou à Londres. Et c'est dans ce Proche-Orient éclaté que s'exercent ce que les grandes puissances appellent leur « interventions » et le fructueux commerce des armes.

Au cour de la blessure du monde arabe se trouve bien sur la question palestinienne : dans cette partie du dossier, voix israéliennes et palestiniennes insistent sur la nécessite du partage de la Palestine en deux Etats, objectif de toutes les forces de paix au Proche-Orient. L'Intifada, moment essentiel de l'histoire

palestinienne, devrait ouvrir les yeux des plus aveugles, pourvu qu'ils soient de bonne foi : la révoite des pierres clame que tout un peuple aspire lui aussi à voir reconnue son identité nationale et à bénéficier des garanties du droit international. Au-delà des politiques, poètes et romanciers parient en leurs termes des espoirs et de d'ailleurs l'un des mérites de ce dossier que de faire une place de choix à la culture. Retenons tout particulièrement les remarquables calligraphies du maître irakien Hassan Massoudy, et la présentation du roman égyptien si puissant de Gamel Ghitany, le Zeyni Barakat, traduit en français aux édi-

La demière partie, et peutêtre la plus riche, de ce passionnant dossier, est consecrée au mouvement des sociétés et des idées, lancées dans la quête d'une difficile (plutôt qu'introuvable...) modernité. Les lacunes et les faillites du développement, le fardeau de la dette, accablent certains de ces pays et compromettent à coup sûr leur marche vers la démocratie, mais il n' y a pas de développement véritable sans instauration progressive de la démocratie ; de ses principes car les formes peuvent en varier d'une aire culturelle à l'autre. Ouverture sur l'extérieur, Yann Richard retrace l'incertain bilan de la révolution iranienne. Et le professeur Berque, dont la présence ici est une garantie, tente de répon-dre à cette question que se posent bien des Français : qu'est-ce que l'islamisme ?

Ce beau document contient beaucoup plus de pistes, de voix pacifistes et de chemine-. ments vers la paix que ne laisserait entendre un intitulé exgarément pessimiste, décrivant un monde issu de et condamné à une guerre de cent ans. Il donne les éléments d'une nécessaire réflexion pour l'avenir. :

(1) Le Monde diplomatique, Manière de voir, n° 11. Proche-Orient, une guerre de cent ans, mars 1991, 106 pages, 42 F.

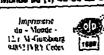
Edgard Pisani est président de l'Institut du monde arabe, Paris.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F Le Monde Edité par la SARL le Monde Le Monde cent ans à compter du 10 décembre 1944 PUBLICITE Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ». Jacques Lesoume, président Françoise Huguet, directeur général « Association Hubert-Beuve-Méry »

Philippe Dupurs, directeur commercial Société anonyme des lecteurs du Monde , rue de Montiessuy, 75007 PARIS Tel.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MUNDPUB 206 136 F Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesoume, gérant. Triéla: 45.55.04.70 - Societe fibile do journal le Monde et Régie Presse SA

Reproduction interdite de tout article, souf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437 ISSN :0395-2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33





code d'accès ABO

Le Monde

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F **ABONNEMENTS** 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 49-60-32-90 AUTRES PAYS TRAIS SUIS-BELG. FRANCE Tarif

rants et à certaines formations, et pas seulement à gauche, de se donner une identité idéologique de substitution, au même titre que le pacifisme incon-

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

790 F 400 F 572 F 1 560 F 720 F 1 323 F 2 086 F 1 400 F ÉTRANGER : par voie aérienne tanif sur demande.

Pour vous abonner. renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invi-tés à formuler leur demande deux semaines avant feur départ, en

Prénom:. Code postal: \_\_\_\_ Localité: .... Pays: Veuilles avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimente. PP.Pans RP indiquant leur numéro d'abonné.

Avant de se prononcer sur la création d'« enclaves humanitaires » pour les réfugiés

# Le Conseil de sécurité met la dernière main à la création d'une zone démilitarisée entre l'Irak et le Koweït general autrichien Gunther

Le Conseil de sécurité devait poursuivre mardi 9 avril ses discussions sur la création éventuelle, dans le kurdistan irakien, d'enclaves-refuges protégées par l'ONU. Il doit également décider des derniers détails d'ornisation de la force de paix de l'ONU qui sera déployée à la frontière irako-koweitienne.

aguieff

NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

« Dans le passé, nous avons soutenu des concepts de cette nature »: sans engager plus avant son gou-vernement, l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Thomas Pickering, qui faisait allusion aux «couloirs» créés précédemment sous l'égide de l'ONU au Soudan et au Salvador pour assurer la protection des populations civiles menacées, a laissé entendre, lundi, que Washington n'était pas hostile à la création, dans le nord de l'Irak, de « zones de sécurité » ou d'« enclaves humanitaires ».

### «Souveraineté territoriale »

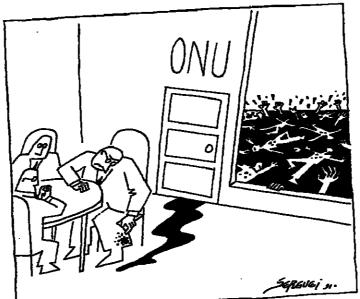
Cette idée, avancée par la Grande-Bretagne et inspirée par le président turc, M. Turgut Ozal, qui vise à mettre à l'abri des attaques de la Garde républicaine irakienne des centaines de milliers de Kurdes, est défendue par de nombreux pays, dont la France. Elle a reçu non seulement le soutien de

l'Europe des Douze mais encore l'appui enthousiaste de M™ Thatcher, venue rendre visite au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Ce dernier a toutefois tenu des propos tres prudents sur ces « enclaves ». Sans rallier le camp de certains pays hostiles à ce projet et qui ironisaient, en privé, sur la création d' « enclaves aux Etais-Unis pour les Noirs américains ». M. Perez de Cuellar a fait remarquer qu'une décision de cette quer qu'une decision de cette nature posait le problème « de la souveraineré territoriale de l'Irak ». « Je ne sais pas si nous pouvons imposer à l'Irak une zone spéciale dans son pays. Cela devrait être complique », a-t-il souligné. Les représentants chinois et soviétiques ont aussi émis des réserves.

L'ambassadeur britannique, Sir David Hannay, en présentant cette proposition, a insisté sur son caractère « temporaire et humanitaire », sans donner de précisions sur ce qu'une « zone de sécurité » pouvait impliquer. Selon Sir David pouvait impliquet. Seson Sir David « l'idée d'un refuge » pourrait « à court terme calmer la panique et permettre à l'aide humanitaire d'être acheminée, et à long terme permettre aux Kurdes de rentrer chez eux ».

L'initiative du président Ozal inquiète même certains de ses diplomates ainsi que les Iraniens. Une personnalité proche de la mission turque remarquait : « C'est un cercle vicieux, la création d'une telle zone de sécurité pourrait avoir des conséquences impliquant la



Irak, ce qui serait catastrophique pour Téheran et Ankara ». Ce diplomate ajoutait cependant: « D'un autre coté l'absence d'une zone sure pour les Kurdes dans leur pays pourrait les inciter à rester en Turquie ou en Iran et nous aurions un problème du genre de celui des Palestiniens sur les bras . L'ambassadeur irakien M. Al Anbari, quant à lui, a déclaré : « Tout

l'Irak est une zone de sécurité pour

les Irakiens (...) Franchement, vous

voyez les membres du Conscil

votant pour le démembrement de l'Irak? Car l'idée de cette 20ne revient à cela ».

Le Conseil de sécurité devait se réunir à nouveau mardi pour décider de la forme que pourrait prendre une « enclave de sécurité », à la suite de l'envoi d'une mission dans le nord de l'Irak, conformément à la resolution 688. Selon des diplomates, le secrétaire général qui est à la recherche d'un représentant spécial pour entreprendre cette mission au Kurdistan d'Irak a déjà

est nomme representant de l'ONU pour les affaires kurdes, c'est une mission ù vie... », observe l'un d'entre eux.

### La force de maintien de la paix

Le Conseil de sécurité devait aussi débattre mardi de deux autres points : la réponse de l'Irak aux conditions formelles d'une cessation des hostilités et, surtout, le déploiement à la frontière irakokoweitienne d'une sorce de maintien de la paix des Nations unies. Dans la lettre adressée au secrétaire général et qui accompagne son acceptation des conditions de la resolution 687, Bagdad s'indigne de « bon nombre de ses dispositions iniques qui portent atteinte à la souverainete de l'Irak » (le Monde du 9 avrill.

Le Conseil doit, d'autre part, approuver par vote les détails d'orapprouver par vote les details d'organisation de la « Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweil » (MONUIK ou UNI-KOM, selon le sigle anglais) qui consiste à crèce une zone démilitarisée à la frontière et à y déployer immédiatement un groupe d'observateurs des Nations unies. Cette force de maintien de la paix sera chargée de surveiller le Khor-Abdullah et une zone démilitarisée courant sur 200 km de frontière et s'étendant sur 10 km à l'intérieur du territoire irakien et 5 kilomètres à l'intérieur du Koweit.

Placée sous le commandement de l'ONU, vraisemblablement du

Greindi qui a exerce des fonctions identiques à Chypre puis sur le plateau du Golan, la MONUIK aura pour mission « de contrôler et d'observer » la région concernée, \* sans intervenir physiquement », pour empêcher l'introduction de personnel ou de matériel militaire. Ses contingents, « journis par des Etals membres a seront composés, dans un premier temps, de 300 observateurs militaires et d'un millier de soldats d'infanterie et du génie, des « casques bleus » prélevés sur les contingents actuellement stationnés à Chypre, au Liban et sur le Golan. A l'heure actuelle, l'ONU dispose d'un contingent de 10013 casques bleus déployés dans huit opérations de maintien de la paix (y compris dans la zone Inde-Pakistan, depuis 1947) dont 5 850 soldats au seul Liban.

Pour les six premiers mois, le cout de cette mission a été évalue à 83 millions de dollars, puis à 40 millions de dollars pour le semestre suivant, son financement devant être assuré sur les dépenses de l'ONU, et non pas au titre d'opérations spécifiques qui obligent certains pays à verser davantage que leur quote-part habituelle. Un moyen de sensibiliser financièrement l'ensemble de la communauté internationale à cette force de paix dont le quartier genéral sera établi dans la ville de Umm-Qasr, au cœur de la zone démilita-

AFSANÉ BASSIR POUR et SERGE MARTI

# Le gouvernement de Bagdad continue à envoyer des renforts au nord du Kurdistan des affaires étrangères, M. Ali

Tandis que les secours internationaux se développent en faveur des Kurdes, le gouvernement irakien continue à envoyer des renforts dans le nord du pays où, selon le département d'Etat, de violents combats ont eu lieu pendant le week-end à l'est de la ville de Soulaymaniah, qui reste cependant aux mains de l'armée.

M. Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, a accusé, lundi 8 avril, l'armée irakienne d'avoir massacré la totalité des habitants du village de Kara Henjir, près de Kirkouk. De 2000 à 3000 personnes auraient été tuées au cours de zani, constitue « une mesure parmi les chefs de l'armée un

délibérée destinée à terroriser la population kurde et l'inciter à quitter le pays ». Reconnaissant implicitement l'échec de la révolte contre Bagdad, la principale radio de l'opposition irakienne, la Voix de l'Irak Libre, place désormais ses ultimes espoirs dans un coup d'Etat qui renverserait Saddam Hussein.

### Distinction entre l'Iran et la Turquie

Des appels à l'assassinat du président irakien se multiplient sur les ondes de cette radio qui, selon certaines informations, émet de Jeddah et diffuse des programmes inspirés en partie par la CIA, qui n'a ni démenti ni confirmé avoir un lien avec ce massacre qui, selon M. Bar- cette station. « N'y a-t-il pas

homme digne de ce nom et ayant le sens de l'honneur pour venger le peuple de ce tyran?». demande la radio.

L'Iran, qui n'a jusqu'ici reçu aucune assistance étrangère importante, à la différence de la Turquie, a rouvert lundi sa frontière au flot des réfugiés irakiens et lancé un pressant appel à l'aide internationale pour les nourrir, les vêtir, les loger et les soigner.

Lundi matin, 771 850 Irakiens se trouvaient dejà en Iran, selon la cellule de crise du ministère de l'intérieur.

Etablissant une distinction entre son allié turc et l'Iran, avec lequel il n'entretient pas de relations. Washington a cependant fait savoir qu'il n'envisageait pas de pont acrien

guerre, celle de va-nu-pieds affrontant la montagne à peine sortie de

Le nombre des victimes serait impressionnant, selon les médecins iraniens. « Les témoignages recueillis font état d'un grand nombre de morts dans les montagnes. Nous ne pouvons pas en faire un bilan exact, mais nous savons qu'à certains endroits l'eau a été contaminée par les cadavres que les réfugiés n'ont pas pu enterrer», assure le docteur Mohammad Shahnewaz.

Le centre médical de Piranshahr déclarait avoir renvoyé plus de sept cents personnes gravement blessées lors de bombardements sur des hôpitaux de la région. « Ce sont des mutilés avant perdu des doigts, un æil, un pied. Ils ont réussi à franchir la frontière dans des voitures, certains à dos d'homme », dit le docteur Shahne-

Lundi un enfant est arrivé, le visage brûlé et boursouflé, dans un état de semi-inconscience. Selon les médecins iraniens, il s'agirait du premier cas dû à l'action d'une bombe chimique diagnostique depuis le début de l'exode kurde.

Avec ses cinquante lits, le centre médical de Piranshahr est largement dépassé par les évenements : « Nous travaillons muit et jour, mais c'est une goutte d'eau. Nous sommes douze medecins et il y a plus de deux mille demandes de soins par jour. Nos stocks de médicaments contre les diarrhées sont dejà épuisés; nous donnons du lait à une centaine de bebes par jour. alors qu'il y a plus de cent mille réfugiés. A Piranshahr, il meurt cinq adultes et sept behes par jour. Dimanche, nous avons du désinfec-

gence aux Irakiens réfugies en Iran. « Dans le cas de la Turquie, avec laquelle les Etats-Unis entretiennent des liens étroits, Washington répondra directement aux besoins des réfugiés. Mais dans les autres cas, les organisations internationales répondront mieux aux besoins », a déclaré le porte-parole du département d'Etat,

### M. Keuchner: « Arrêter le bourreau »

Richard Boucher.

Selon le général turc qui a la responsabilité de la surveillance de la région de Cukurca, une région de haute montagne sur la frontière avec l'Irak - visitée lundi par le secrétaire d'Etat américain James Baker, - la Turquie attent 200 000 réfu-

ter des dizaines de maisons dans la

Hormis quelques camions de la Croix-Rouge internationale et le premier convoi de 38 t tonnes de vivres et de médicaments français arrivé dimanche 7 avril (le Monde daté 9 avril), les traniens semblaient bien seuls face à cette marce humaine qui s'est déversée de leurs montagnes. « Les médicaments français, les antibiotiques en particulier, nous seront utiles, mais cela représente hien peu par rapport aux besoins », dit-on au dispen-saire. Aucune équipe de médecins occidentaux n'était encore arrivée lundi. Les tentes de la Croix Rouge tardaient à être installées, et la population exilée s'était résignée à envahir désormais les terrains vagues, dormant à ciel ouvert, sous les pluies diluviennes qui se sont abattues mardi à l'aube.

« Nous n'auron» jamais de chance, conclusit un étudiant kurde. Le monde nous oubliera toujours. Quand les Palestiniens sont dans des camps, l'opinion interna-tionale est mobilisée, on cric au scandale, les médecins sont là, les aides arrivent. Nous, nous pouvons nous faire bombarder, mourir dans les montagnes, vous vovez le résultal. » Un instituteur remachait sa colere : « Les Occidentaux ont preféré se coaliser pour défendre le Kowett, ce bout de terre de 500 000 habitants, et nous laisser nous, 5 millions de Kurdes, nous faire bombarder et mourir sous les bombes». Comme de nombreux Kurdes, l'instituteur avait pris l'habitude d'agrafer un badge de George Bush sur la doublure de sa veste, il l'a jeté dans les montagnes du Haj-Omran.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

ques jours dans ce secteur qui en compte déjà 200 000.

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a regagné Téhéran dans la nuit de lundi à mardi, venant de Turquie où il avait participé à une opération de largage de vivres au-dessus du village frontalier ture de Dastani et à l'intérieur même du territoire irakien. Deux Transall C-160, charges au total de onze tonnes de vivres, ont réalisé cette mission francoaméricaine, destinée à un « camp de sortune » abritant 60 000 réfugiés en Turquie et « 250 000 autres encore en Irak, derrière la montagne », a précisé M. Kouchner. Cinq autres opérations seront effectuées également mardi. « si le temps rmei », à partir de la base turco-americaine d'Incirlik, près d'Adana, pour larguer des vivres, des tentes et des couvertures, a-t-il précisé. M. Kouchner, qui devait rencontrer mardi matin le ministre iranien

Akbar Velayati, devrait visiter dans l'après-midi le camp de réfugiés de Khoy, dans l'Azerbaïdjan occidental. Il devrait rester en Iran jusqu'à jeudi.

M. Kouchner a dénoncé « la poursuite du massacre des Irakiens par Saddam Hussein », faisant allusion aux informations selon lesquelles quatre mille opposants ont été tués à Nadjal. « Mulgré les avancées du droit, on ne peut encore empecher les exactions. Il faudra un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bourreau, et ne pas seulement aider ses victimes », a-t-il ajouté.

L'Espagne a envoyé deux avions de transport en l'urquie: les Pays-Bas ont promis 2 millions de dollars; l'Allea norte son aide d'urgence de 16,5 millions à 25 millions de marks (15 millions de dollars), tout en poursuivant ses envois de secours en Turquie. - (AFP, Reuter, AP.)

# «Le monde nous oubliera toujours»

Suite de la première page Les réfugiés confirmaient que,

derrière eux, d'autres étaient très nombreux à errer dans les montagnes. Tous s'annonçaient comme les éclaireurs d'un vaste mouvement de populations qui, à les entendre, avaient totalement déserté les principales villes du Kurdistan irakien. Seul Fyria, un chirurgien de vingt-neuf ans, a décidé de retourner dans son pays. Il était là, lundi, au volant de sa voiture: « J'accompagne ma jamille en Iran et je retourne a Diana, la ville où j'exerce. Il y a beaucoup de travail là-bas. Les peshmergas poursuivent les combats, ils projettent une attaque à Irbil, qu'ils encerclent. A Kirkouk, les Irakiens contrôlent 60 % de la ville. Les peshmergas se limitent à des actions de commandos, la nuit. dans le centre-ville. Nos combattants sont encore nombreux, mais il leur manque des vivres, des soins, des médicaments, des armes. »

Les témoignages affluaient pour confirmer que les troupes irakiennes avaient employé les moyens lourds pour reprendre le contrôle du territoire kurde : « Kirkouk a été détruite à 80 %, il ne reste plus rien des maisons, des mosquées, des églises. Le 28 mars, nous marchions entre des cadavres », raconte Fyria. Les réfugies étaient unanimes pour décrire les attaques aeriennes massives menées par les hélicoptères. « lis

lachaieni toutes sortes de hombes au napalm, au phosphore, dont les éclats rongeaient la peau. » Plusieurs habitants de Kirkouk ont aussi fait état de six Scud explosant sur la ville. L'ampleur des bombardements sur les populations civiles expliquerait cet exode massif, totalement improvisé. « Ils étaient hystériques, ils ont tué comme des sauvages», expliquait un étudiant.

Les récits les plus terrifiants ont été colportés tout au long de la journée de lundi par les réfugiés. Ils évoquaient des exécutions sommaires, entre autres la pendaison de huit enfants aux réverbères d'une place publique à Irbil, des mitraillages dans les rues, des rapts d'adolescents. Certains assuraient avoir vu des corps d'enfants accrochés aux roues d'un blinde irakien.

### **Bombes** chimiques?

D'autres exilés voulaient convaincre que plusieurs vieillards se seraient laissé berner par les Irakiens à la sortie d'Irbil : « Ils leur avaient dit que tout était sini, qu'ils pouvaient rentrer chez eux s'ils le voulaient, sans crainte de represailles. Ils se sont fait massacrer sur le chemin du retour». A défaut d'être vérifiés, ces récits en disaient long sur la frayeur de ces réfugies qui parlaient de leur marche comme d'une deuxième

# LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

ANATOMIE D'UN MARCHÉ POLITIQUE par Jean-Pierre Lassale



Plus qu'un manuel sur les institutions politiques des Etats-Unis, cet ouvrage propose une approche neuve de la démocratie et de la société américaine.

ARMAND COLIN

عكذا والاحم

### Les secouristes devraient être autorisés à aller au devant des réfugiés

Revenu du Kurdistan irakien. dimanche 7 avril, le docteur Marcel Roux, représentant de Médecins sans frontières, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse. que les Kurdes, effrayés par les hombardement au phosphore, vivent dans des conditions dramatiques, par un froid glacial. « Ils manquent de tout, et chaque minute qui passe voit la mort de plusieurs d'entre eux, a-t-il ajouté. Il est indispensable d'aller à leur rencontre pour les soigner et les aider. v

Pour le président de MSF. M. Rony Brauman, «le largage des vivres ne peut être une fin en soi. Il comporte trop d'inconvenients : il ne peut être fait avec précision en montagne et il entraîne trop de pertes v. Lundi 8 avril, MSF a adressé une lettre au premier ministre français et aux représentants de la Communauté européénne réunis au Luxembourg pour leur demander de « créer dans les régions frontalières de Turquie et d'Iran des zones de sécurité qui permettraient aux civils de trou ver un asile provisoire, à l'abri de la repression ». L'association demande également d'acheminer d'extrême urgence des tentes, des convertures des médicaments, de fournir les moyens de transport (hélicoptères gros porteurs) pour l'approvisionnement en montagne, y compris en lrak, et de permettre la présence sur le terrain d'équipes internationales

# Au conseil européen de Luxembourg

# Les Douze se mobilisent en faveur des Kurdes irakiens

Les Douze ont approuvé lundi 8 avril à Luxembourg la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » des populations kurdes sous l'égide de l'ONU, ils ont décidé de consacrer 150 millions d'écus, soit 1 milliard de francs, à l'aide aux réfugiés irakiens, ce qui permettra d'allèger la charge qui pèse sur la Turquie et sur l'Iran. Tels sont les principaux résultats de la session extraordinaire que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont tenue à l'initiative de la France. Les ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (1) se sont réunis en marge du conseil européen, également à l'initiative de Paris, afin de coordonner les moyens logistiques d'assistance aux réfugiés kurdes.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La proposition de zones de sécurité pour les Kurdes, a été présentée à Luxembourg par M. John Major, le premier ministre britannique. Il s'agit d'inviter l'ONU à intervenir sur le terrain pour l'aire cesser le massacre, de créer sous

son contrôle, une zone de sécurité. dans le nord de l'Irak où les Kurdes pourraient être installés et protégés en attendant des jours meilleurs. L'idée a été approuvée par les Douze, mais, comme l'a fait observer M. Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois, qui présidait les travaux, ce n'est pas au conseil européen mais aux Nations unies de la formaliser.

« Notre politique est d'empêcher un exode de 2 millions de per-sonnes, qui serait irréversible. Nous ne voulons pas laisser se répéter le précédent palestinien. Quoi de plus naturel que de contrer la tentative de Saddam IIussein de chasser les Kurdes de leur pays? Nous voulons leur apporter une aide en attendant un changement de régime à Bagdad », a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères. M. François Mitterrand a estimé que la souveraineté de l'Irak ne serait pas mise en cause par cette initiative inédite, mais il a admis que l'a exercice de cette souveraineté serait effectivement affecté pendant le temps où la zone de protection serait maintenue ».

Que se passera-t-il si Bagdad refuse cette nouvelle ingérence sur son territoire? Personne, pas même M. Major, n'a répondu clairement à la question. « Il n'a pas été question d'une nouvelle inter-vention militaire », a déclaré notamment M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion. Selon

M. Poos, le souci de l'Irak de voir rapidement levées les sanctions économiques pourrait l'inciter à se résigner à cette nouvelle exigence, mais, a-t-il ajouté, dans le cas contraire « il faudrait franchir un pas et envoyer les casques bleus ».

Certains chefs de gouvernement, tel M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien, sans s'opposer à la proposition de M. Major, ont préféré n'èvoquer dans leur interven-tion que l'envoi sur le terrain d'obd'empêcher la répression.

### Secourir 1 500 000 réfugiés

C'est M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui a proposé d'affecter 150 millions d'écus (1 milliard de francs) à l'aide aux réfugiés, dont 100 millions d'écus (700 millions de francs) prélevés sur le budget communautaire et 50 millions d'écus (350 millions de francs) ver-sés de laçon bilatérale par les Etats membres. Cet argent viendra s'ajouter aux sommes déjà mobili-sées par la CEE, soit environ 40 millions d'écus (5 millions sur budget européen, 35 millions de facon bilatérale).

Un haut fonctionnaire de la commission expliquait qu'il s'agis-sait dans un premier temps de permettre aux gens de survivre la où ils se trouvaient, sur les routes, dans la montagne, en leur fournissant aliments, convertures, pro-

duits pharmaceutiques et aide médicale. Puis, dans un second temps, d'installer des camps en Irak, en Turquie, en Iran, sous le contrôle du HCR (Haut-Commissariat aux rélugiés de l'ONU) et du ClCR (Comité international de la Croix-Rouge). Scion M. Delors, ces secours pourraient concerner envi-ron 1 500 000 réfugiés.

Compte tenu du relief dans le nord de l'Irak et du climat tres rude, c'est une opération d'assistance complexe, qui nécessite l'usage de moyens logistiques militaires. L'objet de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UEO était d'avoir un premier échange de vues sur les instructions à donner dans ce sens à leurs autorités militaires respectives. Les ministres grec et danois se sont ioints à la réunion, à laquelle avait été également convié l'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg. Le souci de la France, qui préside actuellement l'UEO, était de démontrer de façon concrète que, pour certaines opérations relevant du domaine militaire, celle-ci pouvait efficacement compléter l'ac-tion de la Communauté. La France et la RFA, appuyées par une majorité d'Etats membres, souhaitent en effet que l'UEO devienne la structure d'accueil d'une politique européenne de défense, et qu'un lien plus ou moins organique soit établi entre elle et la Communauté,

### cipales orientations de son action. Maintenir les sanctions contre Bagdad

le conseil européen fixant les prin-

Combien de temps l'embargo sur rak sera-t-il maintenu? Dépassant apparemment, sinon les sentiments de la majorité du conseil européen, au moins les propos tenus en séance, M. Santer a répondu que l'« Irak ne pourrait rejoindre le rang des nations civili-sées tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir ». M. Mitterrand a estimé que « tant qu'il y aura une répression qui confine au génocide,

il ne sera pas possible de lever les

sanctions r. Au cours de sa conférence de presse, le président de la République, constatant sans doute qu'au cours de ce conseil européen les propositions les plus spectaculaires avaient été présentées par M. Major, a discrètement rappelé que la France – par son initiative sur l'assistance humanitaire au Conseil de sécurité et en ayant demandé la convocation du conseil européen - se trouvait à l'origine des efforts ainsi entrepris par la Communaute curopéenne pour secourir les Kurdes...

Toujours à l'initiative du premier ministre britannique, les Douze ont retenu l'idée de voir ouvrir par les Nations unies un registre où les pays membres de l'organisation internationale devraient rendre publiques leurs ventes d'armes.

L'actualité tragique des massacres au Kurdistan a laissé moins de temps que prévu aux chefs d'Etat et de gouvernement pour délibérer du conflit israelo-palestinien. Cependant, à propos du processus de paix au Proche-Orient, le conseil européen a adopté un texte sans surprise où, après avoir réal-firmé la position traditionnelle de la Communauté (le droit d'Israel à des frontières sûres et reconnues, le droit des Palestiniens à l'autodétermination), il appuic les efforts déployés par les États-Unis. « Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation : aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien ». lit-on dans ce document. M. Mitterrand a estimé pour sa part que le droit doit être « prirégion riche en constits de toutes natures ». Apparemment les Douze n'ont pas délibéré de l'opportunité pour la Communauté de rétablir des contacts avec l'OLP.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'UEO regroupe les Douze, moins la Grèce, le Danemark et l'Irlande.

Le communiqué.

# « Les territoires contre la paix »

Voici le passage du communiqué de presse lu par M. Jacques Santer, le premier ministre luxembourgeois, concernant le processus de paix au Proche-

- La légalité internationale est indivisible, et un règlement de paix doit se fonder sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, selon le principe de l'échange de territoires contre la paix.

- Un dialogue sans a priori doit s'engager entre toutes les parties prenantes sur la base des principes itérativement rappelés par les Européens, à savoir le droit d'Israel à des frontières sûres et reconnues et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation : aucune solution ne doit être écartée, y compris la création

d'un Etat palestinien. - Le Conseil européen rappelle son ferme engagement en faveur du respect des droits de l'homme et d'une amélioration des conditions de vie dans les territoires occupés,

- Des mesures de confiance réciproques et équilibrées, de nature à dégager un certain nombre de principes communs, devraient être acceptées par les parties au conflit ; celles-ci pourraient ouvrir la voie à une ou plusieurs conférences de paix permettant, sous une égide impartiale, d'apporter la caution et les garanties nécessaires de la communauté internationale. La Communauté européenne, en tant qu'acteur important en Méditerranée, doit y être asso-

- Le Conseil européen invite les ministres des affaires étrengères à poursuivre leurs consultations avec toutes les parties directement concernées dans la région, et avec d'autres Etats intéressés, notamment les Etats-Unis et l'URSS afin de contribuer à dégager de tels principes.

- Toutes les initiatives permettent de faciliter le dialogue entre les parties méritent d'être encouragées. Le Conseil européen salue les efforts déployés par les Etats-Unis et souhaite le succès de ces démarches,

# PARMI CES 3 SPÉCIALISTES DE L'INFORMATION, UN SEUL SE CONSACRE EXCLUSIVEMENT AU TÉLÉPHONE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation

d'Audiotex. SJT, leader européen de l'Audiotex avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc.

Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.1.2.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.1000), les jeux promotionnels (36,65,33,33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considérent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Beatrice Duchazelle au (1) 47.34.65.88.



le Nº1 de l'Audiotex

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction :

s Lesourne, gérant directeur de la publication runa Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Luchert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amairic. Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédection)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François

Daniel Vernet idirecteur des relations internationales!

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99 ADMINISTRATION :

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: 49-60-30-10

# PROCHE-ORIENT

irdes irakiens

La tournée du secrétaire d'Etat américain

# Israël n'accepterait une conférence régionale que pour introduire des négociations directes

Avec beaucoup de préalables et sans enthousiasme aucun, Israël serait prêt à participer à la conférence régionale sur le Proche-Orient que les Etats-Unis cherchent à réunir dans les mois

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les dirigeants du gouvernement de droite devaient le dirc, mardi 9 avril, à M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, arrivé la veille au soir à Jérusalem pour une visite de vingt-quatre heures. Tout au long de la journée de lundi, le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et ses collègues des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshé Arens, ont mis au point leur position. Ils doivent, d'ores et déjà, faire face à une très vive opposition : celle menée au sein du Likoud par M. Ariel Sharon ainsi que celle des petits partis d'extrême droite membres de la majorité qui se méfient de toute amorce de négociation pouvant menacer le statu quo dans les territoires occupés et dénoncent, à l'avance, les efforts de M. Baker.

### Une sorte de cérémonie d'onverture

La position arrêtée par le chef du gouvernement est un « oui » de principe au projet de « conférence régionale», assorti de nombreuses conditions, demandes d'éclaircissements et garanties diverses que les dirigeants israéliens entendent présenter à M. Baker. Selon des indications encore fragmentaires, il s'agirait de réunir Israël, les pays arabes de la coalition anti-irakienne, plus la Jordanie et « des » Palestiniens (sans doute au sein d'une délégation jordano-pa-

lestinienne) dans une conférence qui s'attaquerait simultanément aux grands dossiers que sont le conflit entre l'Etat hébreu et les Palestiniens et celui qui oppose Israel aux pays arabes voisins. La conférence serait placée sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, selon la version du projet la plus couramment citée dans la presse israélienne.

### Libération de 1 000 détenus palestiniens

Le gouvernement Shamir veut bien se rendre à une telle conférence si elle se limite à servir de « parapluie » à des négociations directes entre Israel et les participants arabes. Autrement dit, ce ne devrait être qu'une sorte de céremonie d'ouverture à une série de pourparlers israélo-arabes, non d'un « forum » permanent auquel les participants pourraient avoir recours en cas de blocage des conversations. Dans une déclaration diffusée tard lundi soir, le ministère des affaires étrangères relève qu'israel acceptera « sans doute " une telle conférence, « necessaire au démarrage des. conversations », pourvu qu'elle soit sondée sur « le principe de négociations directes ».

A cette condition s'ajoutent celles habituellement posées par le. gouvernement Likoud : pas de représentant des Arabes de Jerusalem dans la délégation palestinienne, aucun rôle à l'OLP, à aucun stade de la négociation. La précédente médiation tentée par M. Baker, il y a un an et dans des conditions politiques très diffé-rentes, avait achoppé sur cet ensemble de préalables.

Le gouvernement Shamir n'en a pas moins accueilli M. Baker avec un geste de bonne volonté en annonçant la libération de plus de mille détenus palestiniens (sur

quelque quatorze mille prison-niers de Cisjordanie et Gaza). Il s'agit de personnes condamnées dans le cadre de l'Intifada - mais pas pour des actes de violence qui, pour la plupart, avaient dejà purgé l'essentiel de leur peine. Officiellement, la mesure est présentée comme relevant des libérations anticipées décidées chaque année à l'occasion de la fête musulmane de l'Aid el Fitr, qui marque la fin du ramadan. Politiquement, elle n'en est pas moins significative et a suscité la colère d'une bonne partie du Likoud, menée par le ministre du logement, M. Ariel Sharon, et la fureur des partis d'extrême droite de la majorité gouvernementale. lis dénoncent une concession aux pressions américaines, un geste qui met la sécurité du pays en danger et qui rappelle, disent-ils, l'élargissement d'un millier de pri-sonniers décide en 1985 en

groupe palestinien d'Ahmed Jibril. Côté palestinien, la visite de M. Baker ne suscite guère plus d'enthousiasme. Certes, l'OLP a donné son seu vert pour qu'une délégation de six personnalités nationalistes des territoires, conduite par M. Fayçal Husseini. rencontre le secrétaire d'Etat. Mais dans les milieux nationalistes, déjà divisés sur l'opportunité de revoir M. Baker, on fait valoir qu'ils n'ont pas obtenu grand-chose depuis leur précédente conversation, le 12 mars. avec le chef de la diplomatic américaine : « Si les Etats-Unis ne sont pas capables de faire rouvrir les universités dans les territoires. commente un éditorialiste palestinien, M. Sach Erakat, on voit mal comment ils pourront obtenir le départ des Israeliens de Cisjorda-

échange de la libération de trois

soldats isracliens détenus par le

nie et de Gaza.» ALAIN FRACHON

### KOWEÏT

# Des centaines de Palestiniens et d'Irakiens seront jugés pour crimes de guerre

Des centaines d'Irakiens et de Palestiniens seront bientot jugés au Koweit pour crimes de guerre et certains d'entre eux risquent la peine capitale.

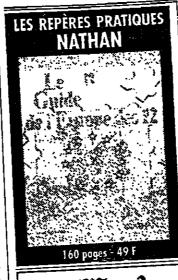
Lors d'une conférence de presse à Koweit-Ville, M. Abdel Aziz El Dakhil, sous-secrétaire d'Etat à la justice, a précisé que les jugements. qui auront lieu devant des tribunaux mixtes civils et militaires. commenceront a dans une quinzaine de jours ». « Certaines per-

sonnes sont accusées de meurtres. d'autres de torture, et d'autres, ensin, d'avoir aide les Irakiens». a-t-il ajouté.

Les jugements devront être approuvés par le prince héritier et chef du gouvernement, cheikh Saad en sa qualité d'administrateur de la loi martiale; 628 personnes, dont plusieurs officiers supérieurs trakiens, sont actuellement interroges. Aucune indication n'a cté donnée sur le nombre total des accusés, mais il a été précisé que des délégués du Comité Inter-

national de la Croix-Rouge (CICR) avaient déjà visité des inculpés. Selon les autorités koweitiennes. 1 082 Koweitiens ont trouvé la mort durant l'occupation irakienne, dont 120 nourrissons, qui ont été enlevés de leur couveuse artificielle dans les hopitaux (1). -

(1) Le directeur adjoint de la santé dans l'émirat avait dément la rumeur sur de tels décès, confirmant seulement le voi de couveuses (le Monde daté



### Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

# LEDUCATION

AVRIL

# LE PALMARÈS 1990 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des lUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

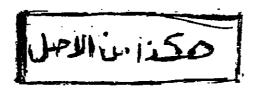
# LES BTS, MODE D'EMPLOI

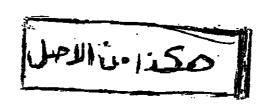
200 000 jeunes sont aujourd'hui inscrits dans 98 spécialités. *Le Monde de l'Éducation* fait le point sur ce type d'études et sur l'insertion professionnelle des diplômés.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



ment cette croissance: Télé Zest maintenant le





6 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •

# PROUVEZ AUX KURDES QUE VOUS AVEZ BIEN LU CE JOURNAL.

Une couverture: 50 F. Vacciner un enfant: 100 F. Nourrir une famille pendant une semaine: 200 F. Un lit de camp: 400 F. Une tente pour une famille de cinq ou six: 1000 F.

L'Action Internationale Contre la Faim est une organisation non-gouvernementale fondée il y a 12 ans. Les fonds qu'elle collecte sont entièrement affectés à ses actions humanitaires. Son aide directe aux réfugiés afghans, aux Cambodgiens, aux Ethiopiens, aux Tchadiens, aux Soudanais a permis à des milliers de personnes de s'en sortir et de retrouver les bases suffisantes pour vivre et être autonomes.

Association d'intérêt général régle par la loi de 1901.



Signataires de l'appel Kurdistan.

Présidente d'honneur :

Françoise Giroud

Guy Sorman, Président

Marie-Claude Angélique.

Jacques Attali.

Claude Barjon,

Maurice Bidermann,

Christian Blanckaert,

Christophe Bonnafous,

Xavier Browaeys,

Sylvie Brunel

Jean-Martin Cohen-Solal.

Caroline Cosich,

Christian Daniel,

Jean Gerothhwohl,

Marc Gschwend,

Marek Halter,

Gilles Hertzog,

Ghislaine Hierso,

Christian Langlois Meurine,

Thierry Leroy,

Bernard-Henri Levy,

Marie-Antonietta Macciochi,

Denis Metzger,

Christian-Marie Monnot

Erik Orsenna,

Jacques-André Prevost,

Philippe Royer,

Robert Sebbag,

Patrick Siegler-Lathrop,

Marc Ullmann.

Jean-Christophe Victor.

positie

2001

SÉNÉGAL: ouverture politique à Dakar

# Le chef de l'opposition entre au gouvernement raison de sa calvitie et connu pour ses dons de tribun, Me Wade s'est ainsi vu offrir le poste de ministre d'Etat

Le nouveau premier ministre, M. Habib Thiam, a formé, lundi 8 avril, un gouvernement au sein duquel, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs opposants font leur entrée, notamment Me Abdoulaye Wade, l'adversaire malheureux du président Abdou Diouf lors de l'élection présidentielle de février 1988.

Le Sénégal serait-il un cas particulier en Afrique? Du côté de Dakar, on ne fait rien ou presque comme dans tout le monde noir. On le fait plus vite et plutôt mieux qu'ailleurs. Le multipartisme est né, ici, il y a déjà plus de dix ans. Le président Léopold Senghor a volontairement et tranquillement abandonné le pouvoir, le 31 décembre 1980, aux mains de M. Diouf. Et, aujourd'hui, son successeur offre à l'opposition, et notamment à Me Wade, le plus virulent des contestataires, qui s'en saisit, des postes au gouvernement.

Il y a un an, pourtant, huit partis d'opposition, rassemblés an sein d'un Front commun, réclamaient le départ de M. Diouf et l'organisation d'élections «libres et démocratiques». A la mi-novembre encore, des manifes-tants conspuaient violemment, dans les rues de Dakar, le parti socialiste

Les fréquentes manifestations de rues illustraient ainsi le blocage d'une situation politique et économique en pleine dégradation. Face à face un parti socialiste use par trente ans de pouvoir sans partage que le président Diouf avait tenté de reprendre en mains, en juillet, lors de son 8º congrès et une opposition divisée pas moins de seize partis - et sans vrai programme, si ce n'est de goûter

quer les médias d'Etats à son profit. enfin aux responsabilités. La sement - avec la Mauritanie voisine. la rebellion des indépendantistes casamançais qui a fait une centaine de morts en près d'un an, et la crise économique que la crise du Golfe a aggravée, militaient pour une ouver-ture politique à laquelle ne se sont finalement pas soustraits M. Diouf et Me Wade, les deux frères ennemis.

Surnommé «le grand chauve» en

sans qu'aient encore été précisées ses attributions. Secrétaire général du Parti démocratique sénégalais (PDS), candidat à plusieurs élections présidentielles contre MM. Senghor et Diouf, cet ancien doven de la faculté de droit de l'université de Dakar fut même incarcéré en février 1988.

Avec lui, entrent au gouvernement trois autres responsables du PSD.
MM. Ousmane Ngom et Jean-Paul
Diaz ainsi que M. Aminata Tall, Diaz ainsi que Mª Aminata Tall, pour occuper respectivement les postes de ministre du travail et de la formation professionnelle, de ministre de l'intégration économique africaine, et de ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale. Une cinquième personnalité de l'onministre de l'éducation nationale. Une cinquième personnalité de l'op-position. M. Amath Dansokho . scerétaire général du Parti de l'indé-pendance et du travail (PIT), d'obé-dience marxiste, s'est vue confier le portefeuille de l'urbanisme et de l'ha-bite!

Alors qu'ailleurs en Afrique, l'oppo-sition est contrainte d'utiliser parfois la violence pour obtenir voix au chapitre, au Sénégal, les choses se sont, en définitive, passées en dou-ceur. Ce qui ne veut pas dire, loin de la que le président Diouf soit désor-mais obligé de composer sur tout avec des adversaires qui ne l'ont jamais ménage dans le passé.

JACQUES DE BARRIN

# La nouvelle équipe

Le nouveau gouvernement compte un ministre d'Etat, dixneuf ministres et sept ministres délégués :

Premier ministre, M. Habib Thiam; ministre d'Etat, M. Abdoulaye Wade; économie, finances et plan, M. Famara Ibrahima Sagna; forces armées, M. Médoune Fall; garde des sceaux et justice, M. Serigne Lamine Diop; affaires étrangères, M. Djibo Ka; intérieur, M. Madieng Khary Dieng; éducation nationale, M. André Sonkho; équipement, transports et mer, M. Robert Sagna; développement rural et hydraulique, Cheikh

commerce et artisanat, M. Alassane Dialy Ndiaye; tourisme et environnement, M. Jacques Baudin; urbanisme et habitat, M. Amath Dansokho; travail et formation professionnelle, M. Ousmane Ngom; communication, M. Moctar Kebe; santé et action sociale, M. Assana Diop; culture, M. Moustapha Ka; intégration économique africaine, M. Jean-Paul Diaz; jeunesse et sports, M. Abdoulaye Makhtar Diop; ministre de la femme, de l'enfant et de la famille, Mª Ndioro Ndiaye.

### AFRIQUE DU SUD

# Les autorités ne prennent pas au tragique l'ultimatum de l'ANC maintenant soutenir ces saboteurs de

L'ultimatum lancé, vendredi 5 avril, par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement, continue de susciter des réac-tions contradictoires. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), très proche de l'ANC, a jugé, dans un communiqué, qu'il ne s'agit que du « minimum nécessaire pour faire cesser la violence», estimant que cet ultimatum était attendu « depuis longtemps » par les populations des townships.

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

Le Cosatu accuse le gouvernement de n'avoir jamais pris les moyens d'éviter les affrontements ni agi con-tre les «fauteurs de guerre» qui sèment la terreur dans les «hostels», ces résidences pour travailleurs migrants célibataires. Il soupçonne aussi certains membres des forces de

mière transplantation de cœur au

monde, en décembre 1967, vient

de confier, à la presse sud-afri-

caine, son intention d'émigrer en

Suisse où il collabore aux travaux

d'un institut médical, spécialisé

dans la racherche en gérontologie.

Agé de soixante-huit ans, le célè-

bre chirurgien veut ainsi échapper à

la vague de violences qui balaie son

sécurité de pourvoir en armes et en munitions d'indéfinis « escadrons de la mort ». Pour la centrale syndicale, le président De Klerk a le pouvoir de mettre fin à la violence : « La balle est mainienani dans son camp. Il peut mainienani aans son camp, ii peut démontrer son engagement en faveur de négociations pacifiques ou, au contraire, poursuivre le processus de terreur en cours ».

De son côté, le président du parti Inkatha, à dominante zouloue.

M. Mangosuthu Buthelezi, a, sans ambiguïté, choisi de se placer dans le camp du gouvernement. « L'ANC ne fait rien d'autre que nous pracipite. fait rien d'autre que nous précipiter dans la guerre civile », a-t-il déclaré, dans la guerre civile », a-t-ii deciare, lundi, ajoutant qu'en ce qui le concerne, « le processus de paix incluant le gouvernement. l'Inkatha et l'ANC n'était plus d'actualité » car «l'ANC vient de se retirer des nègociations dans lesquelles [nous]étions apparent à son avis « le stupéfiant engages». A son avis, « le stupe fiant retournement de l'ANC doit être condamné sans détour. Aucun gouver-nement ni organisation n'osera plus

l'ANC qui foulent aux pieds leurs partenaires de négociations ».

M. Buthelezi, qui jouit d'une sympathie déclarée au sein de l'extrême droite blanche, tente depuis plus d'un an de s'imposer, avec la bienveillance de s'imposer, avec la bienveillance de company à la table des négotiers. du gouvernement, à la table des négociations. Les membres de l'Inkatha 'opposent sur le terrain aux militants de l'ANC. Depuis 1984, les affrontements out fait plus de 9 700 victimes, selon l'Institut indépendant des rela-tions entre les races (SAIRR), principalement dans la province du Natal et plus récemment dans les townships de la région de Johannesburg. Scion cet Institut, entre 550 et 600 personnes ont péri dans les violences politiques au cours des trois premiers mois de 1991.

Directement concerne par l'ultimatum de l'ANC, qui exige son limotum de l'ANC, qui exige son inflo-geage, ainsi que celui du ministre de la défense, le général Magnus Malan, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a réagi, lundi, à ce qu'il appelle « la fausse propagande de l'ANC et du Parti communiste» (SACP). Selon lui, les deux organisations ont joué «un rôle primordial dans le déclenchement de la violence qui menace aujourd'hui de dévaster

M. Vlok a indiqué qu'il ne serait pas un obstacle « ou futur de l'A du Sud». A son avis, la crise née de l'ultimatum de l'ANC se réglera pas la négociation. « Le problème n'est pus insurmontable, il peut cire résolu». a-t-il dit, avec optimisme, suggérant, cependant, qu'il fallait prendre en compte les divisions internes de l'ANC, préoccupe par l'organisation de son prochain congrès au mois

FRÉDÈRIC FRITSCHER

TOGO: violences à Lomé et en province

### Les jeunes mènent la contestation

Un chef traditionnel et un gardien de préfecture ont été tués par balles et deux élèves grièvement blessés, lundi 8 avril, lors d'une manifestation à Kévé, au nord-ouest de Lomé.

En réaction, les manisestants ont incendié la sous-préfecture et érigé, sur plusieurs kilomètres entre Kévé et la capitale, des barricades faites de troncs d'arbres. Des incidents ont eu lieu aussi à Vogan et à Kpalimé. A Lomé, la situation était toujours tendue, lundi soir, dans le quartier populaire de Bé où des heurts avaient opposé, dans la matinée, forces de sécurité et contestataires.

Le gouvernement a annoncé, lundi soir, la fermeture immédiate de tous les établissements scolaires et universitaires. Etudiants et élèves constituent le fer de lance de la contestation politi-

Réunie dans un Front des associations pour le renouveau (FAR), l'opposition modérée semble de plus en plus dépassée par les mouvements de jeunes qui exigent un chan immédiat de régime.

Le FAR a obtenu une amnistie générale et l'autorisation de former des partis politiques. En juin, un « Forum national » aura pour tâche de former un gouvernement de transition et de fixer la date des élections générales. - (AFP.)

ANGOLA: en visite à Paris

# Le président Dos Santos évoque la possibilité d'un cessez-le-feu avec l'UNITA

évoqué, lundi 8 avril à Paris, à l'issue d'un déjeuner de travail avec M. Mitterrand, les « nouvelles perspectives « de coopération avec la France, notamment dans les domaines « agroalimentaires, petrolier, industriel et de la construction ».

En raison de l'insécurité, cette coopération est concentrée sur trois régions : Luanda et ses environs, la zone de Benguela-Lobito et la province de Huila.

M. Dos Santos s'est, d'autre part, déclaré confiant dans les possibilités d'un compromis avec les rebelles du l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) au moment où une nouvelle série de pourpariers vient de commencer, près de Lisbonne. Selon lui, il devrait être

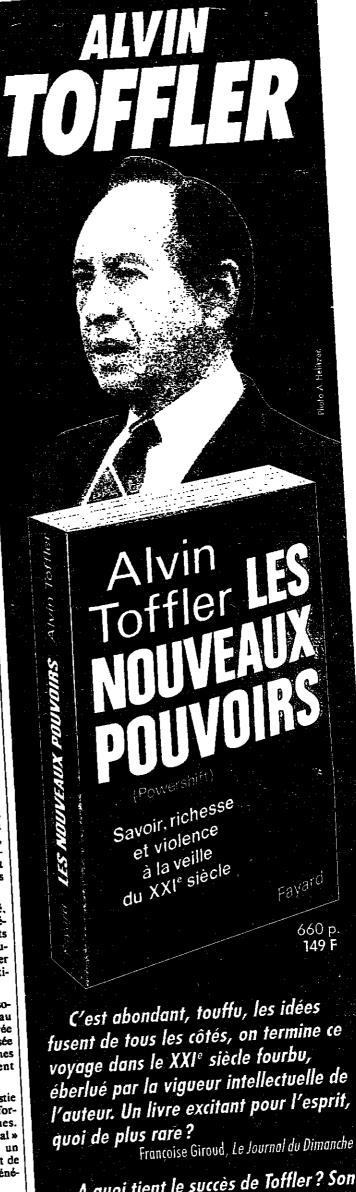
Le chef de l'Etat angolais.

M. José Eduardo Dos Santos a terme » entre les deux proposivernement qui souhaite fixer immédiatement une date pour un cessez-le-feu et celle de l'UNITA qui réclame, au préalable, la fixation d'une date pour des élections libres.

### Aide alimentaire

La guerre civile qui déchire le pays depuis seize ans et la sécheresse ont provoqué la famine dans neuf des dix-huit provinces d'Angola.

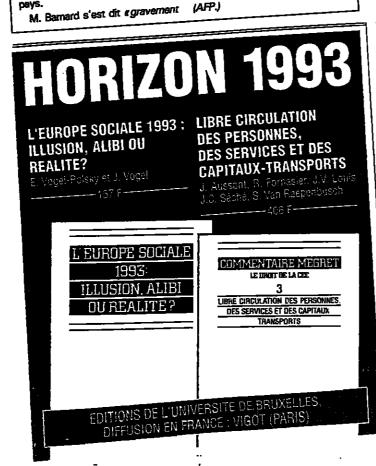
La France qui a envoyé, en 1990, une aide alimentaire d'urgence, envisage d'acheminer par des « corridors de paix », avec l'accord du gouvernement de Luanda et de l'UNITA, de nouvelles cargaisons. - (AFP.)



A quoi tient le succès de Toffler? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur n'oublie pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous encombrera des échafaudages de "thésards". Il parle clair... Surtout, il a gardé intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin.

Pierre Drouin, Le Monde

FAYARD



Le professeur Barnard s'apprête à quitter

un pays « invivable »

r de la pre- déçu » par l'action et le « manque

de réalisme » des di

Rappelant qu'il avait toujours milité

pour l'abolition de l'apartheid, le

chinurgien qui a déjà vécu plusieurs

années aux Etats-Unis, a déclaré :

«J'ai constamment refusé des

offres de travail à l'étranger car je

pensais qu'une fois que les choses

auraient changé, l'Afrique du Sud

deviendrait vivable. Il semble main-

tenant que le contraire soit vrai». -

**AMÉRIQUES** 

WASHINGTON

correspondance « Le pays en a assez des Kennedy, on en a trop parlés, disait, il y a quelques années. disait, il y a quelques années, Edward (Ted) Kennedy. Malheureusement, on parle à nouveau du clan Kennedy, cette fois à

propos d'un viol... A l'issue d'une longue soirée dans un bar à la mode de Paim-Beach (Floride), le sénateur, son fils Patrick et son neveu, William Kennedy-Smith, invitalent, vers 3 heures du matin, deux jeunes femmes dans la propriété familiale pour une der-

nière libation. L'une d'elles (son nom n'a pas été révélé) déclare avoir été violée et aurait identifié le jeune

Smith comme son agresseur. Il n'en fallait pas plus pour mobiliser trois cents journalistes - le plus fort contingent depuis la guerre du Golfe - à la recherche de détails croustil-

Les journaux de New-York, engagés dans une âpre compétition pour leur survie, s'en donnèrent à cœur joie avec des titres accrocheurs : « Une bonne soirée de célibataires », « La malédiction frappe encore les Kennedy », « Les gambades sexuelles de Teddy ».

L'autre jeune femme ne se souvient pas avoir vu l'auteur présumé du viol mais se rappelle avoir rencontré le sénateur vêtu seulement d'une longue chemise, sans préciser si, dessous, il portait un short... Bref, du pain bénit pour les amateurs de scandales et les adversaires des Kennedy, toujours prompts à accuser la police locale de protéger les membres de cette riche dynastie. Les amis du sénateur estiment qu'il devrait être plus pru-

dent, se sachant dans le

collimateur des médias, en raison de la vie privée « animée » de ses frères. John (le président) et Robert (le ministre). des frasques connues des nouvelles générations de Kennedy et de sa propre réputation, compromise depuis l'accident de Chappaquidick, en 1969 (une de ses collaboratrices s'était noyée par sa faute et il avait longtemps tardé à prévenir la police). Ses détracteurs pensent au contraire que l'affaire illustre l'arrogance du clan, qui s'estime au-dessus des lois.

### Une image ternie

Il faut dire que la démolition des « idoles » représente une riche activité pour les spécia-listes du genre. Ainsi, Mª Kelley espère bien vendre les 600 000 exemplaires du premier tirage de sa biographie e non autorisée » de Nancy Reagan. Les éditeurs de Me Kelley (Simon and Schuster), qui avaient perdu beaucoup d'argent avec l'autobiographie du président Reagan, mai accueillie par la critique, espèrent compenser ainsi leurs pertes et récupérer l'avance de 4 millions

de dollars donnée à l'auteur. Dans son livre, M. Kelley apporte seulement quelques « révélations » accentuant les traits déplaisants de l'ancienne first Lady déjà évoqués dans des ouvrages antérieurs, notamment celui de Patty

dentiel. L'auteur affirme qu'à l'instar de sa mère, Nancy avait falsifié son état civil aussi bien concernant son âge (elle s'était rajeu-nie, bien sûr) que sur les mérites de son père qu'elle aurait plus tard renié pour faci-

liter son adoption par M. Davis,

le second mari de sa mère. Bien qu'elle ait eu plusieurs amants bien placés à Hollywood, elle ne s'imposa pas comme actrice; du coup, elle se concentra sur un certain Ronald Reagan, à l'époque amoureux d'une autre jeune femme qu'il voulait épouser. Celle-ci refusa mais il continua de la fréquenter, se plaignant, en larmes, que Nancy, enceinte de ses œuvres, lui ait imposé le mariage.

Enfin, Ronald Reagan, animé par une forte libido, aurait forcé la porte de l'appartement d'une starlette à 3 heures du matin...

A la Maison Blanche, selon M= Kelley, Nancy aurait eu une longue liaison avec Frank Sinatra, invité à des déjeuners privés alors que le président était en voyage.

Nancy, enfin, offrait à ses amis et parents des cadeaux qu'elle avait reçus ou trouvés à la Maison Blanche. Pour le troisième anniversaire de son petitfils, elle lui envoya un ours en peluche que l'enfant avait perdu lors d'un précédent passage à

la Maison Blanche. Les Reagan ont fait savoir qu'ils ne liraient pas ce livre. Pressé par les journalistes, l'ancien président a déclaré que les « contre-vérités patentes et absurdes » du livre « dépassaient les limites de la décence ». Curieusement, ➡ Kelley n'a jamais été poursuivie par les héros de ses biographies a non autorisées ». L'image que donnaient en public les Reagan en se comportant comme de jeunes tourtersaux sort passablement ternie de l'affaire.

HENRI PIERRE

CHINE: après la promotion du maire de Shanghaï

### Les réformistes sortent renforcés de la session annuelle de l'Assemblée nationale après deux années de piétinement. Il que, après la crise de Tiananmen. ne signifie pas que les clans en soient à enterrer la hache de guerre dans la

Il a même été prétendu que M. Li

voulait ainsi remercier les promus

d'avoir « soutenu l'instauration de la

loi martiale et le recours à la force » contre les manifestants de 1989, ce

qui est assez abusif pour ce qui

concerne au moins le maire de Shan-

ghai. La popularité de M. Zhu dans

de notre correspondant M. Li Peng, porte-parole de la vieille garde communiste, est sorti all'aibli du remaniement gouvernemental entérine lundi 8 avril par l'Assemblée nationale populaire. Le premier ministre s'est vu en effet adjoindre deux vice-premiers minis-

tres, perçus comme plus technocrates que politiques : MM. Zou Jiahua, soixante-quatre ans. qui conserve son porteseuille de ministre du plan, et Zhu Rongji, soixante-deux ans, étoile montante qui jouit d'une aura particulière pour sa gestion de Shanghai, dont il est le maire depuis 1988. Un troisième homme au profil de profes sionnel, M. Qian Qichen, ministre des affaires étrangères, age de soixante-trois ans, se voit conferer le rang de conseiller d'État.

Leur «election», avec quelques dizaines de voix contre et d'abstentions, par vote electronique dans l'immense salle du Palais du peuple où les 2 673 députés présents devaient presser un des boutons places sur leur pupitre, n'a pas surpris. Des fuites methodiquement orchestrees par l'intermediaire des représentants de Hongkong avaient permis de connaître d'avance ce premier remaniement, prudent mais symboli-

Une brochure du « Monde »

Europe :

l'engrenage

du marche unique

Dans le sillage du futur marché

unique, la Communauté élargit

ses ambitions : depuis le mois de

décembre 1990, deux confé-

rences intergouvemementales

rédigent les traités qui devraient

instaurer une union économique

et monétaire (UEM) ainsi qu'une

union politique dont le plus beau

fleuron sera une politique étran-

Pour être vertueux, cet engre-

gère et de sécurité commune.

encore mal maîtrisées.

programmé et avec un minimum

de ratés. La législation nécessaire

à l'élimination des entraves à la

libre circulation des personnes.

des biens, des capitaux, des ser-

vices a été arrêtée dans les délais

requis et il y a toute raison d'es-

perer que sa mise en œuvre

Cependant les graves difficultés

que rencontrent aujourd'hui des pans entiers de l'industrie com-

munautaire - l'électronique, l'au

d'une politique trop exclusive

échanges.

tomobile - conduisent à douter

ment centrée sur la libération des

L'idée de compléter le Marché

unique économique et monétair

illustre la volonté des douze d'al-

ler de l'avant, même si le

Royauma Uni parsiste à trainer

les pieds. Il en est de même de la

décision de parfaire les efforts

d'intégration accomplis, de leur

donner la cohérence qui leui

manque, en dotant la Commu-

nauté d'une politique étrangère et

bientôt une défense commune. A

coup d'initiatives politiques, de

décisions de procédure, ces pro-

Mais même si les arbitrages

sont régulièrement rendus dans

le bon sens, en particulier lors-

qu'il s'agit de l'UEM par le chan-

celier Helmut Köhl en RFA, le

consensus demeure trop fragile

pour qu'il s'agisse encore de pro-

jets porteurs. C'est cette pro-

gression bien réelle mais teintée

d'anxiété que décrit en plus de

cent pages, avec des cartes, des

graphiques, des illustrations de

Serguei, Pancho, Passin et

Plantu, la seconde brochure

consacrée par le Monde à la poli-

tique de l'Acte unique (voir les

promesses de l'Acte unique mai

➤ En vente chez tous les mar-chands de journaux.

106 pages, 45 francs.

jets progressent.

s'opérera sans obstacle majo

sa ville et son image de réformiste à l'étranger proviennent principalement de ce qu'il avait nargue Pékin. quelques jours après le drame, en criant haut et fort que, chez lui, on

### n'avait pas eu besoin de commettre un massacre pour ramener l'ordre... La popularité

de M. Hu Qili Les deux hommes étant avant tout des économistes, les dossiers qu'ils devraient se partager - planification pour M. Zou, zones économiques speciales pour M. Zhu - sont autant d'affaires en moins dans lesquelles les dirigeants les plus doctrinaires pourront encore mettre leur nez. La distinction conférée au chef de la diplomatic vise à rehausser l'image de modération que veut donner la

Ce remaniement traduit un récquilibrage provisoire en faveur de la poursuite prudente des réformes

vait même de jeunes députés de l'armée, en uniforme, pour lui témoigner ainsi leur soutien, pendant que siegeaient encore sur la tribune quelques-uns des vieillards qui provoque rent sa chute. Puis M. Hu, à l'impeccable costume de banquier, partit tranquillement vers sa berline porteuse d'une plaque d'immatriculation de l'état-major de l'armée.

lutte pour la succession, mais au moins que M. Deng Xiaoping est

parvenu à reinjecter un peu d'energie

réformiste dans les rouages du pou-

voir. Avec la percée de Shanghaï, qui avait déjà fourni en 1989 un secrétaire général du PCC – M. Jiang

Zemin, - il consucre le rôle croissan

de la Chine côtiere, ouverte sur l'Oc

que pékinoise.

cident, dans l'élaboration de la politi-

On a aussi pu assister au cours de

manifestations de l'impatience du

pekinois. Ainsi, M. Hu Qili, un des

grands exclus de la direction du parti

pour cause de « libéralisme bour

gevis " en 1989, s'est taillé un petit

succès en signant, en sa qualité de

députe, des autographes à profusion

dans les couloirs. Lundi, il se trou-

la réunion de l'Assemblée à quelques

pays profond devant l'attentisme

FRANCIS DERON

**EN BREF** CHINE : un dissident condamné à quinze aus de prison.- M. Chen Yanbin, étudiant de l'université Beifang, à Pékin, a été condamné à quinze ans de prison pour diffusion de « propagande contre-révolutionnaire». Cette condamnation, prononcée selon un témoin le 10 mars, est la plus lourde prononcée contre un dissident lié au mouvement démocratique de 1989. Un étudiant de l'université Qinghua, M. Zhang Yafei, qui avait constitué avec M. Chen après l'écrasement du « printemps » de Pékin un groupe appelé Front démocratique de Chine, a été condamné à onze

nage a suscité des tensions nouo INDONÉSIE : un ancien direcvelles et provoqué un malaise teur de journal condamné pour que la crise du Golfe durant « blasphème ». - Un ancien direclaquelle les Douze n'ont pu que teur de journal a été condamné à contempler laur piteuse absence cinq ans de prison pour « blasn'a fait qu'amplifier. La construcphème » contre l'islam par le tribution européenne connaît actuellenal de Djakarta. M. Arswendo ment une situation très para-Atmowiloto avait fait publier dans doxale : les succès indéniables l'hebdomadaire Monitor, appartede la politique de relance menée nant à un groupe de presse catholidepuis cinq ans se combinent que, un sondage de popularité qui plaçait le prophète Mahomet au avec les incertitudes d'ambitions onzieme rang. - (AFP.) Le marché unique se met en place conformément au scénario

ans de prison. - (Reuter.)

 JAPON : nouveau secrétaire-gé-néral du Parti liberal-démocrate. M. Keizo Obuchi, ancien porte-parole du gouvernement nippon, a été désigné lundi 8 avril pour succeder à M. Ozawa au poste de secrétaire général du Parti libéraldémocrate (PLD) au pouvoir. M. Ozawa avait demissionne à la suite de l'échec du candidat gouvernemental à l'élection du gouverneur de Tokyo (le Monde du 9 avril). - (AFP.)

PHILIPPINES : nouveau chef d'état major des armées. - Le géné-ral Lisandro Abadia, commandant de l'armée de terre, a été nomme samedi 6 avril chef d'état-major des armées par Mª Aquino. Il a été remplacé par le chef de l'académie militaire, le general Arturo Ramos. Cette nomination a entraîné la démission du chef d'état-major adjoint, le général Alexander Aguirre, qui briguait également ce poste. Ce dernier a critique violemment la décision de Mª Aquino, qu'il a qualifiée d' a injuste v. - (AFP.)

□ BULGARIE : manifestations à Sofia. - Plus de 20 000 personnes se sont rassemblées, lundi 8 avril, dans le centre de Sosia pour demander des élections législatives anticipées en juin prochain. Le matin même, le conseil de coordination de l'Union des forces démocratiques, la principale force anticommuniste bulgare, a demandé à ses députes de quitter le Parlement pour former un cabinet fantôme, si le gouvernement n'annonçait pas des élections anticipées. - (AFP.

a YOUGOSLAVIE : Visite de M. Alexandre Bessmertnykh. - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, est arrivé lundi 8 avril à Belgrade pour une visite offi-

cielle de deux jours en Yougoslavie. Il a été reçu par le chef de l'Etat, M. Borisav Jovic, et le premier ministre sédéral, M. Ante Markovic. Outre les questions internationales et la situation intérieure yougoslave, M. Bessmertnykh devait évoquer avec ses hôtes les problèmes liés au commerce bilatéral, d'une valeur de 5,1 milliards de dollars en 1990. - (AFP.)

G FINLANDE : le chef du Parti du centre pressenti pour former un gouvernement. - Le président finlandais M. Mauno Koivisto a confié, lundi 8 avril, au leader du Parti du centre, M. Esko Aho, la tache de former un nouveau gouvernement de coalition.

### DIAGONALES

'EXCLUS de risquer des vies précieuses d'Américains. » George Bush n'était pas obligé d'ajouter ce motif domestique et d'allure mesquine aux autres bonnes raisons de ne plus agir militairement en Irak. Le refus d'ingérence se suffisait à lui-même, d'autant qu'il prenait à revers les reproches d'intervention excessive adressés la veille aux Etats-Unis. L'argument des marines à préserver ne pèche pas plus contre la morale que contre la logique (si on veut s'aventurer sur le terrain mollasson de la casuistique) : car qui parachute des secours aux persécutés, en premier et massivement sinon, une fois de plus, la puissante et compatissante Amérique? Alors que personne n'évoque la vie PRÉCIEUSE des Kurdes démunis de tout, a fortiori d'adjectifs, - l'allusion de Bush à la cherté des seuls « boys » a un autre mérite : celui d'une franchise qui fera

date (3 avril 1991). L'écart de tarif entre cadavres de « coali sés p et d'autochtones n'inspirait qu'implicitement les bombardements préalables à l'offensive terrestre. De même l'Occident a-t-il évité jusqu'ici de paraître résigné à ce que le revenu par habitant, la mortalité infantile et l'espérance de vie diffèrent d'un continent à l'autre. Il ne fallait pas trop contredire le message chrétien dont les puissances industrielles avaient couvert en partie leurs conquêtes passées, et selon lequel existences et consciences des enfants de Dieu, en principe,

Cette fois, c'est dit et proclamé par le patron du demier modèle civilisateur depuis la faillite du communisme, appuyé par le Ciel, l'Histoire, la high-tech et le général Schwarzkopf : il est mérité, « naturel », que les cours de la vie humaine varient à jamais selon les latitudes et le PNB. Pourquoi ne pas indexel ces cours sur le Dow Jones et le CAC-40. comme l'imaginait ce provocateur de Shakespeare dans le Marchand de Venise ?

On ignore si la guerre du Golfe a ouvert l'ère du droit, comme en court le slogan ; elle aura du moins clos le temps des hypocrisies. Adieu, mouchoirs et chapelets ! Tous à vos ETTE comptabilité était dans les têtes à l'époque coloniale. Elle y rôde tou-

jours. Pour la surprendre, il suffit d'avoir l'œil. C'est le cas de Raymond Cousse. Auteur et interprète de Stratégie pour deux jambons, il a fait une tournée, voilà cinq ans, en Côted'Ivoire. Il en a ramené un carnet de route au vitriol (la Découverte de l'Afrique, Le Dilet-

# Cours de la viande

tante éditeur). Dans l'histoire, qui reste à écrire, du regard européen sur l'Afrique noire, Cousse s'inscrit à la suite du Voyage au bout de la nuit. Comme Céline, il vomit les Blancs, y compris le Blanc en lui. Il se sent occupant. Seule son expérience de la mouise préserve un lien avec les exploités. N'y aurait-il d'égalité que « dans le dénuement », se demandet-il. Vieille question sans réponse.

Pour comprendre sans condescendre, faut-il forcément éructer ? J.-M. G. Le Clézio prouve que non, avec son magnifique Onitsha (Gallimard). Enfin un romancier qui ne se sert pes de la fiction pour réfléchir aux beautés finissantes du Vieux Continent, mais pour nous ouvrir, par la description aimante et la poésie de l'enfance, à une réalité géographique et mythologique hors d'atteinte. Dans l'Afrique des années 50, celle de la Jalousie de Robbe-Grillet, une mère et son fils mesurent ce qui reste d'Empire, au bord d'un fleuve boueux, comme ils évaluent la distance des orages en comptant les secondes séparant l'éclair du tonnerre. Il y a longtemps qu'en France la littérature n'a pas démontré aussi tranquillement et souverainement ses pouvoirs d'évocation, à la Faulkner !

la Flaubert, tout aussi bien l (J'enrage de ne pas échapper à la dictature nouvelle des célébrations à date fixe qui, après les « années » Mozart et Rimbaud, impose au Landerneau culturel la quinzaine Bovary ; « mais bon ! » comme on dit désormais pour s'avouer vaincu sans trop de ressentiment, car enfin, Emma, on en parlerait volontiers chaque semaine ()

Vue de l'après-Golfe et de l'aprèsmarxisme, la vie gâchée de l'ex-fermière des Bertaux rappelle qu'en Normandie, voilà cent cinquante ans, l'existence humaine n'avait pas le πême prix selon qu'on venait du château, de la boutique ou de l'étable. Le film de Chebrol est fidèle au livre en ce qu'il montre le marché de dupes économique et culturel à l'œuvre derrière les apparences de romantisme mai digéré, de vanité provinciale, d'insatisfaction clinique, et de ce que Charles, dans sa candeur, appelle (nous invitant au doute, par sa betise même) a la fatalité a.

Il est tentant de jouer, entre amis, à Bovaryaujourd'hui. Emma aurait-elle épousé un cadre moyen de Cergy-Pontoise ? Assisterait-elle aux enregistrements du « Masque et la Plume », aux colloques de Cerisy ? Serait-elle

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française en analyse chez Julia Kristeva, ou bemée par un de nos marquis médiatiques, ces nouveaux Rodolphe ? Des drogues de moins en moins douces remplaceraient-elles l'arsenic d'un

Homais post-structuraliste? Chercher des équivalences, c'est se demander si l'œuvre tient par sa peinture d'une époque, cause du drame, ou par celle d'une figure éternelle, susceptible de réincamations à l'infini. Chebrol a bien fait de ne pas trancher ce débat vieux comme les chefs-d'œuvre, à la faveur de quelque transposition moderne genre « Emma-Rotary » où son humour aurait excellé. Ce qui compte, c'est le regard perçant de Flaubert, à un moment donné de l'histoire, toujours actuelle et passablement perdue de vue, des duperies de classe.

Le bal à la Vaubyessard décide de tout. En se « frottant » à la richesse et à la « quiétude brutale » des possédants, la fille de paysans est entrée dans un piège où la culture remplit le rôle de miroir aux alouettes et développe l'aliénation dont elle prétend délivrer. Livres et opéras à la mode masquent mai que tout, sous ce monde de raffinement, a un prix : pièces de drap, adultère mondain, vie perdue rêver la vie, emputations, députations, et jusqu'aux mots d'amour, auxquels les Comices agricoles font un contrepoint braillard et symbolique de Bourse à la cotation.

NCORE et toujours la preuve que la mise à prix des existences est truquée à la naissance, et que les mots nobles servent à couvrir la freude!

Cette preuve, un écrivain disparu il y a quelques jours, Max Frisch, lui a donné, avec Biedermann et les incendiaires, l'éclat des vérités

Cousse, Le Clézio, Flaubert, Chabrol, Frisch, tous plaident, cette semaine, pour cette même évidence : ce n'est pas parce que la évolution soviétique a périclité, et parce que les habillages capitalistes de la réalité tiennent provisoirement bon, que l'explication par l'économie de faits sociaux, culturels et psychologiques a perdu de sa justesse, de son

Une chose est sûre, par exemple : aussi vrai que le prix des marchandises s'unifie sur la planète, au point de rendre vaines les visites des voyageurs aux boutiques « duty free » des aéroports, les cours de la viande humaine trouveront aussi, tôt ou tard, leur équilibre mondial, quelque part entre le tarif du aboy » US et celui du Kurde lambda.

Fatalement.

The same of the same The second of the second The second second AND THE SECOND Therefore the second second

how he pioniniers & the life de 4 m

Metiel et pour l'actu

# **AMÉRIQUES**

L'influence des Eglises protestantes en Amérique latine

# Le Guatemala à l'heure évangéliste

Les Eglises évangéliques sont entrées en compétition ouverte avec l'Eglise romaine en Amérique latine, où vivent la moitié des catholiques du monde entier. Sources de friction avec les hiérarchies ecclésiastiques traditionnelles, elles peuvent être aussi un anjeu politique, comme on l'a vu au Pérou, où elles ont influencé l'électorat pour le choix de M. Fujimori comme président de la République, et, surtout, au Guatemala, où c'est un prédicateur évangéliste qui, il y a trois mois, est devenu chef de l'Etat.

Ć,

7. . .

4 - F.

70

\*\* : . .

2.7

ومنا ووالمال مراجعته

**W** 

### **GUATEMALA**

### de notre correspondant en Amérique centrale

Sans grande pudeur, Pedro, vingtsix ans, raconte toutes ses anciennes perversions. Alcoolisme, drogue, vols pour se procurer de la cocaine et même homosexualité, dit-il avec une expression de profond dégoût. Il ne néglige aucun détail scahreux pour que son auditoire constate comme il a changé depuis qu'il a « rencontré Jésus-Christ ». La scène se passe dans un hôtel de la capitale guatémaltèque où se réunissent, tous les lundis, les membres d'une cellule de la Fraternité des hommes de l'Evangile complet, qui regroupe des protestants et quelques catholiques

charismatiques. Ces confessions publiques se déroulent à l'heure du déjeuner selon un rituel mis au point en Californie et adopté par les cinquantetrois cellules existant au Guatemala (près de trois mille adhérents). Après le bénédicité, les convives entonnent des chants religieux puis deux ou trois d'entre eux se relayent au micro pour raconter leurs malheurs. Entre deux coups de fourchette, leurs coreligionnaires applau dissent ou rient de bon cœur quand le «témoin» se moque de lui-même.

« Le succès de notre organisation, soutient le président de la section guatémaltèque de la Fedération internationale des hommes de l'Evangile complet, Roberto Velas-quez, est du au fait que nous nous réunissons pour parler de nos problèmes. \* Tous affirment que cet engagement religieux a modifié leur attitude et leur a permis de rétablir une vic de famille chaleureuse et des relations professionnelles harmo-

### Quatorze mille temples

Catholique à 90 % il y a vingt ans à peine, le Guatemala vit désormais à l'heure évangéliste après avoir, fait sans précédent, élu un protestant à la présidence de la République. Aujourd'hui, environ 30 % des neuf nillions d'habitants appartiement à l'une des trois cents dénominations protestantes installées dans le pays. Selon Edmundo Madrid, président de l'Alliance évangélique du Guate-mala (organisation réunissant près d'une centaine de dénominations), il a plus de quatorze mille temples évangéliques dans le pays - infini-ment plus que d'égliscs catholiques -, sans compter les Mor-mons et les Témoins de Jéhovah.

« Les Eglises protestantes tradi-tionnelles (luthérienne, méthodiste, presbytérienne, baptiste) sont très minoritaires, ajoute-t-il. La ligne conservatrice, fondamentaliste même, domine très largement, en particulier avec les pentecôtistes et les néo-pentecôtistes, qui regroupent à eux seuls 75 % des évangélistes. Après tant d'années de violence, de peur et de désespoir, les gens ont trouvé à travers la Bible un moyen de se rapprocher de Dieu (...) Les Eglises pentecôtistes sont apparues comme un refuge contre les vices qui aggravent la pauvreté et les divisions

Les pasteurs - tous guatémalteques alors que la moitié des prêtres catholiques sont étrangers et ne parlent pas les langues indigènes - sont désignés par les fidèles au sein de leur propre communauté et ne

dépendent d'aucune hiérarchie. « Cela explique en partie le succès des evangélistes, car chaque communauté choisit son Eglise, son pasteur et même son rituel», souligne Peter Townsend, directeur de l'Institut linguistique d'été, organisme protestant créé aux Etats-Unis, qui a traduit le Nouveau Testament dans les vingt et une langues pratiquées par les Indiens d'origine Maya 160 % de la population totale).

Dans la capitale comme dans les zones rurales où les Indiens constituent l'immense majorité de la population, les temples sont bondés et pas seulement le dimanche. Les services religieux ressemblent souvent à des concerts de variétés - guitare électrique et orgue électronique ont remplacé la traditionnelle marimba (gros xylophone) dans les coins les plus reculés - qui se trans-forment peu à peu, grâce à la musi-que et aux inlassables incantations des fidèles, en hystérie collective au moment de la «descente de l'Esprit Saint ».

Les Indiens et les classes moyennes semblent les plus déchaînés, mais le phénomène est identique dans les petits temples délabrés des bidonvilles et dans les gigantesques salles équipées d'écrans vidéo des quartiers aisés. Les scrvices religieux d'Elim, une des plus importantes Eglises évangéliques, sont spectaculaires, Répartis sur trois étages, plusieurs milliers de fidèles crient et dansent avant de parvenir à l'extase, bras leves, à noux ou allongés sur le sol.

### L'Eglise plus discrète da Shaddai

Le président de la République, Jorge Serrano, a appartenu plusieurs années à Elim avant de passer à une Eglise plus discrète, le Shaddaï. Le 3 janvier, veille de sa prise de fonctions, ses coreligionnaires ont orga-nisé une cérémonie privée au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à le présenter comme «le prophète de Dieu» charge de mettre fin à trente Jorge Serrano a obtenu 68 % des

suffrages exprimes, ee qui constitue évidemment un motif d'inquiétude supplémentaire pour la hiérarchie catholique déià très seconée nar la progression spectaculaire des évangélistes. Certains évêques voient dans l'arrivée au pouvoir d'un protestant le résultat d'un « complot » monté par les Etats-Unis dès la fin des années 60 pour contrer la théologie de la libération.

Dans une lettre pastorale diffusée en janvier 1989, l'archevêque de Guatemala, Mgr Prospero Penados. affirme que Washington appuie les « groupes non catholiques (...) pour consolider son pouvoir économique e! politique en Amérique latine », car ales évangélistes défendent une conception individualiste du salut éternél aut coîncide pleinement avec les postulats du libéralisme et donc du capitalisme ». Le président de la conférence épiscopale, Mgr Rodolfo Quezada, considéré pourtant comme le plus progressiste des évêques du Guatemala, ne croit absolument pas à la théorie du complot. Il considère que certains pasteurs évangéliques sont plus engages sur le plan social que certains prêtres catholiques. « Je ne crois pas. dit-il, au'il y aura une confrontation religieuse car le président Serrano ne commettra pas la bêtise de favoriser les protestants v

Les évêques estiment que, pour freiner la vague protestante. l'Église catholique doit aussi maintenir une présence sur le terrain politique. C'est pourquoi la hierarchie catholique et même le Vatican ont jusqu'à présent évité de prendre position sur le cas du Père Andres Giron, elu député de la Démocratie chrétienne et désigné à la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme. « C'est une maniere de maintenir l'équilibre, dit le Père Giron dans un grand éclat de rire. Le président de la République est un évangéliste fondamentaliste et le président de la commission des droits de l'homme est un prêtre ... révolution-

BERTRAND DE LA GRANGE

### ARGENTINE

# La multiplication des scandales affaiblit le régime du président Menem

Les ennuis continuent pour le gouvernement de M. Carlos Menem. Cette fois, c'est un officier de l'armée de terre et un clan familial, allié de longue date au président, qui sont mêles à de nouveaux

Le colonel Louis Percyra, chef du bataillon de Monte-Chingolo, à 15 kilomètres au sud de Buenos-Aires, ctait considéré jusqu'à présent comme un militaire exemplaire. En fait, il dirigezit un gang de « pirates de la route ». Avec un sous-officier et plusieurs autres personnes, il a été arrêté pour vols à main armée, le 4 avril. On a retrouvé dans la caseme qu'il commandait des marchandises venant de camions interceptés sur les routes et destinées à la revente. D'autres militaires du mêmo bataillon pourraient être impliques. Le chef de l'Etat a exprimé sa « surprise » et demandé « des mesures draconiennes » au ministre de la défense, M. Erman Gonzalez.

A Catamarca, au nord-ouest du nave c'est un fait divers retentissant où se mélent drogue, sexe, politique et corruption qui 3 motivé l'intervention fédérale dans le système judiciaire de la pro-vince. L'histoire remonte au 8 sep-tembre 1990, quand une jeune fille de dix-sept ans, Maria Soledad Morales, meurt d'une surdose de cocaine, apparemment administrée au cours d'une orgie entre jeunes gens « de bonne famille ». Faux temoignages, substitution de preuves, menaces contre les magistrats : l'enquête a piétiné pendant sept mois, ce qui a incité les familles des victimes à organiser, avec la population, des marches de protestation hebdomadaires.

C'est seulement le 3 avril dernier que le juge d'instruction - le sixième depuis le début de l'affaire - a ordonné l'emprisonnement pré-ventif du principal accusé, M. Guillermo Luque, fils d'un

député péroniste de la province. Parmi les autres suspects, figurent un neveu du gouverneur peroniste Ramon Saadi et le fils de ceiui qui était chef de la police au moment des faits et qui, emprisonne pour destruction de preuves, a été relaché depuis.

La famille Saadi, qui domine de façon féodale la vie politique de Catamarca, est alliée de longue date au chef de l'Etat. Aussi la décision présidentielle d'intervenir dans la justice de la province n'estelle pas sans consequences, à six mais d'élections destinées à renouveler les gouverneurs, les maires et une partie des députés du pays.

Les affaires de drogue continuent à occuper l'actualité politique. Un ancien fonctionnaire du gouvernement, M. Mario Caserta. vient d'être arrêté, dans le cadre de l'enquête menée sur le blanchiment de « narcodollars » en Argentine, où plusieurs proches de M. Menem semblent impliqués (le Monde du 30 mars). La succession des scandales affaiblit la crédibilité du pouvoir. Selon un récent sondage, près de 70 % des Argentins ont perdu confiance dans leur classe diri-

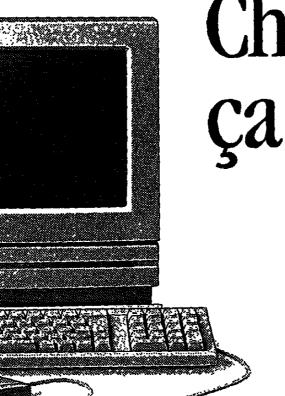
CHRISTINE LEGRAND

### CULTURE GENERALE Les bases de

### votre reussite Une méthode claire et pratique, 20 cours pour mettre

en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :





# Chez IC, la fidélité ça compte: 5.000 F.

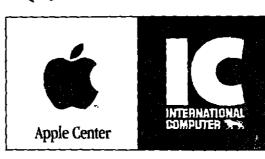
Oui dit mieux ? Pour le moment, personne. En plus, dès la fin du mois d'avril, IC vous proposera une carte Apple IIe pour Macintosh LC qui vous permettra de préserver vos investissements en logiciels Apple II.

IC est le premier distributeur Apple en Europe. Le prix, la disponibilité et le sourire, c'est d'abord ce qui compte chez IC.

# A tous les pionniers d'Apple, IC offre une prime de fidélité de 5.000 F en reprise de leur matériel et pour l'achat d'un Macintosh LC.

Vous possédez un Apple II, IIPlus, EuroPlus, IIe, IIc, IIGS ou III. IC vous fait aujourd'hui une offre qui compte: pouvoir acheter par exemple une configuration Mac LC avec moniteur 12" couleur 11.841 francs au lieu de 16.841 francs.

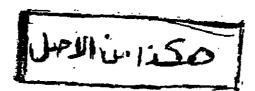
(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES +1000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.



### Aggravation du climat social

Le risque d'une extension du ces derniers jours en URSS, alors que les mineurs ne donnent aucun signe de vouloir cesser leur mouvement de grève, entamé il y a plus de cinq semaines.

Le président de la République indépendantiste de Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, a d'au-tre part averti lundi 8 avril le président Gorbatchev, que les travailleurs géorgiens étaient prêts à se mettre en grève générale si l'URSS ne retirait pas ses troupes de la région sécessionniste d'Ossétie du

Les hausses de prix continuent d'entretenir un climat social tendu, notamment en Sibérie. Malgré les concessions du gouvernement soviétique, les mineurs campent sur leurs positions et ont même appelé à une extension du mouvement jusqu'à la démision du president Gorbatchev, rapportait lundi la Pravda. A la date de dimanche. 184 des 600 mines soviétiques étaient paralysées et dans 11 autres mines au travail, le charbon extrait n'était pas livré. Plusieurs aciérics ont dù fermer par manque de com-

 Plusieurs morts dans le Caucase - Le chef adjoint des troupes du ministère soviétique de l'intérieur pour le Caucase et la Transcaucasie, le colonel Vladimir Blakhotine, a été tué lundi 8 avril par des inconnus à l'aide d'armes automatiques en sortant de chez lui à Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, selon l'agence Interfax. Deux autres personnes, dont un officier du ministère de l'intérieur, ont été tuées dimanche dans l'ouest de l'Azerbaïdjan, d'après Tass, et la situation est très critique le long de la voie ferrée qui relie, à travers l'Arménie, l'Azerbaídjan à la République autonomo du Nakhitchevan. Enfin, Interfax a ajouté à ce bilan quatre morts dans des affrontements interethniques en Géorgie. - (AFP, Reuter.)

ALLEMAGNE: après la suppression des visas

# Manifestations anti-polonaises à la frontière Oder-Neisse

de notre correspondant

La suppression des visas entre la Pologne et l'Allemagne a donné lieu, lundi 8 avril, à des incidents en deux points au moins de la frontière : à Francfort-sur-l'Oder et à Guben. Ils ont été provoqués par de petits groupes de jeunes Alie-mands de l'Est se réclamant de l'extrême droite. A Francfort, deux personnes ont été blessées dans la nuit de dimanche à lundi par des pierres lancées contre un autobus transportant des musiciens polo-nais qui revenaient d'un concert aux Pays-Bas.

Près de 50 000 Polonais, selon les chiffres donnés par la police des frontières, ont franchi lundi les divers postes frontières pour se rendre en Allemagne. Après minuit, les pricipaux points de pas-sage ont connu quelques files d'at-tente du côté polonais mais la

situation s'est normalisée dans le courant de la journée. A Berlin, où les magasins spécialisés dans l'électronique grand public attendaient de pied ferme leurs clients, on ne signalait aucun afflux inhabituel. La « ruée des touristes » polonais, annoncée par le Sénat de Berlin. qui avait parle de 100 000 personnes, n'a pas eu lieu.

Le ministre allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schaeuble, a condamné lundi les agressions anti-polonaises. Pourtant prévenues, les autorités n'avaient manifestement pas jugé nécessaire de prendre des mesures de sécurité particulières. Les polices municipales de l'Est sont très peu préparées à ce genre de situation. A Guben, le passage a été bloque pendant une heure. A Francfortsur-l'Oder, 200 à 300 jeunes gens ont réussi à semer la panique tout au long de la journée. «L'Alle-magne aux Allemands!», «Les

Plusieurs personnes ont été arrêtées mais l'impression laissée par ces affrontements est désas-

A la mairie de Slubice, du côté polonais de la frontière, face à Francfort, la conseillère municipale chargée des relations avec l'Allemagne, Me Lucina Leyco, n'a pas caché dans des interviews son émotion et son inquiétude. Pas plus que dans les autres villes, les autorités municipales de Francsort n'avaient jugé utile de se montrer pour tenter de calmer les choses.

Présent dans toutes les villes de l'ancienne RDA, le radicalisme de droite est un phénomène encore limité, mais le sentiment anti-polonais et anti-immigré va bien audelà. Trouvant un terrain propice dans la dégradation du climat social, il est largement répandu dans la population.

15 000 personnes ont répondu à l'appel d'IG Metall

### La foule est moins nombreuse dans les rues de Leipzig

de notre envoyé spécial

Une semaine après l'assassinat de Detlew Rohwedder, président de la Treuhand, l'organisme public chargé de restructurer l'économic est-allemande, les syndicalistes d'IG Metall avaient maintenu lundi 8 avril leur manifestation hebdomadaire de Leipzig, pour protester contre la dégradation du climat social dans l'ex-RDA. La foule était cette fois nettement moins nombreuse que lors des précédents rassemblements, 15 000 personnes avaient répondu à l'appel du syndicat de la métallurgie, contre 50 000 il y a quinze jours.

Une minute de silence a été observée à la mémoire de M. Roh-

wedder, dont la politique de privatisation à la tête de la Treuhand était l'une des principales cibles des manifestations de mars. Déconcertés par son assassinat, les responsables locaux d'IG metall avaient hésité à maintenir leur rassemblement. Ils ont dénoncé les tentatives d'amalealme entre leurs efforts de mobilisation et l'action des terroristes.

Le responsable local du syndical s'est prononcé pour des tables rondes sur les moyens de gérer la crise en Allemagne orientale. La veille, à Erfurt, le chancelier Kohl n'avait pas rejeté l'idée d'une coopération avec l'opposition lancée ces derniers temps par des responsables sociaux-démocrates.

GRECE: au pouvoir depuis un an

# Les conservateurs de M. Mitsotakis n'ont pas sorti le pays de la crise économique et politique

8 avril 1990 avec près de 48 % des suffrages, les conservateurs sont loin d'avoir convaincu les Grecs, soumis à une dure cure d'austérité, de leur capacité à sortir le pays de la profonde crise économique et morale qu'il traverse. Après un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement est divisé par de nombreuses querelles intestines. On ne parle plus à Athènes que d'un prochain remaniement pour rendre un nouveau souffle à un cabinet en perte de vitesse.

**ATHÈNES** de notre correspondant

Désabusés du « socialisme à la grecque» qui a conduit le pays à l'impasse, les Grees sont à présent moroses. Ils avaient accordé aux conservateurs une période de grace. Ils se sont retrouves condamnés à une austérité toujours plus dure sans espoir d'en sortir rapidement. Ils doivent désormais faire face à un avenir incertain et à la mise en place du grand marché europeen, pour lequel le pays n'est absolument pas

Arrivés au pouvoir après une série de crises, les conservateurs de la Nouvelle Démocratic s'étaient fixés comme premier objectif d'assainir une vie politique entachée par les scandales des socialistes qui avaient gouverné sans partage de 1981 à 1989. Ils souhaitaient, dans un deuxième temps, redresser une

économie en faillite et améliorer l'image de la Grèce à l'étranger.

Depuis un mois, le procès du leader socialiste, M. Andréas Papandréou, et de plusieurs de ses anciens ministres devant des cours spéciales, divise la société. Un climat malsain s'est installé et nombreux sont ceux qui se demandent si ces actions en justice étaient vraiment indispensables. Le a grand procès », comme l'appelle les Grecs, dans lequel est jugé M. Papandréou pour son rôle dans le plus vaste scandale politico-financier de l'après-guerre provoqué par le banquier escroc Georges Koskotas, empoisonne la vie politi-

M. Papandréou, qui a condamné la «criminalisation» de la politique, a refusé de se présenter devant la cour, dont les procureurs sont deux députés conservateurs et un apparenté communiste. Les audiences sont retransmises chaque jour en direct à la télévision et cela doit encore durer plusieurs

### Nouvelle aide de la CEE

L'action du gouvernement de M. Constantin Mitsotakis était surtout attendue dans le domaine économique. Les conservateurs ont certes rapidement pris des décisions nécessaires pour réduire les dépenses publiques. Ils ont notam-ment désindexé l'augmentation des salaires sur la hausse des prix. Mais les mesures d'austérité ont provoque de nombreuses grèves qui ont perturbé la vic du pays. Après de difficiles négociations, le gouvernement a obtenu un prêt

de 2,2 milliards d'écus de la CEE. Ce prêt a été accordé par tranches et à condition que l'économie soit placée sous haute surveillance. De dures conditions ont été imposées, comme la réduction de 10 % du nombre des fonctionnaires, l'imposition des agriculteurs, la diminution drastique des déficits publics et de l'inflation (22.8 % en 1990). Jusqu'à présent, seule la lutte contre l'inflation progresse. Les privatisations n'avancent pas au rythme voulu. L'administration demeure un frein au développement.

Dans le domaine international, le rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis (notamment pour « contenir » la Turquie et tenter de sortir de l'impasse sur la question chypriote) n'a pas donné les résultats attendus. Ankara, en première ligne dans la guerre du Golle, a davantage marqué de points qu'Athènes auprès des Etats-Unis et semble faire avancer l'affaire de Chypre dans son sens.

Pour se justifier, les conservateurs ne cessent de répéter que l'héritage était particulièrement lourd. Le gouvernement, a assuré le premier ministre, M. Mitsotakis, est le seul capable de remettre le pays sur pied, face à une opposi-tion socialiste et communiste en pleine crise et à la recherche d'un programme moderne. Ce gouvernement out, il y a un an, portait les espoirs des Grecs est devenu un « mal nécessaire », constatait avec amertume, à la veille de Paques, l'influent journal libéral Katheme-

DIDIER KUNZ

YOUGOSLAVIE : incidents à Zagreb

### Le procès du ministre croate de la défense est ajourné « sine die »

Le procès du ministre de la défense de Croatie, M. Martin Spegelj, et de sept autres personnes, accusés de «préparation de soulèvement armé » qui a commencé, lundi 8 avril à Zagreb, a été interrompu peu après l'ouverture de la séance par le président du tribunal milirire. Selon le colonel Zivko Masic, les manifestations qui se déroulaient devant le tribunal rendaient impossible la poursuite des débats, Le procès a été ajoumé sine die.

BELGRADE

de notre correspondante Une dizaine de milliers de manifestants étaient venus protester con-tre un procès qu'ils jugent « illégal ». La foule qui vitupérait l'armée brandissait des drapeaux croates et des slogans où l'on pouvait lire notam-ment : « Jugez Babic et Martic », les deux leaders de la révolte des Serbes de Croatie qui ont proclamé la sécession et le rattachement de la province de Krajina à la Serbie. Pendant plusieurs heures, les manifestants ont harcelé à coups de pierres et de bouteilles le tribunal militaire. Le ministère fédéral de la défense a critiqué le comportement des forces de l'ordre locales qui n'ont pas pris les « mesures nècessaires » pour protéger le tribunal.

Mardi 26 février, le tribunal de Zagreb avait inculpé le ministre Zagreb avait inclupe le ministre croate et sept autres personnes, sonpconnés d'avoir « organisé une rébellion armée sur le territoire de la République de Croatie, destinée à mettre en péril l'ordre et la sécurité de la Yougoslavie». L'affaire avait éclaté fin janvier : les services de renseignements de l'armée yougoslave autrest endu public un doctie lave avaient rendu public un document silmé, tendant à prouver que le ministre s'était chargé de l'importation de quelque vingt mille kala-chnikov (notamment de Hongrie) afin d'équiper des unités paramili-

taires croates. Craignant une invervention mili-taire en Croatie, les buit accusés auraient préparé le meurtre d'offi-ciers de l'armée fédérale. Les autorités croates nient les faits. Elles se sont opposées à l'arrestation des inculpés et ont fait voter par le Par-lement de Zagreb une loi garantis-sant l'immunité des membres du gouvernement croate. M. Martin Spegelj continue done à exercer ses fonctions.

Le procès devait commencer mal-gré l'absence du ministre et de deux autres inculpés toujours en fuite. Selon la législation militaire, M. Spegelj est passible de la prison à perpetuité. Lundi, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a estimé, lors d'une conférence de presse, qu'il s'agissait d' aun procès monté selon des méthodes stali-

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE

### Une commission extraordinaire du Parlement propose d'interdire totalement l'avortement

Une commission extraordinaire de la Diète polonaise (Chambre des députés), chargée d'examiner une proposition de loi contre l'avortement très controversée, a encore durci le texte original du Sénat en proposant, vendredi 5 avril, d'interdire totalement l'avortement. La nouvelle version du texte prévoit une peine de deux ans d'emprisonnement pour l'interruption volontaire de grossesse.

Aucune date n'a encore été fixée à l'examen par les députés des propositions de la commission. Ces initiatives législatives vont à l'encontre de l'opinion publique puisque, selon les sondages, environ 60 % de la population polonaise est favorable à la liberté de 'avortement, en vigueur depuis 1956. - (AFP, Reuter.)

POINT DE VUE

# Un intégrisme polonais ?

par Yvette Roudy

ES droits les plus élémentaires des femmes en Pologne sont menacés. Le Monde l'a souligné qui titrait récemment en première page, à l'occasion de la publi-cation d'un long article, « La revanche du clergé polonals ». Aujourd'hui, alors que Lech Walesa se rend en visite officielle à Paris, il nous faut faire état de notre préoccupation.

Les premières craintes sont appanies quand Solidamosc proposa, en avril 1990, une motion « en défense de l'enfant non-né », afin de marquer son opposition à l'interruption volontaire de grossesse, autorisée depuis 1956. Depuis, le Sénat polonais a adopté, le 29 septembre dernler, une proposition de loi émanant d'un membre de Solidarnosc, laquelle pénalise de deux ans de prison ferme le médecin ou toute personne qui contribue à un avortement. La Diète, l'examinant à son tour, décide, le 24 janvier, de repousser pour quelque temps sa discussion, afin de laisser à une commission ad hoc le soin d'étudie la question et de procéder à une grande enquête auprès de l'opinion publique : 58 % des Polonais sont hostiles à toute révision de la légis-

### Des signes inquiétants

lation en la matière.

Et pour cause ! Elles sont chaque année, du moins l'estime-t-on. entre quatre cent mille et six cente mille à demander un avortement dans un pays où l'information en matière de contraception est quasi inexistante et où l'approvisionne ment en matériel contraceptif reste particulièrement irrégulier et faible. Au mois de février 1991, on ne trouvait plus de contraceptifs dans les pharmacies de Cracovie. 10 % à 15 % des Poloneises seulement ont recours à des moyens modernes de

Mais, quels que soient les besoins, il n'est pas sûr, au contraire, que la logique et le bon sens doivent l'emporter. C'est une véritable campagne qui est enga-gée, mettant les femmes polo-

naises au pied du mur, elles dont les défenseurs sont dénoncés comme « communistes », elles qui doivent dorénavant davantage compter sur elles-mêmes que sur

المهجرة المستران

المحافقة الإستان

D'autres signes inquiétants nous parviennent : l'association polo-naise de planning familial a vu ses subventions diminuer de moitié, une seconde proposition de loi interdisant pilules et stérilets serait en préparation, le congé parental, autre-fois accessible aux deux parents, ne l'est plus qu'aux femmes et n'entreîne plus l'automaticité du retour à l'emploi. L'Eglise polonaise a obtenu enfin l'introduction de ours d'instruction religieuse dans les classes - des leçons, il est vrai, facultatives, mais il n'est prévu aucun cours de remplacement à la même heure. - et une circulaire récente autorise la prière biquotidienne et la mise en place du crucifix à l'école, alors même que la Constitution polonaise prévoit la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est bien un ordre, moral intégrists - comment l'appeler autre-ment? - que l'on veut promouvoir, la montée en puissance des forces les plus traditionalistes du monde catholique. Certes, nul n'ignore le poids et la part prise par l'Eglise polonaise dans la lutte contre le totalitarisme et le joug communiste. Il reste qu'il serait paradoxal, affligeant et tragique, j'insiste sur ce mot, qu'une autre forme de domination lui succède.

L'élection de Lech Walesa à la présidence de la République constitue en soi un symbole, celui de la victoire des aspirations de tout un peuple sur l'arbitraire. Puisse ce grand mouvement de l'Histoire, mouvement dans lequel nous, avons mis tant d'espoir et trouvé tant de satisfactions, ne pas être inauguré en Pologne par des atteintes aux droits des femmes dont on sait bien à quel point elles illustrent et témoignent d'une conception réductrice des droits de l'homme eux-mêmes.

➤ Yvette Roudy est député et maire (PS) de Lisieux, ancien ministre des droits de la femme.

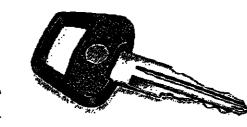
### L'armée soviétique a entreposé des armes nucléaires dans le pays jusqu'en 1990

L'armée soviétique a entreposé des armes nucléaires en Pologne jusqu'à la mi-1990, alors que les communistes avaient perdu le pouvoir dans ce pays depuis déjà près d'un an, a révélé lundi 8 avril le général Viktor Doubynine, commandant en chef des forces soviétiques stationnées en Pologne.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Borne-Sulinowo, dans le nord-ouest de la Pologne, à l'occasion du ranatriement d'une unité de missiles tactiques de mille deux cent hommes, le général Donbynine a reconnu que, « puisqu'il y

avait en Pologne des unités de missiles, il y avait forcement des têtes nucléaires, mais elles ont toutes été rapatriées dans le premier semestre de 1990 ». Il a confirme l'intention de son pays de retirer l'ensemble de ses troupes de Pologne d'ici à la fin de 1993, alors que les Polonais veulent en avoir fini beaucoup plus

Moscou, a-t-il explique, ne peut admettre que ses forces encore présentes en Allemagne, soient totale-ment encerclées par les armées des pays voisins, ce qui se passerait en cas de retrait anticipé de Pologne. ~ (UPI, AFP, Reuter.)



L'ALLUMETTE. Mode d'emploi: installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la Mig

A l'Assemblée nationale

on extraordings

# Ropose d'interio L'avortement Bearing when the following providing the

Man Individual 18 in the Control of Après des mois de préparation et plus de cinquante heures de débats en séance British 1854 At . publique, une voix a suffi, mardi 9 avril, pour départager les députés sur le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République. Ce texte a été adopté, en première lecture, à

Assemblée nationale, par 287 voix, contre 286 et 3 abstentions. Ce vote « à l'arra-ché » a d'ailleurs donné lieu, lors du scrutin public, à une légère bousculade entre députés, puis, après la proclamation du résultat, à une vive contestation de la part de l'opposition. A l'exception d'un centriste, M. Edmond Gerrer, l'ensemble des groupes RPR, UDF, UDC et PC ont voté contre le projet, dont l'adoption a été facilitée par les abstentions de MM. Jean-Michel Dubernard

et Michel Noir (ex-RPR).

Quelques minutes encore avant le scrutin, le rapporteur de la com-mission spéciale, M. Christian Pierret (PS, Vosges), était opti-miste. Il estimait, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que le sort du projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République pouvait se jouer à « deux ou trois voix près ». Un peu plus tard encore dans la nuit, un conseiller du premier ministre faisait un signe de la main pour indi-quer discrètement que l'écart pour-rait bien se réduire à deux voix.

Aussi, au moment décisif, à droite comme à gauche, les députés présents dans l'hémicycle se sont livrés avec beaucoup d'attention pour la neuvième fois de la jour-née, à l'exercice, toujours un peu cocasse, qui consiste à déambuler dans les travées pour tourner en série les clefs sur les pupitres de leurs collègues absents. Un député socialiste a eu ainsi une frayeur rétrospective en s'apercevant, peu avant la clôture du scrutin, qu'il

# Les principales modifications

Le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République a été largement amendé par les députés. La commission départementale de la coopération intercommunale (composée d'élus) est toujours présidée par un préfet, mais ce dernier est « encadré », comme le souhaitait l'opposition, par deux assesseurs et un rapporteur général, élus parmi les maires.

Cas commissions seront ainsi composées : 60 % de maires, adjoints au maire ou conseillers municipaux, 20 % de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale, 15 % de conseillers généraux, 5 % de conseillers régionaux issus du département. Quant aux conditions d'acceptation par les communes du projet d'intercommunalité, le principe de l'accord tacite a été remplacé par celui d'un avis explicite. Pour les communautés de communes, ce sont les communes qui définiront « librement » le périmètre de coopération, Toutefois, une commune peut ne pas participer à la coopération présentée dans

Député du Pas-de-Calais

M. Wacheux

quitte le PS

M. Marcel Wacheux, député du

Pas-de-Calais, a annoncé, lundi

8 avril, sa démission du Parti socia

liste, en précisant qu'il décidera

dans les jours prochains s'il siègera à

renté PS ou parmi les non inscrits.

a Dans le Pas-de-Calais, être rocar-

dien, c'est ne plus être socialiste»,

estime M. Wacheux, qui dénonce

l'attitude du courant fabiusien.

Accusant les partisans de

M. Fabius d'agir comme un « véri-

table rouleau compresseur au détri-

ment des autres courants»,

M. Wacheux, adjoint au maire de

Bruay-la-Buissière et président de

l'Association des communes minières du Nord et du Pas-de-Ca-

lais, estime avoir été « évincé » de la

présidence de la SACOMI, société

d'économie mixte pour l'aménage

ment des communes minières, à la

suite de « pressions » des fabiusiens

du Pas-de-Calais. L'un de ceux-ci.

M. Jean-Pierre Kucheida, maire de

Liévin, a été désigné à ce poste.

dominant, dans cette fédération.

l'Assemblée nationale comme anna

propose de participer à un autre établissement public de coopération dont le territoire est contigu au sien. Pour les communautés de ville, le seuil de constitution a été abaissé à vingt mille (au lieu de trente mille),

En revanche, les députés sont revenus au texte initial du gouvernement en fixant à cent mille habitants, le seuil à partir duquel la communauté de ville est créée par arrêté du préfet (qui fixe le périmètre de coopération), sauf si un tiers au moins des conseils municipaux des communes concernées (représentant plus du tiers de la population totale), ou une commune représentant plus de la moitié de la population totale ont donné un avis défavo-

Pour la consultation des populations, par «référendum», à l'écheile de la commune, les députés ont adopté des amendements limitatifs. L'initiative de ces consultation est strictement réglementée : elle est interdite dans plusieurs cas (notamment pendant les campagnes électoavait oublié de tourner l'une de ces

Le projet de loi sur l'administration territoriale

n'a été adopté qu'à une voix de majorité

La tension est montée encore un peu lorsque M= Bernadette Isaac-Sibille (UDC, Rhône) a été légèrement bousculée par deux députés socialistes qui contestaient son interprétation d'une consigne de vote notée sur un papier. Ce ful l'explosion lorsque le président de séance, M. André Billardon, pro-clama le résultat. « C'est un vote truqué», tonna M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) pour empêcher le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, de s'exprimer une dernière fois devant l'As-

### Double revirement

Auparavant, la journée du lundi avril s'était écoulée calmement : les principaux articles (49 et 50), consacrés aux nouvelles formes de coopération intercommunale, avaient déjá été adoptés la semaine passée, et il ne restait plus qu'à venir à bout, patiemment, des soixante-sept articles du projet de loi et des quelque sept cent cin-quante amendements déposés par les députés.

A propos d'une disposition excluant la création de communautés de villes et de communes au sein de la région lle-de-France, chacun avait convenu de bonne grâce qu'il avait changé d'avis. M. Marchand avait expliqué qu'à la demande de nombreux élus de la région, il était prêt à appliquer le droit commun à l'Ile-de-France. tandis qu'en présentant un amen-dement d'un député UDF allant dans ce sens, M. Rossinot confes-sait qu'en fait il n'y était pas favo-rable. Ce double revirement, qui aboutit finalement au maintien du texte initial, divertit l'Assemblée. Dans la confusion qu'entraîne parfois la procédure du scrutin public. on s'amusa encore, à l'occasion d'un vote, de voir le groupe communiste se prononcer favorabledents », MM. André Lajoinie et Georges Marchais... Ce n'était en fait qu'un problème de cless tournécs dans le mauvais sens.

La question de l'aide au financement des investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités locales, soulevée par M. René Beaumont (UDF, Saone-et-Loire), n'est pas davantage parvenue à alourdir le climat. C'était l'une des trois conditions posées par l'opposition - avec le rôle du préfet dans la mise au

mentaux de la coopération intercommunale et une avancée de la décentralisation en matière de formation professionnelle - pour voter le texte. C'était même « une

point des futurs schémas départe-

donc en place pour qu'à la diffé-

rence de ce qui s'était passé pour la

réforme de la dotation globale de

fonctionnnement, les trois groupes

RPR, UDF et UDC conservent

jusqu'au bout une attitude com-

« Intrinsèquement

pervers »

pas reçu de réponse », a souligné M. Dominique Perben (RPR, Saone-et-Loire). a Vous ètes au

milieu du gué, nous vous répondons

par un « non mais », nous vous ren-voyons en deuxième lecture », a

ajouté M. Rossinot, tandis que M. Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vi-laine) regrettait que l'on fui passé

Tout au long du débat, le groupe

communiste n'a pas cesse d'affir-

mer son hostilité de principe à un

texte. « intrinsèquement pervers »,

qui, selon lui, porte atteinte à l'au-

tonomic des collectivités locales.

Lors des explications de vote, M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-

de-Seine) a seulement concèdé qu'il y avait « quelques avancées » dans le titre II, relatif à la démo-

cratie locale. Le ministre de l'inté-

rieur a noté que le gouvernement

avait accepté plus de cent cin-

quante amendements depuis le

début de la discussion du projet, le

25 mars dernier. Mais avec une majorité aussi fragile, en première

lecture à l'Assemblée nationale, il

reste encore beaucoup de chemin à

parcourir avant une adoption défi-

nitive du texte par le Parlement.

D Selon le secrétaire général de

l'enseignement catholique, «il n'est

pas impossible que ce soit le gou-vernement qui rallume la guerre

scolaire». - Le Père Max Cloupet,

secrétaire général de l'enseigne-

ment catholique, a affirmé lundi

8 avril, qu' « il n'est pas impossible

que ce soit le gouvernement qui ral-lume la guerre scolaire ». Le Père

Cloupet faisait allusion à la tenta-tive avortée de modification de la

loi Falloux de 1850, qui limite à

10 % la participation des collecti-

vités locales aux investissements

des établissements d'enseignement

privé. Le ministre de l'intérieur,

M. Philippe Marchand, a rejeté

lundi une proposition des députés centristes qui souhaitaient qu'à

l'occasion de l'examen du projet de

loi sur l'administration territoriale,

le gouvernement autorise l'aug-

mentation de cette participation

**JEAN-LOUIS SAUX** 

« à côté d'une grande chance ».

« Deux de nos demandes n'oni

mune contre le projet de loi.

condition incontournable », scion M. Beaumont. Le ministre de l'intérieur repoussa la proposition, en indiquant simplement qu'en liaison avec son collègue de l'éducation nationale, il préparait une circulaire « pour mieux cadrer le dispositif » de la participation des collectivités locales aux dénenses d'équipement des établissements d'enseignement privé, « au regard de la jurisprudence relativement restrictive du Conseil d'Etat ».

L'amendement sur un plus large transfert de compétences en matière de formation professionnelle, présenté par M. Rossinot, fut pareillement repoussé. M. Marchand affirma qu'au prealable il souhaitait voir une mission faire le bilan de la décentralisation et élaborer des propositions. Tout était

### L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur le projet d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République. Sur 576 votants et 573 suffrages exprimés :

- 287 députés ont voté pour: 275 socialistes (sur 275); 1 UDC: M. Edmond Gerrer: 11 non inscrits (sur 20): MM. Jean Charbonnel, Jean-Marie Daillet, Serge Franchis, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Alexis Pota, Christian Spiller, Bernard Tapie, André Thien Ah Koon, Emile Vernaudon. Alovse Warhouver.

- 286 députés ont voté contre: 127 RPR (sur 127); 90 UDF (sur 90); 38 UDC (sur 39); 26 PC (sur 26); 5 non inscrits (sur 20); MM. Elie Hoarau, Jacques Houssin, Auguste Legros, Jean Royer, M∞ Marie-France Stirbois.

- 3 députés se sont abstenus: 3 non inscrits (sur 20) : MM. Jean-Michel Dubernard, Michel Noir, Maurice Sarghe-

- 1 député n'a pas pris part au vote : M. Léon Bartrand (non inscrit).

### **Pédagogie**

por Pierre Servent

EN bon pédagogue, si le gouver-nement avait voulu présenter différents cas d'école pour expliquer ce qui se passe à l'Assemblée nationale depuis juin 1988, il ne s'y serait pas pris autrement... En l'espace de quelques semaines, la premier ministre a fait approuver trois textes importants (réforme de la dotation globale de fonctionnement, statut de la Corse, administration territoriale). sans avoir jamais recours à la même majorité.

Pour la solidanté entre villes pau vres et riches (DGF), il est parvenu à obtenir l'abstention d'une large partie de l'opposition, RPR excepté. Le premier ministre avait alors bénéficié d'un double avantage : politique, car un projet de solidarité est toujours difficilement condamnable; politicien parce que l'UDF et l'UDC n'étaient pas mécontents, à cette occasion, d'isoler un RPR «bunkerisé» sur Paris et l'Ile-de-France.

Sur le statut de la Corse, ce sont les abstentions communistes qui ont contrebalance l'hostilité des groupes de droite et du centre. Il a été sauvé au prix de quelques concessions à M. Lajoinie et ses amis (mesures économiques et fiscales). Enfin, sur l'administration territoriale de la République, confronté au pire des cas de figure - l'opposition conju-guée du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du groupe communiste, - le gouvernement est passé de justesse, d'une

Paradoxalement, c'est sur ce dermier texte, alors que la discussion du projet du ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a donné lieu à un remarquable travail parlementaire, tout d'abord au sein d'une commission spéciale, puis dans l'hémicycle - où le gouvernement a accepté parfois de réécrire certains articles-clés pour tenir compte des suggestions de tous les groupes (PCF excepté), ~ que le gouvernement a rencontré le plus de difficultés. Certains centristes ne cachaient pas qu'après les deux premiers succès du gouvernement sur la DGF et la Corsc. les « enchères » pour ce troisième texte important seraient élevées. D'où le décalage entre le vote négatif final de toute l'opposition et l'atmosphère de compréhension, de concertation et même, à certains moments, de complicité entre les élus de droite, du centre, le couvernement et la majorité, qui a prévalu durant une bonne partie des débats. La politique a repris ses droits, illustration de l'étroitesse de la marge de manœuvre du premier ministre. Quant à l'examen du projet de loi de réforme hospitalière, qui commence mercredi 10 avril, il pourrait bien compléter ce tableau pédagogique en débouchant sur l'utilisation par le

# La préparation des élections de 1992

# Les socialistes du Nord souhaitent que M. Delebarre devienne, dans un an, président du conseil régional

de notre correspondant

Les tiraillements continuent entre la fédération socialiste du Nord, dirigée par les proches de M. Pierre Mauroy, et celle du Pas-de-Calais, contrôlée par les amis de M. Laurent Fabius, et toujours à cause de la présidence du conseil régional. Les dirigeants du Pas-de-Calais ont imposé qu'elle soit encore aujourd'hui détenue par un des leurs, M. Noël Josephe, député PS, alors que le maire de Lille avait promis, en 1986, à M. Michel Delebarre qu'elle lui reviendrait en

Cette fois-ci, la fédération du Nord a voulu très vite planter le décor. Sa commission exécutive a déjà annoucé que la liste du PS dans le département, pour les élections régionales de mars prochain, scrait conduite par le ministre de la ville. Et pour que les choses soient claires, elle a indiqué, dans un communiqué : « En plein accord entre les deux fédérations, l'ensem-ble des socialistes du Nord et du Pas-de-Calais engagent cette année le débat électoral avec la ferme ambition de voir Michel Delebarre présider aux destinées de notre région en 1992. »

M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, a tenu à confirmer, jeudi 4 avril, lors de la convention fédérale préparatoire à la convention nationale, que c'était « avec l'accord plein et entier de Daniel Per-cheron », le premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, que cette décision avait été prise.

Dans l'autre département, on se montre moins pressé : M. Percheron s'agace un peu d'une « tonalité qui sommerait la fédération du Pas-de-Calais de se prononcer pour ou contre, alors, souligne-t-il, qu'elle n'a pas encore entamé de procédure pour les régionales, ne connaissant pas le mode de scrutin ». « Nous ne nous sommes prononces, a-t-il déclaté, ni sur ceux qui mèneront le combat ni sur les conséquences d'une victoire que nous souhai-

M. Percheron a reconnu, toutcfois, avoir indiqué au secrétaire de la fédération du Nord qu'« il lui semblait tout à fait normal d'envisager, en cas de victoire - si les électeurs le permettent, - une alternance à la présidence de la région ». Mais il a estime qu'il est u presque indécent » que l'on sc partage avant l'heure les « dépouilles d'une opposition » dont il considère qu'elle sera dange-

### **EN BREF**

□ M. Franck Timmermans est nommé secrétaire général adjoint du Front national. – Le Front national a rendu publique, lundi 8 avril, la nomination de M. Franck Timmermans au poste de secrétaire général adjoint, à laquelle le bureau politique du parti d'extrême droite avait procédé le 2 avril, sur proposition de M. Carl Lang, secrétaire général. M. Timmermans, trente-cinq ans, est conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), membre du comité central et secrétaire national à l'encadrement du Front national. Il est adhérent de ce parti depuis 1972, année de sa création.

 Condamnation de deux élus du Front national des Hants-de-Seine. - Deux conseillers municipaux des Hauts-de-Seine, membres du Front national, M. Jean-Yves Le Gallou (Colombes), membre du bureau politique, président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Ile-de-France, et M. Joseph Jouan (Gennevilliers), ont été condamnés, jeudi 4 avril, respecti-JEAN-RENÉ LORE | vement à 6 000 F et 3 000 F de dommages et intérêts par la quinzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre pour diffamation et incitation à la discrimination religiouse.

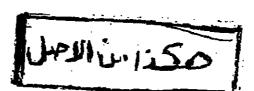
□ M<sup>tor</sup> Commergnat (PS) abandonne son dernier mandat électif. -Mª Nelly Commergnat, ancien député socialiste (1981-1986) et qui fut conseiller général de la Creuse, a abandonné, pour raisons de santé, son dernier mandat électif, celui de maire de Bonnat. qu'elle détenait depuis 1973. -(Corresp.)

@ Rectificatif: dans le compte rendu du livre L'après Mitterrand d'Eric Dupin, dont traitait la dernière chronique Livres politiques (le Monde date 7-8 avril), une erreur de transcription a déformé une citation de l'auteur. Il fallait lire : « ... Le même mécanisme institutionnel, sorte de monarchie élective (et non machine) a progressivement vidé le parti de sa substance.»

'er et vroum... Et surtout ne laissel pas la clé entre n'importe quelles mains. LA POUDRE.



Mini Cooper, chez votre concessionnaire Rover. Tél.: 05 102 102.



# **POLITIQUE**

# Deux grandes villes en crise

# A Lyon, l'affaire Sarroca devient l'affaire Noir

L'inculpation du chef de cabinet du maire transforme une querelle de famille en révélateur des méthodes contestables d'un « champion de la morale »

de notre envoyé spécial

Lyon a mal à la tête. Au début, les Lyonnais ont pense qu'avec le cam-briolage rocambolesque de la permanence de « Monsieur gendre» - M.
Pierre Botton, mari d'une des filles de
M. Michel Noir (1), - Guignol débarquait dans le petit théâtre de la politique, ou qu'on leur jouait le enième épisode d'une série inspirée de Dallas. Mais quand, le 28 mars, ont été connues l'inculpation et la démission du chef du cabinet du maire, M. Bernard Sarroca, ils se sont dit que cette histoire prenait, décidément, une drôle

Chaque jour qui passe accentue le trouble. En ville, rumeurs et interrogations vont bon train. On voudrait savoir. On voudrait en finir au plus tôt avec ce genre d'histoire, que l'on prélèrerait laisser à d'autres cités, moins sourcilleuses sur leurs mœurs. Aux abords des kiosques, les journaux placardent lours gros titres: «Norr - Bot-ton: les dessous de l'affaire». Les pas-sants voudraient ne pas voir. Les patrons voudraient pouvoir se déplacer sans que des esprits moqueurs ne leur lancent l'inévitable adresse : «Ah! Vous venez de Lyon!» «Clochemerdesque». résume l'un d'entre cux. On iase dans les «bouchons», et, pudiquement, les milieux bien informes discutent des « événements». Certains élus de droite de la ville n'excluent plus, secrétement,

Samedi 6 avril, M. Noir inaugurait la Foire annuelle de Lyon : hui devant. allégrement sous cape de ses malheurs. «Je me marre, je me marre», autait dit, un brin vengeur, son prédécesseur, M. Franscisque Collomb. Le même ur, M. Paul Marchelli, le président de a CGC, refusait de rencontrer le maire, rant pas «participer au nouveau Dallas Iyonnais». Atmosphère... A Paris, aucune réaction officielle n'est A rais, anchie leading other is a cercegistree, ce qui ne veut pas dire qu'on ne glose point. Déclarant n'être surpris «qu'à moitié», M. Raymond uable». M. Jacques Chirac prefère la parabole. «Noir, racontait-il rècemment, c'est un Concorde avec le moteur d'une 2 CV. Tant qu'il plane, ça va, mais gare à l'atterrissage!»

On pade en ville, on glose à Paris, nais on se tait à la mairie. L'hôtel de ville s'est refermé comme un donjon, n'accueillant les journalistes qu'avec parcimonic. Ce silence tranche singulièement avec le brouhaha extérieur. La naine dernière, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Noir affirmait encore à ses amis qu'il «couvrait personnellement et complètement» son chef de cabinet, preuve - comme on voudra - d'un bel entêtement ou d'un

> Précision sur un « curriculum »

de notre bureau régional

tante, un titre de « directeur de cabinet » usurpé, une « mise à la disposition du cabinet de M. Ray-

décortiquent le curriculum vitae

de M. Bernard Sarroca (le Monde du 30 mars), une autre question se posait quant aux fonctions de « conseiller du président-directeu

général, du groupe OCE, puis secrétaire général», mention-nées, pour la période 1981 à 1983, dans le document diffusé

tions électriques-OCE, qui a été contrainte, en 1988, de changer de dénomination pour prendre le nom de «Holding Hennequin».

Son président-directeur général. VI. Jean-Pierre Hennequin, nous a indiqué qu'il n'avait « n'en à reprochera à M. Sarroca, mais que les

titres de « conseiller du présidentdirecteur général » et de « secré-

pas à la réalité.

de l'installation du cabinet. La réponse ne s'est guère fait attendre. Le groupe néerlandais OCE, leader européen de la reprographie, nous a fait savoir, par un récent courrier, que M. Sarroca n'avait jamais été salarié de sa filiale OCE-France SA. En fait, le chef de cabinet démissionnaire a été, au début des années 80, employé par une PME lyonnaise dénommée Omnium de construc-

noca ait pu agir à l'insu de son patron. Deléguant peu, confinant les maines des arrondissements dans l'inauguration des chrysanthèmes, M. Noir travaille, à la tête de la ville et de la Courly, avec une équipe extrêmement restreinte, dont son chef de cabinet était l'un des pivots fixes et essentiels. M. Sarroca était non sculement le bras, mais aussi l'«oreille» de M. Noir, ce qui a contrario peut expliquer l'état d'égarement dans lequel semble plongée, aujourd'hui, cette petite équipe municipale.

> Ecoutes et filatures

A ce stade de l'enquête, les charges contre M. Sarroca et ses quatre complices, selon la police de Lyon, «paraissent suffisamment importantes " pour que le juge d'instruction puisse ordonner le renvoi de l'affaire devant le tri-bunal correctionnel. M. Sarroca avait l'habitude de tout enregistrer et de tout consigner. Un seul de ses nombreux carnets a pu être retrouvé, l'évocation prématurée de cette affaire dans la presse ayant rendu inutile une perquisi-tion de la police dans le burcau du chef de cabinet à l'hôtel de ville... Cette coquête devrait révéler qu'à partir de la mairie M. Sarrocca pouvait disposer d'écoutes sur la ville. Ainsi, durant les deux mois précédant les élections légis-latives partielles de fin janvier, M. Sarroca n'aurait-il rien ignoré des faits et gestes de M. Botton, de son épouse Anne-Valérie, ainsi que du président du groupe Botton à Lyon, M. Marc

L'enquête peut-elle remonter plus haut? C'est, évidemment, la question que tous les Lyonnais se posent. Afin ad'élargir l'enquête». M. Botton et son collaborateur seraient prêts à se contituer partie civile contre X... Sur le terrain politique, les langues commencent, petit à petit, à se délier. « Personne nu comprendrait que les investigations s'arrêtent aux «seconds conteaux», proteste le responsable lyonnais du Front national, M. Bruno Gollnisch, dont l'avis, pour une fois, semble partagé.

Président du groupe socialiste du conseil régional Rhône-Alpes. M. André Vianès explique: « Évidem-ment un maire assume l'entière responson cabinet, de sa composition, de son fonctionnement, de la vigilance sur son zion. » « M. Noir. confie de son côté M. Alain Mérieux (RPR), est pris sur le terrain de la morule, où il prétendait nous donner des leçons. Son système peut maintenant s'écrouler comme chaleau de carles. Ancien premier adjoint de M. Collomb et toujours conseiller municipal, M. André Soulier (UDF) demande une convocation

entendre les explications de son premier magistrat. M. Noir fait le gros dos. Son image auprès des industriels locaux, qui, il est vrai, n'ont jamais eu pour lui les yeux de Chimène, est passublement écornée. Ils ironisent sur «ce jeune maire que les Lyonnais ont donné à la France v. «Les Lyonnais, expliquet-on à la chambre de commerce, ont besoin d'un maire qui sache accepter ses limites, pas d'un candidat à la présidence de la République, « Au plan de sa gestion, M. Noir a, de surcroit, en ce moment, quelques dossiers difficiles : le

financement périlleux d'un tunnel de contourrement de la ville commandé au groupe Bouygues, l'annulation par le les critiques que lui avaient valu les

ibunal administratif de Lyon du SDAU de la communauté urbaine.

Certains assurent que M. Noic « trouera son salut d'en haut», parce que l'Elysée aurait tout intérêt à ménager co «présidentiable» de droite, qui peut diviser son propre camp. D'autres expliquent qu'ayant quitté le RPR depuis décembre, le maire de Lyon est fâcheusement «à découvert» et oue le pouvoir pourrait trouver avec M. Noir antidote à l'affaire de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire

DANIEL CARTON

 Sous le titre « l'ai choisi mon mari»,
 M∞ Botton accorde au magazine Elle (daté 15 avril) un entretien sur les relations conflicsur ses opinions politiques personnelles, elle affirme: «Le wudras que l'opposition revient, au pouvoir, Le cross que, peur y arriver, la

a chantiers » dont il avait couvert Bordeaux, après sa conquête de la ville, en 1947, « Certains m'appelaient Jacques l'éventreur, c'était charmant! La sorte de folie douce d'aujourd'hui, à base de numeurs plus inventées les unes que les autres, ne m'atteint pas, surtout quand on est un type que rien ne peut

M. Chaban-Delmas est épatant.

SONDAGES

Depuis toujours, il use, à l'intention de ses interiocuteurs d'un répertoire éprouvé, mais réduit, de répliques qu'il sert en toutes circonstances. Le matin même, devant les cimaises des-Sud-Ouest qui exposaient à deux pas de la mairie, il n'avait pu s'empêcher d'agrémenter son compliment d'un octit couplet sur la « nouvelle société » dont il s'était fait le héraut malheureux lors de son séjour, de 1969 à 1972, sous la présidence de Georges Pompi-dou, à Matignon. L'après-midi, dans les salons de l'hôtel de ville, recevant

sont à -50%, il ne s'agit pas d'un conte.

# A Bordeaux, le déclin d'un bâtisseur

Jacques Chaban-Delmas, ses ponts, ses tours d'acier, son vélodrome, ses Girondins et sa « sortie » par le métro

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Rosissante, la présidente a hésité un instant puis elle s'est lancée : « Monsieur le maire, compte tenu des circons-tances, je tiens à vous dire qu'ici on vous aime.» Touché, M. Jacques Cha-ban-Delmas, qui honorait de sa pré-sence, vendredi 5 avril, l'assemblée générale d'une association de loisirs pour les personnes âgées, a convenu que les temps étaient bien «difficiles». Dans cette salle de l'Athénée munici-

deaux, M. Chaban-Delmas s'était laissé aller à détailler « le règime de fere qu'il s'impose depuis qu'il a arrêté le rugby, en 1950, et qui lui vaut de se sentir, à soixante-seize ans,

en si bonne santé. De ce style, les Bordelais semblent aujourd'hui se lasser, et le cercle des fidèles s'amenuise. « Dans l'entourage de Chaban, on trouve ceux qui meu-rent d'envie de ha succèder et ceux qui sont obligés de donner des gages à ces postendants » assure un responsable. prétendants», assure un responsable socialiste qui s'avoue pourtant «aficio-nado» du maire.

> « Plaisanterie de garçon de bain»

Dons le vocabulaire de l'ancien premier ministre, le dossier des Girondins de Bordeaux est ramené aux dimende Bordeaux est ramene aux dimen-sions de « plaisanterie de garçon de bain». M. Chaban-Delmas a toujours été catégorique: « Le foot, c'est pas la mairie.» Aujourd'hui, les largesses consenties par la municipalité sont pourtant difficiles à justifier. D'autant que la découverte du passif de plus de 200 millions de francs, la valse des présidents et les épisodes rocambolesques de la dernière tentative en date de sauvetage du club ont ruiné en quelques semaines l'image de rigueur et de sérieux patiemment construite sur les campagnes victorieuses des « marine et blanc».

a Ce n'est pas la crise des Girondins qui affaibili Chaban, c'est au contraire Chaban vieilli qui génère cette décrépi-nule. Il y a dix ans, il aurait fait tom-ber les caissons étanches plus tôt. Autre-fois, on pouvait dire qu'il pratiquait à l'étagel du ses advantaires politiques la l'égard de ses adversaires politiques la Jouromachie sans mise à mort. Maintenant, ce serait presque l'inverse, parc-que le PS ne va tout de même pas faire tomber Chaban pour que Valade [le-premier adjoint RPR de la ville] s'ins-talle à la mairie, » Comme beaucoup de Bordelais, «l'aficionado» - socialiste de raison, chabaniste de cœur et qui tient à l'anonymat par précaution - attend un «coup de ressort», une contre-offensive, qui tarde à venir.

Pendant les premières années de son règne, après ses victoires sur les épi-gones d'Adrien Marquet, éphémère nistre du gouvernement de Vichy et memoire noire de Bordeaux occupée, M. Chaban-Delmas s'était surtout préoccupé de jeter des ponts sur la Garonne. Après son passage à Matignon et son échec à l'élection présidentielle de 1974, lorsqu'il lui avait fallu reconquérir une ville troublée par les vaines tentatives de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'élection législative partielle de 1970, puis de M. Roland Dumas aux élections municipales

les avocats réunis en congrès à Bor- de 1976, le maire avait modelé, avec plus ou moins de bonheur, de nouveaux quarticus.

Plutôt circonspects, les Bordelais ont ainsi vu surgir, dans leur ville ocre et plate, les tours d'acier et de béton de la cité de Mériadeck, coincées entre l'hôtel de ville, le palais Rohan et le cimetière de la Charteuse. Aux limites de la ville, l'ensemble de Bordeaux-Lac a poussé sur d'anciens marais, dans la verdure, autour du centre des expositions. C'est d'ailleurs là qu'a été édifié, après la modernisation du stade de football, un vélodrome superbe, une « folie chabanesque pour les quinze pédaleurs qui existent en ville », dont la nécessité, pour beaucoup, reste à éta-

Il est maintenant question de construire de nouveaux ponts, dont un au cœur de la ville, à la hauteur de la place des Quinconces, le «Champ-de-Mars» bordelais que domine la colonae dédiée aux députés girondins victimes de la Terreur. On reparle aussi de l'aménagement du quartier de la Bastide, sur la rive droite de la Garonne, bastion socialiste traditionnellement ignoré de la ville. Máis cette l'accident de projett ne convaint qu'en floraison de projets ne convainc guère les responsables économiques. « L'in-cantation a fait long feu. La ville, en marge des circuits d'échanges euro-péens et internationaux, a besoin d'énergie. »

C'est au dossier du métro, accessoire à ses yenx, indispensable pour l'eurocité qu'est Bordeaux, que M. Chaban-Delmas consacre toute son éner omme pour mieux oublier les affres de l'affaire des Girondins. « Autrefois dossier, là, ça patine », observe «l'aficionado». Ce métro, qui ignorera dans e enclavé sur la commune voisine de Talence et le quartier de Bordeaux Lac (mais qui ira rive droite, néces politique oblige), ne fait pas l'unani-mité. Le jugement de certains indus-triels est sans appel. «Il y a sans doute metro. Chaban n'a plus l'étoffe. A Paris, il ne pèse plus rien. On a envie de repartir une fois pour toutes, que ce soit avec la droite ou avec les socia-

M. Chaban-Delmas professe un mépris souverain à l'égard des Cassan dre qui annoncent, depuis près de vingt ans il est vrai, la fin des réseaux qui lui assurent depuis quarante-quatre ans la maîtrise de Bordeaux. La ville retient son soulfle et les écoute états-majors parisiens, risque de durer «Si seulement il était parti en 1989 couvert de gloire, regrette «l'aficio-nado». Maintenant il est obligé d'aller jusqu'au bout, et en plus il risque de

**GILLES PARIS** 

Rive Gauche, quand 1000 des plus beaux tapis d'Orient

EXCEPTIONNEL dans nos entrepôts

115, rue du Bac Paris 7 ème

beaux tapis d'Orient

les 11", 12, 13 et 15 avril.

métro Sèvres-Bubylone Tél: 45,49,21,22 sur les prix étiquettes - à partir de 12 h 30

taire générals ne correspondem

# La perquisition au siège d'Urbatechnic

# Le ministère de la justice dénonce « les irrégularités » du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers devait être saisie, mardî 9 avril, par M. Henri Bertrou, procureur de la République du Mans, de la régularité de la procédure qui a amené M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction, à inculper et incarcérer un ancien responsable du bureau d'études socialiste Urbatechnic et à perquisitionner au siège parisien de cette société. D'ores et déjà, le minis-tère de la justice a saisi l'Inspection générale des services judiciaires qui s'est rendu au Mans pour enquêter sur « les graves manquements et les irrégularités» qui, selon la chancellerie, auraient été constatés dans ce tribunai.

Selon un communiqué du procureur de la République du Mans, l'instruction dont M. Jean-Pierre a été dessaisi, dimanche 7 avril, était profondément irrégulière. Rappelant qu'il a demandé ce dessaisissement en vertu de l'article 84 du code de procédure pénale, qui prévoit une telle mesure « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice» et « par requête motivée du procureur de la République», M. Bertrou affirme que M. Jean-Pierre avait ouvert ce dossier « à sa seule initiative, au vu d'un soi-disant renseignement anonyme el grâce à une collusion évidente avec deux magistrats du parquet, qui ont pris soin de ne pas me rendre compte de cette initiative. De tels comportements, ajoute-t-il, contraires à toutes les règles de notre droit ne peuvent être admis. S'ils devaient l'être, demain aucun

Avec ses allures d'universitaire

sportif, le Lozerien Thierry Jean-

Pierre aurait eu du mal à se caler

pour longtemps dans le costume étroit de l'intendant de lycée qu'il

fut d'abord, ou dans celui d'ins-

pecteur du trésor qu'il lui préféra

ensuite. Sa voie, il ne l'a trouvée

qu'il y a cinq ans, la trentaine frappée, en devenant juge d'ins-

truction. Avec une haute idée de

sa mission. Le cœur à gauche, il sait bien que tout ne sera pas

rose. Mais il aura des alliés, ne

cat de la magistrature. Même s'il

les trouve un peu mous face aux dossiers « sensibles » .

Tout bascule lorsque le Parle-

ment vote la loi d'amnistie il y a

tout juste un an. La justice à deux

vitesses, il n'en sera ni l'acteur ni

le complice. Avec deux collègues

juges d'instruction (dont le juge Liberge à qui cette nouvelle

affaire Urba a été confiée par le

parquet après en avoir dessaisi le

juge Jean-Pierre), ils décident de remettre en liberté une dizaine de

petits délinquants, le 24 avril

1990, en raison « de la récente

évolution de la notion d'ordre

public». Ceux-là mêmes qu'ils

avaient fait écrouer quelques

Survient encore l'affaire Gau-

semaines plus tôt.

serait-ce que ses amis du Syr

citoyen ne serait à l'abri de la vindicte d'un juge.»

Selon la chancellerie, c'est « dans des conditions suspectes » que M. Jean-Pierre a obtenu l'ouverture de trois informations pour corruption, extorsion de fonds, faux et usage de faux, visant le financement du PS, alors qu'il était saisi depuis juin 1990 d'une affaire d'accident du travail. Le ministère de la justice affirme également que le juge d'instruction avait eu connaissance de son dessaisissement avant d'engager sa perquisi-tion au siège d'Urbatechnic. Ce sont ces raisons qui, selon la place Vendôme, justifient l'envoi au Mans d'inspecteurs de l'Inspection générale des services judiciaires.

# Un rapport du DDPU da Mans

L'historique de l'information menée par le juge Jean-Pierre est anjourd'hui connu. Début janvier, il reçoit un appel téléphonique anonyme qui, à propos de son dos-sier d'accident du travail, l'invite à entendre le Dr Coicadan, ancien militant socialiste. Entendu le 8 janvier, celui-ci n'apporte aucune o janvier, cenii-ci il apporte accune information sur l'accident mais détaille ce que la presse a déjà révélé sur le rôle d'Urbatechnic dans le financement occulte du PS. Sur cette seule base, le juge obtient du susbiitut du parquet l'ouverture d'une nouvelle information sans rapport avec la précédente. Puis, le 23 mars, il entend M. Jean Montaldo, journaliste et responsable d'une collection chez Albin Michel, qui lui remet copie des cahiers de M. Joseph Delcroix sur Urbatechnic, saisis en 1989 à Marseille. Enfin, le 28 mars, il entend M. Antoine Gaudino, auteur de

cette saisie quand il était à la police judiciaire de Marseille, qui lui confirme l'authenticité de la

La suite, durant le weck-end des 6 et 7 avril, est connuc : inculpation et incarcération d'un ancien responsable régional d'Urbatechnic, tentative d'interpeliation de M. Gérard Monate, perquisition au siège parisien d'Urbatechnic M. Jean-Pierre a affirmé qu'il n'a eu connaissance de son dessaisisse ment qu'à la sorte de cette perquisition, à 21 h 15. Or, dans un rappoprt écrit, le Directeur départemental des polices urbaines du Mans affirme l'avoir eu au téléphone en début d'après-midi et lui avoir expliqué que les cinq poli-ciers requis par le juge ne pouvaient plus l'assister car il était désormais dessaisi. Dans ce cas, M. Jean-Pierre aurait opéré sa perquisition tout en sachant qu'il n'était plus saisi du dossier. Toutefois le juge continue d'affirmer le contraire, estimant qu'il a été dessaisi parce que ses investigations

Il a reçu le soutien du Syndicat de la magistrature et de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction qui contestent la régularité de la mesure prise à son encontre. Le RPR et le Front national mettent en cause le gouvernement qui, selon le parti gaulliste, «ne tolère plus l'indépendance des juges ». Enfin, M. Antoine Gaudino, auteur de l'Enquête impossible, affirme qu' « on a voulu empêcher un juge de remonter jusqu'aux responsables du

### Peine de principe pour le gendre de Simone Weber

La cour d'assises de Meurthe-etinexacts. Absent le 16 janvier der-

Assisté de Me Dugravot, il a dû s'expliquer lundi sur les circonstances dans lesquelles, le 30 juin 1985, soit huit jours après la dispa-rition de Bernard Hettier, Simone Weber, qu'il n'avait pas vue depuis deux ans, est venue jusqu'à Epinaysur-Seine où il vivait avec sa femme Brigitte, et leur fille, Delphine, hui demander de se faire passer pour Bernard Hettier. Elle lui avait notamment suggéré de faire venir un médecin afin d'obtenir un arrêt de travail de huit jours pour dépanner Bernard Hettier qui risquait d'avoir des ennuis pour son emploi. Le soir même, il avait posté, dans le 19-arrondissement de Paris, l'arrêt de travail à destination des Etablissements Solvay de Dombasle où travaillait Bernard Hettier. L'avocat général Philippe Ker s'est efforcé d'expliquer à la cour comment elle pouvait condamner Pascal Lamoureux à une peine de principe, sans

### Le Forum du petit juge en novembre demier le Forum pour la justice. Objectif : dénoncer tous les dysfonctionnements de notre correspondant

des tribunaux, notamment en

s'opposant au classement sans

suite des dossiers sensibles. Le

Forum tissera sa toile à travers

des relais dans toutes les cours

Opérations

médiatiques

Mais la démarche se veut plus

fondamentale : c'est la remise en cause de tout un système « désuet et inégalitaire». « La jus-tice est égalitaire 80 ou 90 %.

Mais 10 %, c'est encore trop»,

dénonçait alors le juge Jean-

il avait prévenu : « il nous faut

retrouver une éthique du droit et

de la justice et conquérir notre

indépendance. Quelqu'en soit le

prix à payer. » Et qu'on ne vienne

pas lui reprocher son goût pour les opérations médiatiques :

n'est-ce pas une façon de se

protéger... et de garantir l'effica-

cité de son combat? Pas plus

que de s'être allié, lui l'homme de gauche « gauchisant », pour

créer ce Forum, à des avocats de

droite, en même temps qu'à

Antoine Gaudino, Thierry Pfister

ou au juge Gallot, les adhérents

de la première heure : « Pour aboutir à une justice indépen-

dante de tous les pouvoirs, la

voie est la même pour tous. 3

d'appel, tous les tribunaux.

NANCY

de notre correspondante

Moselle a condamné, lundi 8 avril, Pascal Lamoureux, trente-sept ans, gendre de Simone Weber, à une peine couverte par la loi d'amnistit pour établissement d'un certificat fai-sant état de faits matériellement nier, lorsque s'était ouvert le procès de son ex-belle-mère Simone Weber, Pascal Lamoureux avait vu son cas

l'envoyer en prison.

# dino, et son «enquête impossi-ble». Avec un greffier et deux avocats, ils décident de fonder **ALAIN MACHEFER** TURQUIE UNE SEMAINE: 4180F pacha tours CONSULTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES

O Saisie d' «Ecstasy» par les policiers à Paris. - Une saisie de mille cinq cents pilules d' « ecstasy», cette drogue de synthèse dérivée des amphétamines, aux effets aphrodisiaques supposés, a été réalisée en région parisienne par les policiers qui ont interpellé quatre suspects. Les trafiquants approvisionnaient e la clientèle huppée et branchée des boîtes de nuit parisiennes» depuis deux ans, selon les policiers. Ils ont été inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, et écroués par M. Jean Zamponi, juge d'instruction à Paris. L'importateur présumé, M. Eric Simon, vingt-sept ans, est soupçonné d'avoir effectué des voyages hebdomadaires à Amsterdam, afin de revendre entre 120 F et 150 F chaque « pilule d'amour », réalisant un bénéfice d'environ 70 F.

# Le temps des justiciers

par Edwy Plenel de Joseph Delcroix, seisis à Mar-

Le débat gagnerait en clarté si

M. Jean-Pierre et les magistrats du

parquet qui l'ont soutenu assu-

maient ta dimension volontaire-

ment provocante et arbitraire de

leur démarche, plutôt que de pré-

tendre avoir scrupuleusement res-

pecté la lettre et l'esprit du code

de procédure pénale. Alors on

pourrait comprendre - et entendre

de justice : l'amnistie de 1990,

dont le pouvoir n'a pas fini de

Brandissant la menace de sanc-

a ainsi été offerte. Il ferait sans

payar le prix.

- ce cri qui a pour origine un déni

seille, où est détaillé le fonctionne-'EXCÈS de raison d'État suscite en retour justiciers et venment d'Urbatechnic? Au bout du geurs. Or on ne réhabilite pas l'Etat de droit en s'arrangeant du droit, de ses procédures, de ses compte, on est bien loin du règles et de ses précautions. Serait-ce pour la meilleure des causes - et d'autant plus si l'on est soi-même magistrat, - on ne saurait rendre la justice dans une échappée solitaire où l'on condamne avant d'instruire, où i'on ne trouve que ce que l'on cherche, où les réponses sont connues avant les questions. Fût-ce devant le pire des crimes. une instruction ne saurait se trans-

former en inquisition. Tel est le constat que suscite l'affaire du juge Thierry Jean-Pierre, qui ne se résume pas à tions disciplinaires, le gouverne-ment est évidemment tenté de l'image d'un juge sanctionné parce que sa curiosité dérange. Mainte-nant que l'on connaît les détails du processus qui l'a conduit jusqu'aux bureaux parisiens d'Urbatechnic, il ne fait guère de doute qu'il s'est agi d'une opération de com mando judiciaire, d'une protestation revêtue d'une procédure, dont l'enjeu n'était pas le prétoire, mais bien plutôt l'opinion.

### Réformer la procédure pénale

Comment en effet justifier la cohérence procédurale d'une ins-truction qui, via un appei téléphonique anonyme, passe d'un accident du travail sans aucun rapport avec le parti socialiste à l'audition d'un médecin manceau qui se contente de répéter des généralités, lues ici et là, sur le financement du PS? Comment expliquer ce saut démesuré qui conduit ensuite le juge à entendre un journaliste proche de l'extrême droite et tenace pourfendeur des turpitudes de gauche, M. Jean Montaldo, uniquement parce qu'il est détenteur d'une copie des cahiers

de cassation qui retarde indéfiniment le procès de l'affaire Urbatechnic malgré le souhait de M. Gérard Monate et de ses amis d'être enfin jugés. De reprendre les propositions de la commission Delmas-Marty sur la réforme de la procédure pénale que M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a récemment paru enterrer.

Car cette affaire pose à nouveau la question de l'ambiguïté de l'instruction dans le système français, de la place et de la responsabilité de ces « petits juges » en permanence confrontés au risque du mélange des genres, entre investigation policière et mécanique inquisitoriale. Par un effet pervers d'une mécanique rouillée et discréditée, l'instruction en vient à symboliser la justice, alors qu'elle n'est que l'antichambre du procès, s'engouffrer dans la brèche qui lui le seul moment où, véritablement, justice est rendue. Le seul où les juges doivent juger.



# Turquie sans attendre.

En Europe et à la frontière de l'Asie, le plus fabuleux musée à ciel ouvert vous attend. C'est la Turquie ellemême, riche de 9000 ans de souvenirs. Ses mosquées et ses églises, côte à côte dressées vers le ciel, vous attendent. Son soleil et sa mer, mariés depuis la nuit des temps, tour à tour rougeoyants ou azur, vous attendent. Son peuple si chaleureux, méditerranéen au plus profond de son cœur, vous attend. Et si vous n'aviez qu'un mot, un seul, à retenir de la Turquie, celui que vous entendrez chaque jour, chaque matin, à chaque rencontre, un mot de bienvenue et d'amitié, comme une invite à la douceur de vivre, ce serait le mot "Merhaba" - salut -.

BUREAU DE TOURISME & D'INFORMATION DE TURQUIE 102, Champs-Elysées 75008 Paris Tél.: 45.62.78.68 & 45.62.79.84 Minitel: 3615 TURQUIE

DÉFENSE

Selon un projet de décret

# Un vote indicatif précéderait la nomination des chefs de département hospitalier

La réforme hospitalière doit être discutée à l'Assemblée nationale à partir du mercredi 10 avril. Mais déjà un projet de décret d'application, remis aux députés, agite les esprits. Il prévoit que les médecins d'un département auront à voter en vue de proposer le nom d'un des leurs comme chef de département au conseil d'administration de l'hôpital.

Qui doit nommer les médecins chefs de service ou de département hospitalier? Dans le projet de réforme hospitalière, les procédures de nomination sont ainsi définies dans l'article L. 714-21 : Les chejs de service sont nommes par le ministre charge de la santé, après avis, notamment, du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans. « En revanche, « le chef de département est désigné par le conseil d'administration, après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement, sur proposition des praticiens titulaires du département, pour une durce de cinq ans renouvelable ». Toute la différence entre un département et un service réside là, dans la procédure de nomination du médecin qui aura à le diriger.

Au cours du premier colloque national de l'intersyndicale des medecins hospitaliers (INMH). gue chargé de la sante, avait justi-fié cette innovation - jusqu'à présent tous les chefs de service ou de dénartement sont nommés par le quant qu'il ne comprenait pas comment un ministre de la santé « pouvait nommer, avec pertinence, un très grand nombre de chefs de service qu'il ne connaît pas tous ». « Je serais partisan, avait-il ajouté, de laisser le choix de la modalité de désignation du chef de service à l'établissement, au conseil de l'établissement, sur proposition par exemple de la commission médicale d'établissement. On parle d'autono-mie, on réclame plus d'autonomie, eh bien, voilà une proposition qui va dans ce sens. " Cette déclaration suscita de nombreuses réactions.

### « C'est la loi Iznogoud »

Fournie par le ministère aux députés membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée. une note portant sur le contenu des décrets en préparation risque de faire encore davantage de bruit. On y apprend que « la proposition des praticiens titulaires du départe-ment est exprimée à l'issue d'un vote organisé par le directeur de l'établissement, à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ».

Même s'il ne s'agit ici que d'un vote indicatif - la décision finale appartenant au conseil d'administration - certains députés de l'opposition n'hésitent pas à rappeler, avec une pointe d'ironie, la mésaventure qui était arrivée à Mme Georgina Dufoix lorsqu'elle avait voulu, elle aussi, modifier le mode de désignation des chefs de service en les l'aisant élire par leurs pairs.

« C'est la loi Iznogoud, ironise le professeur Bernard Debré, député RPR. Le type même de mesure qui

de Marseille soit nommé chef de service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de chapelle locale. Imaginez l'ambiance dans un département où un assistant voudra se présenter contre son patron. Une campagne électorale permanente!» En outre, se demande le professeur Debré, «le «notamment» qui figure dans le texte de loi signifiet-il que la désignation du chef de service devra également être soumise pour avis au comité technique d'établissement au sein duquel les syndicats sont très largement représentés?»

Même son de cloche, ou à peu près, de la part du professeur Jean-Claude Etienne (CHU de Reims), qui préside la conférence des présidents de commissions médicales d'établissements de CHU: « Comme les directeurs d'hôpitaux. nous tirons, du fait que nous sommes nommes par le ministre de la santé, une légitimité que nousperdrions si nous n'étions plus nommés que par le conseil d'administration de notre établissement. En outre, pour notre activité universitaire, nous sommes nommés par le ministre. Pourquoi n'en trait-il pas de même pour notre activité

Dans l'entourage de M. Durieux, on rappelle qu'il ne s'agit ici, en sitif optionnel et, que, en outre, ce vote n'aura de valeur qu'indica-

Après le décès d'une jeune femme dans le Pas-de-Calais

# Les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse pourraient être élargies

Une femme de trente et un ans est morte d'un accident cardio-vasculaire après une injection de Nalador, une prostagiandine visant à stimuler la contraction utérine après la prise de la pilule abortive RU 486. A la suite de ce décès, le ministère de la santé pourrait élargir les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse.

La jeune semme qui s'est presen-tée, ce mois d'avril, à l'hôpital général de Lens (Pas-de-Calais) afin de subir un avortement par voie médicamenteuse entamait sa treizième grossesse. C'était une « grande fumeuse », signale, dans un communiqué du 8 avril, le ministère de la santé. Le décès, d'origine cardio-vasculaire, est d'une prostaglandine injectable, le Nalador, qui suivait elle-même la prise de Myfégyne, un anti-progestérone plus connu sous le nom de

### Le tabac facteur de risque

« C'est le premier cas mortel sur environ 60 000 interruptions de gressesse pratiquées suivant ce protocole v, remarque-t-on dans l'entourage du ministre délégué à la santé. A la suite de cet accident. des représentants de la commission d'autorisation de mise sur le marchè et de la commission de phar-macoviligance ainsi que des d'entre elles par association de RU 486 et de Naludor, et dans un

credi 10 avril, à la demande du ministère, afin de rééxaminer les conditions d'utilisation du proto-cole médical qui associe le RU 486 à une prostaglandine injectable.

Déjà, rappelle le communiqué. des a incidents constatés en 1989, lors de l'utilisation d'un analogue prostaglandine injectable, soit seul, soit en séquence avec un antiprogestérone lors d'une IVG », avaient entrainé, en avril 1990, « des modifications des autorisations de mise sur le marché rela-tives à l'emploi des prostaglandines ». « Le risque particulier lié à une sorte consommation de tabac avait sait l'objet d'une mention spécifique. Il favorise en effet la surve-nue d'accidents cardio-vascu-

La direction française des laboratoires Schering qui commerciali-sent le Nalador, signale, outre ce récent décès, quatre autres cas d'accidents cardio-vasculaires à la suite de la prise de ce médicament dans le cadre d'un avortement. Le plus grave concerne le décès, en Allemagne, d'une patiente de trente-sept ans, grande fumeuse, morte d'un infarctus à la suite d'une interruption thérapeutique de grossesse. Dans ce cas précis, le produit avait été administré sans association. En France, trois autres accidents sont signalés par le labo-ratoire. Ils concernent des femmes de trente-cinq. trente-six et trentehuit ans lors d'une interruption volontaire de grossesse, pour deux

Le débat sur l'avortement en Espagne

# Le gynécologue gracié retourne en prison

de notre correspondant

La liberté du gynécologue German Saenz de Santamaria aura été de courte durée (le Monde daté 7-8 avril). Gracié par le gouvernement après avoir été condamné pour avortement illégal et libéré samedi 6 avril, il a de nouveau été écroue trente heures plus tard, cette fois pour « outrage à magis-

En quittant samedi la prison, M. Saenz de Santamaria s'en était pris à la justice avec une virulence particulière face à la nuée de journalistes qui l'attendaient, qualifiant de a spécialement reactionnaire a et de a cancer pour la qui, avait-il ajouté, « se consucre à aeresser et å voler nos libertés ».

Dans la soirée de dimanche, un jugo de Malaga, M. Maria Soledad Jurado, lançan un mandas d'amener contre le médecin, qui se présentait peu après volontairement devant elle et confirmait toutes ses déclarations de la veille.

Envoyé dans la nuit à la prison de Malaga, il a annoncé qu'il allait entamer une greve de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il a qualifie de « vengeance personnelle » de la justice, suite à la mesure de grâce gouvernementale dont il avait bénéficié. - (L'orresp.)

elles présentaient, selon la direction du laboratoire, des plaques d'athérome (lésions au niveau des artères). « Il s'agit d'accidents car dio-vasculaires exceptionnels, dus, semble-t-il, à des spasmes coronariens, remarque M. Xavier Guille Des Buttes, directeur général de la branche française des laboratoires Schering. Et nous avons remarque que les femmes qui avaient des problèmes étaient dans la quasi-totalité des fumeuses.»

Dans le nouvel examen des

conditions d'utilisation de ce protocole, le tabac « pourrait devenir une contre-indication absolue ». remarque-t-on à la division de l'enregistrement des médicaments du ministère de la santé. L'intérêt d'autres prostaglandines, notamment orales, devrait être examiné par un groupe d'experts, mercredi 10 avril. Les premiers résultats d'un protocole, expérimenté sur cent femmes volontaires, associant le RU 486 et une prostaglandine orale ont par ailleurs été présentés, lundi 8 avril, à l'Académie des sciences par le professeur Etienne-Emile Baulieu et le docteur Elisabeth Aubeny, responsable du centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais. Selon ces premiers résultats, cette association, a priori plus simple, pourrait permettre de réduire les douleurs dues aux contractions

**FAITS DIVERS** 

A Albert (Somme)

# Un jeune homme tué par un policier

Un evelomotoriste agé de vingt ans, qui avait été blessé d'une balle par un policier à l'issue d'une course-poursuite, samedi 6 avril à Albert (Somme), est décèdé mardi 9 avril des suites de ses blessures.

Alors qu'il circulait sans lumière au guidon de son cyclomoteur, samedi vers cinq heures du matin, Emmanuel Deflandre avait été pris en chasse par deux policiers du corps urbain d'Albert, Rattrape par les fonctionnaires, après avoir com-mis plusieurs infractions au code de la route, il avait été blessé d'un coup de feu tiré accidentellement, selon les policiers, au moment où l'un de ceux-ci tentait de le ceinturer.

Atteint d'une balle au thorax, le

jeune homme avait été admis au centre hospitalier universitaire d'Amiens. Conscient au moment de son hospitalisation, il devait sombrer dans le coma, dimanche 7 avril. Emmanuel Deflandre est décédé. mardi vers 5 h 30 du matin.

Le brigadier de police auteur du coup de seu, M. François Mranka. cinquante-trois ans, a été suspendu de ses fonctions immédiatement après les faits. Une enquête administrative a été confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Présenté au parquet, le policier a été inculpé d'homicide involontaire par M. Marc Trevidic, magistrat instructeur au tribunal de

Pour remplacer ses DC-8

# L'armée de l'air française confirme avoir besoin de quatre à six Airbus long-courriers

Commandant le transport aérien militaire, le général de corps aérien Claude Lemieux a confirmé, vendredi 5 avril, à Villacoublay (Yvelines), que l'armée de l'air française avait besoin de quatre à six quadriréacteurs Airbus A-340-300 à long rayon d'action pour remplacer ses DC-8 actuels (le Monde du 6 avril). L'Airbus A-340, estimé à quelque 600 millions de francs l'exemplaire, doit faire son premier vol en octobre.

Pour ses acheminements stratégiques à longue distance, le comman-dement du transport aérien militaire 'COTAM) dispose aujourd'hui de quatre DC-8 qui remontent aux années 60 et dont l'un – parmi les moins anciens - sera aménagé en 1992-1993 pour être spécialisé dans la 1992-1993 pour etre speraause dans a cas de l'actuel avion Sarigue. Réduite à trois appareils, cette flotte est donc insuffisante. C'est la raison pour laquelle le COTAM souhaite se renforcer avec des avions commerciaux, du type de l'Airbus A-340 (dont la capacité est double de celle du DC-8), en cohérence avec le choix des com-pagnies aériennes françaises pour leur pagnes acricules nancasses pour son prochain équipement. Le général Lemieux a indiqué que le COTAM pourrait, dans ces conditions, acqué-rir, dès 1993, l'un des deux Airbus A-340 de développement - qui sert aux essais et qui sera remis au stan-dard de l'avion de série - avant d'acheter trois ou quatre autres exem-plaires du même appareil, en version mixte passagers-cargo, après 1995. Par rapport à l'A-340 civil, l'Airbus militaire aura un porte-cargo, un lancher rentorcé pour des charg ments lourds et des points de ravitaillement en vol sous les ailes.

> La succession du Transall

Parallèlement, l'armée de l'air souhaite pouvoir disposer de quatre à six-cargos fourds, du modèle C!7 du groupe américain Douglas, pour un coût unitaire de 1,2 milliard de francs. Selon le général Lemieux, dès lors que l'Allemagne et les Pays-Bas

ont avancé un besoin identique, cette acquisition permettrait à la France de participer à la constitution d'une flotte d'intervention aérienne et d'action humanitaire pour le compte de l'Union de l'Europe occidentale.

Reste, selon le «patron» du COTAM, à commencer d'envisager la succession du Transall actuel, un bimoteur tactique, qui disparaîtra de l'armée de l'air française à partir de 2005. Les besoins sont de l'ordre de cinquante à soixante-dix avions selon la solution retenue par le gouvernement pour remplacer le DC-8 et compte tenu de la commande ou non de quelques C17. Des conversations

entre l'Europe et les Etats-Unis portent actuellement sur le projet conçu en coopération - d'un quadriréacteur adapté au théâtre des opérations et acheminant 30 tonnes sur 5 000 kilomètres à la vitesse de Mach

Outre cent vingt-six hélicoptères, le COTAM aligne en 1991 soixante dix-sept C-160 Transall (dont six pour des missions spéciales), douze C-130 Hercules, quatre DC-8 (sans compter le Sarigue), vingt-quatre N-262, qua-tre Caravelle et, pour les déplace-ments de personnalités gouvernementales, quinze Falcon 20, quatre Falcon 50 et deux Falcon 900.

# « Notre effort budgétaire de défense est un strict minimum»

affirme le délégué général pour l'armement

« L'effort bugétaire auquel nous sommes arrivés (3,35 % du produit national brut) est un strict mini-mum, estime M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement, en réponse à des questions de l'hebdomadaire Valeurs actuelles du 8 avril, si l'on veut à la fois maintenir notre dissuasion nucléaire et avoir une capacité conventionnelle nous permettant des actions significatives hors de France.»

Evoquant les conséquences de la tation des forces armées classiques en Europe, M. Sillard estime : « Le vrai problème du désarmement. en France, est budgétaire. A nous de désinir comment dimensionner notre défense face aux menaces rouvelles comme face à celles qui lemeurent », à commencer par

« Un exemple, ajoute le délégué jénéral pour l'armement. Nous

envisageons d'aligner mille chars Leclerc dans dix ans. Mais c'est le nombre de chars que l'URSS produit en une seule année! Autrement dit, même si le risque soviétique a ninué, il subsiste. Et s'y ajoutent tous les risques en provenance des pays du Sud, face auxquels l'Eu-rope doit se dimensionner un peu mieux qu'elle ne l'était lors de la crise du Golfe. »

« Il est malheureusement inévitable, estime M. Siliard à propos des menaces de prolifération dans le monde, que de plus en plus de pays soient en mesure de développer des missiles balistiques (sürement moins précis que les nôtres) à charge conventionnelle, chimique, peut-être même un jour nucléaire. Il s'agit là de risques majeurs : le jour où certains de ces pays auront la capacité de frapper des villes du sud de la France, il faudra bien avoir les moyens de les dissuader.»

(A) (A)

\*\* \* \*\*\*

Inquiets des risques de repli communautaire

# Les juifs laïques contestent le monopole des religieux

général de l'AJHL, il s'agit de « renou-veler l'héritage du judaïsme prophéti-que et de construire un projet identi-taire qui ne se réduit pas à la triade

Israël-religion-Shoah, Les pratiques

religieuses relèvent d'un choix volon-

taire. Ce sont des sources d'inspira-

tion, et non de normativité». Majori-

tairement agnostiques, ils revendiquent «le droit d'être juifs

mme chacun l'entend».

Les premières Assises nationales du judaïsme laïque et humaniste ont eu lieu, samedi 6 et dimanche 7 avril à Paris, à l'initiative d'une dizaine d'associations juives (1). Les organisateurs entendaient réagir contre le repli religieux qu'ils perçoivent au sein de la communauté.

« Je ne supporte plus que les rabbins parient au nom de l'ensemble des juifs. Je ne me sens pas ambassadrice d'Israël»: cette femme juive est venue dénoncer « le grignotage de la parole juive par les religieux». Une réaction qui prend de l'ampleur, comme en témoigne le succès de ce premier rassemblement du judaïsme laïque.

Sur les dix associations qui en ont pris l'initiative, quatre sont de création récente, comme le Centre juil lai-que, créé par Jean Elleinstein et Jean Liberman, et l'Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL), qui regroupe des personnalités comme Albert Memmi, Elisabeth Badinter et Françoise Castro.

Ils entendent parler au nom de la martine laronche

mille juifs de France pour qui le judasme ne saurait se limiter à l'observation stricte de prescriptions et d'interdictions religieuses. Pour Martine laronche

Ils contestent la représentativité des institutions juives et rejettent l'em-prise de la religion sur le fonctionnement de la communauté, comme les radios, qui ne diffusent le samedi que des enregistrements, et les écoles. « Pour être juif, il suffit de le vouloir », répètent-ils, en refusant l'anathème sur les mariages mixtes jeté par la plupart des religieux.

Certains militent pour le rappro-chement judéo-arabe, comme l'asso-ciation Identité et dialogue d'André Azoulay. Tous refusent d'être assimi-lés à la politique du gouvernement israélien et beaucoup défendent « deux Etats, l'un juif, l'autre palesti-

Restent les clivages, et ils sont nombreux. Sur la laïcité d'abord, entre les anticléricaux farouches et les

partisans de la «laîcité ouverte» défendue par la Ligue de l'enseigne-ment. Débat aussi entre juifs, ashkénazes et sépharades, lorsque l'histo-rien Benjamin Stora a affirmé que les seconds, nombreux en France depuis la décolonisation du Maghreb, avaient apporté avec eux «une per-ception coloniale des Arabes».

Mais l'inquiétude partagée à l'égard d'«un certain repli ghettolque commu-nautaire» et la volonté de défendre les valeurs de la République, fondatrices de l'émancipation et de la liberté de conscience, représentent une force qui ne demande qu'à se mesurer, à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés juives. Les Arabes agnostiques, qui refusent les représentations uniquement religieuses et uniformisantes de leur identité, suivent ces débats avec

PHILIPPE BERNARD

(1) Association des juifs de gauche, Association pour un judaïsme humaniste et laïc, Centre juif laïque, Cercle Bernard-Lazare, Identité et dialogue, Liberté du judaïsme, Cercle amical, Cercle Gaston-Crémieux, Mouvement socialiste juif, Socialisme et indaïsme.

# Décès de Lucien Leclaire professeur au Muséum d'histoire naturelle

Lucien Leclaire, professeur au Muséum national d'histoire naturelle où il était titulaire de la chaire de géo-logie, est décédé le 8 avril à l'hôpital d'Arpajon (Essonne). Il était agé de

inquante-trois ans. [Ne à Rennes le 7 août 1937, Lucien Leclaire avait commencé sa carrière comme professeur certifié de sciences naturelles. Enseignant en Algérie, il y a rencontré le professeur Robert Laffitté, alors doyen de la faculté des sciences. d'Alger, qui l'a attiré vors la recherche en giologie et en a fait son assistant. Avec deux collègues, Lacien Leclaire a créé à Alger le Centre de géologie marine et sédimentologique qui a fait des études des apports de sédiments dans les ports et à qui on doit les premières études des sédiments actuels et récents.

A l'indépendance de l'Algérie, Lucien Leclaire rentre en France et devient chargé de resherche au CNRS. Bientit, il est geeueilli au Muséum par M. Robert Laffitte qui y est devenu professeur de géologie. Il soutient sa thèse de doctoral

ès sciences qui a pour sujet la sédimento-logie du plateau continental de la Médi-lerranée. Ensuite, il s'intéressera surtout lerranée. Ensuite, il s'intéressera surtout à l'Océan Indien, participant à une des campagnes du Glomar Challenger, le navire américain qui fait des forages dans les grands fonds océaniques, hivernant à la base française des Kerguelen et prenant part à des campagnes du navire français Marion-Dufreme, Là, il explore les champs de nodules polymétalliques de cet océan puis, plus récomment, les fonds de la zone tropicale de l'océan Indien. En 1980, il succède à M. Robert Laffitte à la chaire de géologie du Indien. En 1980, il succède à M. Robert Laffitte à la chaire de géologie du Muséum national d'histoire naturelle. De 1985 à 1990, Lucien Leclaire fera partic très activement de l'équipe de direction du Muséum qui travaille, aux côtés de M. Philippe Taquet le directeur de cette époque, à la rénovation et à la réorganisation de ce vénérable établissement. Depuis 1985, Lucien Leclaire était inspecteur général des musées d'histoire naturelle de province, une tâche à laquelle il consacrait beaucoup de son temps.)

# Les caries des Français

Une étude nationale décrit pour la première fois l'état dentaire de la population adulte. Le bilan est accablant

ROP souvent sous-estimée, quand elle n'est pas, volonfairement ou non, ignorée, la pathologie dentaire occupe une place bien à part dans l'ensemble des questions que l'adulte se pose quant à sa santé. Et, en dépit de l'intérêt - de l'inquiétude - croissent pour tout ce qui a trait au corps et à ses dysfonctionnements, les dents sont trop souvent encore perques comme des organes inertes à propos desquels aucune action préventive n'est véritablement utile. C'est du même coup oublier l'importance considérable de la denture dans différents part dans l'ensemble des questions de la denture dans différents domaines, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'élocution ou encore de la séduction.

La principale menace à laquelle les dents humaines sont exposées est celle de la carie, cette affection aux origines complexes qui se caractérise par des lésions touchant l'émail et l'ivoire de la dent avant d'entraîner la formation de cavités puis, si rien n'est fait, la destruction complète de

A l'échelon collectif, on a longtemps reproduit le désintérêt, voire la négligence, souvent observée au niveau individuel. Si de nombreux éléments laissaient à penser que la fréquence de la maladie carieuse requence de la maiatre carreige était très élevée, on n'a, durant long-temps, disposé d'aucun élément pré-cis d'appréciation chiffré quant à la proportion de personnes concernées et à l'étendue exacte du fléau.

Les temps seraient-ils en train de changer? Alors que différents élé-ments objectifs permettent de penser que la situation commence à évoluer de manière favorable chez les plus jeunes (lire l'encadré ci-conles plus jeunes (lire l'encadré ci-con-tre), une étude d'ampleur nationale, dont les conclusions commencent à être rendues publiques, fournit — pour la première fois, selon ses auteurs — une description précise de l'état dentaire de la population fran-caise adulte. Une description tout à fait symptomatique de l'urgence qu'il y a à mobiliser les énergies et qu'il y a à mobiliser les énergies et l'intérêt du plus grand nombre afin



de prévenir ce mal et afin aussi de sées, mais chacune d'elles faisait faire que la pathologie carieuse ne soit plus demain perçue comme une soit plus demain perçue comme une faire que la pathologie carieuse ne soit plus demain perçue comme une

### Quatorze dents atteintes par personne

Cette étude, financée par la Caisse nationale d'assurance-maladie, a été réalisée par un groupe de sept spé-cialistes (1). « Jusqu'en 1986, il n'existait pas en France de référence donnarii un descriptif précis et chiffre de l'état dentaire d'une population adulte tout-venant, explique M. Jean-François Viala (échelon national du service médical de la Caisse nationale d'assurance-maladie). Seules quelques études régio-nales ponctuelles avaient été réali-

résultats. Cette absence d'information était préjudiciable à l'assurancemaladie dans sa volonté de rationaliser les dépenses de santé dans le domaine bucco-dentaire.»

Au total, l'enquête a porté sur 5 190 personnes (2 512 hommes et 2 678 femmes) observées par des chirurgiens-dentistes dans vingt-huit centres d'examen de santé au cours de l'année 1986. Agées de vingt à soixante ans, ces personnes du régime général (assurés et ayants droit) bénéficiaient à cette occasion d'un examen de santé. C'est la longue analyse de ces observations qui est aujourd'hui proposée. Comme dans de nombreuses études d'énidé miologie dentaire, les dents de sagesse - ou troisièmes molaires sont exclues, les observations ne concernant done au total que vingthuit deuts.

Le bilan carieux a été mesuré par

(1) Description de l'état dentaire de la population : besains en soins et soins réalisés. La première partie de ce travail a été publiée dans la Rerue médicale de l'assurance-maladie (4 avril 1990), la seconde partie devant être publiée dans le prochain numéro. Ce travail est signé de l'été Boland à Flock B. Guesagen d'E. Roland, A. Floc'h, R. Gueguen, M.-J. Longis (Centre de médecine préventive, \$4500 Vandœuvre), C. Oberté (Centre d'examen de santé, 68100 Mulhouse), J. Preel et J.-F. Viala (échelon national du service médical de la Caisse prévente d'exemple d'activance maldiel. Pariel

l'indice CAO, qui correspond à la somme du nombre des dents cariées (C), traitées ou non, absentes (A), remplacées ou non, et obturées (O). Pour les spécialistes, cet indice CAO donne une parfaite indication de l'état général de la santé dentaire d'une personne donnée en combinant pour l'essentiel la pathologie carieuse et ses conséquences. En pratique, on comprend sans mai duc cet indice puisse varier de 0 (il s'agii là d'une bouche entièrement saine) à 28 (chaque dent est touchée).

Présentés de manière globale, les résultats de l'étude sont particulièrement éloquents. C'est ainsi que, à partir des 5 190 observations, on ne peut retenir que 61 personnes (35 hommes et 26 femmes), soit 1,2 %, qui ont une denture totale-ment saine. A l'autre extrémité, 219 personnes (96 hommes et 123 femmes), soit 4,2 %, ne possèdent plus aucune dent normale

> **JEAN-YVES NAU** Lire la suite page 16

# Précieuses quenottes

Si la première photographie de l'état dentaire de la population n'a rien de réjouissant, il semble toutefois en aller différemment avec les enfants. Deux études, réalisées à trois ans d'intervalle sur des échantillons représentatifs de trois mille six cents enfants de six, neuf et douze ans, ont montré une nette diminution de la fréquence des caries, l'indice CAO passant de 4,2 en 1987 à 3 en 1990, cet indice étant encore nettement inférieur dans les quelques régions de France où les eaux comportent naturellement des concentrations éle-

« Nous observons ainsì de nets progrès quant à la prévention des caries chez les jeunes enfants, explique M. Léo Hana-chowicz, conseiller dentaire au cabinet de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Les problèmes se posent ensuite, les adolescents n'accordant souvent, et de manière paradoxale, que peu d'importance à leur denture. Par ailleurs, on ignore encore trop souvent que la totalité des actes de soins conservateurs sont pris en charge à 75 % par les caisses de sécurité sociale. »

L'essentiel est la préservation de l'intégrité des premières molaires définitives de l'enfant, siège le plus fréquent des atta-ques carieuses et, à ce titre, véritable cié de voûte de l'édifice dentaire. C'est dire l'importance qu'il faut accorder à une qui ne peut se limiter à l'incita- Tél. : 42-27-16-26.

tion répétée au seul « brossage

Sous l'égide de l'Union fran-caise pour la santé bucco-den-taire (1) et avec le Fonds national de prévention de la Caisse nationale d'assurance maladie, des actions d'éducation sani-taire et de dépistage en milieu scolaire commencent à se mettre en place en liaison avec les chirurgiens-dentistes libéraux. D'autre part, des programmes de scellement (à l'aide de résine) des puits et des fissures des premières dents commen-cent à être lancés, de manière à prévenir les premières attaque de carie et de manière aussi à attirer au plus tôt l'attention des parents et des enfants sur le caractère précieux d'une den-

Parallèlement, quelques symptômes chiffrés laissent, malgré tout, penser que les Français accordent aujourd'hui plus d'importance qu'hier à la santé de leurs dents. C'est ainsi que l'Union française pour la santé bucco-dentaire a calculé qu'en 1966 la consommation annuelle de dentifrice par personne était de quatre-vingt-dix grammes et qu'on fabriquait alors un million de brosses à dents chaque année; on est passé, en 1990, à cinquante millions de brosses à dents et à une consommation individuelle de 400 grammes de dentifrice.

(1) Cette association, créée en 1966. groupe, dans une démarche préven-tive, tous les organismes profession-nels de la chirurgie dentaire. UFSBD, 92, avenue de Wagram, 75017 Paris.

# Etats-Unis - URSS : retrouvailles dans l'espace?

En discussion depuis un an, une mission spatiale soviéto-américaine n'attendrait plus que le feu vert des responsables politiques

en lien le 17 juillet 1975. A 17 h 9 (heure de Paris), les vaisseaux Apollo et Soyouz s'étaient amarrés l'un à l'autre au-dessus de l'océan Atlantique. Trois heures plus tard, les écoutilles s'ouvraient pour permettre aux Américains Thomas Stafford, Vance Brand, Donald Slayton et aux Soviétiques Alexei Leonov et Valeri Koubasov de se serrer la main et de passer ensemble près de quatre heures consacrées notamment à ... un échange de cadeaux et à un bon

Depuis cette rencontre bistorique aujourd'hui un peu oubliée, les astronautes de la NASA et leurs collègues soviétiques ne s'étaient revus que dans les congrès ou les cérémonies officielles. Leur second rendez-vous orbital pourrait avoir lieu dès 1993, dix-huit ans après le premier. Une rencontre studieuse, cette fois, consacrée uniquement au travail, et motivée par des raisons avant tout écono-

### Les experts sont prêts

Il s'agirait, plus précisément, d'un échange : un Américain séjournerait à bord de la station Mir tandis que, en contrepartie, un cosmonaute soviétique volerait sur la navette. La décision devrait être annoncée officiellement à l'issue d'un « sommet » qui pourrait se tenir à Moscou en mai prochain. Ni Moscou ni Washington n'ont confirmé jusqu'à présent ce scénario, mais les «fintes» plus ou moins organisées fleurissent ces derniers temps dans la presse américaine. Au point que le correspondant à Cap Canaveral de l'agence américaine UPI a pu révêler récemment l'identité des astronautes américains sélectionnes par la NASA pour une éventuelle mission soviétoaméricaine : Manley Carter et James Bagian (1). Selon la chaîne de télévision CRS, I'un d'eux pourrait passer six mois à bord de la station Mir.

Il convient cependant de reste prudent face à de telles annonces. En 1984 déià, les Etats-Unis avaient proposé une nouvelle mission com-mune à l'URSS. Il s'agissait alors d'une simulation de sauvetage en orbite, avec transfert d'astronautes entre une navette américaine et la station spatiale soviétique. Mais Moscou avait décliné l'offre, estimant prématurée la discussion d'un tel projet a pour lequel aucun travail de préparation n'était en cours » (le Monde daté 18-19 novembre 1984).

Cette fois, pourtant, les choses semblent mieux engagées: Les experts américains et soviétiques discutent de cette mission depuis plus d'un an. Ils semblent avoir abouti à un accord, et n'attendent apparemment plus que le feu vert des respon-sables politiques. « Nous avons effectivement fait quelques propositions... Maintenant, nous attendons de voir ce qui va se passer », reconnaissait prudemment M. William Lenoir, administrateur associé de la NASA, charge des vols humains, interrogé récemment par des journalistes américains à Cap Kennedy. Ces proposi-tions porternient sur l'étude des effets, sur le corps humain, de l'apesanteur et des radiations subies lors des vols spatiaux de longue durée. Ces recherches, sur lesquelles la NASA et les spécialistes soviétiques échangent déjà des données depuis un certain temps, sont extrêmement importantes pour la préparation des missions habitées vers Mars, que les Américaius comme les Soviétiques voudraient lancer vers l'an 2020.

Une telle coopération représente, en fait, un effort desespéré des deux «grands» pour tenter de sauver leurs derniers rêves de conquête dans le domaine spatial. Depuis leur rendezvous de 1975, en effet, la situation a beaucoup évolué. A l'époque, l'opération était avant tout diplomatique et médiatique. La conquête lunaire revanche d'une Amérique humiliée par les grandes premières spatiales soviétiques entre 1957 et 1963 - ne datait que de six ans, et la compéti-

saires de toujours. Le rendez-vous fut, d'ailleurs, ouvertement présenté comme aun pont cosmique de l'amitiè amèricano-soviétique au nom de l'avenir de l'humanité ». Un « pont » qui coûta 500 millions de dollars. mais ne fit pas avancer d'un pouce les connaissances scientifiques ou

### Coupes claires

dans les budgets Aujourd'hui, les héros sont fatigués, et, des deux côtés d'un «rideau de fer» récemment abattu, les opérations de prestige ont cedé la place aux calculs de rentabilité. Certes, les applications commerciales de l'espace sont florissantes. L'espace militaire a encore un bel avenir devant lui, surtout après le conflit du Golfe, au cours duquel les satellites espions (et de communications) ont brillamment démontré leur utilité. Même les missions scientifiques sont relativement peu touchées par les restrictions : Magellan est en train de photographicr Vénus sous tous les angles, la sonde Ulysse est en route vers le Soleil, et le télescope Hubble, surmontant sa « myopie », envoie quelques clichés intéressants. En revanche, les budgets consacrés à l'envoi d'hommes dans l'espace fondent comme neige au soleil. Ce genre d'activité présente en effet l'inconvénient d'être extrêmement couteuse pour un intérêt technologique ou scientifique à court terme discutable.

Aux Etats-Unis, la NASA vient de baisser de plus de 20 % le budget prévu pour la station spatiale Freedom. La taille et les capacités de cette dernière out été sérieusement réduites, et elle ne devrait pas entrer en service avant l'an 2000, soit avec six ans de retard sur le projet initial (le Monde du 23 mars). C'est trop ou trop peu pour les experts du Conscil national de la recherche (NRC) américain. « La qualité et la quantité de recherches pouvant être effectuees à bord de la station telle qu'elle est pro-

ments prevus », estiment-ils dans un rapport publié le 15 mars.

En URSS, le marasme économi-

que qui frappe le pays aggrave encore les difficultés. La navette soviétique Bourane n'a effectué qu'une scule mission - un vol d'essai automatique, sans équipage -en novembre 1988, et son avenir même pourrait être remis en ques-tion, a affirmé récemment M. Albert Galcev, directeur de l'Institut d'études spatiales de Moscou (IKI), lors d'un colloque tenu aux Etats-Unis. Le budget consacré par les Sovictiques aux activités humaines dans l'espace a été réduit de 25 %, et la station spatiale Mir, en service depuis 1986, n'aura peut-être pas de remplaçante habitée. Selon des «experts» américains cités dans le dernier numéro de la revue spécialisee Ariation Week and Space Technology, les Soviétiques envisa-gent, en effet, de lui substituer, vers 1995, un très gros satellite inhabité, qui pourrait être visité périodique-ment par des cosmonautes chargés de renouveler les expériences embar-

Face à une situation aussi noire, la conquête de la planète Mars, même pour le prochain millénaire, peut paraître bien compromise. A moins de faire l'objet d'une coopération internationale qui pourrait être inaugurée par l'éventuel second « rendezvous» soatial soviéto-américain. Les Japonais et, surtout, les Européens seraient ravis de se joindre au tandem Etats-Unis-URSS. C'est dans cet esprit que l'Europe prépare activement son «examen d'entrée» dans le club des puissances maîtrisant les vols humains dans l'espace. Elle devrait confirmer avant la fin de l'avion spatial Hermes et le module

**JEAN-PAUL DUFOUR** 

(1) Maniey Carter vient de trouver la mort dans un accident d'avion survenu en

### LA SANTÉ EN QUESTIONS

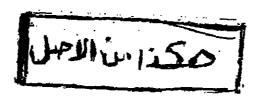
Hiroshi Nakajima - L'occès de tous au progrès sanitaire Jean Bernard - Humanisme, prédiction, éthique Philippe Lucas - Les bégaiements de l'éthique Marceau Long - Réflexions sur notre système de santé Robert Laugois - Concurrence et santé Philippe Séguin - Médecine et protection sociale Guy de Thé - Virus. cancers, sida Philippe Meyer - ldentité de la médecine André Gouazé - Humanisme et formation médicale Bruno Soubiran - Information et formation du médecin Jean de Kervasdoué - Enjeux pour l'hôpitul Claude Bebear - Revenir à l'assurance...muladie : Alain Pompidon - Une recherche médicale européenne Claude Got - Les mécanismes décisionnels Gérard Dubois - Aspects de la prévention Igor Landau - L'ambiguité du marché de la santé Hervé Guérin - Pharmacie : sortir du cercle vicieux Christian Boiron - Réunifier la médecine Jean-Noël Maillard - Dire la vérité? Jean Hamburger - 2084 ou l'anti-Orwell

BULLETIN D'ABONNEMENT à la REVUE DES DEUX MONDES 170, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M., Mme, Mile Adresse

Code postal Commune \_\_\_\_

🗋 abonnement pour un an (11 numéros) 🗆 France 485 F 🗅 étranger 700 F un exemplaire du numéro spécial Santé au prix de 63 F(55 F+ 8 F de port) Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la Revue des Deux Mondes.



مكذا و الاصل

Une nouvelle technique de moulage et une extension du musée municipal permettront de mieux présenter le plus vieil Européen

de l'Arago - la grotte de Tautavel (Pyrénées-Orientales) où a été trouvé en 1971 le plus vieil Européen l'il a vécu probablement il y a puisqu'il a vecu propagament 450 000 ans, – deux hommes vetus d'une combinaison blanche, la figure protègée par un masque transparent on des lunettes, pulverisent un produit blanc. Ce n'est pas pour harmo-niser la couleur de la roche, naturellement beige-ocre, avec le Canigou qui domine le paysage de sa masse neigeuse. L'enduit blanc, qui recousieurs dizaines de mètres carrés de la paroi d'une pellicule épaisse de 4 à 5 millimètres, est fait d'élastomères de silicones mis au point tout spécialement par Gilles Champion et René Lyobard, du laboratoire des applications des silicones de Rhône-Poulenc, à Saint-Fons (près de Lyon). Pulvérisé en deux ou trois applications à sept ou huit heures d'intervalle, l'enduit, même frais, ne dégouline jamais et devient en vingtquatre heures une membrane souple et élastique qui se détache très bien fidèle empreinte des moindres aspé-rités et anfractuosités de la roche.

La caune de l'Arago, qui est, depuis vingt ans, connue dans le monde entier et dont la célébrité a donné au village de Tautavel (654 habitants) un élan et un développement incroyables et assez inespérés, est ainsi, depuis quelques semaines, le siège de plusieurs «premières». Pour la première fois au monde, une substance de moulage est appliquée au pistolet – et non plus au pinceau. Ainsi vont être reproduits avec la plus grande précision (au micron près, assurent les spécialistes) 400 mètres carrès, c'està-dire la plus grande surface jamais

Une telle entreprise a obligé le laboratoire des applications des silicones de Rhône-Poulenc à résoudre des problèmes tout nouveaux. Il fallait, en effet, trouver le «bon» mélange de la base de silicones (90 % environ) et du catalyseur (10 % approximativement). Il fallait aussi que les deux produits arrivent séparément dans le pistolet, s'y mélan-

gent, que le métange reste liquide pendant le très court instant nécessaire à sa pulvérisation — qui se fait au rythme de 20 kilos à l'heure — puis se solidifie quasi instantanément dès qu'il arrive au contact de la paroi de façon à ne pas dégouliner du tout. Ce «pari» technologique a été tenu, rendant possible le moulage de 400 mètres carrés de parois. Siste de chevre, des machines, des bidons de produits et de matériel

Au bout de vingt-quatre heures, on détache de la paroi la membrane qui peut être roulée comme un tapis. Celle-ci pèse environ 5 kilos par mètre carré. Toute l'opération, à laquelle participent, ourre les spécialistes de Rhône-Poulenc, des techniciens du CNRS et du Muséum national d'histoire naturelle (laboratoires de moulage du Lazaret à Nice et du Musée de l'homme, en tout premier lieu), nécessitera donc quelque 2 tonnes de produits... à 150 ou 180 francs le kilo. Si l'on ajonte le prix des recherches et des essais, l'opération de moulage de la caune de l'Arago coûtera environ 400 000 francs à Rhône-Poulenc.

### Un réalisme indiscutable

Le moulage de parois de la caune de l'Arago n'est fait ni pour le plaisir de maîtriser une nouvelle technique, ni pour celui de réaliser le plus grand moulage du monde. Les membranes d'élastomères seront utilisées pour donner l'apparence d'un réalisme indiscutable à la reconstitution de la caune de l'Arago telle qu'elle devait être il y a 400 000 ans, un des «clous» du nouveau musée de Tautavel dont l'ouverture est prévue pour juin 1992.

Bien entendu, les membranes ne seront pas utilisées directement. Elles seront disposées à l'envers sur un bâti de bois et de treillis métallique. Sur leur surface, qui reproduit en négatif les parois de la grotte, sera vaporisée une pelure de polyester rendue autoportante par une armature de fibres de verre. Après solidification pourront être enlevés le bâti



La projection d'élastomères de silicones sur les parois de la grotte

de bois et de treillis métallique et les membranes de silicones. On aura ainsi des parois en positif qui seront peintes et colorées pour copier au mieux la roche naturelle. Dans ce fac-similé de grotte, sera installé le moulage d'un habitat de chasseurs de cerfs qui a été occupé il y a 400 000 ans et qui a été découvert dans la caune de l'Arago en 1986.

La présence d'une faune «antédi-Iuvienne» dans la canne de l'Arago a été reconnue dès 1828. Mais ce n'est qu'en 1940 que la présence humaine dustries de pierres taillées. Les fouilles systématiques de la grotte ont commencé en 1967 sous la direction d'Henry de Lumley, actuelle-ment professeur au Muséum national d'histoire naturelle. Elles continuent toujours au rythme de trois mois chaque année. Au fil des campagnes de fouilles, les préhistoriens ont découvert que la caune de l'Arago a été occupée de façon discontinue de -700 000 à - 100 000 ans et que les dépôts archéologiques s'y sont accu-mulés sur une quinzaine de mêtres d'épaisseur. Des mandibules humaines (leurs propriétaires étaient

des Homo erectus) y ont été trouvées en 1969 et 1970. Le 22 juillet 1971 sont apparues deux dents qui, au cours des jours suivants, se sont révélées faire partie intégrante d'une face humaine presque complète d'Homo erectus. Ainsi venait d'être découvert le plus vieil Européen.

### 85 000 visiteurs en 1990

Très vite, la municipalité, dirigée alors par Albert Pla et depuis plus de dix ans par Guy llary, et toute la population de ce modeste village des Pyrénées-Orientales se sont battues, avec l'aide efficace d'Henry de Lamley, pour que «leur homme» reste à Tautavel. En 1979 a été ouvert le «musée municipal à vocation départementale, régionale et nationale» de Tautavel, très joli et bien fait, consacré à la préhistoire de l'humanité illustrée par les découvertes faites dans la région. Ce musée a eu, très rapidement, un énorme succès: l'an dernier, 85 000 personnes l'ont visité. Ce qui est d'autant plus remarquable que Tautavel n'est situé sur aucun grand axe routier. Il faut

vraiment faire le détour. Depuis douze ans, les fouilles et donc les découvertes ont continué dans la caune de l'Arago. Les 300 mètres carrès du musée sont trop petits depuis plusieurs années. Et d'autant plus que les réserves et l'unique laboratoire sont minuscules, pour ne pas

Le premier musée avait coûté 650 000 francs, dont 50 % avaient été apportés par la commune, 30 % par le conseil général des Pyrénées-Orientales et 20 % par le ministère de la culture. Le musée qui est en construction, et qui a été conçu par Henry de Lumley et par l'architecte Jacques Dauvergne, aura une surface utile de 3 700 mètres carrés, dont 2 300 mètres carrés seront consacrés aux laboratoires et aux réserves. Celles-ci seront équipées de 35 000 tiroirs où îl sera facile de ranger non seulement ies 220 000 pièces variées déjà reurées de la grotte, déjà enregistrées avec leurs trois coordonnées x, y et z et différentes caractéristiques, mais encore les pièces — sûrement très nombreuses — qui seront mises au jour par les fouilles

des prochaines années. Le musée

aura aussi une saile de conférences de 60 places et un petit centre pour loger des chercheurs.

Le coût de l'extension du musée est estimé à 42 millions de francs. Cette fois encore, la commune de Tautavel fera un très gros effort (8 millions de francs). Et les aides extérieures seront plus nombreuses: 6 millions de francs du conseil régional du Languedoc-Roussillon, 4,5 millions de francs du conseil général des Pyrénées-Orientales, 2,9 millions de francs (sur 4 millions demandés) des Communautés européennes. Des aides importantes, souvent sous forme de prestations matérielles, proviendront des ministères de la culture et de la recherche.

Il y aura aussi des mécènes: le Crédit agricole des Pyrénées-Orientales (1 million de francs de vitrines); Rhône-Poulenc pour les moulages et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs); IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

Le nouveau musée, en effet, sera-

(2 millions de trancs).

Le nouveau musée, en effet, sera très visuel. Outre la «fausse» grotte qui sera «habitée» par des mannequins le plus véridique possible et sur une paroi de laquelle seront projetés divers films, il sera équipé de dioramas où sera présentée la vie que menaient nos lointains prédéceseurs en fonction des différentes phases climariques – et donc de la flore et de la faune – qui se sont succédé tout au long des six cent mille années d'occupations temporaires de la grotte. Nombreux seront les écrans et les consoles grâce auxquels les visiteurs pourront interroger et visualiser les informations stockées dans diverses banques de données.

YVONNE REBEYROL

Musée de Tautavel, Tautavel,
Pyrénées-Orienteles. Ouvert tous
les jours de 10h à 12h et de 14h
à 18h (de 10h à 22h de la mi-juilet à la fin d'aoûtl. Entrée: 13f;
8f pour les enfants; 10f pour les
groupes; gratuits pour les groupes
scolaires.

# Les caries des Français

Suite de la page 15

Plus généralement, la carie et ses conséquences portent en moyenne sur 14 dents par personne, soit la moitié des surfaces dentaires. Les femmes semblent plus concernées, avec un indice CAO supérieur de 2 environ à celui des hommes.

Bien évidemment, cet indice ne peut qu'augmenter au cours de la vie, ce qui explique son accroissement moyen, situé entre 5 et 6, entre 20 et 60 ans. « Il existe en outre une relation entre les valeurs de l'indice CAO et la catégorie professionnelle des consultants, expliquent les auteurs de l'étude. A un niveau social plus elevé correspondent des valeurs de CAO plus faibles, tant chez les hommes que chez les semmes. » Ainsi, chez les femmes, l'indice moyen CAO est de 14,32 dans les professions intellectuelles supérieures et atteint 15,22 chez les ouvrières. Il est, d'autre part, de 14,98 chez les chômeuses et de 18,31 chez les femmes retraitées. Reportées aux scules dents cariées, les différences sont notablement plus significa-

### Maxillaire et molaires

« On rencontre deux fois plus de dents cariées chez les ouvriers que chez les personnes exerçant une profession intellectuelle supérieure, soulignent les auteurs de l'étude. Globalement, 40,6 % de la population adulte présentent au moins une dent cariée. En moyenne, chaque sujet atteint a au moins 2,3 dents à faire traiter. »

faire traiter. »

Par ailleurs, les dents absentes non remplacées représentent l'autre part – la plus importante – des soins de chirurgie dentaire restant à effectuer. Ainsi, selon cette étude, à l'âge adulte l'augmentation de l'indice CAO est due principalement à celle des dents absentes, c'est-à-dire au total des dents extraites à la suite de caries ainsi que de maladies parodon-

tales. Cette tendance s'accentue après l'âge de 45 ans; entre 20 et 60 ans, l'accroissement est de deux dents extraites par classe de dix ans, et, chez les sujets âgés de 55 à 60 ans, le tiers des surfaces dentaires est absent.

Les consultants se font plus facilement soigner leurs dents cariées que remplacer leurs dents absentes, et les deuts antérieures sont plus souvent traitées que les dents postérieures, expliquent les auteurs. Plus précisément, ils soulignent que le maxillaire est plus touché que la mandibule et que les premières molaires sont les plus touchées, 86 % d'entre elles étant cariées, obturées ou absentes, « Le besoin et le recours aux soins different fortement entre les catégories professionnelles : moins de caries moins de denis absentes non remplacées, davantage de dents obturées dans les professions intellectuelles supérieures, davantage de prothèses mobiles chez les ouvriers, écrivent-ils. En conclusion, il est manifeste que l'accès aux soins doit être facilité pour certaines classes sociales. Le bilan pathologique qui ressort de notre étude est important. Celui des besoins en soins est plus préoccupant encore, puisque trois adultes sur quatre relèvent de soins conservateurs ou prothèti-

Selon eux, la fréquence et la gravité des problèmes mis en évidence soulignent l'importance qui devrait être accordée à la prévision des caries lors de chaque consultation chez les chirurgiens-dentistes. Il restera, au terme de ces observations, à comprendre les raisons d'un bilan à ce point accablant alors même que les Français, avec l'aide de 40 000 chirurgiens-dentistes, consacrent environ 30 milliards de francs à leurs consultations dentaires, dont 13 milliards sont remboursés par les caisses de sécurité sociale. Ces dépenses ne faisant, il est vrai, au total que 3 % de celles de l'assurance-maladie.

recherches extra-européennes : JEAN-YVES NAU c'est l'étouffement assuré pour

# Tempête sur l'orientalisme

E 15 février dernier, M. Curien, ministre de la recherche et de la technologie, signait un décret qui remodèle le comité national du CNRS (le Monde du 20 février et du 6 mars).

POINT DE VUE

Traditionnellement, le comité national est divisé en sections, qui représentant une discipline ou un groupe de disciplines. La plupart des suppressions affectent les sciences sociales et surtout humaines. Or une discipline qui perd sa section propre est menacée à terme dans son existence : sa représentation au comité national diminue notablement, de sorte qu'elle n'a plus les moyens de défendre ses programmes et d'assurer le recrutement de ieunes chercheurs. La menace est encore plus grande si cette discipline est dispersée et non transférée en entier dans une autre section. C'est précisément le cas de l'orientalisme, qui étudie les grandes civilisations d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire une partie du monde qui, tant par ses énormes dimensions que par le rôle qu'elle a joué dans l'évolution de l'humanité, et par l'importance qu'elle a et va de plus en plus avoir dans la vie politique et économique, constitue un domaine d'investigation d'une utilité capi-

L'ancienne section « Langues et civilisations orientales », qui représentait l'orientalisme au CNRS (deux cents chercheurs CNRS et autant d'universitaires et assimilés), avait fait de la France l'un des principaux pôles de recherche dans ce domaine, à côté des Etats-Unis, du Japon et de l'Italie. Elle est désormais éclatée entre « Hommes et milieux », Mondes anciens et médiévaux » et «Formation du monde moderne ». Ces sections sont numériquement dominées par les études gallo-centristes et ne laissent guère de place aux recherches extra-européennes : les orientalistes qui y seront très

minoritaires.

Plus grave encore, certaines sous-disciplines, déjà trop faiblement implantées au CNRS, sont partagées entre deux sections : c'est le cas des études arabes et islamiques, tronçonnées en deux par une limite chronologique qui a

un sens en Europe mais aucun dans le monde islamique.

L'orientalisme impose aux jeunes chercheurs des apprentissages fort longs, notamment celui de langues difficiles. Dans quelques années, y aura-t-il encore des candidats de qualité si un débouché n'est pas assuré? Enfin, nous alions perdre bientôt l'accès à nos terrains de recherche, obtenu des autorités locales grâce à une coopération scientifique ancienne et régulière, si nous cessons d'être présents

sur place.

Détruire l'orientalisme ne prendra guère de temps : dans l'Angleterre de Margaret Thatcher, une dizaine d'années ont suffi pour la réduire à peu de chose. Mais quand l'Angleterre voudra réparer les dégâts, il faudra compter non pas en années mais en générations, avant de retrouver le savoir-faire indispensable. C'est ce qui est arrivé à l'Allemagne de l'après-guerre et ce qui menace chez nous aujourd'hui.

### Au gré des modes, des caprices et des passions

Dans ces conditions, pour l'orientalisme, l'égalité de traitement avec les autres disciplines est une condition minimale de survie. Des recrutements et des aliocations budgétaires préférentiels seraient souhaitables, s'agissant de disciplines difficiles et donc fragiles. Il y en eut ces dernières années. Mais ce qu'il convient surrout d'éviter, c'est une politique erratique, favorisant un jour les une le landemain les autres. au oré des modes, des caprices ou des passions des responsables et de l'opinion. Nous avons

vécu cela avec les changements de majorité politique, et les résultats néfastes sont blen connus de tous. Peut-il y avoir une véritable politique scientifique sans financements et recrutements réguliers, sans stabilité, sans la poursuite tenace d'objectifs clairement

Dans une période où l'on prône la concertation et la transparence, il est consternant qu'une réforme de cette importance ait été entreprise et menée par quelques « décideurs », sans aucune consultation des chercheurs concernés et des instances compétentes.

Comment justifier que ces personnes sient systématiquement refusé de tenir compte de l'avis unanime des chercheurs qui, dès qu'ils ont appris l'existence du projet, ont multiplié pétitions et entrevues avec des responsables scientifiques et politiques ? Comment expliquer qu'une réforme qui domaine soit décidée à la sauvette, avec un projet publié le 20 décembre et soumis à la signature du ministre le 15 février, qu'un changement de politique aussi radical soit décidé sans être annoncé et sans être débatu ?

menace la survie d'un aussi vaste

Décidément, nous ne comprenons pas cette réforme, qu'il convient de corriger ou de rapporter au plus tôt.

➤ Ce texte est signé par : Louis Bazin (études turques), président de la défunte section « Langues et civilisations orientales » du CNRS;

André Caquot (études sémitiques), Bernard Frank (études japonaises), Gérard Fussman (études indiennes), Paul Garatli (assyriologie), Jacques Gernet (études chinoises), Jeán Leclant (égyptologie), André Miquel (études arabes), professeurs au Collège de France.

i,

PAGES 160 FTE

₹.

### Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 16 avril à 17h

"Le tourisme : une chance pour l'économie, un risque pour les sociétés ?"

avec Jean-Luc Michaud, directeur des industries touristiques, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs...

cité des Sciences et de l'Industrie 30. avenue Corentin Cariou 75019 Paris, Métro Porte de la Villerta Informations (1) 40 05 73 32

# SCIENCES • MEDECINE

# Petits soins français pour Anglais

L'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), qui accueille déjà des patients britanniques, cherche à passer des accords avec les autorités sanitaires du comté de Kent dans l'hôpital. Depuis quelques Independent rapportait les déclara- ne doivent pas se faire au détriment

N Angleterre, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre. De la BBC en passant par la presse à sensation ou les journaux féminins, les médias ont colporté l'étonnante nouvelle : un hôpital français offrait de soigner les patients bri-tanniques victimes des listes d'attente. Un affront au fleuron de l'Etat-providence, le Service national de santé ou National Health Service (NHS).

Appendix of the second second

Avec l'aide d'un avocat, la direction de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer a pris contact avec les autorités sanitaires des districts du Kent, un comté du sud-ouest de l'Angleterre, ainsi qu'avec les représen-tants d'assurances privées. Objectif: négocier des conventions pour la prise en charge de malades britanniques sans que ceux-ci aient à débourser un penny.

Rien n'empêche actuellement les patients d'outre-Manche de venir se faire soigner à Boulogne. Mais l'intervention est à leurs frais. Ils sont déjà une dizaine à avoir fait le déplacement et une trentaine attendent leur tour. A soixante-huit ans, M. Robert Davies, de Rochester, a préféré payer de sa poche piutôt que d'attendre dix-huit mois pour se faire opérer d'une cataracte. En Angleterre, le Service national de santé (NHS), fondé sur le principe d'une médecine gratuite pour tous, a des effets pervers. Pour certaines interventions, qui ne sont pas reconnues comme prioritaires et urgentes, les listes d'attente peuvent atteindre un à deux ans.

échapper à ces lenteurs en s'adres-sant à la médecine privée, et ne sont pas remboursés par le NHS mais par des assurances privées aux coûts prohibitifs. À l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, M. Davies a déboursé environ 7 000 francs contre les 20 000 francs que lui demandait une clinique britanni-

Du sixième étage de l'hôpital général de Boulogne-sur-Mer, on aperçoit les falaises crayeuses de Douvres. C'est là que M. Robert Chanudet, le directeur, a échafaudé son plan. Une véritable offensive commerciale. « Nous avons d'abord lancé une étude de marché pour identifier les secteurs médicaux où l'attente était la plus importante, explique-t-il. Puis, nous nous sommes renseignés sur les prix de revient des actes les plus demandés afin de pouvoir calculer notre propre prix de vente. « Les besoins en chirurgie ophtalmologique, principalement en cas de cataracte, arrivent en tête, suivis par l'orthopédie avec les prothèses de hanche et la chirurgie vasculaire, notamment pour le traitement des

### Libre circulation

Malgré ces opportunités, la direction multipliait sans grand succès, depuis trois ans, les contacts auprès des autorités sanitaires des districts. Aujourd'hui, la toute nouvelle réforme du système de santé anglais pourrait lever certains obstacles. Entrée en vigueur

cier d'un traitement médical, elle a

toutesois estimé que les méthodes

envisagées initialement par l'INED étaient susceptibles de porter

atteinte à la vie privée et à l'inti-

En outre, la consultation des

registres d'état civil ne permet pas

d'obtenir, de façon fiable, des

mité des familles.

adresses actualisées.

CORRESPONDANCE

....

# A propos des « cécités de la loi » les personnes intéressées et encore moins de les empêcher de bénéfi-

A la suite de la publication de l'article intituité « Les cécités de la loi » (« le Monde Sciences-Médetot » (« le monae Sciences-mede-cine » du 3 avril 1991), nous avons reçu de M. Jacques Fauvet, prési-dent de la Commission nationale informatique et libertés, les préci-

C'est précisément en raison du fait que le glaucome est une maladie curable, pour laquelle est une inau-die curable, pour laquelle existent des traitements préventifs, que la Commission, dès 1988, s'est décla-rée favorable à l'étude génétique

Elle a toutesois estimé, à la suite d'une longue concertation menée avec M. Chaventre, chercheur res-ponsable de l'étude, les professeurs lacquard et Feingold ainsi que des représentants du comité d'éthique, que des recherches génétiques un contact et une information des familles devaient nécessairement faire intervenir un médecin chargé d'assurer la prise en charge effective, tant medicale que psychologique, de ces familles.

En effet, l'INED envisageait initialement d'informer directement, par voie postale, les familles à risques, localisées grâce à la consultation des registres d'état civil.

La solution en définitive adoptée par la CNIL dans sa délibération du 7 juin 1988 concilie les impératifs de santé publique et le respect de la vie privée des individus.

Le contact direct auprès des familles a effectivement été supprimé, un médecin de l'INED est chargé d'informer les médecins du département concerné des caractéristiques du marquetre des talacter ristiques du marquetre génétique de façon que, dès qu'ils ont connais-sance, dans leur clientèle de personnes susceptibles d'être porteuses de ce géne, ils les adressent aux services spécialisés.

La CNIL n'a donc nullement eu l'intention d'empêcher de joindre



Seuls les plus fortunés peuvent le 1e avril, elle accorde une autonomie comptable aux responsables sanitaires des districts ainsi qu'aux cabinets de médecin et leur permet de passer des contrats annuels avec les établissements de soins de leur choix, publics ou privés. C'est toujours le NHS qui finance, mais cette possibilité contractuelle permet de faire jouer la concurrence dans le système britannique.

Déjà trois districts du Kent ont manifesté leur intérêt pour les propositions de l'hôpital de Boulognesur-Mer : Medway, qui a envoyé une délégation visiter l'hôpital, Tunbridge et Maidstone. Mais le National Health Service, qui finance les districts, acceptera-t-il de voir l'argent du contribuable profiter à un hôpital outre-Manche? Selon le département de la santé britannique, dont The

tions dans son édition du 3 mars, il est illégal pour les médecins généralistes ou les autorités sanitaires d'envoyer les patients se faire soigner à l'étranger en dehors de circonstances sociales ou médicales exceptionnelles. Faux, rétorque l'avocat de l'hôpital, Me Philip Jenkinson, ce sont les dispositions du traité de Rome prévoyant la libre circulation des services qui doivent s'appliquer. « Il s'agit d'obtenir une décision politique et nous faisons monter la pression chez les

Anglais », remarque M. Chanudet. Côté français, la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) du Pas-de-Calais attend d'être saisie du dossier final pour se prononcer. « Nous avons posé des conditions à ce projet. Tout d'abord, ces interventions

de la population française. Ensuite, les surcouts de fonctionnement qu'elles occasionneraient devront intégralement être compensés par les recettes, signale-t-on à la DDASS. Si ces garanties sont respectées, nous ne verrons pas d'objection à la réalisation de ce pro-

La Sécurité sociale n'interviendra absolument pas dans le financement des soins aux Britanniques, assure la direction. Les médecins et chirugiens seront payés dans le cadre de leur activité libérale au sein de l'hôpital par les autorités sanitaires du Kent. Le prix de l'intervention, calculé grâce à une comptabilité analytique, couvrira l'ensemble des frais occasionnés et permettra même de dégager un excedent qui pourra être réinvesti

mois, l'équipe hospitalière ne compte pas ses efforts pour attirer les clients britanniques. Un médecin bilingue réceptionne les appels et les courriers en provenance d'Angleterre. Les cuisiniers ont appris à faire le breakfast dans les règles de l'art. Le personnel a suivi des cours d'anglais intensifs. Enfin, quelques infirmières et aides soignantes sont parties en stage en Grande-Bretagne pour être formées aux techniques de soins à l'anglaise. Déjà, le projet boulonnais fait des émules et des cliniques privées des villes voisines suivent de près ses développements. « Nous essaierons de négocier des contrats d'exclusivité », remarque M. Chanudet, qui n'a décidément rien

MARTINE LARONCHE

POINT DE VUE

# Le droit à la santé

Depuis deux ans, un groupe de travail composé de représentants de Médecins sans frontières, des associations REMEDE et COMEDE (1), ainsi que des médecins généralistes, réfléchit aux conditions d'accès aux soins pour les plus

ARTANT de ses expériences de terrain et de sa réflexion, le groupe a élaboré une série de propositions, sur lesquelles il souhaite que le législateur se prononce.

Les mesures minimales destinées à améliorer l'accès aux soins reposent sur la principe suivant : substituer (conformément aux vœux du Conseil économique et social) aux mécanismes de l'assistance en cas de maladie (aide ile), les mécanismes de l'assurance protégeant les personnes en permanence (Sécurité sociale,

Dans cette perspective, la géné-

ralisation et l'amélioration des mécanismes d'assurance devraient comporter plusieurs

 1) La généralisation de l'assu-rance-maladie à toutes les catégories de la population, conformé-ment aux objectifs définis par la loi de 1978, au nom de la solidarité

L'importance du problème des non-assurés dans notre pays est attestée par le chiffre : 400 000 à 800 000 personnes selon les estimations du Conseil économique et social. Cela correspond toutefois à moins de 2 % de la population : on peut donc penser que la garantie d'un accès aux soins pour cette population ne constitue pas un problème économique insurmontable pour un pays comme la France.

2) L'amélioration de la couverture complémentaire des personnes disposant de peu de res-

Cela peut se faire, soit par le biais d'une exonération du ticket modérateur pour les personnes à faible niveau de ressources, soit

par le biais d'une prise en charge complémentaire par des mutuel dont les cotisations sont versées par l'aide sociale.

Comme cela se fait déjà dans certains départements, ces dos-siers pourraient être gérés par la Caisse primaire d'assurance-maladie, qui serait alors l'interlocuteur unique de l'assuré.

3) L'extension des possibilités de dispense d'avance des frais (ou

« tiers payant »). Cette série de mesures devraient s'appliquer aux consulta-tions médicales (rétablissement de la procédure dite « dû par autorisa-tion d'avance » à la discrétion du médecin), à la pharmacie, aux exa-mens complémentaires.

L'ensemble de ces mesures rendra de fait inutile l'aide médicale dans sa forme actuelle.

4) La clarification des textes réglementant l'accès aux soins des étrangers ainsi que l'accélération et l'assouplissement des procédures s'y rapportant, notamment en ca qui concerne :

a) la durée de résidence en

France et la nature des preuves à apporter pour justifier cette rési-

b) la prise en charge des membres de la famille d'un assuré étranger en tant qu'ayant droit ; c) les délais d'ouverture des droits à la Sécurité sociale pour les

demandeurs d'asile. Enfin, les associations réaffirment la nécessité d'améliorer l'accueil médical et social dans le cuen medical et social dans le cadre du service public, de mieux l'adapter aux plus démunis, et de mettre en place des actions de prévention en faveur de ces popu-

Tout en étant conscient des contraintes économiques en matière de santé, notre groupe est convaincu que les choix futurs doivent privilégier l'accès aux soins dans le respect des principes éthi-ques fondamentaux.

(1) REMEDE (Relais médical aux délaissés), 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, COMEDE (Comité médical pour les exilés), BP 31, 94272 Le Kremlin-Bicêtre Cedex, MSF/Programme France, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

(Publicité)

# La Transparence.

# Les Pharmaciens disent

# ... mais en respectant les règles du jeu.

rative, n'hésitant pas même à mettre globalement en cause la distribution en pharmacie, semblent en méconnaître la règle fondamentale:

La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens. sommes POUR, 100 % POUR, car nous savons bien que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les conseils, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nos clients viennent chercher -et trouvent -chez nous, pèsent autrement plus lourd que les quelques francs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacien certains

Dans cette confrontation entre la distribution par les professionnels-conseils que nous sommes de par notre

eaucoup de ceux qui parient de la publicité compa- formation et notre expérience, et celle, anonyme et savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche parfois à abuser.

Les Français ne sont pas des "débiles". Ils savent que le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Ii mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

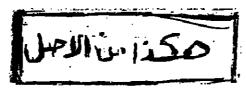
Le service assuré "jour et nuit" par le réseau des pharmacies, ça compte!

On ne tournera pas impunément en dérision \* tous les pharmaciens qui. à partir de près de 23 000 pharmacies. sont les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

\* Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en rétéré l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'étalent cru autorisés à diffuser.

# Ordre National des Pharmaciens

55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique. 4, avenue Ruysdaël, PARIS 75008



**ARTS** 

# Le syndrome Toutankhamon

Les ors de la basilique des rois de France sont exposés avec succès

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS au Musée du Louvre

Il y a foule devant les vitrines où sont exposés les trésors de Saint-Denis. On est venu là en rangs serres pour admirer le trône du roi Dagobert, la main de justice de Saint-Louis, le cor de Roland, Joyeuse, l'épée de Charlemagne ou les pièces d'échecs de l'empereur à la barbe fleurie. On s'étonne presque de ne pas trouver le sceptre d'Ottokar à coté de la croix du bon saint Eloi. Le mythe fonctionne d'autant mieux qu'il est ici maté-rialisé en or massif et pierres pré-cieuses. Et chacun de soupeser mentalement les métaux rares, d'évaluer la taille des bijoux.

Un trésor, que ce soit celui de Toutankhamon ou celui des rois de France, fait toujours rèver. D'au-tant plus que les quelque soixante pièces exposées – camées, ivoires, reliquaires, manuscrits, instrurenquaires, manuscrus, instru-ments du sacre – sont les rescapées d'un ensemble beaucoup plus important, évaporé au fil des guerres et des révolutions.

Son origine est presque aussi ancienne que sa légende. C'est en effet le mérovingien Dagobert qui déposa à la basilique les premiers deposa a la passinque les premiers éléments de ce trésor. Ses succes-seurs carolingiens - Charles le Chauve, en particulier - l'enrichi-rent considérablement de pièces venant de la Rome antique, de Byzance, du Proche-Orient musulman, ou fabriquées par les orfèvres occidentaux. Son apogée se situe au onzième siècle, quand Suger, abbé de Saint-Denis, devient le conseiller écouté du carétien Louis conseiller écouté du capétien Louis VI. Mais comme tous les trésors médiévaux, c'est aussi une réserve



« Echecs de Charlemagne », ivoire d'éléphant, fin du IX-

monétaire, soumise à l'obligation des charités : il est donc ponctionné dans les périodes de crises. Certaines pièces sont alors vendues ou fondues. Des dons viennent ensuite renouveler le précieux stock de Saint-Denis.

Avec la guerre de Cent Ans, le système va commencer à se gripper. Les vois et les pillages se muitiplient. Si le quinzième siècle lui est assez profitable, le trésor va énormément souffrir des guerres de religion. Sous l'action conjuguée des ligueurs et des protestants, un tiers environ disparaît. Par la suite, seuls des objets liés aux sacres des rois vinrent l'enrichir. La Révolution lui porte un coup fatal. Une faible partie est déposée à la Bibliothèque nationale, à la Monnaie ou au Museum d'histoire naturelle, le reste, volé, fondu ou vendu, s'évapore. De «l'escrain de Charlemagne», extravagant morceau d'orfèvrerie connu par un dessin, il ne reste que l'élément terminal, une intaille de béryl où est gravé le portrait de la fille de l'empereur romain Titus. Parmi les survivants de marque : la « tasse de Salomon», chef-d'œuvre de l'art Sassanide, la « coupe des Ptolémées», creusée dans un bloc d'agate sculptée, l'« aigle de Suger », une aiguière de porphyre, la Vierge à l'enfant, en métal doré, de Jeanne d'Evreux et le sceptre de Charles V. Ils suffisent au bonheur

EMMANUEL DE ROUX Musée du Louvre, hall Napoléon. Jusqu'au 17 juin. Tel. :

# L'art à l'envers

Déployée pour la première fois en France l'œuvre irrécupérable d'un Italien, au temps du miracle économique différentes longueur, empreintes digitales apposées sur des œufs, «sculptures vivantes» obtenues en

signant le corps de clients ou amis). Soit autant de faits et gestes par lesquelles le scandale put arri-

ver, mais qui désormais ne devraient plus vraiment choquer, tant aux cimaises on en a vu

d'aussi vertes et de moins mûres.

Encore que la série numérotée des boîtes de Merde d'artiste au

naturel, vendues au poids selon la

cotation de l'or, puisse déranger un peu. Qui protège mieux que n'im-porte quel autre de ses échafau-

dages conceptuels la planète Man-zoni de toute approche esthétique,

romantique ou mystique. En fait

un lieu où l'humour henaurme,

pataphysique, de l'artiste sert pro-

saïquement au retournement systé-matique des valeurs d'usage et

d'échange de l'art. A replacer dans un climat de contestation à l'en-

droit de la société italienne à

l'heure où l'expansion économique

permit de se griser de produits standard et de se lancer dans la

Le contraire

de Klein Ce qui étonne le plus aujour-d'hui chez Manzoni, c'est la nature

irrecupérable de son œuvre. La façon dont elle échappe, comme

nulle autre, et systematiquement,

au processus d'esthétisation et de sublimation dont nos musées d'art

moderne sont les champions. A

deux ou trois pièces près, les Achromes ne sont rien que du

impur, de la non-couleur, de la

matière tangible et tactile, qui ne

laisse pas de place aux états d'âme,

au rêve. Le contraire même des monochromes d'Yves Klein dont

Qui par la suite talonne le Fran-çais, et semble le contrer avec un

malin plaisir, répondant à son

exaltation romantique, à sa quête spirituelle, à son aspiration à l'în-fini, à son désir d'immatérialité,

par une respiration, du limité, des mises en boîtes. Répondant même

à sa mort, en 1962, par la sienne, un an plus tard. Klein vend des

a zones de sensibilité », Manzoni vend des boîtes de merde (et là, se

distingue des pop'artistes). Klein couvre des femmes de bleu pour en

faire des pinceaux vivants. Man-zoni colle sa signature à même la

blanc non-signifiant, ni pur,

Manzoni est parti.

course à la consommation.

PIERO MANZONI au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

De 1957 à 1963, temps de sa brève carrière interrompue par la mort, alors qu'il n'avait que trente ans, Piero Manzoni aura défié la chronique artistique par une suc-cession d'expositions faisant figure de provocation à la manière des dadaïstes. Ce sens de la provoca-tion, qui fut, à n'en pas douter, une des composantes de sa jeune personne, ne suffit évidemment pas à expliquer l'œuvre de l'artiste milanais, que le Musée d'art

moderne de la Ville de Paris invite

Cette œuvre pour le moins singulière consiste en une production continue de tableaux, dits « Achromes », réalisés avec toutes sortes de matériaux blancs (plâtre, kaolin, carrés de tissus cousus, tampons de coton, fibres de verre, fourrures en nylon, etc...) et en propositions ponctuelles plus

THÉATRE

# Le palmarès des Molières

Une cérémonie intime presque familiale où les valeurs reconnues sont consacrées

Une année après l'autre, les céré-monies des Molières rassemblent les mêmes personnalités et en arrivent forcement à se ressembler. On a l'impression de tourner en rond, bien au chaud entre soi. Les nominations égrènent toujours les mêmes noms, en dépit du nombre de spectacles créés chaque année en France. Ou en raison de ce nombre, car il est humainement impossible d'en voir ne filt-ce qu'un dixième. Ainsi, dans la catégorie « décentralisation», a-t-on peu de chances de figu-rer au palmarès... si on n'a pas été joue à Paris. Les surprises sont rares, elles viennent de l'énoncé des

gagnant est»...

Pierre Georges).

Meilleur comédien : Guy Trejan pour Heldenplatz, de Thomas Bernhard (Colline). Meilleure comédienne : Domini-

que Valadié pour la Dame de chez Maxim, de Feydeau, à Lyon et à

Second rôle masculin : Jean-Paul Roussillon dans Zone libre, de Jean-Claude Grumberg (Colline). Second rôle féminin : Catherine Arditi dans A croquer (Saint-Georges).

Révélation théâtrale : Sophic Marceau pour Euridyce, d'Anouilh

Meilleur auteur: Jean-Claude Grumberg pour Zone libre. Mise en scène : Peter Brook pour la Tempête. Spectacle subventionné: la

à revoir ou découvrir, alors qu'on l'avait quelque peu oubliée : la der-nière exposition d'ensemble qui lui ait été consacrée en France remonte à 1970, chez Mathias

incongrues (conserves d'air, de souffle, d'excréments, de lignes de

prix : attribuer le Molière de la révélation à Sophie Marceau, c'est oublier qu'elle a été depuis long-temps révélée au cinéma. Donner le Molière du spectacle musical à Christophe Colomb devant Zazou de Savary ou le Malade imaginaire de Villégier c'est récompenser et compenser la pauvreté... Mais le plus étrange est peut-être de voir les célébrités « nominées », au passé charge de récompenses, se ronger les ongies en attendant le fatidique « Et le

(Lire page 29 la chronique de

Tempète, de shakespeare (Bouffes Spectacle de décentralisation Zone libre (Orléans et Colline).

Spectacle privé : le Souper, de Jean-Claude Brisville, actuellement en tournée. Spectacle musical: Christophe

Colomb (Dejazet). Spectacle comique : les Inconnus (Théatre de Paris).

One woman show: Valérie Lemercier (Splendid). Meilleure adaptation d'une pièce etrangère : Jean-Claude Carrière

pour la Tempête. Costumes: Dominique Bord pour la Cerisaie, de Tchekhov (la Madeleine).

peau des gens pour en faire des sculptures. Klein veut se fondre dans l'infini, Manzoni ramène l'in-fini à une ligne qu'il trace sur une Décor : Louis Bercut pour Hel-

feuille et qu'il enroule dans un

Klein veut se dégager des contin-gences matérielles, Manzoni ramène tout au matériel, au corps. Klein regarde le ciel, Manzoni la terre, jusqu'à retourner le Socie du Monde, un cube de métal qu'il dédie à Galilée (en pensant sans doute à la sculpture de Brancusi). D'une même révolte sont nées deux œuvres diamétralement oppo-

Mais Klein n'explique évidem-ment pas tout Manzoni, qui a d'aument pas tout Manzoni, qui a d'autres pères, d'autres sources, plus anciennes. Quelques tableaux sombres, épais, plissés, de 1956 et 1957, rappellent son détachement de l'art informel d'un Fautrier ou d'un Rauri à course d'épinales de de l'art informel d'un Fattrier ou d'un Burri. A coups d'épingles de nourrices et de pinces, dont il ins-crit l'empreinte dans le chaos de goudron, ou bien en multipliant les signes grouillants, organiques. Il faut prêter attention à ces peintures étranges et peu connues, car elles permettent de situer assez justement le terrain d'exercices de Manzoni: un passage quelque part où se fait la vie, qu'il aurait trouvé dans les fentes des toiles de Fon-

De plus elles coïncident avec le discours qu'il tient et répète à l'envie à propos de son travail : «Parvenir au plus vif de la totalité humaine, là où l'on peut puiser tout ce qu'il y a de communicable pour l'humanité », « rechercher les mythes universels préconscients et les transmuer en images.»

les transmuer en images.» Pas si simple Manzoni, dont l'entreprise méthodique de rejet des formes et des contenus du langage artistique en vigueur aurait peut-être fini par déboucher sur autre chose que du non-sens, du rien, un vide bien plein, bien present, dont on ne sait que faire, sinon le rattacher au malaise des créateurs que le miracle économi-que n'enchantent pas.

Germano Celant, l'exégete principal de Manzoni, ne manque pas d'établir un parallèle avec Pasolini, cet autre hérétique, qui lui aussi aura traité, d'Accatone à Salo, du déchet. Humain. Mais il va sans dire que Manzoni cambleit le viure dire que Manzoni semblait le vivre bien, ce malaise, dont il ne fit pas un drame, puisqu'il avait de l'hu-

GENEVIÈVE BREERETTE Piero Menzoni, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Pdt Wilson, jusqu'au 26 mal. Et aussi : Galerie Kasten Greva, 5, rue Debellayme, 75003, jusqu'au 20 avril.

MUSIQUES

# Une scène renaît de ses cendres

Détruit par un incendie en 1987, l'Opéra de Francfort a dépensé sans compter pour rouvrir en beauté. Misère!

LA FLOTE ENCHANTÉE à l'Opéra de Francfort

FRANCFORT

de notre envoyée spéciale Le public avait dû y croire. Sa déception, samedi 6 avril, fut en proportion de ses espoirs. La claque, au fil des tableaux, avait fini par se décourager au milieu d'un silence glacial. Des critiques c'étaient injuriée avaient pris la s'étaient injuriés, avaient pris la porte. Et lorsque s'éteignirent les dernières notes de la Flûte enchan-tée, une brève huée s'éleva des baltée, une brève huce s'eseva des Dar-cons, violente comme un cri de colère, fulgurante comme un ana-thème. Puis, en cette soirée très officielle, l'urbanté reprit ses droits, baisemains, fleurs, cham-pagne. Sur le trottoir, un specta-leur pages prenait à parti courtant:

teur nous prenait à parti pourtant : «So scandaleussiss...»

Le 17 novembre 1987, un incendie détruisait la moitié du Schaus-pielhaus, soit la partie du théâtre réservée à l'opéra et au ballet. Trois semaines plus tard, la muni-cipalité de la riche cité banquière débloquait les cent millions de marks nécessaires à la reconsde marks necessaires a la reconstruction. Et, samedi dernier, en présence du nouveau Ministerprasident Hans Eichel, de sa jeune femme opportunément vêtue de rouge fiamboyant et de tout ce que Frankfurt am Main compte de per-sonnalités, le bâtiment rouvrait ses portes vitrées. Le feu – une ciga-rette mai éteinte dans quelque rette mal éteinte dans quelque bureau adjacent à la scène – n'avait en fait réduit en cendres que le plateau et les cintres : le rideau de sécurité avait fonctionné. Mais le métal surchauffé avait rôti la salle à l'éconffe la salle à l'étouffée. Seuls les murs

Mille trois cent quarante deux fauteuils vêtus de bieu, répartis entre le parterre et trois balcons arrondis en coquille saint-jacques. A ces proportions idéales, les architectes n'ont pas voulu renonarchitectes it out pas voint restor-cer. Ni – acoustique oblige – au revêtement entièrement boise du sol et des sièges. Senis les équipe-ments extérieurs de sécurité out été renforces. Sous la poussée du succès des Ballets de Francfort – rien de moins que ceux de William For-sythe, qui ont pris du galon au gre de leur errance forcée, - de nouvelles salles de répétition réservées aux danseurs ont été gagnées en hauteur et ouvrent désormais en plein ciel sur les buildings avoisi-

Coincé entre un bout de parc, un carrefour de trams et un no mans land banquier, l'Opéra apparaît extérieurement comme un quadri-latère à tout faire, très laid. Mais on parle à son sujet de l'« établissement le plus performant d'Europe» : éclairages et changements de décors entièrement informatisés ; deux plateaux tournants, dont l'un de 36 mètres de décors de décors entièrement informatisés ; deux plateaux tournants, dont l'un de 36 mètres de décordèm (cabri de la Bastille est de diamètre (celui de la Bastille est de 30 mètres, pour une ouverture de scène bien plus considérable). Cent vingt choristes, quatre-vingt-dix musiciens d'orchestre,

une troupe d'une vingtaine de chanteurs (elle devrait être doublée ultérieurement) et un personnel de mille âmes ont désormais la tâche d'assurer cent cinquante représentations lyriques par an - les ballets en plus - et de hisser l'établisse-ment au niveau de notabilité qui ment au niveau de notabilité qui fut le sien sous la direction de grands directeurs musicaux comme Solti (1952-1961), Matacic (1961-1965), Dohnanyi (1968-1977), Gielen (1977-1987) et Gary Bertini pour une brève période ultérieure à l'incendie; l'Opéra avait alors pris ses quartiers dans l'autre partie du Schauspielhaus; le théâtre s'était replié dans un autre omartier.

dans un autre quartier. Une longue lutte contre la médiocrité

Sachant que l'Alte Oper de style Sachant que l'Alte Oper de style néobaroque fut détruit pendant la guerre, puis reconstruit à l'identique (cofinancé par lemécénat et l'Etat, il accueille aujourd'hui des concerts, des spectacles invités), sachant que ce Neue Oper fut également bombardé en 1943 avant d'âtre incendié on neut considérer d'être incendié, on peut considérer que l'histoire de l'Opéra est, à Francfort, celle d'une longue lutte contre les catastrophes et la médio-

Mais, désormais, comme partout mais, desormais, comme pariout en Europe, la crise est ailleurs: pas de chefs, peu d'administrateurs qualifiés. Ayant renforcé sa posi-tion au Châtelet, Stéphane Lissner a finalement rejeté les propositions que lui avait faites la ville natale de Gosthe lle Monde du 20 mars) de Goethe (le Monde du 29 mars). D'autres candidatures ne cessent d'être sollicitées. Mais ce sont, en fait, trois intérimaires qui se retrouvent, pour sa saison de réou-

verture, à la tête de cette grande verture, à la tête de cette grande maison pleine de promesses (1): Hans Drewanz, chef d'orchestre basé à Darmstadt; Hans Peter Doll, intendant de transition avant même cette inauguration; Martin Steinhoff, manager des Ballets de Francfort. Alors, la déception dont nous parlions? Avec des toiles peintes, quelques structures plastifiées et une débauche de lumières nimbantes, Wolfgang Weber (metteur en scène allemand) et Toni Businger (décorateur suisse) ont Businger (décorateur suisse) ont voulu faire riche. C'est le pire. Les Trois Dames costumées en Car-men, la Reine de la nuit en chou à la crème, les hommes d'armes bardes de faux cuir, sont des méchants

de science-fiction porno. Côté bons, côté maçons, on se croit à Saint-Pierre de Rome, avec officiants en aubes, ors dégouli-nants, les Trois Garçons se balancant dans une nacelle immaculée, grands soleils resplendissants. Un frémissement parcourut la salle lorsque vingt et un chandeliers allumés descendirent des cintres – toujours la peur du feu? Papagena sut faire rire en extirpant d'un immense arbre en papier tous les petits enfants promis à Papageno. A part cela, rien à signaler.

Au sommet, si l'on peut dire d'une distribution inexpérimentée, disparate et polygiotte (Reine de la nuit catastrophique et américaine, Papagena modeste et israelienne, Tamino suédois à la voix incartaine), Alexandra Coku, jolie brune née à Los Angeles, incarnait sans états d'âme une Pamina solide et le jeune Allemand Michael Vier un Papageno de convention. A un tout autre niveau (il est invité à Salzbourg et à Bayreuth), Matthias Hölle n'a pas, ou n'a plus, les basses de Sarastro.

Les aurait-il eues d'ailleurs qu'il les aurait perdues, tant la direction de Marcello Viotti (jeune Italien peu habitue à la fosse) était lente, appliquée, peu nuancée, et finale-ment destabilisante pour des chanment destabulsante pour des canar-teurs abandonnés à eux-mêmes par la mise en scène. Le cor solo a canardé avec une belle constance. Nul ne put l'ignorer : l'acoustique est sèche, analytique, excellente.

ANNE REY

(1) Les autres productions de cette mini-saison d'ouverture sont : les Contes d'Hoffmann, mise en scène. Wernicke (13 avril), Taxon (reprise de la mise en scène de Ponnelle, direction Drewanz, 27 avril), Un bal masqué (18 mai), Moise et Aaron (direction Drewanz, mise en scène Wernicke, 26 mai). Prochaines représentations de la Flûte enchantée : les 11 et 28 avril, 19 heures. Tél.: 1949-69-21237-338.

### Grève pour la première de « Manon Lescaut » à l'Opéra-Bastille

La première représentation de Manon Lescaut de Puccini, prévue pour le mardi 9 avril, a été annulée en raison d'un préavis de grève des techniciens de plateau des syndicats SRAC-CFDT et SNCAC-FEN. La représentation du jeudi 11 avril devrait être normalement assurée ainsi que les suivantes initialement. prévues su calendrier. La direction étudie la possibilité d'organiser une étudie la possibilité d'organiser une séance de remplacement, sans pou-voir encore en préciser la date. Les spectateurs qui voudraient d'ores et déjà se faire rembourser peuvent le faire directement aux caisses à partir du 9 avril au soir et les jours sui-vants, de 11 heures à 18 heures (ren-seignements, pag audinhone. seignements par audiphone: 40-43-96-96 et 40-01-19-32).

Les organisations syndicales récla-maient l'extension de la sixième semaine de congé aux personnels surnuméraires de l'Opéra n'ayant, pas effectué douze mois de présence consécutifs dans l'établiss direction n'a pas vouln céder alors qu'eile entame des négociations glo-bales sur un ensemble de points restés en suspens depuis de nom-breuses années.

partie Maria

S. Richard . Ca

u Le stradivaries de Pierre Amoyal a été retrouvé. - Le violon volé il y a quatre ans en Italie au concertiste français Pierre Amoyal a été retrouvé. L'instrument, signé a ese recrouve. L'instrument, signe en 1717 par l'Indien Antonio Stra-divari, dit Stradivarius (1648-1737), est considéré comme l'une des dix meilleures réalisations du maître luthier. Sa valeur est estimée à 2,5 milliards de lires par les experts italiens (environ 11,5 millions de francs). Il avait été dérobé en avril 1987 à Saluzzo près de Turin, dans la voiture du musicien à l'arrêt.

# L'empire du pire

Un film-fleuve, impétueux comme une imprécation célinienne

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE de Kira Mouratova

plus vieilles que leur mère, les enseignantes obèses et décolorées massacrent Strangers in the Night à la trompette, les putes ont le cœur dur, les chiens hurlent à la mort dans leur chenil, et le public n'aime pas les films d'art. C'est le pays du Syndrome asthénique, plus proche de la chute dans un interminable vortex que de la visite touristique. Et c'est l'Union soviétique, bien sûr, où tout

Semestriel paraissant quand il peut (une seule fois en 1989 et 1990), austère, cher (178 francs – numéro double), superbement indifférent à l'écume de l'actualité, Vertient de l'écume de l'actualité de l'écume de l'actualité de l'écume de l'actualité de l'écume de l'écume de l'actualité de l'act

tigo n'est pas exactement une revue grand public. Mais, du haut de son clocher, la revue ne craint pas de regarder le paysage cinématographi-que sous des angles inattendus et

met un point d'honneur à soigner sa

Sous le titre Rhétoriques du

cinéma, la première livraison de

1991 reprend les grandes catégories

de l'art oratoire classique pour en

chercher les équivalences dans le domaine du cinéma : à travers nom-

bre d'exemples concrets se dessine

une histoire du cinéma organisée en fonction des procédés rhétoriques choisis. Une histoire dont le moteur

serait la contradiction entre un

usage stratégique, en vue d'une conquête (celle du public, ou celle des premiers interlocuteurs de l'au-

teur, le producteur, une vedette ou

son agent...) et un usage réflexif, qui se donne pour paraire objectif le travail du film sur lui-même.

Ligne de coupure qui ne se

coafond pas avec la traditionnelle séparation entre cinéma commercial

et cinéma d'auteur : la première

option, celle de la «conquête» – la

plus répandue, - se divise à son tour selon un critère moral. En témoi-

gent l'article sur la manière de commencer les films à travers l'exemple de Truffaut ou celui qui relève l'a impardonnable transgres-

S.C.P. GOUTET, avoué près la coar d'appel de RIOM, demeurant 29, rue Jeanne-d'Arc, 63200 RIOM.

**PUBLICATION JUDICIAIRE** 

Par jugement du 21 janvier. 1988 le Tribunal de grande instance de CLERMONT-FERRAND a fait droit à

la demande en contrefaçon de marque, en contrefaçon de modèle et en concur-

en contretaçon de modète et en concur-rence déloyale formée par la société Ets Joseph OPINEL & Cle. Ce jugament a: dit que les Ets Roger SOZEDDE en offrant en vente et en vendant des couteaux sous la dénomination « LE SAVOYARD » as come readus res

SAVOYARD » se sont rendus res-

conteaux sous la decide contrelaçon de la marque « LE SAVOYARD », appartenant aux Ets Joseph OPI-NEL & Cle, et d'usage de ladite marque ainsi contrefaite; dit que les Ets Roger SOZEDDE, en offrant en vente et vendant une reproduction d'un modèle de couteau OPINEL nº 132.981, déposé le 11 avril 1958 par les Ets J. OPINEL, se sont rendus responsables de contrefaçon dudit modèle; contrefaçon dudit modèle;

se sont dudit modèle; contrefaçon dudit modèle; dit qu'en agissant ainsi, ils ont, en outre, commis des actes de concur-

dit que les Ets Roger SOZEDDE

seront condamnés à réparer l'entier

préjudice subi ; dit que la SARL COUTELLERIE

- dit que la SARL COUTELLERIE ENEE & PELAYRE, les Ets DESIAGE SA et SOZEDDE ANDRODIAS devront garantir les Ets Roger SOZEDDE à hauteur de 60% de l'ensemble des condamna-tions prononcées à son encoutre; fait interdiction à la société Roger SOZEDDE sous astreinte définitive

- fait interdiction à la société Reger SOZEDDE, sous astreinte définitive et non comminatoire de 100 F par infraction constatée, de faire usage de quelque manière et à quelque titre que ce soit, de la marque « LE SAVOYARD »;
- fait interdiction à la société Roger soit marcolominatoire de 100 F par infraction constatée, de fabriquer et de faire fabriquer, importer en

de faire fabriquer, importer en

Ge tatre tabriquer, importer en France ou offrir en vente et vendre ces conteaux reproduisant des caractéristiques ou modèles de conteaux des Ets Joseph OPINEL & Cie, pro-

tégés par le dépôt nº 132.981; - a ordonné la publication du disposi-

uf du présent jugement dans de jour-nal la Montagne et le journal le Monde aux frais de la société Roger

paraît aller le plus mai possible et pourtant empire chaque jour.

«L'URSS est conune un squelette à nu, dit Kira Mouratova, on voit tous Dans ce pays, les filles ont l'air les défauts, toutes les cassures. En Occident, il y a de la chair, et des beaux habits, mais je ne crois pas que l'intérieur soit très différent. S'il vous plait, ne faites pas de mon film un document sur la perestroika. » Mouratova n'aime pas les interprétations, elle en a trop souffert : « Quand je filmais une cour de ferme avec un porc qui courait, il y avait toujours un fonctionnaire pour dire: « C'est Khrouchichev - ou Brejnev - que vous

sion » commise par Hitchcock en

faisant mentir les images dans le Grand Alibi.

De même un texte propose un outil de classification des cinéastes selon leurs priorités : par exemple,

Pasolini privilègierait, dans sa mise en scène, les éléments à filmer

(comédiens, paysages, accessoires), Renoir, la disposition de ces élé-

ments dans le champ, Godard, l'angle d'artaque pour les aborder. Et

une série d'articles s'attachent à

repérer dans de nombreux films les

traductions cinématographiques de

la métaphore, de la métonymie, de

l'ellipse... et les usages qu'en firent

Pour qui jugarant ces jeux séman-tiques bien futiles, ou réservés seule-

ment à une poignée d'érudits, deux

textes en fin de volume viennent

éclairer l'ampleur des enjeux, leur

implication dans une réflexion beau-

coup plus vaste. Le premier est un très précis et très réjouissant relevé

de la mise en scène de la visite au

Panthéon de François Mitterranden mai 1981, qui l'inscrit dans l'his-

toire des représentations du pouvoir politique. Ensuite et surtout, une

réflexion sur le statut des mots, des visages, des paysages dans Shoah propose un véritable éclairage non

seulement sur le film, mais sur PHo-

★ Vertigo r= 6/7. Edité par Avan-cées cinématographiques-Ver-tigo, 224 pages. 178 F.

Dix ans

d'action culturelle

en films

vingt-six minutes, produit par Les

Films d'ici.

Autant de voyages « transver-saux » dans la vie culturelle fran-çaise, avec priorité aux entreprises modestes, mais de longue durée, et à la province. Seront ainsi mis en

valeur l'enseignement culturel, la

réforme du corps des conserva-

teurs, l'engagement culturel de

communes qui ont rarement l'honneur des gazettes, le travail du metteur en scène Christian Schia-

retti à Reims, ou un voyage à tra-vers les «industries culturelles»,

au fil d'une remontée de la Seine

revée autant qu'observée par

Robert Kramer. Ces films qui,

selon le ministère, feront autant place à la recherche formelle qu'au document seront diffusés les jeudis soir sur Antenne 2 à partir de la minesi et ils servicent à le promo-

mi-mai, et ils serviront à la prome-

tion de l'action culturelle, en parti-

**PUBLICATION JUDICIAIRE** 

culier à l'étranger.

locauste lui-même.

les plus grands réalisateurs.

Jeux sémantiques

Une passionnante analyse des films aux lumières de la rhétorique dans la revue « Vertigo »

symbolisez ainsi, n'est-ce pas?» Je disais: « Non, c'est juste un cochon qui court. » Mais on ne me croyait pas. » Et on interdisait ses films.

Dans le meilleur des cas : il y a huit ans, Parmi les pierres grises était saisi par la censure qui le coupait saisi par la censure qui le conjunt allègrement et détruisait le négatif pour que jamais il ne puisse être reconstitué – le film, superbe malgre les mutilations, fut montré à Cannes signé d'un pseudonyme. Quatre ans plus tard, Kira Mouratova realisait une adaptation d'une nouvelle de Somerset Maugham sous le titre Changement de destin : il ne put jamais franchir les frontières, le studio avait «oublié» de payer les droits aux béritiers de l'écrivain...

droits aux béritiers de l'écrivain...

Le Syndrome asthénique fut, lui, seulement interdit par le ministère du cinéma, qui tenta de l'empêcher de participer au Festival de Berlin 1990 – où il devait finalement remporter l'Ours d'argent. Acheté «en donce» par les membres d'un cinéclub moscovite qui s'endettent auprès d'une banque, il est finalement autorisé : le film sort sporadiquement dans telle ou telle cité quement dans telle ou telle cité soviétique, à vau-l'eau d'un système de distribution en totale désorganisation.

Dénoncée publiquement

Ce ne sont que quelques avanies dans la carrière d'une cinéaste qui ne les compte plus. Kira Mouratova a cinquante-six ans. Elle a tourné sept films en vingt-sept ans, qui lui ont valu d'être dénoncée publiquement par le comité central d'Ukraine (elle par le comité central d'Ukraine (elle vit à Odessa), désignée aux autres cinéastes comme l'exemple à ne pas suivre, virée de son studio à une époque où théoriquement la mise au chômage n'existait pas en URSS.

C'était avant que l'Occident commence d'apprendre son nom, en 1988, grâce à la sortie de deux de ses 1988, grâce à la sortie de deux de ses premiers films. Deux merveilles de précision incisive et de délicalesse, intitulées Brèves Rencontres (1967) et les Longs Adieux (1971). Elles installaient la cinéaste aux tout premiers rangs, près de celui qu'elle révère « comme une divinité naturelle», Serguei Paradjanov.

Aussi, ne venez pas parler à Kira Viouratova de privations et de pénu-

rie: «Je les subis comme tout le monde, mais à présent je peux faire les films que je veux, s'écrie-t-elle. Et même si on les interdit ensuite je m'en moque! C'est une telle ivresse de n'avoir plus à demander la permis sion, je suis prête à avoir faim tous les jours pour cela. » Elle crie facilement, la Mouratova, elle se fiche en rogne. ce doit être comme ça qu'elle survit. Et son Syndrome asthénique est un grand eri de colère, de l'ouverture film dans le film sous les auspices de la rage radicale, totale et irréfléchie d'une femme dont le mari vient de

mourir, – aux tombereaux d'insultes qu'en final une autre femme déverse, tournée vers le néant, vers le trou noir de la caméra, vers le public. De nome sur un autre mode la rartie même, sur un autre mode, la partie centrale du film, qui lui donne son titre (asthénie : manque de force, état de dépression, de faiblesse). Est-ce le peuple tout entier qui en souffre, ce peuple de zombies évitant

le corps d'un homme assoupi sur le quai du metro? Ou cet homme, Kolia, fêtu de bonne volonte lasse sur le torrent de venierie, de laider et de violence du quotidien, qu trouve refuge dans un sommeil de plus en plus intempestif? Les deux

Le Syndrome asthénique a la con plexité imprévisible du plus fou de cauchemars et le détachement de plus impitoyable des documentaire Mouratova organise ce vertige où croisent et se retrouvent cent perse nages, cinquante micro-histoir mille bribes de discours et une i

nité d'éclats de regards. Ses vues des rues de Moscou, bl técs de désespoir, zébrées par les fics et les errances, les absurdes barbares sinuosités d'un dét bureaucratique, deviennent des tractions émouvantes. Dans dédales, Kolia le somnambule es guide aux yeux fermés, qui fir par partir, seul, irrévocablem assoupi, dans l'obscurité insonda d'un tunnel.

Scule aussi Mouratova, dar paysage dévasté du cinéma sol que, dans le désert miséreux de que, gans le desen inisereux de son pays, qui a d'antres soucis. Mais les yeux bien ouverts, étonnante de luci-dité et d'énergie, le regard précis et délicat comme un laser manié par

JEAN-MICHEL FRODON

# CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

			22 -				
						TF	S MIDIS
			Colette		THE	BALL	ICICAUX
MUSEE O'ORSA'	,	ΔLL	IOT-LUGAZ		ICAL	JAL	
Jesti Jesti	` 1 '		Soprano Florence		ARIS		trios à cordes Le 16 : TRIO
11 क्रमहे	1		KATZ	Lund	115   credi17	e	IRFI IDS
Auditoria 20 h 30			Mezzo-soprano		dredi 19	3	
T&L LOS	. 1		Tage CV CORTS	121	145	į	SCHNITTKE Le 17 : TRIO
40-49-4	9-78	PLU	DERMACHER	(p.e.	Valmoletti)		ENGFMRLE
(p.e. Val Podes)	massue	сис	- ine DE L'OPERA	l	ļ	*****	RCONTEMPORAIN
Librari	- 1			<b>!</b>			EBERN, de VILLERS
	ł	Dir.:	BERNARD TETU	1		\	SCHOENBERG Le 19 : TRIO
ĺ	- 1	BR C	AHMS, CHABRIER APLET, DEBUSSY	1		١ .	SIBELIUS
¦				ł		-	FRANCAIS
Égilse	- 1	8419	SOLEMNIS	1		1	MERLET BEETHOVEN
de ta		10110	MOZARI REQUIEM	1 -		<del> </del>	ALINA NINOV
Made	SUM .	١,	·harsia des J.M.F.		DRBONNE	R/	CHMANINOV
11 av		l '	Enlistes :	G	rand Amphi-	١.	
à 201	h 45 J.M.F.		R. IVERY B. VINCENT		HÉATRE		Plano
Hens.	J.m.s 1-19-54		4 CVINIG		7. r. de	5  E	BORODINE
Prix		١,	J. VILLISECH		coles Aanti	1.	2. Symphores
des	laces : F, 106 F	1 °	FERT RANGE	1 1	6 aril	1	
et 70	) F	١.	Direction: Ouis MARTINI		10 h 30 Fél. Loc.	1	Dir. J. GRIMBERT
	Mondial	1 -	Duis IVD		12.62-71-7	١ ١	
Musi	<b>d</b> 14	╫┈			FNAC	1	
AUT	NTORIUN	al c	RANDS PRIX		entrée Concert	1	
e ∖cw	ATBLET	1 18	TERNATIONAU	K }	ip.e. Valensk	<u>110)</u>	
	dredi 12 di 15	} "	le 12 : Aleri	Ì	Salie	_	ATGER
Me	resdi 17	1	GAMPEL	- {	CONSERVA	٠ ١	soprano Catherina
	edi 18 ndredi	١.	piano SEETHOVEN, CHOPI	N .	TOIRE NATIONAL	- 1	Catherine
1 19		- 1	MOUSSORGSKY le 15 : Laurent	1	d'ART		COLLARD
le la	19 heurei	_1_	KORCIA	- 1	DRAMATIO		Herbert
: 1 D#	e Valmale zeneuve	" i	Violon	1	Conservato	ite	DUPLESSIS
ון זע	Thelea)	- 1	Official Description	- 1	75009 Par		Piano Christian
ui   de		ŀ	Sörensen, piano MOZART, PROKOFII SCHNITTKE	EV	Jeudi Marian		LARDE
ıx,		l	M 1 / . 100100.	ı	18 evr3 20 h 30	- 1	Flûts Sonia
_ \		1	THEDEEN	1	T&L Rens		WIEDER-
m- i		- 1	violoncelle OLIVIER REBOUL	_	45-44-14 10 h à 13	.71	ATHERTON
du		- 1	piano SCHUMANN		D.E. Vale	palente	Michardia
es.		- 1	RESTHOVEN		Werner	1	DEVINE DEBUSSA
on-		- 1	DEBUSSY le 18 : Mario		Doublet	- 1	RAVEL, FAURÉ
res,		- 1	BRUNELL	D	CHÂTE	LET	City of
nfi-		- 1	violoncelle	_	THEAT	RE '	Birmingham
leu-		l	Massimo SOMENZI		MUSIC DE PAI	AL I	Symphony
tra-		ŀ	PACH, STRAVING	RKY	Vendre	di	Syllipilotty
set		١		<b>J.</b> 11-	19 awri	1	Orchestra
bat abs-		-	le 19 : Ayon		20 h 3	O <del>Manalete</del>	RATTLE
ces			ESEN		Polive		Soor, Phyllis
լ առ ի			Piano jazz		٦,		DOVN_IIII SON
nira   nent	OPÉRA		JOSHU	A	1		SCHOENBERG RAVEL
lable	DE PA	RIS	Georg Friedric	h	1-		Orchestre
١	GARNI	ER	HAEND	EL	THEA	TRE	
ns le	Dimen 14 avr		- 1/1A1/	פיפ	ÉLYS	EES	STAATSKAPELL
viéti-   e son	19 h 3	10	THE KIN	u J	Vend 19 8		. apropr
is les	TO. 10	ic. :53-71	CONSO	RT	20 h	30	de nkrant
. l		-	. 1.L/(TL/V)			44-LInt	M I LUT. : DQ: 1 mm 4

COMPON Places : 30 F à 320 i KING

CAMERATA ACADEMICA DU MOZARTEUM DE SALZBURG

Sandor VEGH, direction

O. et C.) Tél. Ress. THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES 47 23 47 77

Noblesse oblige, fameux exemple d'humour cynique et britannique, où l'on voyait Alec Guiness jouer les Fregoli et incarner à lui seul toute una famille d'aristocrates... C'était la grande vague des années 50,

D'abord, Michael Caine, cadre préoccupé par une car-rière qui bat de l'aile, tue par mégarde un clochard sur le quai du métro. Comme personne ne s'en aperçoit, il envisage de

jênent, à commencer par sa femme, une harpie. Il y gagne la promotion sociale et l'amour

Il faut dire aussi que le principal ressort a comique » est l'inlégèreté, de l'acuité des modèles, Michael Caine – plus que jamais « sujet de sa Gracieuse Majesté » - noyant son malaise et ses dégoûts dans

pas tout le temps.

# L'alcool tue

BUSINESS OBLIGE

Le titre français rappelle oit qui mal y pense, ou Arsenic et vieilles dentelles. Le film de Jan Egleson tente de retrouver ce type de comique fondé sur le flegme: on tue comme on

d'Elizabeth McGovern, mais manque de tout perdre par la faute d'un briquet... Hitchcock n'est pas loin, Jan Egleson cite ses maîtres, lourdement il faut le dire.

trusion d'un gentleman anglais dans le milieu le plus américain mise en scène est malheureusement bien plate. Pourtant, si le film - A Shock to the system en V O - est très loin de la l'alcool, est parfaitement crédi-ble. Grâce à lui, on ne s'ennuie

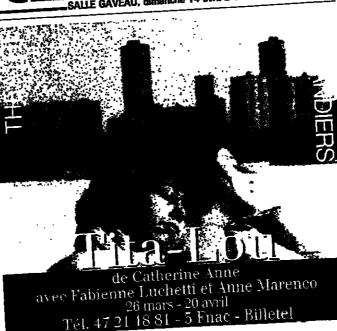
COLETTE GODARD

de Jan Egleson

Pour célébrer le dixième annide Jack Lang rue de Valois et l'ensemble des actions menées sous son « règne », le ministère de la culture a commandé une série de films. A son instigation, les cinéastes Jean-Louis Comolli, Serge Le Perron, prend une tasse de thé, sans heulter les bonnes manières. Frédéric Compain, Robert Kra-mer, Pascal Kané et Stan Neuman réalisent chacun un document de

supprimer tous caux qui le

-Palmarès et concert des lauréats du concours --



Lundî 15 avril 1991 à 20 h 30 Dimanche 14 avril 1991 à 11 h MOZART MENDELSSOHN MOZART DERNIERES Béla Bartók Trois scènes de village

Witold Lutoslawski Trois poèmes d'Henri Michaux JUSQU'AU 13 AVRIL 20H30 LA DUCHESSE Maurice Ravel Frontispice tration Pierre Boulez) **DE MALFI** WEBSTER / LANGHOFF Frédéric Durieux Là, Au-delà, "Le spectacle le plus fou et le plus drôle de ce début d'année". Libération Edgard Varèse "Du théâtre qui secoue. c'est rare, c'est bon". ENSEMBLE Le Monde INTERCONTEMPORAIN "Un spectacle excitant". CHŒUR DE L'ORCHESTRE L'Evenement du Jeudi NATIONAL DE LYON

Direction PIERRE BOULEZ

Vendredi 26 avril - 20 h 30

Châtelet – 40 28 28 40 En coproduction avec le Châtelet

Samedi 27 avril – 20 h 30

Auditorium Maurice Ravel

Lundi 29 avril - 20 h 30

Lyon - 78 60 37 13

 Palais des Sports Bordeaux - 56 52 75 21 DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde ARTS ET SPECTACLES

LOC. 42 74 22 77

2 PL DU CHATELET PARIS 4"

**GUIDE DE L'ANGLAIS** MODERNE ÉCRIT Christiane Tricoit

COFORMA et les Editions François-Robert 18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS Fax: 45-57-29-41 Tel.: 40-60-05-01

SOZEODE.
Per arrêt du 21 janvier 1991, la cour
de RIOM a confirmé le jugement en toutes ses dispositions.

RECTIFICATIF

Par arrêt en date du 20 décembre

1990, après cassation d'un précédent
arrêt du 5 décembre 1988, la cour
d'appel de PARIS (13° chambre) a
relaxe du chef de publicité fausse et de
nature à induire en erreur M. DUROS
Alain, né le 14 septembre 1937 à BORDEAUX (33), et demeurant à
PARIS (16°), 33, avenue Mozart
LE PROCUREUR GÉNERAL. RECTIFICATIF

LES FILMS NOUVEAUX

### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI Las Archives du film présentent : le Dernier Tournant (1939), de Pierre Che-nal, 16 h ; le Dernier Tournant (1939), de Pierre Chenal, 19 h ; Un regard sur le cinéma de Tadashi Imai : l'Histoire d'amous pur (1957, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 21 h.

### PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI Shakespeare au cinéma : Marc-Antoine et Cléopâtre (1913), d'Enio Guaz-zoni, 18 h ; Angoor (1981, v.o. s.t. anglais), de M. Gulzar, 20 h.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviéti-que : Où es tu Tchapal ? (1984, v.o. traduction simultanée), de Talgat Teme-nov; Tu n'es pas orphelin (1962, v.o. traduction simultanée), de Choukhrat Abbassov, 14 h 30 ; la Route blanche 1989, v.o. traduction simultanée), di (1989, V.O. traduction simulations, 30 Margarita Kassymova ; le Premier matin de la jeunesse (1970, v.o. traduction simultanée), de Daviat Khoudonazarov, 17 h 30 ; les Cavaliers du matin (1981, traduction simultanée), de Mered Atakhanov et Khodjadourdy Narliev,

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

MERCREDI

### 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Gamins de Paris : Jeune Public : Darrière la fenêtre (1967) de Jean Schmidt, Un gosse de la butte (1963) Le M. Delbez. 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Carte blanche : Daniel Karlin : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, la Fontaine des innocents (1984) de Jean Schmidt, la Franju, 18 h 30 ; Révoltes : Bande annonce : On n'arrête pas le printemps (1971) de René Gilson, le Lendema (1970) de Jean Dasque, Cocktail Moloov (1979) de Diane Kurys, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) :

94-94); UGC Biarntz, 8• (45-62-20-40); UGC Opéra, 9• (45-74-95-40); Escurial, 13- (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenatio 15- (45-75-79-79).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1. (45-MO1 (A., v.o.): Forum Horzon. 1- (45-08-57-57); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Normandie. 8- (45-63-16-16); v.l.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Pathé Français, 9- (47-70-33-43]; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14. (43-20-12-06) : UGC Convention, 15- (45-74-93-40) : Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) : Le Gambetta, 20- (46-36-

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6: (45-44-57-34). AUJOURO'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.)

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33): UGC Danton, 6- (42-25-10-30): La Pagode, 7\* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08); La Basrille, 11- (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Pamasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia. 14- (43-27-84-50); Gaumont Convention. 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Cen.) : Latina, 4. (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11. (43-57-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5- (43-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) : Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Francais, 9- (47-70-33-88). LE BUCHER DES VANITÉS (A

v.o.) : Gaumont Les Halles, 1º (40-26-12-12] : 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8: (43-59-04-67) ; v.f. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14

(43-27-52-37). BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2. (47-42-Cinoches. 6· (46-33-10-82).

ALICE (A., v.o.) : Ciné Besubourg. 3· (33-97-77) ; George V. 8· (45-62-42-71-52-36) ; UGC Danton, 6· (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6· (45-74-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis. 13· (43-46) ; v.f. : Fauvette Bis

20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-

46-01). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-

COUPS POUR COUPS (\*) (A., v.f.) : Rex. 2: (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) 59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8-forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); UGC Triomphe, 8- (45-74-62-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-

EDWARD AUX MAINS D'AR-

GENT. Film américain de Tìm Bur-

ton, v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30): UGC Rotonde, 8º (45-74-

94-94) ; UGC Champs-Elyaées, 8-(45-82-20-40) ; UGC Meillot, 17-(40-68-00-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon

Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Mistral, 14 (45-39-62-43); UGC

Convention, 15 (45-74-93-40);

PLAISIR D'AMOUR. Film français

de Nelly Kaplan : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) ; Pathé Hautefauille,

6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan

Concorde, 8. (43-59-92-82) : Fauvette, 13. (43-31-56-86) ; Pathé

Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Wepter II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambette, 20- (46-36-10-96).

POUR SACHA. Film français

POUR SACHA. Him transfer d'Alexandre Arcady : Forum Hori-zon, 1- (45-08-57-57) : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Denton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Pathé Merignan-Concorde, 8- (43-58-92-82) ; Seint-

Concorde, 8º (43-63-92-62); Sante-Lazare-Pasquier, 8º (43-87-35-43); UGC Blarnitz, 8º (46-82-20-40); Pathé Français, 9º (47-70-33-88); Les Netion, 12º (43-43-04-67); UGC

Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01).

v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15- (45-54-48-85). MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumoni Les Halles, 1. (40-26-12-12); Rex, 2. (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83) ; UGC Mompamasse, 6 (43-23-38-31); UGC montpartassa, 6-(45-74-94-94); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaurnom Ambassade, 8- (43-59-19-08); Saint-Lazars-Pasquier, 8-(43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45-

Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59) ;

UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Nistral, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juli

let Beaugranella, 15° (45-75-79-79) : UGC Convention, 15° (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17° (40-

68-00-16); Pathé Wepler II, 18-

LE SILENCE DES AGNEAUX. (")

Film américain de Jonathan Demme, v.o. : Gaumont Les Halles, 1: (40-

28-12-12); Gaumont Opére, 2-(47-42-80-33); Ché Beaubourg, 3-(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 8-(43-25-59-83); Gaumont Ambassade,

8 (43-69-19-08) : UGC Normandle, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bestille,

11. (43-57-90-81); Gaumont Aldsia, 14. (43-27-84-50); 14. Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienvende Montparnesse, 15 (45-44-25-02); UGC Mailiot, 17 (40-

44-28-02|; UGC Maillot, 17-(40-68-00-16); V.f.: Rex, 2-(42-36-83-93); UGC Montparasse, 6-(45-74-94-94); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40); Las Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-1-14-15); UGC Gobelins, 13-(45-1-14-15); UGC Gobelins, 13-(45-1-14-15); Company (45-1-14-15); Company (45-14-15); Company (45-14-15); Company (45-14-15); Company (45-14-15); Co

51-94-95); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler,

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE.

18- (45-22-46-01).

(45-22-47-94).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46) ; Gaumont Pamassa, 14-(43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Répu-plic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Den-lert, 14- (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). POUSSIÈRES DANS LE VENT

(43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-

Chin., v.o.): Utopia Champollion, 5° '43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Friomphe, 8: (45-74-93-50); UGC Opéra, 9: (46-74-95-40); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f. : Bre-

tegne, 6• (42-22-57-97). SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.a.) Studio Galanda, 5: (43-54-72-71) ; Lucernaire, 6: (45-44-57-34) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97].

SOGNI D'ORO (k., v.o.) : Ciné Beau-yourg, 3- (42-71-52-36) : La Saint-Ger-nain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 8- (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81) ; Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20). SOUVENIRS DE LA MAISON

JAUNE (Por., v.c.): Latine, 4 (42-78-47-86); Lucernaire, 6 (45-44-57-34). TORCH SONG TRILOGY (A., v.c.): Siné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11• (43-57-61-55).

LA TRIBU (Fr.) : UGC Normandia, 8 (45-63-16-16); Les Montparnos, 14-

LE TRIOMPHE DE BABAR Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicis Matinon), 8- (43-59-31-97); George V, 8-:45-62-41-46); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15- (45-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3. (42-71-62-38) ; Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN FUC A LA MATERNELLE (A.,!

v.f.) : Fauvette, 13- (43-31-56-86). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : ucemaire, 6- (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, & (45-62-41-48); Les Montparnos, 14- (43-27-

WE THE LIVING (it., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

### LES SÉANCES SPÉCIALES ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15<sup>,</sup> (45-32-91-68) mer. 18 h, dm. 19 h 30.

RÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5º (43-54-72-71) mer.

CHÉRIE, J'AL RÉTRÈCI LES SOSSES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) mer. 13 h 30. LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) mer., evec. LE DÉCALOGUE 2, TU NE COM-METTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-64-42-34)

mer. 12 h 10. DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Images d'allieurs, 5: (45-87-18-09) mer., ven., mar. 18 h, jeu., sam. 14 h, dim\_ 20 b.

EMMANUELLE (\*) Fr., v.o.): Studio Galande, 5\* (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

L'EPOUVANTAIL (") (A., v.c.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mer. à 11 h 50 T.U. : 20 F. EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lam-tert, 15- (45-32-91-68) mer., ven

11 h.
L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A., v.o.): Grand Pavois, 16: (46-54-46-85); mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam., dim. 22 h 30, mar. 15 h 45.
EXTRÉMES LIMITES (A.): La 36ode, 19: (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 22 h. La Géode est ouverte la lun., pendant les vacances sophires.

FANTASIA (A.): Denfert, 14- (43-21-41-01) mar. 10 h, 15 h 30, sam., dim. 15 h 30.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) (son SR ver-sion longue) mer. 21 h, jeu., vent., lun., mer. 14 h.

mar. 14 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.):

14 Juillet Parnasse, & (43-26-58-00)
mer., sam., dim. à 13 h 50, 16 h 40 (de 14 ans : 15 F). Ge 74 ans : 15 f).
HIGHLANDER, LE RETOUR (A.,
V.o.) : Grend Pavois, 15 (46 54 48 85)
mer., l/m. 17 h, jeu. 20 h, dim.
22 h 30, mar. 18 h 45. Zin 34, msr. 18 n 45.

JULES ET JIM (Fr.): Les Trois

uxembourg, B (48-33-97-77) mer.,

mn., dim., msr. à 12 h.

LE KID (A.): Escurial, 13 (47-07-

28-04) mer., sam., dim: à 10 h 15 (- de 15 ans : 15 F). LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) mer. 21 h 40.

LETTRES D'ALOU (Esp., v.o.) : Studio 28, 18: (46-06-38-07) mer., jeu. 19 h, 21 h. MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., sam. 15 h 15, dim. 13 h 30, lun.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) mer., sam. 17 h 10.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer. 22 h 30, jeu. 17 h 15, sam. 0 h 30, dim. 18 h 45. METROPOLITAN (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5° (43-54-42-34) mer., ven., jun. 12 h.

un. 18 h.

MR AND MRS BRIDGE (A., v.c.): Studio des (Irsulines, 5- (43-26-19-09) ner., jeu., ven., mar. 11 h 45.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ner. 20 h 45, jeu. 15 h 30, ven. 16 h, sam. 12 h, 18 h 05, 0 h 30, dim. 12 h, mer. 14 h.

mar. 14 h. PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) mer. 13 h 45.

PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Escuriel, 13 (47-07-28-04) mer., dim. 10 h (- de 15 ens : 15 F.). QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Seint-Lambert, 15-(45-32-91-58) mer., mar. 21 h, ven.

RAIN MAN (A., v.o.) ; Ciné-Planète msglque, 3- (42-78-00-18) mer., sam., iun., mar. 21 h, ven. 19 h, dim. LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Seint-Lam-

bert, 15- (45-32-91-68) mer. 19 h, km. REVOLUTION (Brit.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) mer., je

ven., sam., tun., mar. à 12 h T.U. : 20 LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34) mer., sam., dim. à 14 h. 15 h 45, 17 h 30. SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A.

v.o.) : Studio des Ursuilnes, 5- (43-25-19-09) mer. 22 h. STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): (tropia Champolition, 5- (43-26-84-65) mer., jeu., ven., dim., km.,

mar. a 22 h 10. SWEET MOVIE (\*\*) (Fr.-Carl., v.f.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer.

TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer., sam., dim. 17 h, jeu. 13 h 45, tun. 16 h, mar. 18 h. THELDNIOUS MONK (A., v.o.) :

mages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) mer. 16 h, jeu., dim. 18 h, sam., lun. 22 h, mar. 14 h.
TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-)1-68) mer. 17 h.

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-43-57-51-55) mer. 17 h, sam. 16 h 15. LES TORTUES NINJA (A., v.f.) :

Saint-Lambart, 15 (45-32-91-68) mer. 17 h 15, sam. 13 h 30, dim. 15 h 15. 37-2 LE MATIN (\*) (Fr.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) mar., dim. UN POISSON NOMMÉ WANDA

(A., v.o.): Ciné Planète megique, 3-(42-76-00-18) mer. 19 h, sam. 19 h 10, dim. 18 h 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Denfert, 14- (43-21-41-01) mer., sam. 17 h 40.

### LES GRANDES REPRISES A NIGHT IN HAVANA (A., v.o.) :

L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Ted. 5- (43-54-51-60). COMMENT ÉPOUSER UN MIL-LIONNAIRE (A., v.o.) : Action Ecoles,

5- (43-25-72-07). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82)

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-10-821

FEDORA (A., v.o.): Action Christine, 6- (43-29-11-30). LA FLUTE ENCHANTEE (Su., v.o.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60). HUIT ET DEMI (it., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40).

INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4- (42-78-LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxem-

bourg, 6 (48-33-97-77). LE MESSAGER (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40). SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 SATYRICON (IL, v.o.) : Accarone, 5-

LE SOUPIRANT (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60).
TOUS EN SCÈNE (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77).
TRISTANA (Esp.-lt.-Fr.): Racine Odéon, 6- (43-26-19-68).

Ť:



**AVRIL 1991** 

Le Monde

**EUROPE**: L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

## Le Monde **LEDUCATION**

ENQUETE

ÉCOLIERS, COLLÈGIENS,

LYCÉENS... LA SANTÉ, ÇA VA?

ÉVALUATION LE PALMARÈS DES IUT. LES BTS. MODE D'EMPLOI.

Le Monde DOSSIERS VEGETALINE

> Premier dossier LA SIDÉRURGIE

Second dossier LE BRÉSIL

Le Monde 🎫 PHILATELISTES

• Thématique : la franc-maçonnerie.

• Classique : les timbres coupés de Djibouti.

· Histoire postale : les plis des services en régime international.

 Comment faire éditer une télécarte ? En vente chez votre marchand de journaux

93-50) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) : Mistral. 14- (45-39-52-43) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-57-57); Gaumont Opera, 2- (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-25-797); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gau-mont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2-(42-36-83-83); Fauvette, 13- (43-31-55-86); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01); La Gambetta, 20- (48-36-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille. 6• (46-33-79-38) ; Publicis Chemps-Elysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Pamesse, 14 (43-35-30-40).

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odeon, END OF THE NIGHT (A., v.o.) Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) ; George V, 8- (45-82-41-46).

1. EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2. (47-42-72-52) ; Epée de Bois, 5. (43-37-57-47) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; Studio 28, 18- (46-06-36-07). FARENDJ (Fr.-It.-Brit.) : Seint-André-

des-Arts II. 6. (43-26-80-25). LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); George V, 8- (45-52-41-46): Fauvette, 13- (43-31-56-86). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-

CENT (Fr.) : George V, 8: (45-62-GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar-nasse, 6: (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-

28-42-27).

GREEN CARD (A., v.o.): UGC Oréon, 6- (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63), HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe,

8: (45-74-93-50). HENRY & JUNE (\*) (Fr., v o.) Cinoches, 6 (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.); 14 Juliet Parnasse, 6- (43-26-58-00); Elysées Lin-

coln, 8- (43-59-36-14). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.): Les Trois Luxem-bourg. 6- (46-33-97-77).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.):
Rex, 2: (42-36-83-93); Grand Pavois,
15- (45-54-46-85). HOT SPOT (") (A., v.o.) : Epée de Bois, S. (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26): Saint-André-des-Arts I. 6\* (43-26-48-18); George V. 8\* (45-62-41-46); Sept Parnassians, 14\* (43-20-32-20). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) ; Publicis Saint-German, 8- (42-22-72-80) : Gaumont Ambas-

Film soviétique de Kira Muratova, v.o. : Ciné Beaubourg, 3• [42-71-52-38] : Panthéon, 5• [43-54-15-Q4). 42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) : UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18. (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83); George V, 8• (45-62-41-46); UGC Biar-ritz, 8• (45-62-20-40); Sept Pamasritz, 8\* (45-82-20-40); Septi Farinas-siens, 14\* (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9\* (47-70-33-88); Fau-vette Bla, 13\* (43-31-80-74); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Pathé Montpar-nasse, 14\* (43-20-12-06); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Le

Gambetta, 20- (48-36-10-96). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les MERCI LA VIE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); Pethé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Pera-mount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (43-27-84-50); Miramar, 14- [43-20-89-52] ; Gaumont Convention, 15- [48-28-42-27] ; Pathé Wepler II, 18- [45-22-47-94] ; Le Gambetta,

20- (46-36-10-96). MILLER'S CROSSING (7 (A., v.o.) Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Hautsfeuille, 6 (48-33-79-38); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14 (43-20-23-20)

MISERY (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94). MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09). LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46).

v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15. (45-54-NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, (47-42-60-33) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) : Gaumont Ambessade, 8-(43-59-19-08) : Lee Montparnos, 14-

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A.

(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); Pathé Montpamassa, 14- (43-20-12-06); Pethé Clichy, 18- (45-22-48-01), QN PEUT TOUJOURS RÉVER (Fr.):

Fauvette, 13: (43-31-56-86). L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Miramar, 14- (43-20-

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marlgnan-Concorde, 8. (43-59-92-82); UGC Biamitz, 8. (45-82-20-40); Max Under Panorama, 9° (48-24-88-88); La Bastille, 11° (43-07-48-60); Escurial, 13° (47-07-28-04); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50); v.f.: Paramount Opéra. 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-671 : Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 14MISTER JOHNSON (A., v.o.) : mages d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) ner., ven. 20 h. sam. 16 h. dkn. 14 h, EDITIONS COMPLEXE

Brasil

ON

<u>.</u>-

25 to 15 th

2= <u>.</u> .

ga yan<mark>asan</mark> 

.

- ( 4.

The same of the sa

.

Francis 12 .

This !

.18 \*

Se dutour de la formole d'abonnement

24 Convention FNE aux Chantiers de l'Atlantique - Hachette décide de geler les actions de Montana.

26 La Caripio entre dans la capital des Wagons-lits. 27 Bourse de Paris.

BILLET

# Le credo de la FNSEA

Le congrès de la FNSEA, qui s'ouvre le mardi 9 avril à Angers, sera le baptême du feu du nouveau ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz. Un an après le congrès de Versailles, qui avait marqué son divorce avec l'ancien locataire de la rue de Varenne, M. Henri Nallet, le principal syndicat d'exploitants agricoles vit, depuis près de six mois, une certaine lune de miel avec M. Mermaz. Il est vrai que jusqu'à présent la FNSÉA n'a pas eu trop à se plaindre de son ministre, celui-ci défendant, avec une dextérité inattendue pour un « néophyte », les dossiers chauds de l'actualité agricole : les négociations du GATT et la réforme de l'Europe

Avec son accent rocailleux de l'Aveyron, le président de forganisation, M. Raymond Lacombe, répétera au ministre son credo : d'abord préserver une politique agricole fondée sur la garantie des prix, la maîtrise des marchés et la préférence communautaire, C'est sous couvert de teis préalables que la FNSEA acceptera un plafonnement des aides et une redistribution des soutiens en faveur des exploitants les plus défavorisés. « Entamer la réforme par une baisse des prix brutale est inacceptable », tempête M. Lacombe, qui appelle le ministre à « poursuivre la résistance à Bruxelles ».

La FNSEA admet ensuite la nécessité d'ajuster l'offre à la demande. Mais elle ne veut pas que les surplus céréalier et lartier apparus pendant les demières campagnes donnent à nouveau aux agriculteurs l'image de fauteurs d'excédents. « Le débat sur la maîtrise des productions doit tenir compte des critères de sécurité alimentaire et des déséquilibres Nord-Sud », prévient le leader de la Fédération, qui entend enfin promouvoir une meilleur cohérence agricole entre les régions, admettant même que des zones fragiles existent dans tous les départements, y compris les plus favorisés.

Peu à neu, le syndicat majoritaire reconnaît le droit à l'existence d'une agriculture multiforme, moins intensive et mieux répartie sur le territoire. Une évolution salutaire qu'il demande à M. Mermaz de prendre à son compte. « On le surveille i », s'exclame M. Lacombe, qui quittera ses fonctions avant la fin de son mandat, prévue en mars 1993. Il restera cependant en poste au iendemain du congrès d'Angers, lançant à bon entendeur qu'ensuite, « le compte à rebours aura commencé ».

ERIC FOTTORINO

Première étape de la renégociation de la dette brésilienne

# Brasilia réglera les arriérés accumulés auprès des banques

Après un moratoire de fait de irès de deux ans, et treize mois de négociation, l'espoir d'une renégociation de la dette brésilienne – d'un montant total légèrement supérieur à 120 milliards de dollars - n'est plus totalement utopique. Les autorités de Brasilia ont annoncé, lundi 3 avril, qu'elles étaient parvenues à un accord pour le paiement des quelque 8,5 milliards de dollars d'arriérés d'intérêts accumulés auprès des banques commerciales. Le remboursement du quart de cette somme est prévu pour cette année, le solde étant converti en titres obligataires à maturité de dix

**RIO DE JANEIRO** 

de notre correspondant Ce qui représentait, pour les banques commerciales, un préalable à toute discussion sur le rééchedonc acquis, sous réserve de la ratification par le Sénat. Depuis quelques mois, le Brésil avait assoupli sa position en indiquant, au mois de décembre, une reprise partielle des paiements et en confirmant cette annonce par le versement, le 15 mars, de 30 % de l'échéance semestrielle au jour dit. ministre de l'économie, M= Zelia Cardoso de Mello, avait elle-même annoncé la possibilité d'un accord rapide au moment de la présentation par le président Fernando Collor de Mello de son « Grand projet » de reconstruction nationale (le Monde du 19 mars

Les pressions internationales ne se sont guère relachées durant cette période. Le Brésil, cachant à peine sa volonté d'ignorer les banquiers pour privilégier un accord avec le FMI et le Club de Paris (les créanciers publics), s'est attiré, au mois de septembre dernier, les foudres de M. Michel Camdessus. Le directeur général du FMI affirmait alors que sans une sérieuse nérociation avec les banques privées aucun accord ne serait possible avec les

organisations multilatérales. Une situation d'autant plus intenable que le Brésil apparaît de plus en plus comme le « mauvais élève » du continent.

Le président Fernando Collor de Mello s'est engagé dans une politique de stabilisation et de restructuration de l'économie dont les résultats sont encore très aléatoires. Après deux plans en moins d'un an, la priorité donnée à la lutte contre l'inflation se beurte toujours à de nombreuses résistances, la récession continue de s'aggraver. les privatisations trainent, et la popularité de la nouvelle équipe 'érode en conséquence.

L'accord intervenu lundi, s'il ne règle pas, loin s'en faut, le problème de la dette brésilienne, permet d'envisager un certain retour de la confiance, et la recherche de solutions durables. Reste à savoir sì, après cette première étape laborieusement franchie, les discussions à venir pourront aboutir rapidement. Les banquiers et experts se montrent, eux, toujours

**DENIS HAUTIN-GUIRAUT** 

Pour accroître leur part du marché des micro-ordinateurs

# Dix-neuf sociétés d'informatique s'allient contre IBM et Sun

Dix-neuf sociétés d'informatique du monde entier (européennes, américaines et japonaises) ont constitué un groupement, annoncé le 9 avril à New-York et à Bruxelles, pour définir et développer des microordinateurs et stations de travail selon des spécifications communes. Une offensive destinée à contrer les numéros un de ces marchés, IBM pour les microordinateurs, et Sun pour les stations de travail.

En informatique l'heure est à la standardisation. Après avoir développé des systèmes « proprié-taires », qui liaient les utilisateurs à une marque donnée, les constructeurs savent aujourd'hui que pour satisfaire la demande de leurs clients, ils doivent leur offrir des systèmes « ouverts » capables de communiquer avec des machines d'autres fabricants. Les leaders sur un segment du marché ne se posent pas trop de questions : leur position dominante a pour avan-tage d'imposer leurs spécifications.

d'une explosion sociale est réel.

velle équipe avait été soumise, dès

son entrée en fonction, à une double

offensive : les exportateurs souhai-

syndicats un assouplissement de la

politique salariale (et la suppression

du popiwek, cette taxe qui vise à freiner les hausses de salaires). Sur

ces deux fronts, le gouvernement a

tiendra à une augmentation du pou-

voir d'achat en ligne avec celle de la

production, un objectif de crois-

cre les premières. L'aide officielle

des gouvernements occidentaux et

des organismes internationaux

(FM1, Banque mondiale) est mas-

sive. Sous la pression des Améri-

cains, la Pologne a obtenu l'annula-tion de plus de 50 % de sa lourde

dette, un cadeau tout à fait excep-

tionnel. Qu'en est-il des capitaux?

boycotté la Pologne. Le montant

total de leurs investissements - pla-

cés pour la plupart dans des joint-

ventures - atteignait à peine 350

millions de dollars, trois fois moins

que les placements effectués dans un

pays trois fois plus petit, la Hongrie!

Normal, dira-t-on, en invoquant la

mauvaise conjoncture de l'année

1990. Pour attirer les industriels de

l'Ouest, le ministre des privatisa-

tions, M. Janusz Lewandowski,

annoncait encore, dans un entretien

accordé au Monde du 16 mars), de

nouveaux avantages en faveur des

capitaux privés qui vicadront s'in-

vestir sur les hords de la Vistule.

Investir dans un pays qui obtient, à

force de ae pas la rembourser, une

Beaucoup d'industriels hésiteront.

En décidant d'effacer 70 % de la

dette publique à l'égard des Etats

Unis, les Américains, qui poussent

les autres pays à en faire autant, ont peut-être fait à la Pologne un cadeau

empoisonné.

annulation importante de sa dette?

Aux challengers de se débrouiller ensuite pour offrir des solutions compatibles.

Pour sortir de cette situation de dépendance, des alliances se sont créées ces dernières années. Dernière en date : « the Advanced com-puting environment » ou ACE, annoncée mardi simultanément à New-York et Bruxelles, regroupe dix-neuf sociétés d'informatique, constructeurs d'ordinateurs et sociétes de logiciels (1). Son objectif est de définir des spécifications communes pour les micro-ordina-teurs et les stations de travail fordinateurs, souvent utilisés en réseau ou connectés à de plus grosses machines et particulière-ment doués pour faire des gra-

phiques). Ces spécifications concernent les trois parties les plus importantes d'un ordinateur : le processeur central, c'est-à-dire le cerveau de la machine; le système d'exploitation qui coordonne le fonctionnement des différentes parties, et le bus, chargé de véhiculer les données d'une partie de l'ordinateur à un

### Le ralliement à Mips

En ce qui concerne le processeur central, le groupement retient les processeurs Intel, pour les microordinateurs, et le processeur Risc (Reduced Instruction set computer) de la société américaine Mips taient une dévaluation du zloty, les Computer pour les stations graphiques. Le processeur intel est celui qui équipe les micro IBM et comnatibles, voie dans laquelle s'était déjà engagée tous les membres du groupement. Les processeurs Intel équipent environ 80 % des micro résisté, obtenant de ce fait un sou-tien d'abord du FMI, ensuite du professionnels. Il aurait donc été Club de Paris (les créanciers suicidaire d'en choisir un autre. Le ralliement à Mips est une façou de publics). Pour 1991, le pouvoir s'en contrer le processeur Sparc, propre à Sun, le numéro un des stations de travail, avec 38 % de parts de sance de 3 % ayani été retenu. Le marché, devant Hewlett Packard gouvernement pourra-t-il engager (20,4 %) et Dec (16,9 %). En outre, l'étape suivante, alors que s'annonle processeur Mips a le grand avancent des élections législatives à l'autage de fonctionner avec n'importe quel autre système d'exploitation, ce qui donnait donc toute latitude Les capitales et les capitaux. M. Lech Walesa a réussi à convainau groupement pour le choix de ce

En ce qui concerne les systèmes d'exploitation, le groupement ACE a opté pour deux systèmes : OS-2 NT de Microsoft, et Unix version OSF. Le choix d'OS-2 NT (plutôt destiné aux micro-ordinateurs) est une attaque contre IBM fleader de ce marché), et son pro-L'an dernier, les investisseurs occi-dentaux privés ont pratiquement appelé OS-2. Le choix de la version OSF d'Unix (plutôt destiné aux stations de travail) s'oppose au choix de Sun (numéro un des stations de travail), qui a opté pour l'autre version d'Unix, celle de ATT développeur initial de ce systeme d'exploitation.

Enfin, en ce qui concerne les bus, le groupement propose là aussi deux standards : soit le TurboChannel de Dec, soit le bus EISA, dont l'architecture a été définie il y a quelques années par neuf constructeurs pour contrer IBM et son bus MCA. Les membres du groupement s'engagent à développer au moins une machine conforme aux spécifications ACE.

(1) Les dix-neuf sociétés membres d'ACE sont : the Acer Group, Compaq, Control Data, Digital Equipment, Kubota Computer, Microsoft, Mips Computer, Nec, Nippon Kukan KK, Glivetti, Prime, Pyramid Technology, the Santa Cruz Operation, Silicon Graphics, Sony, Suni-ÉRIK IZRAELEWICZ tomo Electric Industries. Tandem, Wang et Zenith (Bull).

# lonnement des créances semble La transition polonaise engagée

Suite de la première page

Les comptes internes et externes, ont été rééquilibres. Grâce à la suppression de nombreuses subventions, le budget de l'Etat, encore lourdement déficitaire en 1989, a dégagé un léger surplus en 1990. Les comptes extérieurs enfin se sont rétablis : la stagnation des importations et l'envol des exportations ont permis à la Pologne de réaliser un excédent commercial en devises importants (3,8 milliards de dollars) et un surplus des paiements cou-rants (1 milliard de dollars). Mieux, ils traduisent une rapide réorientation des échanges vers l'Ouest : les ventes y ont augmenté de 40 % l'an dernier

Ces belies performances conjoncturelles sont cependant fragiles. L'environnement international (l'effondrement de l'économie soviétique, le ralentissement de la croissance à l'Ouest, l'augmentation du prix du pétrole...) n'est guère favorable. Le commerce extérieur en devises - qui comprend maintenant tous les échanges avec l'URSS - a replongé dans le rouge au début de cette année. La production étatique continue de baisser. Les pressions à la hausse des prix restent fortes.

### La confiance dans le zloty

Ce retour aux grands équilibres a déjà coûté cher aux Polonais. Il a en effet été obtenu au prix d'une forte contraction de l'activité (une baisse de 13 % du revenu national, selon les statistiques officielles) et d'un effondrement de la production industrielle (une chute de 23 % dans le secteur d'Etat). Tout le monde a

payé. Clé du dispositif, la politique salariale a été jusqu'à présent extrêmement sévère. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 28 % l'an dernier. La consommation a chuté. Les files d'attente, qui ont disparu devant les magasins - « la fin d'un cauchemar » pour les Polonais et les Polonaises, - se sont reconstituées devant les bureaux pour l'emploi. Le nombre des chômeurs, pratiquement inexistants il y a quinze mois, est aujourd'hui de 1,2 million (7 % de la population active).

Mais M. Balcerowicz peut se prévaloit de succès que devraient lui envier de nombreux ministres des finances latino-américains. Tout d'abord, en introduisant une «convertibilité interne du zloty», il a redonné confiance dans la monnaie nationale. Fortement dévalué le 1º janvier 1990, le zlotys (I dollar vant 9 500 zloty) n'a désormais pratiquement plus qu'un seul cours. Depuis plus d'un an, le marché noir des devises - l'une des grandes ctions de la Pologne «socialiste» – a comolètement disparu. Une véritable révolution. Sur le marché libre, le zloty se négocie... à son cours officiel, ou presque! Le fonds de stabilisation mis en place avec l'aide des Occidentaux n'a pas été utilisé. Dans les banques, Les Polonais gardent même leurs économies en zlotys! Il est vrai qu'ils obtiennent des rémunérations élevées. « Nous avons arrêté le phénomène de dollarisation de l'écono-mie», explique ainsi Mª Urszula Plowiec, professeur de l'Institut de recherche du commerce extérieur de Varsovie et secrétaire de la Société économique polonaise. « Une rèussite enorme», commente-t-elle. Et elle n'a pas tort.

Autre succès, le début de la privatisation de l'économie. La mise en place des institutions d'une écono-mie de marché a commencé. Les principales libertés économiques (d'installation, de commerce...) ont èté accordées. Les lois sur la propriété et les privatisations ont été adoptées. Un système bancaire est en cours de constitution (le nombre des banques est déjà passé de 9 à 80, dont certaines sont complète ment privées). Un marché boursier devrait ouvrir en juillet à Varsovie, sur le modèle de la Bourse de Lyon.

Conséquence : libéré, l'esprit d'entreprise s'exprime partout. Dans les commerces, les services, la petite industrie, c'est le rush. Des PME sont créées: 500 000 en un an, un million? Les chiffres sont incertains. La rue témoigne en tout cas d'un formidable foisonnement d'initiatives : un commerce tous azimuts s'y développe. « C'est encore un peu le bozar oriental », remarque avec sympathie M= Plowiec, en évoquant le gigantesque marché perma nent qui s'est installé autour du palais de la culture, dans le centre de Varsovie. «La mode maintenant, c'est de crèer son entreprise, c'est de devenir businessman », remarque de son côté M= Krystyna Szymkiewicz, chargée de recherches au CNRS.

Le poids du secteur privé dans . Caraibes, Pacifique). - (AFP.)

l'activité nationale s'accroît rapide-Quelle sera, à cet égard, la détermi-nation du gouvernement? La noument : plus de 35 % du commerce de détail, 60 % du transport par camion. Si la production des entre-prises d'Etat s'est esfondrée (une chute de 20 %), en revanche, celle du secteur privé a fortement aug-menté (de 17 %). Un tiers des salad'Etat ont retrouvé du travail dans

Autre aspect, à côté de la vente des petits commerces et restaurants. les privatisations des grandes firmes d'Eist ont commence (le Monde du 28 mars). Les lois ayant été adoptées et les procédures mises en place, le gouvernement souhaite accélérer le mouvement. Après les cinq entreprises cédées au privé en décembre, il envisage la mise en vente de près d'un millier de firmes d'Etat cette année (sur un total de 8 000).

### Vers une nouvelle purge?

La purge a-t-elle été suffisamment sévère? La libéralisation amorcée rend-elle désormais irréversible la transition à l'économie de marché? Un élément, soulevé notamment par les experts de la commission économique pour l'Europe de l'ONU, amène à poser ces deux questions. Malgré les discours de M. Balcerowicz et maigré l'ampieur de la récession de 1990, les véritables restructurations n'ont pas encore été engagées. La chute de la production industrielle dans le secteur étatisé (de 25 %) n'a pas été accompagnée d'une baisse équivalente des effectifs (en réduction de 8 %). Il y a eu une baisse sensible de la productivité.

Pour des raisons sociales et politiques, les dirigeants des entreprises d'Etat - certaines fonctionnent en autogestion - ont conservé leurs effectifs. Compte tenu de la chute de leurs recettes, elles ont continué à payer leurs salariés mais ont arrêté de payer leurs fournisseurs. L'endettement inter-entreprises a ainsi connu un développement considérable l'an dernier. Il n'y a pratiquement pas eu de faillites. Les mines, les chantiers et les ateliers continuent de tourner, à perte et en s'endettant. De l'autre côté, l'investissement a fortement baisse. La restructuration de l'économie devra donc encore passer par de doulou-reuses opérations. Les experts de Genève craignent 2,7 millions de chômeurs : à ce niveau, le risque

a Les Douze refusent d'annuler giobalement la dette de soixante-neuf pays pauvres. - Les ministres des finances des Douze ont refusé lundi 8 avril d'annuler globalement la dette de soixante-neuf pays pauvres à l'égard de la CEE, comme il le leur avait été demande par la Commission européenne (le Monde du 19 novembre 1991), a annoncé le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt.

Les ministres ont estime qu'il fallait procéder à une annulation au cas par cas de la dette, d'un montant de 3 milliards d'écus (21 milliards de francs), en fonction des résultats obtenus dans la restructuration des économies de ces Etats, qui appar-

# Un arrêt de la Cour de cassation

Innocent et licencié

Selon la chambre sociale de la Cour de cassation, on paut avoir été innocenté par la justice et, malgré tout, être licencié pour une « cause réelle et sérieuse». Tel est le sens de l'arrêt qui a été rendu le 12 mars dernier, dans un procès qui opposait un déléqué régional du groupe immobilier Maison familiale à son employeur.

Avant d'être embauché, le 1ª septembre 1980, le salarié affaire d'infraction à la législation sur les sociétés. Il avait été condamné en première instance et finalement relaxé par la cour d'appel. Néanmoins, il fut licencié le 16 novembre 1983, le groupe Maison familiale considérant que sa présence dans l'entreprise pouvait lui être nuisible, en raison des fonctions importantes de représentation qu'il devait exercer.

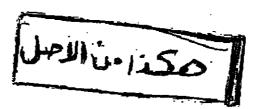
### ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

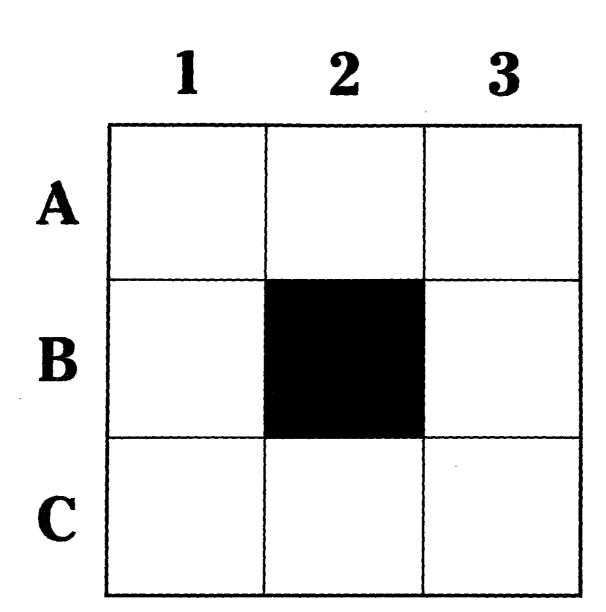
L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la remrée 1991 : 6, 9, 10 septembre 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00 ESSEC, Établissement d'enseignement aupérieur privé reconnu par l'État.



22 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •



# HORIZONTALEMENT

- A L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.
- C . (A L'ENVERS) UN GRAND DE L'ASSURANCE-VIE.

# VERTICALEMENT

- 1 ASSURE 14 MILLIONS DE PERSONNES.
- 3 # (A L'ENVERS) POUR VIVRE BIEN ASSURÉ.



LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS
ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI,
GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DE

GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS (ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT, COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ECUREUIL

OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MU-TUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LET-TRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Médecins et partenaires sociaux divisés

Controverse autour de la formule d'abonnement auprès d'un généraliste coordination des capacités informati-

Remise en question pernicieuse de l'exercice libéral ou novation capable de revaloriser la médecine générale? Depuis quelques semaines, la formule d'abonnement auprès d'un généraliste divise le corps médical et sème le trouble parmi les gestionnaires de l'assurance-

Jusqu'à présent, l'effet le plus tangible de cette controverse a été de éclencher une révolution de palais à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) qui a coûté à M. Maurice Derlin (FO) la présidence qu'il occupait depuis 1967 (le Monde du 5 avril). Fraîchement renouvelé, le conseil d'administration de la caisse nationale a émis le souhait de revenir sur le feu vert donné à la formule d'abonnement. Pourtant, si cette dernière comporte d'importants enjeux de pouvoirs, elle intéresse au premier chef les assurés sociaux, auxquels elle propose de passer un « contrat de fidélité » avec leur généraliste.

Dans ce système, le médecin s'engage à pratiquer strictement les honoraires de la Sécurité sociale (90 francs pour une consultation, 22,50 francs restant à la charge de l'assuré ou de sa mutuelle) pour les actes qui y sont liés. Il doit d'autre part établir un dossier médical personnalisé, participer à des actions de prévention et à des enquêtes épidémiologiques. Pour cela, il reçoit de l'assurance-maladie une indemnité annuelle égale à deux consultations (180 francs). De son côté, le patient inserve à tout moment la possibilité de faire appel à un autre médecin omnipraticien ou spécialiste - mais en informant le généraliste avec lequel il a passé un contrat, renouvelable chaque année par tacite recon-AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

contrôle ou de sanction n'est prévu à l'égard des malades, dont l'engagement reste purement moral. Les catégories sociales les plus intéressées devraient être les a gros consommateurs » de soins, notamment les personnes agées.

Pour rendre le dispositif plus attractif, ses initiateurs ont décidé de faire bénéficier les contractants du tiers payant (dispense d'avance de frais). Dans un premier temps, seules les personnes prises en charge à 100 % pour des motifs sociaux ou médicaux (maladies de longue durée) seront concernées. Cependant, au fur et à mesure que se développeront les instruments monétiques (cartes à puce), chacun pourta payer son médecin sans devoir avancer le prix de la consultation, directement réglée par la «sécu» et la mutuelle, voire l'assurance.

### Déresponsabiliser les malades

Pour les partisans du projet -parmi lesquels le syndicat de généraistes MG-France - comme pour le gouvernement, la «continuité vies soins a favorise un suivi médical pre-nant en compte le patient dans sa globalité et permet d'engager des actions préventives bien ciblées. Un tel système peut également limiter le « nomadisme » des patients comme les prescriptions de complaisance qui, encouragées par la surpopulation médicale, stimulent les dépenses. Quant à la généralisation du tiers payant, elle doit contribuer à l'avènement de modes de gestion plus rationnels de l'assurance-maladie et supprimer la paperasserie.

Tel n'est pas l'avis des syndicats médicaux CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) et FMF (Fédération des médecins de France) du CNPF et, tout récemment, de

ils, risquent au contraire de déresponsabiliser les malades et d'accroître la consommation médicale, en donnant l'illusion que la médecine est gratuite. Les opposants soupçonnent aussi la généralisation du tiers payant d'ouvrir la voie à des mécanismes d'enveloppe globale.

ÉCONOMIE

Dans la mesure où la rémunération du médecin est directement effectuée par la Sécurité sociale et les mutuelles, rien n'empêcherait, demain, les pouvoirs publics de fixer un plafond annuel pour les dépenses, sur le modèle de l'accord récemment conclu avec les biologistes, qui comporte une extension du tiers payant. M. Jacques Chirac a d'ailleurs repris la balle au bond en dénonçant un elissement vers une amédecine de calsses » à l'anglaise, incompatible avec l'exercice libéral et le paiement

Les médecins, eux, paraissent hési-ter. «Si l'abonnement rehausse effec-tivement la fonction du généraliste, il n'en reste pas moins que de nom-breux médecins s'inquietent des prolongements qu'il pourrait avoir demain sur leur mode de rémunération qui, de toute façon devra évoluer», souligne le docteur Jean-Henri Talbot, omnipraticien exerçant en

Certains dirigeants de la CNAMTS se préoccupent surtout de l'inévitable

### Dix-sept éleveurs de moutons passent en correctionnelle à Limoges

LIMOGES

de notre correspondant

Dix-sept éleveurs de moutons de la Haute-Vienne ont comparu, lundi 8 avril, devant le tribunal de grande instance de Limoges. Ils sont accusés d'avoir joué un rôle de premier plan dans un épisode spectaculaire de « la guerre du mouton» qui a agité le Centre-Ouest à l'automne dernier. A l'origine, le blocage d'un camion britannique qui transportait 386 moutons pour un abattoir du Lot. Les prévenus sont poursuivis pour arrestation arbitraire, sequestration, vol et destruction de biens. Quelque 500 manifestants parti-

cipèrent à cette opération. Les dixsept paysans présents dans le prétoire sont ceux qui furent identifiés par la gendarmerie. Devant la cour, c'est la solidarité du silence. Personne n'a reconnu personne, aucune instruction n'a été donnée. Mais le fait lui-même n'est pas nié: « Ce fut une action de désespoir; il y a cinq ans on vendait un agneau 650 francs; aujourd'hui il n'en vaut plus que 500. Nous sommes étranglès: tous les jours il y a des exploitations mises en liquidation; nous ne pouvons pas crever sans réagir ».

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 15 mai.

ques et télématiques de la Sécurité sociale et des mutuelles qu'exige le développement de la monétique. S'il se concretisait, le protocole d'intention qui lie la CNAMTS et la Mutualité française (cette dernière dispose déjà, avec le système Noc. d'un reseau relié à certaines professions de santé appliquant le tiers payant) renforcerait singulièrement le poids des mutuelles au sein de l'assurance-maladie. La majorité FO-CNPF, qui gère la CNAMTS, ne peut que s'en inquiéter. Quant à la remuante fédération FO des organismes sociaux, elle redoute les effets qu'aurait sur l'emploi une informatisation des

Pour toutes ces raisons, les adversaires de l'abonnement ne désarment pas. Néanmoins, il sera difficile à MM. Jean-Claude Mallet (FO) et Jean-Louis Giral (CNPF), respectivement président et vice-président de la CNAMTS, de revenir sur des décisions qui ont été agréées par le gou-vernement. Pour qu'ils purssent juridiquement s'opposer à la mise en place de cette formule - introduite sous forme d'avenant à la convention médicale de mars 1990 fixant les rapports entre médecins libéraux et Sécurité sociale, - il faudrait que la Mutualité sociale agricole change elle aussi d'avis, ce qui paraît improba-

Une telle éventualité conduirait du même coup à dénoncer la convention médicale et à ouvrir une crise à l'issue incertaine. FO ne souhaite pas vouloir en prendre la res-

JEAN-MICHEL NORMAND

Tout en agréant une convention du Fonds national de l'emploi

# Les pouvoirs publics ont limité les départs à cinquante-cinq ans des salariés des Chantiers de l'Atlantique

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

« Une demi-mesure. » C'est ainsi que les syndicats des Chantiers de que les syndicats des Chantiers de l'Atlantique, toutes tendances confondues, qualifient la conven-tion ASFNE (allocations spéciales du fonds national de l'emploi) sur les départs à cinquante-cinq ans en 1991, qui vient d'être acceptée par les pouvoirs publics. Sur les deux cent six salariés atteignant cet age cent six salaries atteignant cet age cette année, cent seulement vont bénéficier de la convention, des ouvriers et du personnel ETDA (employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise) aux coefficients les plus faibles. Les pouvoirs publics se sont en fait rangés derrière les propositions qui derrière les propositions qui avaient été formulées par le conci-liateur, M. Paul Bouchet, à l'issue du conflit de la fin 1989.

Les syndicats ont espéré jus-qu'au bout voir reconduite, au moins pour cette année, la convention ASFNE, qui assurait une fin de carrière à cinquante-cinq ans. En octobre, la direction avait en effet présenté une demande en ce sens qui avait reçu l'avis favorable de la commission départementale de l'emploi.

Du point de vue des pouvoirs publics, la bonne santé des Chan-tiers de l'Atlantique – ils ont devant eux un carnet de commandes comme ils n'en avaient pas connu depuis 1976 – ne justific plus l'application d'une telle mesure. Ni la nécessité de rajeunir ses effectifs (la moyenne d'âge est de quarante-trois ans), ni le fort taux de chômage du bassin nazai-

rien (16 %), deux raisons invoquées par les syndicats, n'ont

Quant aux cent six écartés du bénéfice de la convention, leur sort est désormais lie aux discussions qui devront prochainement s'ouvrir aux Chantiers dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs. La direction n'écarte pas la possibilité de départs anticipés, mais sur des critères comme la durée de carrière, la pénibilite, l'évolution technologique, et dans le cadre du droit commun.

Les Chantiers de l'Atlantique et les fonderies de Saint-Nazaire avaient été, en 1964, les premiers à benéficier des dispositions de la convention FNE permettant les départs à soixante-trois ans. Avec la crise de la construction navale les départs anticipés avaient été rendus possibles à cinquante-six ans et huit mois en 1978, puis à cinquante-cinq ans au début des

JEAN-CLAUDE CHEMIN

 Fin de la grève dans les bus parisiens. - Deux lignes de bus parisiennes et sept lignes de banlieue, qui étaient paralysées depuis le vendredi 5 avril par une grève déclenchée au dépôt Flandres après une agression contre un conducteur, fonctionnent à nouveau depuis le mardi 9 avril à 8 heures. Une délégation syndicale avait été reçue, la veille, à la préfecture de la Seine-Saint-Denis pour exprimer les préoccupations des machinistes en matière de sécurité.

**PECHINEY** 

# RÉSULTATS 1990 : MAINTIEN D'UNE BONNE RENTABILITÉ DANS UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE

Le Conseil d'Administration réuni le 8 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est de 4.913 millions de francs, contre 3.337 millions en 1989. Hors plus-values exceptionnelles (2.688 millions en 1990, 575 millions en 1989), le résultat net est de 2.225 millions (44 francs par action) et se compare à un bénéfice de 2.762 millions (54,70 francs par action) pour l'exercice 1989, soit

une baisse de 19 %. Ce résultat traduit le maintien d'un niveau de rentabilité satisfaisant, malgré un environnement économique netternent moins favorable qu'en 1989, marqué notamment par une baisse de 15 % du cours moyen en dollars de l'ahminium au London Metal Exchange et une dépréciation de même pourcentage du dollar (cours de change

PRINCIPALES DONNEES FI	NANCIE	RES
	1990	1989
eg M.F.	76869	88472
Chillre d'affaires	6 688	9 102
Marge opérationnelle	2 288	2 126
dont Emballage Ahminium	2.481	4188
Composites industries	983	1 122
Activités industrielles connexes	593	1081
Commerce international	400	(106)
Holdings	(123) 4 102	5696
Résultat courant	1 2 102	+
Résultat net (part du Groupe)	2 225	2762
hors plus-values exceptionnelles Résultat pet (part du Groupe)	4913	3337
Recultat net (part on Croups)		

Le chiffre d'affaires consolidé inclut les ventes des départements industriels (66.452 millions) et celles du secteur commerce international (10.417 millions). Le chiffre d'affaires industriel emegistre une baisse de 9 %, mais à cours de change constant il est quasiment stable d'un exercice à l'autre : le recul des secteurs aluminium et activités industrielles connexes est compensé par la progression de l'emballage et des composants in-

La marge opérationnelle (6.688 millions de francs) diminue de 2.414 millions de francs, mais les frais financiers sont en forte baisse (de 3.406 millions à 2.586 millions) en raison du désendettement du Groupe et de la baisse du dollar. Compte tenu d'une diminution des charges hors exploitation, des impôts et de la part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées, le recul du bénéfice net avant plus-values exceptionnelles se trouve limité à 537 millions.

· La contribution du secteur Emballage à la marge opérationnelle consolidée (soit 34 % du total) est en hausse de 7,6 % en francs et de 26 % en dollars (de 333 millions à 420 millions de dollars). La phipart des activités de ce secteur sont en progression ; la meilleure performance a été réalisée dans le boîtage boisson, qui a bénéficié d'un bon niveau d'activité et d'importants gains de productivité. · En ce qui concerne le secteur Aluminium , les activités aval (Rhenalu et Bâtiment-Distribution) ont évolué de façon satisfaisante avec des résultats globalement stables par rapport au très bon niveau atteint en 1989. La baisse de la marge opérationnelle du secteur provient intégralement de l'activité aluminium amont qui, malgré la persistance d'une demande soutenue, a subi le double effet du recul des cours mondiaux du métal et de la dépré-

Dans le secteur Composants Industriels, l'acciation du dollar. tivité Eléments de Turbomoteurs réalise une marge opérationnelle de 819 millions de francs, contre 899 millions en 1989 ; exprimés en dollars, les résultats progressent de 6 % (de 141 millions à 150 millions) grâce à une nette amélioration de la ren-

tabilité au cours du second semestre. • Quant au secteur Activités industrieiles connexes, plus des deux tiers de la baisse de ses résultats provient de l'activité électrométallurgie, qui a été pénalisée par la diminution des prix des ferro-alliages et par la dépréciation du dollar. · Le secteur Commerce International, après une année 1989 exeptionnelle, enregistre un recul de sa marge opérationnelle, mais confirme l'importance de sa contribution aux résultats de l'ensemble.

Les perspectives 1991 sont inégales selon les sec-teurs : elles sont bonnes pour l'emballage et saisfaisantes pour les composants aéronantiques ; elles ne sont pas favorables pour l'aluminium amont et l'électro-métallurgie. Élles sont par ailleurs dépendantes de l'évolution du dollar, qui a pénalisé les résultats des deux premiers mois de l'exercice, mais dont l'appréciation récente constitue un facteur positif important. Globalement, si les tendances actuelles se poursuivent, le Groupe ne devrait subir, malgré un environnement économique difficile, qu'une baisse limitée de sa marge opération-

COMPTES DE PECHINEY, SOCIETE MERE Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 3.461 millions de francs, contre 1.524 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le maintien à 15 F (22,50 F avoir fiscal compris) du dividende des CIP; ce montant comprend le dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 5,50 F.

INFORMATION MINITEL: 3616 CLIFF

# PUBLICIS PUBLICIS

PUBLICIS, fondée en 1926 par Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, a réuni son Conseil de Surveillance pour approuver les comptes de l'exercice 1990 présentés par le Directoire, présidé par Maurice LEVY.

1.cs comptes consolidés du Groupe PUBLICIS font apparaître un chiffre d'affaires de 16,2 Milliards de F. contre 14,7 Milliards de F. en 1989 en hausse de 10,5 %, et un bénéfice net courant consolidé, part du Groupe, de F. 172 718 000, en progres-

Un profit exceptionnel (net d'impôt) de F. 53 227 000, consécutif à la résiliation anticipée d'un bail immobilier détenu par une de nos filiales, porte le résultat net part du Groupe à F. 225 945 000 contre F. 141 920 000 l'année dernière.

Le résultat net consolide total (part du Groupe et intérêts hors groupe) s'est établi à F. 371 519 000, et la marge brute d'autofinancement consolidée est de F. 488 968 000.

Les revenus financiers de PUBLICIS SA, la société mère du Groupe, se sont élevés à F. 66 109 677 contre F. 58 569 379 en 1989, et son bénéfice net s'est établi à F. 52 599 340 contre F. 44 971 637, en hausse de 17%.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires. convoquée le vendredi 21 juin à 11 heures 30, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, ce qui représente, avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de F. 12.

### **RÉSULTATS 1990**

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Christian Brégou le 4 avril 1991, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe comprend celui de la branche Information et celui de la branche Édition, représentée par le Groupe de la Cité consolidé à 50%. Il s'établit à 5 566 millions de francs contre 4 850 millions de francs en 1989. La progression, de 15%, correspond à une croissance interne de 6% et une croissance

Le résultat net consolidé de C.E.P Communication (part du groupe), hors amortissement des écarts d'acquisition, s'élève à 368 millions de francs, soit une progression par rapport à 1989 (328 millions de francs) de 12%. (Le résultat net du Groupe de la Cité n'est consolidé qu'à hauteur de 34%)

Le Conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 14 juin prochain de porter le dividende net par action à 7,50 francs, contre 6,50 francs l'année précédente. Le Conseil a également décidé de proposer à l'assemblée générale le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

Malgré un environnement extérieur plus favorable

### Le gouvernement espagnol maintient sa politique de « refroidissement » de l'économie

ment par la Banque d'Espagne (le

Monde daté 17-18 mars) ne devait

nullement être interprétée comme

le début d'une phase d'assouplisse-

ment de la politique monétaire.

Cette mesure semble en fait essen-

tiellement due à la nécessité d'atté-

nuer les pressions sur la peseta, qui

menace de crever le plafond du

système monétaire européen, une

situation que M. Perez a qualifiée

avec optimisme de purement

Quant à la politique des revenus,

le secrétaire d'Etat a reconnu

qu'elle était plus difficile à mettre

en œuvre. Il a assuré que la

moyenne des hausses de salaires

obtenues depuis le début de cette

année par le biais de la négociation

collective atteignait en ce moment 7,4 %. Un niveau qui, a-t-il assuré,

dépasse largement les prévisions

des responsables économiques.

Tout porte à croire à cet égard qu'une fois résolues les inconnues

que, récent remaniement ministé-

riel, le gouvernement s'apprête à

relancer son projet de négociation

avec les interlocuteurs sociaux,

d'un grand « pacte de compétiti-

vité» dans la perspective du défi

de 1993. Mais la tache s'annonce

difficile face aux réticences des

syndicats, qui craignent que der-

rière ce vocable ne se cache en fait

un simple pacte de contrôle des

THIERRY MAUNIAK

u conjoncturelle v.

Si la conjoncture internationale s'est améliorée, l'heure n'est pas venue pour l'Espagne de baisser la garde. Tel est en substance le message qu'a délivré le secrétaire d'État à l'économie, M. Pedro Perez, en brossant, vendredî 5 avril, le tableau des perspectives de l'économie espagnole de l'après-Golfe.

MADRID

de notre correspondant

Le numéro deux du ministère de l'économie. M. Pedro Perez. a certes reconnu que les conséquences positives de la fin du constit, comme la politique de réactivation menée par plusieurs grands pays industrialisés, la baisse du prix du pétrole ou la relance prévisible des flux touristiques, ne pouvaient qu'accroître la marge de manœuvre des grands argentiers espagnols. Mais tout cela, a-t-il immédiatement ajoute, « n'est pas suffisant pour nous faire changer de politique économique ». « Nous n'avons pas encore atteint un niveau suffisant dans la correction de nos déséquilibres, a-t-il assuré, et notre priorité est aujourd'hui d'assurer la convergence de notre éco-nomie avec celles des pays de la Communauté avant qu'entre en œuvre l'union économique et monè-

Aussi M. Perez a-t-il souligné que l'attention du gouvernement restait fixée de manière prioritaire sur les deux faiblesses traditionnelles de l'économie espagnole : le déficit extérieur et l'inflation. Dans ces deux domaines, les responsables économiques veulent enregistrer de nouveaux progrès cette année : ainsi, il s'agit de faire bais-ser le déficit de la balance des paie-ments courants de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), le niveau de 1990, à 2,8 % en 1991, et de faire passer la hausse des prix de 6,5 % à 5,6 %.

Le premier de ces objectifs sem ble accessible: y contribueront notamment la baisse du prix du pétrole, la bonne orientation des exportations espagnoles durant ces derniers mois et la perspective de voir l'Espagne choisie comme option de rechange par les touristes évitant les zones troublées du nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

Le pari semble plus difficile à tenir en matière d'inflation : M. Perez a d'ailleurs reconnu qu'il était vain d'attendre des progrès significatifs dans ce domaine « avant l'èté ». Si le comportement des prix des produits industriels est relativement satisfaisant, il n'en va pas de même de ceux du secteur des services, moins soumis à l'impact de la rapide introduction de la concurrence étrangère. L'hôtellerie, les transports et l'enseignement, notamment, restent apparemment réfractaires à toute politique de maîtrise des prix.

### Un pacte social de compétitivité

Aussi le gouvernement poursui-vra-t-il en 1991 la politique de « refroidissement » mise en œuvre lepuis deux ans. La croissance du PIB. qui était encore de 4.8 % en 1989 et avait été ramenée à 3,7 % en 1990, devrait être durant cette année de 3 % seulement. Cela suite à la réduction spectaculaire de la demande, dont la croissance est passée de 1989 à 1990 de 7.8 % à 4,6 %, et qui devrait diminuer encore en 1991 et passer à 3,5 %.

M. Perez a précisé que tant la politique monétaire que la politique budgétaire seraient utilisées à cette fin par le gouvernement. Il a souligné à cet égard que la baisse restent toujours les plus élevés de la Communauté) décidée récem-

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHEOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS RÉGIONALISME

Livres nenfs - Livres anciens

Ensor sur simple demand

# **ECONOMIE**

L'assemblée de la Banque interaméricaine de développement

### Les Européens sont divisés sur leur contribution au fonds pour l'Amérique latine

de notre correspondant

Alors que le Japon a donné son accord de principe - sans toutefois ndiquer le montant de sa contribution - au Fonds pour l'Améri-que latine proposé par le président Bush, les Européens participant à l'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se tient à Nagoya, sont apparus divisés sur cette question. Au cours de la réunion de lundi 8 avril, si l'Allemagne a manifesté son soutien à la proposition améri-caine, les représentants de la France et la Grande-Bretagne ont exprime leur réticences

### Une idée assez floue

En juin dernier, le président américain avait proposé que les Etats-Unis, le Japon et les pays européens participent à un Fonds de développement pour l'Amérique latine destiné à soutenir les investissements et s'engagent à fournir annuellement 300 millions de dollars sur cinq ans. Selon M. Fritz Fisher, directeur général adjoint au ministère allemand de la coopération. « un secteur privé dynamique est la clé du développement. (...)
C'est pourquoi nous soutenons l'initiative américaine ». M. Fisher n'a cependant pas précisé l'ampleur de la contribution allemande.

Le représentant français, M. Denis Samuel-Lajeunesse,

directeur du service des affaires internationales au Trésor, a pour sa part fait valoir qu'il existe déjà suffisamment de fonds pour le développement (telle la Société interaméricaine pour les investisse-ments). Il semble que Paris ait été quelque peu pris de cours par la proposition américaine qui a été

présentée sans concertation préala-ble suffisante. L'idée du Fonds

reste en outre assez floue. C'est notamment les arguments qu'a fait valoir le représentant anglais qui, tout en souscrivant aux objectifs généraux du projet, a émis des réserves sur le rôle du secteur public dans la promotion des investissements privés et le sys-tème de dépendance qui risque d'être ainsi créé. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, en tant que membres non régionaux de la BID, ne disposent que de 8 % dans la répartition des droits de vote alors que les Etats-Unis et le Canada représentent

Les membres non régionaux ont souhaité avoir davantage de poids dans la définition de la politique de la BID. C'est notamment le cas du Japon dont le ministre des finances, M. Hashimoto, a qualifié de a contrainte regrettable » la limite des 8 % du droit de vote.

La presse japonaise commente les réticences européennes en soulignant la préoccupation suscitée par l'Europe de l'Est qui les dissuaderait de s'intéresser davantage à l'Amérique latine.

# COMMUNICATION

# Hachette décide de « geler » les actions de Montana

Montana Management qui détient 8,4 % de son capital depuis 1989. Cette décision intervient après diverses révélations d'origine amé-ricaines indiquant que Montana serait dirigée par des Irakiens (le Monde du 26 mars et du 4 avril). Ce gel empêche toute vente des actions de Montana ainsi que la suspension du paiement des divi-dendes. Hachette précise que «si nécessaire » il rachètera ce paquet d'actions des que les autorités internationales le permettront. Selon le Point, les participations de Montana dans Hachette sont gérées par le Crédit lyonnais.

Le groupe de communication français confirme qu'il va « pour-suivre son enquête sur l'identité de Montana » en liaison avec les Trésors français et américain, avec les autorités panaméennes et avec le sondé de pouvoir de la holding, M. Philippe de Boccard. Le groupe de communication français note que les responsables de cette dernière affirment toujours que « Montana est une holding qui regroupe plusieurs ressortissants non européens en provenance de divers pays du Golfe ». Cependant, parce qu'il a recueilli « ces derniers jours des présomptions et des recoupements qui nous paraissent suffisants, sans constituer des preuves définitives », Hachette a décidé le gel des actions.

Enfin, le groupe français s'élève contre les ecertains commentaires excessifs, injustes (...) » qui pourraient « nuire à son image de marque internationale ». Une détérioration qui s'est traduite par une baisse de 2,14 % du cours d'Hachette le 8 avril et que devrait endiguer la

### Le Crédit lyonnais affirme qu'il ne négocie pas un prêt de 250 millions de dollars à la MGM

ROTTERDAM

de notre correspondant

M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire du Crédit lyon-nais Bank Nederland (CLBN), a catégoriquement nié, le 8 avril, que sa banque soit sur le point d'accorder un prêt de 250 millions de doilars à la compagnie MGM-Pathé de M. Giancarlo Parretti: « Nous ne negocions pas aujourd'hui une telle ligne [de crédits] avec ce

groupe. » Après avoir précisé qu'il ne parlait « qu'au nom du CLBN ». M. Brutschi a laissé entendre que la position de la société mère, à Paris, n'était pas différente.

Après la publication des résultats 1990 de la banque (1), M. Brutschi s'est employé à banaliser les liens de la banque française avec son client italien : « Le CLBN est le banquier des productions MGM, tout comme il a été celui des films Cannon pour Pathé Communications Corporation. Mais nous n'accordons pas à M. Parretti d'autres crédits que pour produire des

Autrement dit : le CLBN « n'a pas financé le rachat de MGM ». n'a pas octroyé à M. Parretti des prêts via, notamment, la société Melia (aux Pays-Bas), et n'a pas été impliqué dans la vente, en février 1990, des salles britanniques et néerlandaises du réseau Cannon à un mystérieux groupe d'investisseurs, « qui n'est pas lié à M. Parretti ni au CLBN ».

Pour le cinéma, M. Brutschi a indiqué que le CLBN avait affecté en 1990 « plus de 10 % » de son portefeuille de prêts, soit au moins 6.5 milliards de francs, « au financement de quelque deux cents silms, à 80 % américains ». Mais la bauque de Rotterdam va infléchir sa stratégie : elle entend « élargir son champ d'action aux productions européennes », et cela au détriment des films américains puisque « la croissance des crédits [pour le cinéma] va être stabilisée ».

**CHRISTIAN CHARTIER** 

(1) L'an dernier, le total du bilan du CLBN s'est chiffré à 35,3 milliards de flo-rins (106 milliards de francs, en bausse de 11 %), et la banque a dégagé un profit net de 63 millions de florins (189 millions de francs, résultat stable)

□ M. Stéphane Roussel reçoit une hante distinction allemande. – Notre confrère Mes Stéphane Roussel a reçu le 5 avril la cravate de commandeur de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne des mains de M. Jürgen Sudhoff, ambassadeur de RFA à Paris. Elle représenta le Matin à Berlin de 1930 à 1938, et passa la guerre à Londres dans le groupe de journalistes rassemblés par Pierre Comert au quotidien la France. De 1951 à 1980, elle dirigea à Bonn le bureau de France-Soir.

> F. Lemoine L'économie chinoise

REPÈRES

Ch. Comeliau Les relations nord-sud

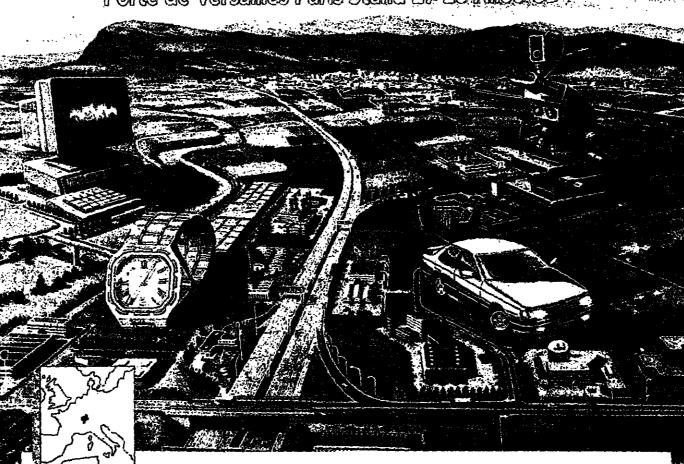
REPÈRES

H. Rouillé d'Orfeuil Le tiers monde

128 p., 42 F. 100 titres LA DÉCOUVERTE

REPÈRES

RENCONTREZLE PAYS DE LA PRECISION les 10 11 et 12 Avril Au Salon S'Implanter Porte de Versailles Paris-Stant 27-28 Allée CD



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DU PONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement. l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grace à une équipe de professionnels motivés et compétents. L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atternissage dans la précision. Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTIS-SEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS

DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

HOTEL DU DEPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU. 25031 BESANÇON CEDEX FRANCE - TEL - 81.83 24.31 - TELEX. AGINDEV 361 184 F - TELECOME : 81.82.01.40 CONSEIL GENERAL DU DOUBS

# La galaxie Hersant

Suite de la première page

A soixante et onze ans, Robert Hersant demeure le seul, à l'exception peut être de son grand argen-tier, M. Christian Grimaldi, à maîtriser l'écheveau des flux financiers qui fait de son groupe le plus puissant et le plus opaque de la presse française. Cette organisation floue qui défie toutes les lois du management, et sans doute certaines de la République – ne se glo-rifiait-il pas en prenant le contrôle rifiait-il pas en prenant le contrôle du Progrès d'être « en avance d'une loi »? – Robert Hersant l'a voulue. Elle lui a servi après 1981, quand vingt-deux inspecteurs du fisc s'échinaient sans succès à frouver une faille dans le dispositif. Elle lui sert encore à diviser pour régner, en entretenant les rivalités. en entretenant les rivalités.

Souple en attaque comme en désense, la «galaxie Hérsant» ne

Presse régionale

- Presse-Océan

Nord-Eclair

Nord-Matin

Dauphiné libéré

Lyon-Matin

haut-Jura

Progrès

Indépendant du

an public

• Midi libre (30 %)

Est-Républicain (24 %)

Presse DOM-TOM ←

Paris-Normandie

•Union de Reims

France-Antilles

cercie» en lui offrant, cette même année, le poste de directeur général adjoint du groupe. Aujourd'hui, à quarante-trois ans, Yves de Chaisemartin est l'homme-clef des négo-ciations et des alliances, en France et à l'étranger. « C'est André Audinot, la faconde et la bonhomie en moins », note un éditeur.

Devenu directeur général du groupe de communication et membre du conseil de surveillance du Figaro, il fut l'homme de Robert Hersant à la Cinq, où il orchestra le retrait du groupe, tout en négo-ciant les prises de participation au Soir de Bruxelles, ou à Grupo 16, en Espagne. Mais ce spécialiste des missions difficiles, qui sait mani-fester une politesse glaciale juste tempérée par un sens aigu de la diplomatie, participe aussi aux négociations hexagonales : au côté

Robert Hersant et sa famille

Edition Diffusion Presse

Revue nationale de la chasse

PRANCE ANTILLES

Le Havre libre

30 Millions d'amis

SOCPRESSE

Presse Magazine

L'Auto journai

Gerpresse

Neptune

Rateaux

suppléments est censée drainer la publicité et attirer des lecteurs nouveaux, pour regonfler les rangs que l'age et les changements successifs de ligne rédactionnelle ont clairsemes. Mais les 300 millions de francs investis dans ce nouveau produit ne porteront vraiment leurs fruits que quand le dispositif sera complété, au nord et au sud de l'agglomération. Et rien n'assure que cet avatar gratuit peut garantir la survie de France-Soir, ce drain permanent dans les finances du groupe. Autant dire que l'avenir de 'inspecteur des finances Villin se lira aussi dans les comptes...

Le troisième n'est autre qu'un des fils de Robert Hersant, Philippe, trente-quatre ans. Deux de ses frères aînes, Jacques et Michel, travaillent dans le groupe, notamment dans sa partie magazine. Mais c'est Philippe que son père a choisi pour officier dans la presse régionale, le véritable cœur du groupe. C'est Philippe qui s'est peu à peu rodé aux métiers de la presse, au cours d'un patient parcours initiatique. Son fief théorique se limite à France-Antilles, c'est-à-dire à une société juridique-

Presse parisienne

. Figaro, Aurore et suppléments

Paris-Turf

Publicité

Etranger

← famille Hersant

Publiprint

France-Soir

n'est-il pas voisin de l'Union

Villin-Hersant gravite le « second cercle» des sidèles de Robert Hersant. Un ensemble flou qui mele gestionnaires, tetes politiques ou hommes d'appareil. Les juristes Bertrand Cousin et Charles Debbasch cultivent les dossiers délicats et les contacts à droite; l'habile Jean Miot, versé dans l'alchimie des organisations professionnelles de la presse, rompu aux négociations syndicales, ne dédaigne pas à l'occasion les diners du Siècle ou la fréquentation des « ateliers » de la franc-maçonnerie, tout en cumulant les présidences (celle de l'Office de justification de la diffusion ou celle du puissant Syndicat de la riche », plaisantait recemment Robert Hersant.

> rer la modernisation des imprimeries, étendre le maillage de la presse régionale sans s'attirer les foudres des dispositifs anti-concentration et sortir des frontières. Robert Hersant fermement aux commandes, ces tâches urgentes dispensent son entourage d'états d'ame sur le devenir du groupe. Mais l'ascension de Philippe Hersant pose une nouvelle question : 'a galaxie Hersant peut-elle devenir ine dynastie?

renouant avec les bénéfices, le Progrès sert maintenant de base à une nouvelle vague d'expansion. comme en témoigne le rachat du Bien public de Dijon (le Monde du 28 mars). Mais Philippe Hersant est encore associé à cette offensive qui s'étend sur les marches lorraines. L'Est républicain, dont le groupe vient de prendre 24 %,

Derrière le trio Chaisemartinpresse parisienne entre autres); Cyrille Duval surveille le nerf de la guerre, la publicité, à la tête des principales régies du groupe tandis principales regies du groupe tandis qu'Henri Morny gère le développe-ment du groupe hors de la métro-pole et en Europe centrale – « un des derniers endroits au monde où l'on a fecilement l'impagnement d'inl'on a facilement l'impression d'etre

Dans l'immédiat, cet aréopage est mobilisé pour relever les défis du groupe : rentabiliser un empire aux fonds propres dérisoires, digé-

MICHEL COLONNA D'ISTRIA ET YVES-MARIE LABÉ

(1) L'Expansion, 6/19 avril 1984

# L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS FRANÇAIS et ANGLAIS 11.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Au cours de sa séance du 5 avril 1991, le Conseil d'administration a pro-cédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1990.

hiffres-clés consolidas (en manto	·	
CHIFFRES D'AFFAIRES	15 450 2 959 1 317 980 2 384 1 790	+ 23,9 + 35,6 + 16,3 - 3,5 + 22,1

(1) Résultat avant frais financiers, impôt et remunérations prioritaires des

Le résultat net de la société mère s'élève à 909 millions de francs et la capacité d'autofinancement à 997 millions de francs. Sur la base de données comparables, la croissance du bénétice net et de la capacité d'autofinancement aurait été respectivement de 7 % et de 2 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 7 juin 1991.

de renouveler les mandats d'administrateurs de M. Bernard LAPL LE, de M. Jacques LATSCHA et du comte de RIBES :

de fixer le dividende net à 10 franes par action de 25 franes, nominal, ce qui équivant au maintien de la distribution de l'exercice 1989, compte tenu de la division du titre par trois ; ce dividende pourra être payé, en numéraire ou en actions, au choix de l'actionnaire.

Le Conseil d'administration a renouvelé, en tant que de besoin, son avis favorable sur l'offre publique d'échange proposée par la Compagnie financière de Paribas sur les actions de la société.

Cette opération, qui adossera Ciments français à un grand groupe finan-cier, ne remet pas en cause son identité industrielle et boursière. Elle est de nature à lui donner la stabilité et la flexibilité du capital qui lui sont néces-saires pour aborder de nouvelles étapes de son développement.

Le niveau d'activité à fin mars est en recul par rapport à 1990 et aux prévisions budgétaires, sous le triple effet des conditions climatiques sévères, de la guerre du Golfe et du ralentissement progressif de l'économie mondiale. Cette situation, sensible dans tous les pays mais surtout en Amérique du Nord, se traduit par une baisse des tonnages de ciment vendus par le Groupe, de l'ordre de 2 % par rapport au 1º trimestre 1990.

CIMENTS FRANÇAIS sur minitel 3616 CLIFF

Le Havre-Presse connaît qu'un seul centre, mais comprend plusieurs réseaux tissés au fil des années, des affaires et des amitiés. La mort récente de Michel d'Ornano, numéro deux officiel du groupe – il était viceprésident de la Socpresse, société éditrice du Figaro, – a créé un vide au côté de Robert Hersant, dont il était à la fois l'émissaire et le

Fin politique et observateur perspicace d'un microcosme politique où il comptait de nombreux amis (le Monde date 10-11 mars), le comte d'Ornano était aussi pour une bonne part, du fait de ses attaches familiales, dans les conquêtes polonaises du groupe. Sa conquetes posonaises du gioupe. Sa mort survient quelques années après le décès brutal, en 1986, de celui qui faisait office de «premier ministre» de Robert Hersant, André Audinot, autre ami proche qui avait mis son entregent à son

### Le fils. l'énarque et l'avocat

La disparition de ces deux éminences ouvre et élargit la succession du «papivore», quitte à lui faire faire un saut de génération. La question, jamais abordée fran-chement, est insidiensement posée dans les couloirs des journaux. Même si la présence de Robert Hersant marque encore la stratégie et le développement de l'empire, même si la question de sa succession. lorsqu'elle est posée aux grands « féodaux », semble incon-grue, et même si lui-même la balaie d'un revers de main. Dans un de ses rares entretiens (1), le patron du Figaro ne tranchait-il pas: «Quant à ma succession, s'il y en a une, les solutions se trouve-ront d'elles-mêmes. Je ne me sens pas responsable au-delà de la propre capacité à exercer mon acti-

Trois personnalités au profil contrasté émergent pourtant de la galaxie Hersant, que leur parcours au sein du groupe et les rumeurs savamment distillées à leur propos désignent comme prétendants

Le premier, Yves de Chaisemar-Le premier, Yves de Chaisemar-tin, est avocat de formation. Fami-lier de Robert Hersant depuis que celui-ci a racheté l'Aurore en 1978 à Marcel Fournier, ce brillant juriste a gagné l'estime et la confiance du patron du Figaro en défendant sa cause lors du procès du Progrès de Lyon, au printemps 1986. Et en parvenant, au terme de dix ans de procédure et de batailles juridiques dans lesquelles il fait merveille, à obtenir l'extinction des poursuites engagées en 1977 contre Robert Hersant par le Syndicat national des journalistes. pour infraction à l'ordonnance de 1944. (le Monde daté 25-26 octobre 1987). Le patron de la Socpresse l'attirera dans son « premier

de Philippe Hersant, il a joué un rôle important dans la récente prise de participation dans l'Est républicain (Nancy). En plus d'une connaissance sans cesse affinée des ramifications du groupe, Yves de Chaisemartin possède un dernier atout : ses liens avec l'establishment, comme ceux, amicaux, qu'il entretient avec le directeur général de la Dépêche du Midi toulousaine, le ministre du tourisme Jean-Michel Baylet, ou ceux qu'il a noués avec les patrons du Syndicat de la presse quotidienne régionale.

Le second est un énarque de trente-six ans, Philippe Villin, dont l'ambition affichée agace nombre de ses pairs à l'état-major du groupe. Cheveux courts et dents longues, il a la haute main sur la presse parisienne : le Figaro et ses suppléments en perte de vitesse publicitaire, France-Soir toujours en quête d'un redressement qui lui rendrait son lustre passé. Les paris qu'il a engagés pour re l'imprimerie géante de Roissy. celui du recentrage du Figaro avec le débauchage de Franz-Olivier Giesbert, ancien directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, celui surtout de France-soir avec ses suppléments hebdomadaires gratuits, sont loin d'être gagnés.

Entamée avec France-Soir Ouest. maintenant étendue à la banlieue est et à Paris, cette politique de

ment séparée de la Socpresse et que Robert Hersant a cédée à sa famille. France-Antilles contrôle les journaux des tropiques (un réseau qui quadrille les DOM-TOM, de la Guyane à Nouméa). les conquêtes « historiques » de Normandie (Paris-Normandie, le Havre libre, etc.) et l'Union de

• Le Soir (Bruxelles) 42 %

Pologne, URSS, Espagne

### Gestionnaires et apparatchiks

Mais l'influence de Philippe Hersant déhorde déjà largement cet ensemble hétéroclite. Il n'ignore rien des déboires des quotidiens du Nord (Nord-Matin, Nord-Eclair), que l'ombre de leur trop puissant voisin la Voix du Nord empêche de s'épanouir. Et c'est à lui, en tandem avec Yves de Chaisemartin, que revient l'entrée réussie au capital de l'Est républicain. En effet, contrairement à «l'affaire du Progrès» où il s'était ieté corps et âme, Robert lui a laissé carte blanche.

Certes, deux barons du groupe, Xavier Ellie et Gerard Huertas, à la tête respectivement du Progrès de Lyon et du Dauphine libére de Grenoble, défendent leurs prérogatives dans la région Rhône-Alpes, l'autre bastion du groupe dans la presse régionale. Racheté en 1985, « digéré » depuis par le groupe et

# Selon les chiffres 1989 de l'OJD

# Le groupe ne dépasse pas les 30 % fixés par la loi

infraction avec l'article 11 de la loi du 1-août 1986, qui interdit à un groupe de personnes physiques ou morales de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens nationaux et régionaux? Selon les chiffres 1989 de l'Office de justification de la diffusion (OJD), derniers connus, la diffusion totale des journaux dépendant du groupe Hersant représente 2 067 606 exemplaires, soit 24,22 % du total des quotidiens diffusés en France (8 535 033 exemplaires) (1).

Les territoires d'outre-mer - Nouméa et Tahiti, où le groupe possède aussi des quotidiens n'entrant pas dans le champ de la loi de 1986, reste la question de l'Est républicain et du Midi libre. Selon ses propres déclarations, le groupe Hersant ne possède que 24 % du groupe nancéien. Quant au Midi libre, le groupe Hersant en détiendrait un peu plus de 30 %, mais cette prise de participation doit être examiné le 16 avril par le tribunal de commerce de Montpel-

Le groupe Hersant est-il en lier Or, selon la loi de juillet 1966 entreprise est fixé à 40% : ni l'Est républicain ni le Midi libre n'entrent donc, actuellement, dans le giron du groupe Hersant.

Mais, le coût élevé de la participation de 24 % dans le groupe l'Est républicain pourrait cacher une option sur une autre partie du capital. Le contrôle de ces deux groupes régionaux porterait alors poids de l'empire de presse à 497 596 exemplaires soit 29,26 % du total de la diffusion des quotidiens. Un pourcentage frôlant le seuil fatidique de 30 %. En cas d'infraction, la loi prévoit des peines de prison (un mois à daux ans) ou une amende (de 10 000 francs à 200 000 francs). Y. M. L.

(1) Le groupe Hersant contrôle actuel-lement trois quotidiens nationaux d'in-formations générales (le Figure, le Figure L'Aurore, France-Sor), seize régionaux (du Daubine libéré à l'Union de Reins et du Bien public au Propris) et deux queti-dens dans les DOM (France-tottiles

# PECHINEY INTERNATIONAL **RÉSULTATS 1990**

Le Conseil d'Administration réuni le 3 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé de Pechiney Internationai (part du Groupe) s'élève à 1150 millions de francs (soit 15 francs par action) avant amortissemancs (soit 13 trancs par action) avait amortisse-ment des écarts d'acquisition, contre 1529 mil-lions (20 francs par action) en 1989. Après déduc-tion de cet amortissement, il est de 907 millions de francs (soit 12 francs par action), contre 1268 millions (17 francs par action) pour l'exercice précé-

Exprimé en dollars, monnaie de compte d'une part ités de Pechiney International (dont le cours de change moyen s'est déprécié de 6,38 F à 5,45 F), le résultat net (après amortissement des écarts d'acquisition) passe de 199 millions à 166 millions en 1990. L'analyse des données présentées ci-après montre que le résultat courant en dollars est quasiment stable d'un exercice à l'autre (-1 %), la diminution du résultat net provenant pour l'essentiel des éléments hors exploitation, des sociétés en équivalence et de la part intérêts minoritaires.

THE THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS				
	EN BOLI	LARS	ENFRA	NCS
(en millions).	1990	1200	100-	1989
CHIFFRE D'AFFAIRES MARGE OPÉRATIONNELLE dont- Emballage - Composants Advantantiques - Aluminium - Commerce International - Augres	7 895 665 419 150 71 28 (3) 354	7 508 - 687 333 141 177 38 (2)	3028 3627 2285 819 386 153 (16) 1932	7 985 4 382 2 126 899 1 128 343 (14) 2 289
RESULTAT COURANT RÉSULTAT NET -avant amortissement des écarts d'acquisition -après amortissement des écarts d'acquisition	211	340	١	1 529

Le chiffre d'affaires consolidé diminue en francs, de 10,3 %; en dollars, il progresse de 5,2 %. Le secteur Embailage représente 69 % du total, les Composants Aéronautiques 13,4 %, l'Aluminium 10,3 % et l'activité Commerce International 7,3 %.

L'évolution de la marge opérationnelle ( - 17 % en francs et -3 % en dollars) recouvre une diminu-tion des résultats des activités Aluminium et Commerce International, presque entièrement compensée, en dollars, par la progression des résultats des secteurs Emballage et Composants Aéronau-

Les frais financiers nets baissent de 2093 millions de francs à 1695 millions, en raison de la dispari-

INFORMATION MINITEL: 3616 CLIFF

tion des charges non récurrentes supportées en 1989 et de la dépréciation du dollar. Les impôts sont également en diminution, de 901 millions à 765 millions. Les produits et charges hors exploitation, les résultats des sociétés en équivalence et la part des intérêts minoritaires se soldent par une charge nette de 17 millions de francs, contre un profit de 141 millions en 1989.

Le secteur Emballage, dont la marge opération-nelle a progressé de 7,5 % en francs et de 26 % en dollars, a tiré pleinement profit en 1990 de la qualité de ses actifs industriels, des positions concurrentielles de premier plan qu'il détient sur ses divers marchés et des efforts déployés pour réduire les coûts de production. La plupart des activités ont ser, en particulier le boîtage boisson. La contribution d'American Natioate moneres nal Can à la marge opérationnelle du secteur a été de 343 millions de dollars, en augmentation de 24% par rapport à 1989. Les perspectives pour 1991 sont bonnes et devraient permettre une nouvelle progression des résultats.

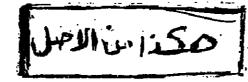
· Dans le secteur Composants Aéronautiques, après un premier semestre marqué par une certaine érosion des marges sur les ventes d'ailettes de turbines, la seconde partie de l'exercice a enregistré une forte amélioration des résultats, grâce à la croissance en volume des ventes d'ailettes, notamment en Europe, aux très bonnes performances de l'activité pièces pour turbines industrielles et à une meilleure maîtrise des coûts de production. Les résultats de ce secteur devraient se maintenir à un bon niveau en 1991, s'il se confirme, ce qui semble aujourd'hui probable, que la crise récente du transport aérien n'entraînera pas de diminution sensible

· Quant à l'activité Aluminium, elle a été doublement pénalisée en 1990 par le recul des cours mondiaux de l'aluminium et par les effets de la dépréciation du dollar. Le niveau historiquement très bas des cours actuels de l'aluminium continuera de peser, en 1991, sur les résultats de cette activité, qui bénéficiera toutefois de la remontée du cours de change du doll ar intervenue au cours des dernières

COMPTES DE LA SOCIETE PECHINEY INTERNATIONAL

Le bénéfice net de la société s'élève à 482 millions de francs, contre 509 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 juin, le maintien à 5 F du dividende net des actions; il s'y ajoute un montant de 0,38 F par action au titre de l'avoir fiscal et des crédits d'impôts.

PECHINEY INTERNATIONAL



# La Caisse d'épargne de Lombardie entre dans le capital des Wagons-Lits

La Caisse d'épargne de Lombardie (Cariplo) et la Compagnie internation francs environ). En même temps, elle nale des wagons-lits (CIWLT) viennent de conclure un accord, en préparation depuis plusieurs mois (le Monde du 26 janviert, sur une entrée de la Cariplo dans le capital des Wagons-Lits, La Compagnia finanzia-ria italiana (CFI), banque d'affaires de la Cariplo, va prendre l % du capital de la CIWLT, provenant des actions détenues auparavant par la Sodexho, pour un montant de dix

va prendre une part de 8 milliards de lires dans un holding au capital social de 43 milliards de lires, qui coiffera l'ensemble des activités des Wagons-

Cet accord répond au désir des nouveaux dirigeants de la CIWLT de trouver des actionnaires dans les pays où la compagnie entend développer

**Titrisation** 

de 2 milliards de francs

de créances

pour le Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais lance sa

deuxième opération de titrisation de

crédits personnels. Celle-ci permet à

l'établissement de sonir de son bilan

70 000 prêts accordés à ses clients et

de les céder à un fonds commun de créances, baptisé CL FCC 2, pour un

montant total de 2 milliards de

francs, un chiffre record pour une

opération de titrisation en France. En

contrepartie, ce fonds émet 1,75 mil-

liard de francs de parts prioritaires et

Les parts prioritaires seront placées dans le public et cotées à la Bourse de

Paris. Les parts spécifiques (qui sup-

portent le risque de non-recouvre-

ment) seront souscrites par le Crédit

lyonnais et pourront faire ultérieure-

ment l'objet d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

250 millions de parts spécifiques.

### La SNECMA a réalisé 77 millions de francs de bénéfices en 1990

Le motoriste français SNECMA a vu son chiffre d'affaires progresser, en 1990, de 5 % pour atteindre 14,1 milliards de francs. Son résultat courant fait état d'un bénéfice de 435 millions de francs contre 185 millions en 1989, mais après déduction de 237 millions de francs, surtout imputables aux pertes sévères enregistrées par la nouvelle filiale belge. FN Moteurs, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 77 millions de francs contre 85 millions (- 9,4 %).

Les autres filiales du groupe se sont bien comportées, et notamment Messier-Bugatti (trains d'atterrissage) et la SEP (propulsion de susées et de missiles) qui ont réalisé respectivement un bénéfice de 62 millions de francs et de

### **EN BREF**

u Légère baisse des bénéfices de Dassault-Aviation. - Pour 1990, le bénéfice net de Dassault-Aviation (après impôts et versement d'un intéressement du personnel à hauteur de 92 millions de francs) est de 218,2 millions de francs (au lieu de 294,7 millions en 1989) pour un chiffre d'affaires de 17,12 milliards de francs, comparable à l'exercice précédent. Le déclin du résultat s'explique par la faiblesse du dollar et la dépréciation des créances lices aux événements du Golfe (cn particulier, l'embargo contre des livraisons de Mirage à l'Irak et à la Jordanie). Les commandes reçues en 1990 se sont élevées à 16.044 milliards de francs, soit un montant assez voisin de celui de 1989. Deux nouveaux administrateurs ont été nommés le 8 avril : M. Bertrand Daugny et M. Jacques

G Fleury-Michon acquiert plus de 66 % de Calixte. - Fleury-Michon (charcuterie, plats cuisinés, saucisson sec) a pris plus des deux-tiers du capital de la société Calixte, spécialisée dans les salaisons et le saucisson sec haut de gamme, a indiqué le 8 avril la direction de Fleury Michon, Calixte (entreprise familiale ardechoise) et Fleury-Michon, installée en Vendee, ont décidé de regrouper leurs activités dans le domaine des salaisons seches et de constituer une nouvelle société « Calixte Producteur». Par cette opération, Fleury-Michon accède à la troisième place du marché français du saucisson

 Construction navale : production mondiale en hausse de 20 % en 1990. - Le tonnage mondial des navires de commerce construits en 1990 a augmenté de près de 20 % en 1990 par rapport à l'année précedente, pour atteindre son plus haut niveau depuis quatre ans, soit 15,9 millions de tonneaux de jauge brute, seion le rapport annuel du Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publié lundi 8 avril à

Le Japon s'est maintenu au premier rang mondial et a augmenté à la fois sa production et sa part de marché, qui est passée de 40,5 % à 43 %. En revanche, la part de la Corée du Sud a légèrement dimi-nué. En Europe, c'est l'Aliemagne qui enregistre la plus forte croissance. La part relative des pétro-liers dans le carnet mondial tend à diminuer alors que celle des vraquiers qui transportent les céréales

ou les minerais, augmente.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CIC

Le conseil d'administration, présidé par M. Jean de La Chauvi-nière, a examiné et approuvé, dans sa séance du 22 mars 1991, les comptes de l'exercice 1990, qui seront soumis à la prochaîne Le total du bilan s'établit à 9 231 millions de francs, contre

8 272 millions de francs en 1989. Le produit net bancaire s'élève à 410 millions de francs, contre

millions de francs en 1989, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente.

Le volume des crédits distribués à la clientèle a connu un accroissement de l'ordre de 10 % pour atteindre 4,7 milliards de francs et 6 milliards de francs avec les engagements hors bilan. Les ressources, quant à elles, ont progressé de 4,3 %, montant auquel il convient d'ajouter la forte croissance des O.P.C.V.M. En particulier, la SICAV SB SECURITE, qui a connu un vii succès, et les deux londs communs de placement, ont atteint plus de 900 millions de trancs d'encours. Les frais généraux étant contenus, le résultat brut d'exploitation progresse de plus de 33 % pour atteindre les 60 mil-

Les dotations aux amortissements sont du même ordre que celles de l'année précédente. Les dotations en provisions pour risques domestiques et pour risques pays restant à un niveau soutenu, le résultat net de l'exercice s'établit à 4,5 millions de francs de bénéfice contre une perte de 23 millions de francs en 1989.

Le renforcement de la direction de l'exploitation et de la salle des marchés et le déploiement du réseau, conjugués aux possibilités commerciales nées d'accords réciproques avec le GAN, permettent d'espérer que l'année 1991 sera une année de consolidation de cette capacité bénéficiaire retrouvée.



# NEW-YORK, Savrit 1 Légère progression

Légere progression

L'indice Dow Jones est revenu au-dessus de la barra des 2 900 points lundi dans les derniers échanges, clôturent à 2 918,56 points, en hausse de 21,78 points (+ 0,75 %). Le séance cependent a été hésitante dans l'attente de plus amples indications sur l'évolution des taux d'intérêt. Quelque 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 945 contre 615, 488 titres étant inchangés. Déçus par l'absence de réaction de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux mauvais chifde reaction de la reserve rederate américaine (Fed) aux meuvais chif-fres du chômage publiés vendredi dernier, les investisseurs ont porté leur attention sur les résul-tats trimestriels des entreprises américaines dont la plupart sont jugés peu intéressants dans le meilleur des cas.

Le marché attend d'autre part les prochaines statistiques économiques, particulièrement les prix de gros et de détail pour mars. Ces indications, significatives sur le front de l'inflation, pourraient encourager la Fed à stimuler de nouvelles baisses des taux d'intérêt afin de sorter l'économie de la récession selon les experts. teret afin de sortir l'économie de la récession, selon les experts. Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trente ans a peu varié, s'établissant en fin d'après-midi à 8,16 % contre 8,17 % vendredi soir.

, (/ % veriarea soir.					
VALEURS	Cours du 5 and	Cours du 8 avril	ļ		
Accol ACT ACT ACT ACT Cover Monhattan Bank De Post de Nenoues Eastman Kodak Eroon General Mono General Mono General Mono Fire Fire Fire Fire Fire Fire Fire Fire	64 7/8 34 48 1/2 17 3/4 37 4/2 3/8 57 1/8 31 1/4 23 1/8 112 5/8 57 7/8 56 3/4 56 5/8 57 5/8	54 7/8 34 5/8 48 7/8 17 5/8 38 1/8 42 7/8 42 7/8 42 7/8 57 5/8 37 1/8 37 3/8 23 1/4 113 58 54 7/8 56 4 7/8 56 4 1/2			
UAL Corp en Allegis. Union Carbide USX	149 17 31 3/6 28 1/8	150 17 1/4 32 5/8 28 3/8			
Westinghouse Xerox Corp	57 "	57 1/4	Į		

### LONDRES, 8 avril \$ La baisse revient

La trainada revirent.

La Bourse de Londres a terminé la séance de lundi dans le rouge. A la clôture, après avoir évolué entre un gain de 4 points et une perte de plus de 25 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 15.4 poents soit 0,6 % à 2 529,9. Le volume des échanges a atteint 592,7 millions de titres contre 801 millions vendredi.

Cette baisse a été la consé-quence des prises de bénéfices, oprès la forte hausse de la semaine dernière, mais aussi de la publicadermere, mais aussi de la publica-tion de plusieurs statistiques déce-vantes pour l'économie britanni-que. Les ventes de détail ont baissé de 0,1 % en février après so sucir été initialement appongréss en baisse de 0,1 % en revner apres avoir été initialement annoncése en hausse de 1 %. La faible hausse (98 millions de livres) de l'encours des crédits à la consommation en février, à 29,95 milliards de livres, a aussi assombri la tendance. Un porte-perole du Trésor a ajouté que ces chiffres montraient que «la politique monétaire restrictive continualt à réduire la croissance du crédit».

sance du crédit ».

### FAITS ET RÉSULTATS

O Générale des eaux : + 20 % de bénéfices en 1990. - Le groupe Générale des caux, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé de l'or-dre de 117 milliards de francs pour dre de 117 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18,8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (environ 25,5 % du total) et un bénéfice net dépassant 2,2 milliards, en hausse de plus de 20 %, La Compagnie annonce pour elle-même un chiffre d'affaires de 10,6 milliards de francs en 1990 (e. 13,6 % per croper aux 9 3 mil. (+ 13,6 % par rapport aux 9,3 mil-liards de 1989) et un bénéfice net de 1,1 milhard (+ 41,7 %); elle compte distribuer 777,7 millions de francs à ses actionnaires soit 21,3 % de pius qu'en 1989.

Sodexho prend deux sociétés belges de restauration. — Sodexho Belgique, lifiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre le contrôle de deux sociétés locales de pressurion Belgerest et Restaura restauration, Belgorest et Restaura, la première axée sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deur acquisitions portent à 4 milliards de francs belges, soit 650 millions de frança français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 2 575 salariés.

 Mousanto vend son alimentation
animale à Mitsul et Nippon Soda. --Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'alimentation animale aux sociétés japonaises Mitsui and Co. et Nippon Soda Co. Mitsui et Nippon Soda voot créer une nouvelle société qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Alimet et MHA). Les activités codees ont représenté l'an der-nier un chillre d'affaires d'environ 140 millions de dollars (environ 750 millions de francs) a indiqué Monsanto qui n'a pas précisé le montant de la transaction.

O Licenciements chez Arusud Savy (Bilale Dior-Hermes). – Les atcliers Arusud Savy, filiale à 53 % d'Her-mès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procé-121 licenciements, a-t-on der a 121 licenciements, a-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

# PARIS, 8 avril 4

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note faible, à l'image des autres grandes places internationales. En repli de 0,33 % dès les premières cotations, les valeurs françaises ont contigué d'éxplure des la muse tions, les valeurs françaises du continué d'évoluer dans le rouge tout au long de la matinée. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 s'inscrivait toujours en recul (- 0,5 %). Plus tard dans le journée, à la clôture, l'indicateur de la réce accuseit ten baisse de

G.22 %.

Le marché parisien a lui aussi été déçu, semble-t-il, comme l'avaient été les marchés new-yorkais, vendredi demier, et nip-pon, quelques heures plus tôt dans la matinée, du maintien de la politique monétaire américaine en l'état, alors que les milieux financiers espéraient une légère détente du loyer de l'argem outre-Atlantique. En effet, après la publication, vendred 5 avril, des chiffres concernant le chômage chiffres concernant le chômage aux Erats-Unis, à son plus haut niveau depuis quatre ans, démontrant ainsi que le reprise n'était pas encore de retour, les intervenants ont attendu, en vain, un geste de la Réserve fédérale comme elle le fit à plusieurs reprises ces derniers mois quand l'économie américaine donnait des sinces de releptissement pro-

Cela étant, le marché a aussi profité de cette journée pour consolider ses positions après la hausse sensible de la semaine dernère. Du côté des valeurs, les arbitrages entre Paribas et Ciments français d'une part et entre Alcatei Alsthom et la Générale occidentale, d'autre part ont continué de mobiliser l'attention des intervenants. Ce fut eussi le cas d'Eurotunnel, dont la mise en service des navettes pour touristes est différée, en raison d'un changement de conception des barrières antifeu. Cette mise en service tardive antraînerait une Cela étant, le marché a auss parneres antreu. Cette mise en service tardive antraherait une réduction des antraherait une pour 1993. A la mi-journée, Eurotumel abandonnait près de 3 % pour un volume d'un million de titres.

### TOKYO, 9 avril 4

### Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de baisse ciôturant sur un recul de 1,1 % mardi. L'indice Nikkei perdait 290.26 yens et revenait à 28 317,39 yens. Le mouvement était amorcé dès le début de le journée. A missance. début de la journée. A mi-séance, l'indice Nikkei affichait déjà une baisse de 0,3 %. Le volume des échanges atteignait 250 millions d'actions. La baisse était en grande partie due à une vente d'arbitrage liée à l'indice effectué per une firme de courtage. Selon les analystes, les investisseurs attendent la publication de l'indice américain des prix à la consommation et de l'indice des prix de gros qui doivent être connus d'ici la fin de la semaine.

VALEURS	Cours do 8 pert	Corans da 9 avril
Akm Bridgetone Conton Rig Bank Houds Mistors Metsushita Becats Middelichi Havry Sony Corp. Toyota Mosact	900 1 139 1 680 2 510 1 470 1 740 905 6 580 1 860	785 1 120 1 550 2 580 1 450 1 710 797 6 510 1 830

dicale. L'entreprise, qui réalise l'impression sur soic des carrés « 90/90 » et la production de cravates pour Hermés, subit le contre-coup d'un climat dégradé depuis le début de 1990, avec l'aggravation de la crise du Golfe, selon la direc-tion. Arnaud Savy, qui emploie actuellement 450 salariés, table sur un chiffre d'affaires de 110 mil-lions de francs pour cette année contre 134 millions en 1990.

o Sogeris : résultats en légère hausse. - Sogéris, société de service et d'ingénièrie informatique, introduite il y a un an, au second marché de la Bourse de Paris a annonce pour l'exercice 1990 des résultats en légère progression, mais en deçà de ses prévisions. Le bénéfice net n'a que peu varié, passant de 11,5 millions de francs. Le chiffre d'affaires, est pour sa part, passé de 63,1 millions de francs, pour l'exercice precédent, à

o Brioche Pasquier: hausse de 57% du béuélice aet en 1990. – La société Brioche Pasquier a dégagé en 1990 un bénéfice net de 31.9 millions de francs contre 20,4 millions lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 496.9 millions de francs contre 324,4 millions en 1989. Pour 1991, la société table sur un chiffre d'affaires de 550 millions de francs oui déboucherait sur une chiffre d'affaires de 550 millions de francs oui déboucherait sur une francs qui déboucherait sur uno marge d'autofinancement brute de 67 millions soit un peu inférieure aux 70 millions de 1990, ainsi que sur un bénéfice net de 32 millions de francs.

D Saint Louis : progression de 22 % du résultat net en 1990. - Le 22 % du résultat aut en 1998. - Le groupe agro-alimentaire Saint Louis a enregistré, en 1990, un résultat net courant (part du groupe) de 732 millions de francs, en hausse de 22 % par rapport à l'exercice précédent (602 millions), a annoncé lundi 8 avril, Sainta annoncé lunoi 8 avri, Saint-Louis dans un communiqué. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 9,7 milliards de francs, en progres-sion de 9 % (8,9 milliards de francs). Le résultat act courant total affiche une hausse de 24 % à 749 millions de francs, contre 605 millions.

# **PARIS**

2					
Se	con	d ma	rché	(sélection)	
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernie cours
Alcani Cibles Amair Associes Anystel B.A.C Sque Verne (or SICM) Boisset [Lyn] C.A.L-de-Fr. (C.C.L) Calberton C.E.G.E.P.	3782 290 105 181 10 865 381 212 1107 430 584	3810 295  156 50 869 380  1100	Guintoli	960 255 311 132 893 100 50 280 95 144 151 82	310 137 30 895 102 279 90 95
C.F.P.1. C.O.L.M. Codetoor Conforama Creeks Disphin Colimas Demacks Worms Cle. Descript Descript Descript Descript Devile	315 935 280 822 226 20 484 885 400 295 20 1060	315 910 280  280 480 80 890  297 1065	Publifipsochi Rezzi Rezzi Rhone-Alp.Esu (Ly.) Scht. Martigoon Salect Invest (Ly) Scribo Scribo Scribo TF1 Therwedor H. (Ly)	353 600 288 181 101 464 90 130 265 309 80 280 200	124 80  307 50
Devide Dollars Editions Befrond Europ, Propulation Piretoor Preniusperts GET (group forul) Grand Limb	400 140 10 270 357 126 142 313 375 220	400 10 140 270 356  309 370 219 70	Vel of Cr. Y. S-Larett Groups  LA BOURS!	111 10 790 SUR A	111 10 790

Gravograph			7-19	LE MONDE		
Notionnel 10 Nombre de contrais	% Cotation	AT IF	age du 8 :	avrii 1991		
COURS ÉCHÉANCES						
	Juin 91	Sep	L 91	Déc. 91		
DernierPrécédent	106,62 106,14	190 180	5,48 5,16	185,84 185,86		
	Options	sur notionn	el.			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE			
L MILLOUDE	Juin 91	Sept. 91	Juin 9	I Sept. 91		
106	1,20	1,64	9,68	1,27		
CAC 40 A TERME						
Volume: 4 547. (MATIF)						
COURS	ÁVIJI	N	lai	Juin		
DemierPrécident	1 961 1 868		378 188	1 865,5 1 860		

### **BOURSES** CHANGES PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) Dollar: 5,72 = Valeurs françaises ... 121,09 120,79 Valeurs étrangères ... 112,70 113,86 Le dollar restait ferme mardi 9 avril, dans un marché calme. A Paris, la devise américaine (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 491,40 493,35 A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,72 francs contre 5,7235 francs la veille à la cotation officielle. Elle était également stable à l'égard des principales monnaies. Le mark cotait 3,3825 francs à Paris contre 3,3812 francs lundi au fixing. (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ...... 1851,71 1847,57 **NEW-YORK (Indice Dow Jones)** ... 2896,78 2918,56 LONDRES (Indice e Financial Times ») FRANCFORT 8 avril Doder (en DM) ... 1,6922 1,6925 137,80 85,55 TOKYO g avril Dollar (en yens). 137,00 137,00 FRANCFORT MARCHÉ MONÉTAIRE 1 586,87 1 579,95 TOKYO Paris (9 avril)........ 8 15/16 - 9 1/16 %

### LE MARCHÉ INTERBANÇAIRE DES DEVISES

	COURS OU JOUR		UNI 2006		DEUX MONE		SEX MOSS	
	+ ben	+ haut	Bap.+	tra 66p. –	Rep.+	00 dip	Rep.+	on dip.
\$ EU \$ cen. Yes (100)	5,7210 4,9588 4,1729	5,7250 4,9644 4,1773	+ 157 - 27 + 35	+ 167 - 19 + 44	+ 308 - 32 + 82	+ 320 - 4 + 102	+ 840 - 45 + 309	+ 98 - 2 + 36
OM Floria FB (100) FS L (1 000)	3,3796 2,9989 16,4300 3,9826 4,5571 10,1090	3,3836 3,0018 16,4460 3,9882 4,5621 10,1220	+ 3 + 2 + 10 + 21 - 103 - 270	+ 19 + 10 + 60 + 33 - 77 - 240	+ 4 + 2 + 0 + 45 - 191 - 480	+ 25 + 17 + 110 + 67 - 154 - 430	- 9 - 1 - 50 + 200 - 522 - 1070	+ 4 + 3 + 25 + 25 - 46

### **TAUX DES EUROMONNAIES**

		<del></del>			:_
\$ E-U Yea Rode FR(100) FS L(1 909) Franc	5 7/6 8 1/16 8 5/8 3 J/4 8 5/8 8 1/8 11 3/8 12 1/4 8 15/16	6 1/8 5 15/16 2 5/16 8 1/8 8 7/8 8 13/16 9 9 1/16 3 3/3 8 5/16 12 3/8 11 3/8 12 1/2 12 5/16 9 3/16 9 1/8	6 1/16 5 15/16 8 1/4 8 8 15/16 8 7/8 9 1/16 9 9 5/16 9 1/8 8 7/16 9 1/8 11 7/8 11 3/8 12 7/16 12 1/16 9 1/4 9 3/16	6 1/16 6 3/16 8 1/8 7 1/1/6 9 1/8 9 3/6 9 3/8 9 3/16 8 7/16 8 1/8 11 7/8 1/8 12 3/16 11 9/16 9 5/16 9 5/16	6 5/16 7 19/16 9 5/16 9 1/16 8 1/4 11 7/8 11 19/16 9 7/16
			· . • · · ·		

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande banque de la place.



Cours relevés à 10 h 12

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

مكذا سالاصل

La préfecture de la Charente-Maritime (Direction Départementale de l'Equipement)

### COMMUNIQUE:

Par arrêté nº 90-182 en date du 4 avril 1991, pris en application du Code de Expropriation pour cause d'utilité publique, le préfet a prescrit l'ouventure des

- à la déclaration d'utilité publique du projet d'autoroute entre SAINTES et ROCHEFORT (A 837)
- à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Roch-Magné, Tonnay-Charente, Cabariot, Lussant, Bords, Saint-Savinien Port-d'Envaux, Écurat.

Une commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de Poitiers, le 26 mars 1991, est composée :

- d'un président, M. MOUNIER Jacques de deux assesseurs, M. BIGET Jean, Mª PASCAUD Catherine. Le dossier principal sers déposé à la mairie de Tonnay-Charente, siège de l'enquête, Le public pourra y consulter les dossiers et registres d'enquête, déposés à la mairie de Tonnay-Charente du 29 avril au 7 juin inclus :
- du lundi au jeudi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h les dimanches 12 mai et 2 juin 1991 de 9 h à 12 h.
- Les dossiers subsidiaires seront déposés et pourront être co durée de l'enquête dans les communes ci-dessous : Port d'Envaux les mardi, mercredi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h le jeudi matin de 9 h à 12 h le satnedi matin de 9 h à 12 h.
- Ecurat le lundi, jeudi, vendredî de 14 h à 16 h 30,
- Le Vergeroux
  le mardi de 16 h à 19 h, le mercredi de 15 h à 18 h
  le jeudi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h
  le vendredi de 10 h à 12 h.
- Rochefort du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- Champdolent les hundi et mercredi après-midi de 15 h à 18 b le vendredi de 9 h à 12 h.
- Gezy les lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 å 12 h 30.
- Le Mung les mardi et vendredi de 14 h à 17 h.
- Plassny les mardi et jeudi après-midi de 14 h 30 à 18 h 30 le samedi matin de 8 h 30 à 11 h 30. - Loiré-les-Marais les mardi et vendredi de 14 h à 18 h.
- Breuil-Magné
- les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h le mercredi matin de 9 h à 12 h 30.
- Cabariot du fundi au vendredi de 11 h à 12 h et de 15 h à 18 h.
- Bords du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Saint-Savinien du lundi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- Crazannes le lundi de 14 h 30 à 18 h 30 le mercredi de 9 h à 11 h 30 le vendredi de 14 h 30 à 18 h 30.
- pour l'ensemble de ces commu-samedi la juin de 9 h à 12 h.
- Un dossier subsidiaire sera également déposé pour y être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

   à la sous-préfecture de ROCHEFORT :

   du lundi au jeudi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30

   le vendredi de 9 h à 11 b 30 et de 13 h 30 à 16 h
- à la sous-préfecture de SAINTES :
   du lundi eu vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h à 16 h.

Les intéressés pourront à leur choix formuler leurs observations directement sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit aux membres de la commission d'enquête dans les sous-préfectures et les mairies concernées sachant que les sous-préfets et les maires devront les annexer aux registres d'enquête respectifs.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public, en mairie de :

- mairie de:

  Breuil-Magné, le lundi 29 avril 1991 de 14 h à 18 h

  Tonnay-Charente, le mardi 30 avril 1991 de 13 h 30 à 17 h 30

  Cabariot, le jeudi 2 mai 1991 de 16 h à 19 h

  Lussant, le vendredi 3 mai 1991 de 14 h à 18 h

  Bords, le lundi 6 mai 1991 de 14 h à 18 h

  Saint-Savinien, le mardi 7 mai 1991 de 14 h à 17 h

  Crazannes, le lundi 13 mai 1991 de 14 h 30 à 18 h 30

  Port-d'Envaux, le mardi 14 mai 1991 de 14 h à 17 h

  Le Vergeroux, le mercredi 15 mai 1991 de 15 h à 18 h

  Ecurat, le jeudi 16 mai 1991 de 14 h à 17 h

  Champdolent, le jeudi 16 mai 1991 de 14 h à 17 h

  Champdolent, le mercredi 23 mai 1991 de 15 h à 18 h

  Plassay, le jeudi 30 mai 1991 de 14 h à 17 h

  Champdolent, le mercredi 23 mai 1991 de 15 h à 18 h

  Classe, le jeudi 30 mai 1991 de 14 h à 16 h 30

  Loiré-les-Marais, le vendredi 31 mai 1991 de 14 h à 18 h

  Geay, le jeudi 30 mai 1991 de 14 h à 17 h

  La commission d'enquête recevra les observations du public, en ma

- La commission d'enquête recevra les observations du public, en mairie de Tonnay-
- Tharente:
   le jeudi 6 juin 1991 de 13 h 30 å 17 h 30
   le vendredi 7 juin 1991 de 13 h 30 å 17 h.
- A la citure de l'enquête, la commission d'enquête dispose d'un délai de trente jours pour entendre toutes personnes qu'il paraît utile de consulter pour établir un rapport et formuler ses conclusions.
- Les copies du rapport et des conclusions seront déposées :
- à la préfecture de la Charente-Maritime
   à la sous-préfecture de Rochefort
   à la sous-préfecture de Saintes
   dans les mairies concernées,

# VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66 MINITEL 36.15 CODE A 3 T puis OSP

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h. EN UN SEUL LOT: UN APPARTEMENT de 3 P. à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

149, RUE PERRONET - 42/44, BD DU GÉNÉRAL-LECLERC u 5 etage - CHAMBRE au rez-de-ch. - EMPLAC. VOITURE - CAVE. Mise à prix : 1 200 000 F

Sadr.: AP RANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (97), 5, ne des Bourpaignons. TÉL: 47-80-75-18. Sur les lieux pour visiter, le 12 AVRIL, de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie au Palais de Justice de NANTERRE (92). le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h. APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420) 7, 9, 11,13 et 15, rue du Professem-Victor-Pauchet - 4 PIÈCES PRINCIP. AU REZ-DE- CH., AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVE - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F S'adr.: M' WISLIN, avocat, ancien avoué à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avec

de Mauirid : Mª G. JOHANET, ancien avoué, avocat associé de la SCP NEVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8º), tél. : 47-66-03-40 (poste 416). visite sur place & 15 avril 1991, & 14 H 30 à 16 H 30 - Minitel 3616 code Javen.

1ÈS Editeur Tel. (1) 46 34 07 70 METHODE DE REVISION: 78 72 45 50 L'HERMÈS Editeur • Techniques du commerce

international D. NICOLLE 3ème éd. 1991 • Etudes de cas de Comptabilité

N. JOURNO lère éd. 1991 Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

# CARNET DU Monde

### Mariages

~ Josette et Alain LE MAOUT sont heureux de faire part du mariage

> Anne avec

Found KOMBARGL

le 2 mars 1991.

### Décès

- Viviane Alleton, Jean-François, Bernard, Isabelle, Et leurs familles. ont la douleur de faire part de la mort de

### Jean-Claude ALLETON,

- le 8 avril 1991, à Paris,
- M= François Boyer. ses enfants et perits-enfants.

ont la douleur d'annoncer le décès de François BOYER, docteur en médecine

chevalier de la Légion d'honneur.

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième

École de santé de Lyon 1930. Arrêté lors de l'expédition de Saint-Pons, est envoyé au stalag 383, s'évade, rejoint le maquis : ORA bataillon Pugnaire 1945-1948, inspection générale des armées sous les ordres du marechal de Lattre de Tassigny. Est affecté à l'hôpital Bégin. Après 1954, exerce comme pédiatre à Vincennes.

Une cérémonie réunira la famille à Caudiés-de-Fenovillèdes, où ses cen-

20, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris.

- Anne Creissen. née Paraire, Alain et Philippe Creissen.
- ses fils, Pierre Paraire, son beauspère
- Pierre et Thérèse Creissen, Jean-Paul et Martine Creissen, Hélène Creissen. Gérard et Claire Leblanc,
- ses frères, sœur, belles-sœurs et beau-Claire-Lise, Laurent, Matthieu, Tho-

mas et Lilian, ses neveux et nièce, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques CREISSEN.

survenu en son domicile le 6 avril

Les obsèques seront célébrées au temple protestant de Mialet (Gard), le 10 avril 1991, à 14 h 30.

Et il rejoindra ensuite ses parents dans leur terre cévenole au hameau de Luziers.

Il remercie le professeur Michel Rieu, les docteurs Georges Khaiat, Francis Pellet et Claude Roche pour

Les dons pourront être adressés au

service du professeur Chodkiewicz, hopital Sainte-Anne, Paris-14. a De l'éclatement des semences, jaillissent des tiges d'espérance.

4, rue Faidherbe, 94160 Saint-Mande,

- Nicole DAUPHINÉ,

nous a quittés le dimanche 7 avril 1991. M. Claude Dauphinė, Anne er Marie.

rue Pasteur,
 68124 Logulbach.

- Nous apprenons le décès de

Pierre DUFFAU, ancien journaliste, conseiller auprès du ministre des affaires étrangères.

Pierre Duffau, né le 4 tévrier 1925 à Cussac en Haute-Vienne, avait tondé le journal Vieir, organe des mouvements unis de la Résistance. Il avait alors fait la connaissance dans le maquis de Roland Dumas. Titusaite d'uns licence és-tettres et après avoir participé aux campagnes d'Alèmagne et d'indochine. Il était devenu journaliste économique à l'Apell, pois à Paris March. Norumé rédacteur en chef à la Viei Française en 1967 puis à l'Expansion et à la Latire des Echas, Il avait rejoint Roland Oumas en 1981 et était desseuré conseiller auprès de loi, sans interruption, et Per-lement et au ministère des affaires étrangères.)

### CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Toutes rebriques ............ 92 F Abonnés et actionnaires .. 80 F Communicat diverses .... 95 F

Thèses étadiants ........... 50 F

 Mer Françoise Guiramand-Eiglier,
 M. Gérard Guiramand, ionia et Jérôme,
M. et M. Pierre Eiglier.

dartin et Mahé, M. et M. Michel Dupuis. M. et M∞ Bernard Eiglier.

abien et Marc. M. et M= Alain Hayot, David et Ansis. ses enfants et petits-enfants M. Joseph Eiglier, ses enfants et petits-enfants M= Gabriel Martin-Laval

et ses cufants,
M. et M= Edmond Martin-Laval n leurs enfants, M. et M. Léon Martin-Laval, Mª France Martin-Lavel, M. ct Mª Jacques Martin-Laval

et leurs enfants M= Maurice Juster ct son fils, M= Guy Dromard,

ses enfants et petits-enfants. M\* Victoire Ettori,
Les familles Rougier, Martin-Laval,
Dromard, Cachard, Lanteaume, Ottavi
et Nicolas.

Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. André EIGLIER, chevalier de l'ordre national du Mérite.

survenu le 8 avril 1991. Les obséques religieuses auront lieu

le mercredi 10 avril, en l'église de Saint-Giniez, Marseille-8, à 14 heures. - René Heckenroth,

président général, Le bureau national Et le conseil d'administration de la Société nationale Les médaillés miliont la douleur de faire part du décès de

> M. Gay GENERMONT, secrétaire général, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, de l'ordre national du Mérite,

Les obsèques ont eu lieu mardi 9 avril 1991, à Colombes (Hauts-de-

Jean Goldzink a la douleur d'annoncer la mont, à Var-sovie, de son père

## Samuel GOLDZIUK,

Il fut de ces émignés clandestins à qui la mémoire française doit quelque chose. Il n'en tira ni gloriole ni profit : seulement une interdiction de séjour. Que son grand rêve l'enveloppe dans

 Le président
 Et les membres du Conseil constituont la douleur de faire part du décès de

M. Louis JOXE, ambassadeur de France, ancien député, membre de l'Institut, ancien membre

du Conscil constitutionnel, grand officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 6 avril 1991. Ile Monde du 9 avril.)

### - Léonard PEUCH.

C'était le 20 mars 1991. Cétait à Cueuron, Lubéron. Le thym et le romarin y fleuriront. Sa femme, sa famille.

- Les Centres d'entrainement aux méthodes d'éducation active ont la tristesse de faire part du décès de Maurice ROUCHY,

militant des CEMEA depuis la Libération, chevalier de la Légion d'honneur, commandant des FFI.

Les obsèques auront lieu le 11 avril, à 13 h 30, au cimetière de Bagneus (92).

CEMEA. 76, boulevard de La Villette. 75940 Paris Cedex 19.

~ Dominique Lesucut, président de l'Association française a astronomie. Et le conscil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de leur président.

Marrice ROUCHY. chevalier de la Légion d'honneur.

# A PARTIR DE VOS FICHIERS DE CAO/DAO ETRAVE REPRO 38. AV DAUMESNIL - 43,47,21,32

- On nous prie d'annoncer le décès

M= Claude Warnod,
 M= Françoise Leenhardt
 et son fils Guillaume,
 M. et M= Bertrand Warnod

et leurs fils Marc et Franck,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude WARNOD,

survenu le 2 avril 1991, à l'âge de qua-tre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont cu lieu dans la plus stricte intimité.

et leur fils Paul,
M. Marc-Olivier Wormser,
Mª Laure Wormser,
ont la tristesse de faire part du décès de

M= Fernand WORMSER.

nce Georgette Dreyfus,

leur mère, belle-mère, grand-mère el

Les obséques ont cu fieu dans l'inti-

Claire LISLE

s'endormait dans l'espérance de la

Ayez une pensée ou une prière pour elle et pour ceux qu'elle aimait.

Une messe sera célébrée le mercredi 10 avril 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16, à la mémoire de

Mathias POLAKOVITS,

dit Paul Mathias,

Communications diverses

Conférence du cycle : Halakha. -

Collège des études juives de l'AlU, jeudi 11 avril 1991, 20 h 30, 45, rue La Bruyère, Paris-9: « La conversion », par le grand rabbin Marc Guedj. – P.A.F.

galerie MAFTRE ALBERT,

- Mémoires d'un hérétique, de Léou Chertok, Didier Gille et Isabelle Sten-gers, sera commenté au cours d'une conférence organisée par l'Amilar et le Cercle Bernard Lazare. Les débats qui

suivront seront dirigés par Adam Rayski, président de l'Amilar, Jeadi 11, à 20 h 30, CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3-, Tél.: 42-71-68-19.

décédé ic 9 avril 1987.

- Ouverture de la

6, rue Maître-Albert, 75005 Paris. Tél.: 44-07-06-06.

Messes anniversaires

**Anniversaires** 

boulevard Jean-Mermoz,

92200 Neuilly-sur-Seine.

- Le 10 avril 1989,

arrière-grand-mère,

M. et M= André Wormser.

M. et Ma Thierry Wormser

Juliea TOUBLET, dit « Jean Thersent », ancien scorblaire de la Confèdération générale du travail syndicaliste révolutionnai (CGT-SR) uncien me du bureau de l'Association interna

ancien secréta survenu le 4 avril 1991, à Créteil (Val-

de-Marne), dans sa quatre-vingt-cin-quième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 11 avril 1991, à 15 h 30, à Paris, au

58, rue Louis-David, 93170 Bagnolet. 1931 70 Bagnoret.

[Nå le 27 soft 1906 à lwy-sur-Seine [Val-de-sterne], bijoutier de formation, Julien Toublet adhère à la CGTU so débet des années 20. Il deviest, de 1932 à 1939, l'un des dirigeauts de la CGT-SR, qui représente le syndicalisme révolutionnaire. Pour ne pes être requis per les Allemands pendent l'Occupation, il tonde une coopérative ouvrière après l'autoritasolution de la CGT-SR. Julien Toublet fait de la résistance dans des groupes libertaires. En 1945, il participe à la création de la Confédération autosais du travail (CRT) dont il sera serrisine. Il rought avec la CRT en 1953 et il se rapproche de Pierre Monate avenir du groupe Révolution profitarienne. Devena connecteur de presse un début des années 50, il sera employé notamment au Partiren fibérié. Assertio-syndicalista qui, dans su jeunesse, avait résents. sera employe botamment at Parisien Abdri, Andr-cho-syndicalista qui, dans as jeunesse, mait ren-course, à Paris, bun nombre de dissidents du sys-thina communista et des dictatures fascistes l'Europa centrale. Julien Toublet était passionné var la langue internationale intenlique.

Grenobie, Bordeaux, Chambéry.

- Paris. M≈ Aime Villaret, M. et M≈ Bernard Villaret, M. et M≈ Bernard Karst, M. et M= Roger Moulin, M. et M= Dominique Varennes,
- M. Pierre Villaret x leurs enfants. unt la tristesse de faire part du décès de

chevalier de la Légion d'ho administrateur civil au Maroc, survenu le 7 avril 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année.

M. Aimé VILLARET.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 avril, à 16 h 30, en l'église Saint-Luc, à Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part. 8, boulevard du Maréchal-Leclerc, 38000 Grenoble.

- Juvisy-sur-Orge. M∝ C. Vozenin et ses filles ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, le

docteur Stéphan VOZENIN.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-mité, le 6 avril 1991.

# JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel. du samedi 6 avril : DES DÉCRETS

- № 91-337 du 4 avril 1991 portant application de l'article pre-mier de la loi nº 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et

- Du 4 avril 1991 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse centrale de réassu-

UN ARRÊTÉ - Du 4 avril 1991 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1989 fixant le calendrier des années scolaires

1990-1991, 1991-1992 et

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 avril : DES DÉCRETS - Nº 91-338 du 5 avril 1991 relatif aux ports de commerce d'intérêt

majeur en temps de crise ou de - № 91-339 du 5 avril 1991 relatif à la taxe parafiscale des indus-tries du cuir, de la maroquinerie et de la chaussure

- Du 5 avril 1991 portant nomination à la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

### **MOTS CROISÉS**



HORIZONTALEMENT 1. Visible sur certains plateaux. -II. Donna la mort à celle qui lui donna la vie. Possessif. - III. Un taon lui consecre son temps. Dens le vent\_-IV. Forme des mousses. - V. En penne. Partie d'un calice. - VI. Reste de bois. - VII. Sert à faire des

idevoirs. Empachent de se coucher. -VIII. Fut très brillent. Partie d'une capitale. - IX. Pas loin de Liège.

Occasion, pour certains, de mettre de l'eau dans leur vin. - X, S'oppose à plus fort que lui. Conjonction. -

UN ARRÊTÉ

XI. Telles qu'il vaut mieux ne pas trop se répéter. Fait connaître le principal. VERTICALEMENT 1. Hommes d'état. - 2. Obstrue l'ouverture d'un conduit. Mis en mille morceaux. - 3. Note. C'est certain, son jour viendra. Ne nous-apprend nen. - 4. Femme de légende. Prépo-sition. Va à la mine. - 5. Ce n'est smon. Va a la mine. - 5. Ce n'est tout de même pas leur teute si l'on a l'estomac dans les taions i Bonnes œuvres. - 6. Ennemie de la libre pensée. - 7. Amateur de fruits. - 8. Avait une force magique. Charless ou Charlotta ? - 9. Un amoureux de la nature. Reçoit à bras ouverts.

Solution du problème nº 5494 · Horizontalement

I. Enivrante. - II. Carrefour. III. Ruée. Fler. - IV. Et. Nuer. V. Voie. - VI. In. Lattes. - VII. Simi-laire. - VII. Sée. Etre. - IX. Ers.
Rient. - X. Tome. - XI.-Révent.

Verticalement 1. Ecrevisses. – 2. Nautonier. – 3. Ire. Messe. – 4. Vreneli. – 5. Ré. Alerte. – 6. Affectation. – 7. Noir. Tirant. – 8. Tue. Gèrent. – 9. Erre.

GUY BROUTY -

The second second

bulletin sur de manage 

elicine open in year

A Section

خ خفاسی جنوب

A & Mexica

AND THE PARTY AND THE

14.7 a.s

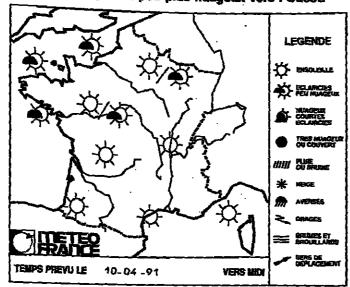
3.4

New York

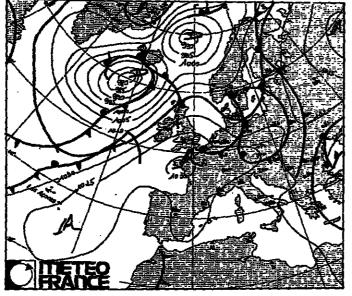
~~^\**G** 

\*\*\* 🐠 🥹

### Prévisions pour le mercredi 10 avril 1991 Beau temps, un peu plus nuageux vers l'Ouest.



SITUATION LE 9 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



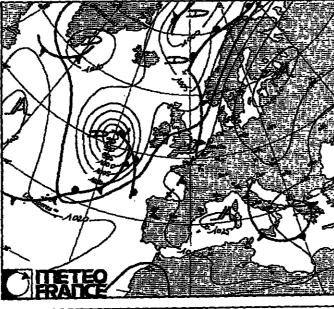
Jeudi : beau temps: - Le soleil brilera sur toute la France en ce jeudi avec de la brume au petit matin. Les vents seront faibles de sud dominant. Queiques bancs de nuages élevés voileront

près des côtes de la Manche.

Des nusges d'instabilité se développaront sur les Alpes et en Corse l'après-midi. Ces nuages pourraient donner des orages isolés.

Les températures matinales seront assez homogànes : 5 degrés à 6 degrés dans l'intérieur, 7 degrés à 8 degrés près des côtes. Les maximales s'étage-ront de 19 degrés à 23 degrés dans le Nord, 23 degrés à 26 degrés dans le

PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrênes relevées entre le 9-04-91 le 8-04-1991 à 18 heures TU et le 9-04-1991 à 6 heures TU							
FRANCE  AJACCEO 17 8 D BHARRITZ 15 8 D BORDEAUI 14 9 D BORDEAUI 14 9 D BORDEAUI 12 8 C CARRIERE 12 8 C CARRIERE 12 9 C CARRIERE 13 7 N GRENOBLE 13 7 N GRENOBLE 13 9 D LUMA 13 7 N GRENOBLE 14 9 D LUMA 14 9 D MARSELLE 19 9 C NANTY 11 10 C NANTYES 14 8 D NICE 16 14 B PARIS MONTS 15 18 C PAU 15 8 D PREPIGRAN 19 14 D RENNES 14 8 N STRASBORRE 12 8 N STRASBORRE 11 9 A	TORILORSE IS TOURS 14 FORTEATURE 30 ÉTRANGE ALEER 29 AMSTERDAM 11 ATHENES 17 BANGEOK 36 BARCELONE 16 BELGRADE 17 BERLEN 13	7 D 9 D 20 A	LITEMBO MADRID. MARRARE MESTICO. MARRARE MESTICO. MILAN MONTEÉA MOSCOU. NAIROBI. NEW-POR OSLO. PALMA-DE: PALMA-DE: PALMA-DE: PALMA-DE: TONIS. STOCKHO TONIS. VARSOVIT VARSOVIT VARSOVIT VARSOVIT VENESE.	18 14 14 18 18 19 17 17 18 18 18 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	7 N D D C N D D N D N D N D N D D D N D D D D		
A B C cicl couvert	ciel ciel	oustic O	P	T tempète	neige		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hivar. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS -- Tél. : 45-48-80-28

# C'est Molière qu'on assassine!

ques, le théâtre français s'est regardé longuement. interminablement, en son miroir. lundi soir sur Antenne 2. Toute distribution des prix est une excellente chose. Surtout pour ceux qui les vers, pour elle et elle seule, précieuse bref, tout ce cirque, pourquoi? recoivent. Encore faut-il ne pas trans- et ridicule. former l'affaire en un calvaire, quinze garde. Les spectateurs romains, Molière géant, façon Orwell, qui dit-ii, sont tembles qui, au spectacle,

gles voyants », en un mot celle des acteurs, s'est mise à jouer de tra- beaux en mémoire de Vitez-Tartuffe; Sophie Marceau.

restent assis en diagonale pour indispensable de doter d'une voix mémoire des disparus de l'année, mieux signifier leur indifférence. Nous d'outre-tombe, ou d'outre-Français ; une bien belle troupe, évoqués, com-

Michel Simon; la retraite aux flam-

Pour le télespectateur, ce fâcheux A un moment, dans un bel effort en manque, à qui il paraîtrait conveactes et près de trois heures d'an- d'improvisation, une lauréate lan- nable d'administrer. à intervalles tenne. Sinon c'est Molière qu'on cera : «Je trouve cela drôle d'être fixes, sembleble médecine? Ou plus assassine! Vittorio Gassman qui pré- drôle. s Et inversement. Tant de simplement, curieux retour de gensidait à la remise de ces Cinquièmes talents, de métier, la fine fleur des darme, en raison d'une incapacité Molères avait, pourtant, dans un dis- tréteaux ainsi réunie, et, à ce point, collective des acteurs, un soir de fête cours plein d'humour, mis checun en oublier les devoirs de le charge? Ce et de relâche, à exercer leur métier? Qui sait? La fête fut triste. Comme dominait la scène et que l'on crut un long catalogue de Toussaint, en mémoire des disparus de l'année.

sommes tous des Romains. Ou, ce french-cancan venu faire le grand ble de la télévision, sans jamais une plutôt, la famille réunie devant les écart goulûment en cette digne Image. Comme un long palmarès, caméras, celle des « fous savants, assemblée ; l'inévitable imitateur, sans surprise ni scandale, à peine des hypocrites sincères et des aveu- Michel Leeb, singeant l'inimitable, une micro-bataille d'Eurydice, un Molière et une giffe de sifflets pour

> La fête pouvait être autre. La «répétition» savoureuse offerte par Muriel Robin et Guy Bedos, la scène du Bourgeois gentilhomme dédiée par Francis Pernin et Jacques Villeret à Louis Seigner, prouvèrent assez que le théâtre se suffit à lui-même. L'image de Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, hors d'âge, recevant l'ovation de la salle debout, la « gueule » de Peter Brook, l'intelligence lumineuse de Giorgio Strehler

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; u Film à évitar ; » On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » « Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 9 avril

20.50 Cinéma : La Bataille de Midway. 
Film américain de Jack Smight (1975).
23.10 Magazine ; Ciné Cinq.

Onze jours, onze nuits. D Film italien de Joe d'Amato (1987).

23.25 Cinéma :

TF 1 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : J'ai épousé une extraterrestre. a Film américain de Richard Benjamin (1988) 20,50 Cinéma : Mais où est donc passée la septième compagnie? a Film français de Robert Lamoureux (1973). (v.o.). 0.00 Cinéma : L'Emissaire. o Film américain de Jan Scholtz (1988). 22.25 Magazine : Ciel, mon mardi l 0.15 Au trot.

A 2

20.45 Cinéma : L'espion qui m'aimait. ■ Film bitannique de Lewis Gibert (1977). 23.00 Magazine : Cinéma, cinémas 2• . 0.05 Journal et Météo. 0.25 Musique : Jazz à Antibes John Mac Laughlin (1).

0,20 Journal, Météo et Bourse.

17.15 Jeu:

19.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Tapis vert.

0.25 Documentaire:

17.05 Magazine : Giga. 18.10 Jeu : Des chiffres

18.30 Série : Alf (rediff.).

20.45 Téléfilm : Le Piège.

23.35 Journal et Météo.

FR 3 17.05 Magazine:

20.35 Magazine:

22.40 Magazine:

23.35 Magazine:

Minuit en France.

Brast-Sapone : regards croisés.

Une pëche d'enfer. 17.30 Amuse 3.

et des lettres junior.

Que deviendront-ils?

23.55 Magazine : Prolongations.
Special tennis.

18.10 Magazine : C'est pas juste.

20.05 Divertissement : La Classe.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journel de la région.

Faut pas réver. Argentine : chasseurs de laine ; Chomo : artiste ; Côte-d'Ivoire : Samoxa, griot chas-

19.05 Série : Mac Gyver (rediff.). 20.00 Journal et Météo.

16.05 Hit NRJ.

22.30 ➤ Série :

19.00 INC.

20.50 Variétés : Sacrée Soirée. 22.50 Magazine : Perdu de vue. 0.00 Journal, Météo et Bourse.

20,35 Téléfilm : Un médecin des Lumières. 22.10 Journal et Météo. 22.30 Télévision régionale. 23,30 Variétés : Eurotop. 0.20 Magazine : Espace francophone. 0.50 Musique : Camet de notes.

20.30 Cinéma : Milou en Mai. \*\*

Une famille en or.

17.45 Sport : Football.
Demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs chempions (match aller) : Spartak de Moscou-Olympique de Marseille, en direct de

Hommage à André Voisin.

1.00 Journal de la nuit. 1.10 Demain se décide aujourd'hui. 1.15 Le Club du Télé-achat.

M6 20.35 Téléfilm : Toby dans le Grand Nord.

22.15 Téléfilm : L'Héritière cubliée.

0.00 Six minutes d'informations.

**CANAL PLUS** 0.05 Magazine : Dazibao. Film français de Louis Malle (1989).

La SEPT

21.00 Magazine : Mégamix. 22.00 Magazine : Dynamo.

22.20 Documentaire: Par amour. 22.30 Téléfilm : L'Arbre mort.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. 21.30 Sur les traces de l'Ozerlag, un îlot de l'archipei du goulag.

22.40 Les nuits magnétiques. Le regard des aveugles (1). 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Michel Portal.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1= mers à l'Opéra de Montpellier) : Capriccio (Clair de lune, scène finale), de R. Strauss : Le secret de Suzanna, de Wolf-Ferrari, per l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. : Uwe

: 23.07 Poussières d'étoiles.

# Mercredi 10 avril

Boulevard rock and hard.

0.30 Musique : Carnet de notes. TF 1

**CANAL PLUS** 

17.05 Les Nuls.,. l'émission (rediff.). 18.00 Canaille peluche. - En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon. 18.50 Top albums. 19.20 Magazine :

20.00 Sport : Football
Denri-finale de la Coupe d'Europe des clubs
champions (match aller) : Bayern de
Munich-Etoile rouge de Belgrade, en direct 22.30 Flash d'informations.

22.40 Cinéma: Un jeu d'enfant. E Film français de Pascal Kané (1989). Avec Paul Schmidt, Dominique Lavenant, Jean

0.20 Cinéma : Shocker. =

Film américain de Wes Craven (1989)

LA 5 16.25 Youpi i L'école est finie. 17.45 Série : Star Trek.

19.05 Jeu : La Ligne de chance.

19.40 Sárie : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain. 20.00 Journal et Météo.

20.40 Journal des courses. 20.50 Histoires vraies. Trois témoins pour un coupable

22.15 Débat : Erreur judiciaire personne n'est à l'abri.

0.00 Journal de la nuit. 0.07 Demain se décide aujourd'hui. 20.35 Magazine:

La Marche du siècle,

Thème: Défense et sécurité en Europe.

Avec MM. Roland Dumas (ministre des affaires étrangères), Brosnilaw Geremek (président de la commission des affaires étrangères de la Diète), Manfred Worner (secrétaire général de l'Otan), Vadim Zegledine (conseiller diplomatique de Mikhall Gorbacchev), Hans-Dietrich Gersher (ministre des affaires étrangères de RFA. an duplex de Vienne) et Abdou Diouf (président de la République du Sénégal, en duplex du Sénégal).

22.20 Journal et Météo.

22.40 Magazine:

M 6

16.15 Série : Drôles de dames. 17.05 Jeu : Hit hit hit hourra i 18.05 Série : Tonnerre mécanique.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm :

Des vacances de rêve. 22.15 Série : Equalizer.

23.10 Magazine :
Le Glaive et la Balance.
L'Affaire des frères Willot.
0.00 Six minutes d'information 0.05 Magazine : Dazibao.

0.10 Boulevard des clips. LA SEPT

16.30 Histoire parallèle. 17.30 Mégamix.

18.25 Documentaire : Style Wars 19.25 Magazine : Dynamo.

19.55 Le Dessous des cartes.

20.00 Stephane Grappelli,

portrait révé. 21.00 Documentaire : Non-lieux.

22.10 Documentaire: Par amour. 22.25 Cinéma : Vidas secas.■■ Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos

(1963). 0.05 Court métrage :

0.20 Court métrage :

### FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Les écrivains et leur langue.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan

22.40 Les nuits magnétiques. Le regard des aveugles (2).

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique: Coda, Michel Portel.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 février à la Philharmonte de Munich): La chauve-souris, de J. Strauss; Six Landler K. 606, de Mozart; Rosamunde, de Schubert; Danses alle-mandes D 820, de Schubert (orchestration de Webern); Casse-noisette, de Tchal-kovski, par la Philharmonie de Munich.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club en direct du jazz-club de la Villa à Paris. Le quartette du saxophonista et flûtiste Hervé Mes avec William Lecomte, plano, Thomas Bramerie,

Du lundi au vendradi, à 9 haures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN

# Inculpation de trois personnes après la mort d'une journaliste

Trois personnes dont un mineur, auteurs présumés de la mort d'une journaliste réunionnaise, tuée au volant de sa voiture par un jet de pierre, le 26 février, ont été inculpées d'assassinat et écrouées, lundi 8 avril, à la maison d'arrêt de Saint-Denis de la Réu-

Alors qu'elle circulait sur une route de la Rivière des Galets, sur la commune du Port, Mª Vivienne Cadet, vingt-deux ans, journaliste à Antenne Réunion, avait été mortellement blessée par une pierre de 3 kilos, lancée sur sa voiture par des inconnus, du haut d'un échangeur. Le projectile, qui avait tra-verse le pare-brise du véhicule, l'avait atteinte à la tête, la tuant

Cet incident était intervenu pendant les émeutes de Saint-Denis, où de nombreux véhicules et des vitrines avaient été attaqués à coups de pierres, mais les enquêteurs n'avaient pas voulu établir de lien entre les deux événe-

L'ESSENTIEL

**SECTION A** 

Antiracisme : un entretien avec

M. Pierre-André Tagureff, prési-

dent de l'Observatoire de l'anti-

Remaniement à Pékin

des «héros» américains

Les arèves en URSS

Nancy Reagan et le clan Kennedy

Les mineurs refusent les conces-

Le projet sur l'administration ter-

Réforme hospitalière

Judaïsme laïque

Des assises nationale

Patrimoine :

Alliance

contre IBM ..

L'assemblée

de la Banque

l'Amérique latine.

Abonnements.

Météorologie ...

Mots croisés.....

foliotées de l à XXIV.

Radio-Télévision .....

Spectacles.....

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comprend un sup-

lément *Initiatives* de 24 pages

Le numéro du « Monde »

daté 9 avril 1991 eté tire à 538 377 exemplaires.

interaméricaine

ntoriale est adopté par une voix

Un vote envisagé pour les chefs

de département hospitalier.... 14

SCIENCES • MÉDECINE

Les caries des Français : un

bilan accablant • Etats-Unis-URSS : retrouvailles dans l'es-

pace ? . Tautavel ou l'art de

doubler • Points de vue « Tempère sur l'orientalisme »

« Le droit à la santé . . Petits

soins trançais pour patients bri

le trésor de Saint-Denis

Le public se presse au Louvre

sor de la basilique. Et rèver ... 18

**SECTION B** 

Dix-neuf sociétés d'informatique

ont constitué un groupement

Les Européens sont divisés su

leur contribution au Fonds pour

Services

dans l'informatique

sions du gouvernement ....... 10

Léger redoux en Chine ...

La démolition

Les travaux

parlementaires

ments. Interpellé, dimanche, à la suite d'un vol, Jean-Philippe Peter, vingt-sept ans, aurait avoué, au cours de son interrogatoire, être l'un des auteurs des faits. Il aurait également livré les noms de ses deux complices, Jean-Marie Louise, vingt-sept ans, considéré par les gendarmes comme un simple d'esprit ainsi qu'un mineur dont l'age n'a pas été précisé.

Jean-Philippe Peter, invalide à 80 % à la suite d'un accident de la circulation, selon les gendarmes, aurait déclaré avoit agi « par jeu ». Les enquêteurs affirment que lui et ses complices n'en étaient pas à leur coup d'essai et s'amusaient jusqu'à samedi dernier à arroser de pierres les voitures circulant sur la route du Port, à une trentaine de kilomètres de Saint-Denis.

Présentés lundi soir au juge d'instruction, ils ont été inculpés d'homicide volontaire avec guetapens et écroues. - (AFP.)

Une première à l'Ecole de guerre

### 1 500 invités pour entendre un discours de M. Mitterrand sur la sécurité européenne

Les officiers stagiaires de la 103º promotion de l'Ecole supérieure de guerre ont réussi la gageure d'inviter le chef de l'Etat à présider la séance finale d'un Forum qu'ils organisent, les mercredi 10 et jeudi 11 avril à Paris, sur le thème : « Quelle sécurité en Europe à l'aube du vingt et unième siècle? » C'est une première. Plus de quinze cents invités, dont le tiers sont des étrangers, entendront cent cinquante orateurs discourir de la sécurité européenne de l'an 2000.

Ce Forum, dont les stagiaires de l'Ecole de guerre ont eu l'initiative, s'organise en trois parties distinctes : une séance plenière, inaugurce par le ministre de la défense. M. Pierre Joxe; des travaux en six commissions sur les enjeux internationaux, le nouveau système de sécurité collective en Europe, les progrès technologiques et la maîtrise des armements, l'économie et l'environnement, les ressources humaines, et les opinions publiques sace à la volonté de défense; une séance plénière de bilan, avec un discours de M. Mitterrand, qui est constitutionnelle-ment le chef des armées.

Pour les six commissions de travail, les stagiaires de l'Ecole de guerre ont rassemblé des juristes, des industriels, des universitaires des responsables politiques, des hommes de presse et des militaires. A cette occasion, une première mondiale est prévue, avec l'instau-ration d'un débat télévisé en multiplex en direct de l'Académie militaire de Moscou (avec la participation du maréchal Serguei Akhromeiev, ancien chef d'étatmajor soviétique) et de la National Defense University (avec M. Brent Scowcroft, conseiller de M. George

### URSS La Géorgie se proclame indépendante

Le Soviet suprême (Parlement) de Géorgie, réuni mardi 9 avril en session extraordinaire, a proclamé unilatéralement l'« indépendance » de la Géorgie, a-t-on appris auprès de la représentation permanente de la Géorgie à Moscou.

Le Parlement géorgien s'est fondé sur les résultats du référendum organisé le 31 mars dans la République, qui s'était soldé par un vote massif en faveur de l'indéendance. La Géorgie est, après la Lituanie, la seconde république soviétique à proclamer ainsi son indépendance. ~ (AFP, Reuter.)

### Les divergences sur la deuxième étape de l'union économique et monétaire européenne se précisent

Réunis à Luxembourg lundi 8 avril, les ministres des finances de la Communauté ont exprimé leur différence d'appréciation sur les conditions de passage à la deuxième étape de l'union économique et monétaire europeenne (UEM). Concrètement. deux points de vue s'affrontent. Pour les uns - l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark - ce passage à la deuxième phase, au cours de laquelle un système européen de banques centrales doit être mis en place, ne peut être effectué que si, comme l'a souligné le secrétaire d'État alle-mand aux finances, M. Horst Koehler, un véritable programme de rapprochement des taux d'inflation et de réduction des déficits budgétaires est adopté. L'entrée en vigueur de la deuxième étape au le janvier 1994 ne pourrait être respectée qu'en cas de succès de ce pro-gramme. Les trois pays ont

senté par le Luxembourg. de Rome.

SUR LE VIF

**CLAUDE SARRAUTE** 

# Renversant!

H là là, ce scandale i lis sont fumé un joint en 1965. Reagan et sa femme. Même qu'ils ont rigalé : Franchement, c'est pas terrible ! Et attendez, voici mieux : s'il l'a épousée, c'est parce qu'elle était enceinte, vous vous rendez compte un peul En plus, il l'a trompée, il s'est tapé trois quatre starlettes et elle lui a rendu la monnaie de sa pièce.

Avec qui? Tenez-vous bien. avec Frank Sinatra. Où ça? Sous son nez, à Ronnie, dans les appartements privés, à deux pas du bureau ovale, entre la poire et le fromage. Téléphone bloqué. On n'avait pas le droit de troubler leurs ébats. Faut comprendre l Avec leurs soixante-dix balais, elle, sa mise en plis, lui, son corset, il aurait suffi d'un coup de fil pour leur casser le coup!

Enfin, franchement, à quoi ça ressemble, ces révélations fracassantes dont la plupart, Madame et son astrologue, Monsieur et ses blagues anti-gay. anti-black, font depuis belle lurette, la une de la presse internationale? A ce que c'est : la fabrication d'un de ces best-sellers – quatre ans d'enquête et

dollars - signés Kitty Kelley dont Jackie Onassis a déjà fait les

Pour ça, ils reculent devant rien, les éditeurs américains . Et surtout pas les foudres des hauts personnages incriminés. Essayez donc de publier ici un Giscard intime, on vous claquera la porte au nez. Rien que pour avoir évoqué, le plus discrètement du monde, ses frasques à l'heure du laitier, un de mes confrères a été immédiatement sanctionné : plus le droit de mettre les pieds è

Moi, quand je me suis permis de parier dans un billet des aventures de Grace de Monaco telles que les rapportait encore une de ces a bio a à sensation dont les Etats-Unis faisaient leurs choux gras, je me suis fait taper sur les doigts: Tu touches pas à ca! Eux, la-bas, ils y touchent, pas gênés, à la liquette de Ted Kennedy, lancé, jambes nues, avec son fils et son neveu, à la poursuite d'une pouf rencontrée dans

un bar. Remarquez, en France, l'odeur du linge sale, ça n'a jamais incommodé personne. A condition qu'il sorte du panier de la Maison Blanche ou de Buckinune avance de 3,5 millions de 1 gham.

# Nouvelle sortie dans l'espace des astronautes d'Atlantis

leur a permis, dimanche 7 avril, de sauver le satellite d'observation des rayons gamma GRO, les astronautes de la navette Atlantis, Jerry Ross et lay Apt, se sont sivrés. lundi 8 avril, à de nouvelles acrobaties en apesanteur. Pendant einq heures et quarante-six minutes, les deux hommes, engonces dans leur scaphandre, ont procédé à l'essai de divers systèmes destinés à être utilisés lors de la construction de la station spatiale américaine Free-

A cette occasion, «Tom et Jerry », comme les surnomment les contrôleurs au sol du centre spatial de Houston, ont eu la charge de tester quatre chariots différents leur permettant de se déplacer rapidement le long d'un rail. Le premier tenait de la draisine chère

Après la sortie spectaculaire qui aux cheminots, le deuxième utilisait une manivelle permettant en quelque sorte de pédaler avec les mains, et les deux derniers, plus sommaires, faisaient appel à des sortes de planches à roulettes où la seule force motrice est celle des Tout s'est admirablement passé

et la NASA peut déjà s'enorgueillir du succès de cette nouvelle mission. Elle en a bien besoin après nombreux contretemps techniques qui ont affecté ses dernières missions. Un signe : le Congrès américain vient de contraindre la NASA à revoir sa copie sur la station Freedom et l'a invité à réduire de 5.7 milliards de dollars ses dépenses sur ce projet, ce qui devrait conduire à une station plus

EN BREF Une nouvelle affectation pour M. Notin à l'université Lyon-III. -M. Bernard Notin, maître de conférences en économie à l'uni-versité Jean-Moulin (Lyon-III), auteur d'un article niant la réalité des chambres à gaz nazies, vient de se voir affecté à une fonction de chargé d'études sur la documentation en sciences économiques. Cette décision de l'université intervient moins d'un mois après l'annulation de la sanction qui l'avait interdit d'enseignement pour un an. Lyon-Ill indique que « l'état l'avancement de l'année universitaire » n'avait pas permis de confier de cours à M. Notin.

Antisémitisme : M. Brice Lalonde demande une « clarification » 20x Verts. - M. Brice Lalonde, ministre délégué chargé de l'environnement, s'est déclaré, lundi 8 avril, « choqué d'apprendre qu'un tiers des Verts s'est abstenu de condamner un texte d'inspiration nettement antisémite proposé à leur conseil national v. « Une clarification s'impose immediatement :estime le ministre. M. Lalonde ajoute : « De la même façon qu'il n'est pas possible de travailler avec le Front national, il n'est donc pas

possible de travailler avec un tiers des Verts. " Un texte accusant notamment Israël d'être un Etat a raciste, théocratique, militariste et expansionniste », et mettant en cause plusieurs personnalités juives françaises avait été discuté au cours de la dernière réunion du conseil national des Verts (le Monde du 9 mars). Auteur de ce texte, M. Jean Brière, ancien porteparole du mouvement, avait été désavoué par une partie de cette

**BOURSE DE PARIS** 

Matinée du 9 avril Hésitation

La Bourse de Paris était mitigée mardi avec un CAC 40 se maintenant à + 0,10 % en sin de matinée. A l'ouverture, l'indice parisien était en hausse de 0,20 % à 1851,18. Les plus fortes baisses étaient emmenées par Fromageries Bel. BNP. Cl et Dassault Electronique. Du côté des hausses, on notait Penhoct, Alsacienne de Supermarchés et Métaleurop.

refusé lundi le compromis pré-

Pour les autres Etats (à l'exception de la Grande-Bretagne, qui n'a jamais accepté l'objectif de la création d'une monnaie commune européenne), la deuxième étape doit démarrer à la date prévue lors du sommet

# Mort de Ruth Page

La danseuse et chorégraphe américaine est morte dimanche ' avril å l'åge de guatre-vingtonze ans

Moins connuc en Europe que sa presque contemporaine Martha Gra-ham, qui vient aussi de s'éteindre. Roth Page était l'une des personnali-tés les plus dynamiques de la scène dansante américaine. Les Parisiens ne l'auront vue qu'en 1950, lorsqu'elle présenta au théâtre des Champs-Elysées ses Ballets américains, au programme desquels figuraient deux de ses œuvres les plus représentatives : Frankie and Johni, la sombre histoire d'une prostituée et d'un souteneur volage, devenu un classique aux Etats-Unis, et Billy Sunday. Et en 1951, lorsqu'elle monta pour les Bal-lets des Champs-Elysées Impromptu au bois et Revanche, sur le livret et le musique du Trouvère de Verdi, qui passe pour son chef-d'œuvre.

Née en 1900 à Indianapolis, formée par Ivan Clustine, Adolf Bolm et Enrico Cecchetti, elle débute à dixhuit ans dans les tournées d'Anna Pavlova. Puis elle rejoint Adolf Bolm, danseur russe exilé à Londres. On la voit ensuite prima ballerina de la Music Box Revue à Berlin et à New-York, puis membre des Ballets russes de Diaghilev; elle retrouve Bolm pour être l'interprète du rôle de Terpsi chore dans la première version de l'Apollon Musagète de Stravinski, à Washington, en 1928. Elle crée ses premières chorégraphies pour le Chi-cago Summer Opera, de 1929 à 1933.

Avec Bentley Stone, elle forme la Page Stone Ballet Company, qui par-court le monde et changera plusieurs iois de nom, ce qui rend sa trace difficile à suivre. C'est cependant à Chicago qu'elle manifestera une fidélité relative, travaillant pour le Chicago Lyric Opera, le Chicago Ballet, et créant là-bas plusieurs de ses œuvres majeures. Elle avait une prédilection pour les ballets adaptés d'opéras, ainsi Susanna and the Barber, d'après le Barbier de Séville de Rossini, Camille d'après la Traviata de Verdi, la Chauve-Souris de Strauss, Fusils et castagnettes d'après Carmen de Bizet. Depuis 1970, elle dirigeait l'école de danse qu'elle avait fondée à Chicago.

# Chronologie

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution de la Chronologie » du mois de mars est reportée



Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à parfir de 2 490 F PANTALONS 830 F VESTONS 1 660 F 3 000 tissus Luxueuses draperies TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES **LEGRAND** Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61,

Du lundi su samedi de 10 h à 18 h

# Le Français en retard d'une fenêtre

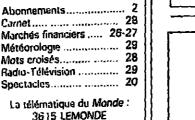
Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contra le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journes ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste persien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.
Magasin d'exposition 111, rue La
Fayette (10-) — Mr Gare-du-Nord.
Tel 48-87-18-18.



### CIRCUIT LES 2 MONGOLIES DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence : AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS Tél.: (1) 43 37 85 90 - Minitel 3615 code ASD



Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX *LE MONDE* diplomatique

Au sommaire :

 Les embûches de la paix,

du mois d'avril **EST PARU** 

par Claude Julien